

# Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13669 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- SAMEDI 7 JANVIER 1989

## Pastis

Le pastis, cette boisson si particulière, si chère à la Provence, est-elle en danger ? On le sait, elle est faite d'eau-de-vie d'anis, de sucre et d'arômes. Mais depuis quelques années, on s'interroge sur sa composition. Certains disent qu'elle est devenue « chimique ». D'autres, au contraire, la défendent. Elle est, disent-ils, le fruit d'une longue tradition. Elle est, elle aussi, le symbole d'une certaine culture. Mais, en ces temps de mondialisation, elle risque de disparaître. Elle est, elle aussi, le fruit d'une certaine culture. Elle est, elle aussi, le symbole d'une certaine culture. Mais, en ces temps de mondialisation, elle risque de disparaître.

## URSS

Le régime de Tachkent, dans la région de l'Asie centrale, est en proie à une crise. Les tensions ethniques sont à leur paroxysme. Les différentes communautés se font face, prêtes à tout. Le pouvoir central tente de maintenir l'ordre, mais les ressources sont limitées. La situation est préoccupante. Les tensions ethniques sont à leur paroxysme. Les différentes communautés se font face, prêtes à tout. Le pouvoir central tente de maintenir l'ordre, mais les ressources sont limitées. La situation est préoccupante.

La situation à Tachkent s'aggrave. Les tensions ethniques continuent de monter. Les différentes communautés se font face, prêtes à tout. Le pouvoir central tente de maintenir l'ordre, mais les ressources sont limitées. La situation est préoccupante. Les tensions ethniques sont à leur paroxysme. Les différentes communautés se font face, prêtes à tout. Le pouvoir central tente de maintenir l'ordre, mais les ressources sont limitées. La situation est préoccupante.

La situation à Tachkent s'aggrave. Les tensions ethniques continuent de monter. Les différentes communautés se font face, prêtes à tout. Le pouvoir central tente de maintenir l'ordre, mais les ressources sont limitées. La situation est préoccupante. Les tensions ethniques sont à leur paroxysme. Les différentes communautés se font face, prêtes à tout. Le pouvoir central tente de maintenir l'ordre, mais les ressources sont limitées. La situation est préoccupante.

## Cent quarante-trois pays à la conférence de Paris Les Etats industriels veulent arrêter la prolifération des armes chimiques

### Un espoir

Encore une conférence pour rien ? La tentation est grande de considérer d'un air blasé les assises internationales qui s'ouvrent samedi 7 janvier à Paris, pour déclarer une fois de plus hors la loi les armes chimiques.

N'existe-t-il pas, depuis 1925, un protocole international interdisant leur usage et ce texte n'a-t-il pas déjà été signé par cent onze pays... dont bon nombre, ajoutent les pessimistes, l'ont allégrement violé ?

A quoi bon, dès lors, un texte supplémentaire ? Pour... plusieurs raisons. La première, c'est que le protocole existant n'interdit que l'usage des armes chimiques, non pas leur fabrication, et qu'il ne prévoit aucune sanction. La seconde, c'est que la portée de l'interdiction de recourir à ces armes a été élargie par plusieurs signataires, qui se sont réservés le droit d'en faire usage en second.

La troisième, c'est que le protocole de 1925 n'interdit pas explicitement l'usage des armes chimiques contre son propre peuple. Les Kurdes irakiens en savent quelque chose. La quatrième raison enfin, et peut-être la plus importante, c'est que la planète est menacée par la prolifération de ce qu'on appelle à tort l'arme atomique du pauvre : les dirigeants de nombreux pays qui seront représentés à la conférence de Paris l'ont depuis pas mal de temps déjà avec envie du côté de Bagdad, réputé avoir évité une défaite dans son conflit avec l'Iran grâce, notamment, à un recours systématique aux armes chimiques.

Car, contrairement à la légende, l'arme chimique n'est pas dissuasive. C'est une arme classique, de la plus « sale » espèce, faite pour semer la terreur, détruire des populations entières. Américains et Soviétiques ont enfin décidé de chercher à s'en débarrasser. L'URSS de M. Gorbatchev, qui est la première puissance chimique du globe, paraît d'accord.

Or, qu'on le veuille ou non, rien n'est possible en la matière si Washington et Moscou n'ont pas décidé de coopérer pour installer un contrôle international plus strict des exportations industrielles susceptibles d'être détournées à des fins militaires. Ayant donné l'exemple en matière d'aéronautiques, les deux Super-Grands ont enfin des chances d'être crédibles. Autre indice de bon augure : la plupart des pays industriels sont prêts à imposer des limitations et des contrôles à leurs exportations.

A l'heure où Américains et Soviétiques ont enfin accepté et commencé à appliquer le principe d'inspections surprises et de surveillance permanentes de certaines installations militaires, des ébauches de solutions existent pour tenter de résoudre le très difficile problème de la vérification de la non-production d'armes chimiques. L'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne (AIEA) peut même servir de modèle : elle n'a, certes, pas interdit toute prolifération nucléaire, mais elle a considérablement freiné le mouvement. Et permis au moins de connaître les tricheurs.

La conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques, réunie à l'initiative de MM. Reagan et Mitterrand, s'ouvrira le samedi 7 janvier par un discours du président de la République. De très nombreuses délégations sont attendues. Seront notamment présents MM. Shultz et Chevachnadze. L'objectif des Etats industriels est d'arrêter la prolifération des armes chimiques.

Cent quarante-trois pays représentés au total : à quelques absences près, mais qui ne sont pas politiquement significatives, c'est presque l'ONU. Quarante-sept gouvernements environ enverront leur ministre des affaires étrangères.

Cette très forte participation est en elle-même un premier élément de réponse à ceux qui doutent de l'utilité de ce qui leur apparaît comme une grand-messe de l'hypocrisie. Le scepticisme a cependant pour lui quelques arguments de bon sens : à quoi rime, en effet, d'inviter à réaffirmer solennellement l'interdiction d'emploi de l'arme chimique contenue dans le fameux « protocole » de 1925 des pays qui, ayant souscrit à ce texte, l'ont ensuite et tout récemment encore violé sans scrupules ?

Le double parrainage de cette conférence par la France et les Etats-Unis est-il d'autre part légitime, alors que la première

affirme textuellement dans la loi de programmation militaire de 1986 qu'elle n'entend pas « renoncer définitivement » à l'arme chimique et qu'elle veut disposer de « la capacité dissuasive appropriée » et alors que les seconds sont en train de se doter des spécimens les plus sophistiqués de ces armes empoisonnées ?

A ce bon sens incrédule, on peut objecter que c'est généralement de la course aux armements que résultent les avancées sérieuses vers le désarmement : c'est le programme de modernisation des armes chimiques américaines qui - glissant et nouvelle pensée politique aidant - a incité l'URSS, massivement supérieure en ce domaine, à enfin tomber le masque, et à s'engager sur la voie d'un futur désarmement chimique multilatéral.

CLAIRE TRÉAN.  
(Lire la suite page 4.)

## La droite et la gauche serrent les rangs

L'UDF et le RPR se sont entendus, jeudi 5 janvier, pour présenter des listes communes aux élections municipales des 12 et 19 mars dans deux cent vingt-deux villes de plus de trente mille habitants. Le PCF et le PS devraient conclure un accord, le jeudi 12 janvier, au terme d'une rencontre au sommet entre M. Marchais et M. Mauroy. (Lire nos informations page 8.)



## Les rumeurs autour des « délits d'initiés »

## Le temps du soupçon, l'heure de la clarté

Le ministre des finances a publiquement évoqué, le 5 janvier, les rumeurs sur l'affaire des « délits d'initiés » à propos du rachat par Pechiney d'une société américaine.

par Bruno Frappat

Le parler vrai, c'est aussi le parler vite. Le tout-Etat politico-médiatico-financier bruit, depuis quelques semaines, d'une rumeur de scandale mêlant les effluves du pouvoir et de l'argent. C'est l'affaire dite des « délits d'initiés » autour du rachat par Pechiney, société nationalisée, de la firme Triangle qui contrôle l'American Can. Une opération spectaculaire, mais une opération qui aura peut-être bénéficié à

quelques-uns qui, prévenus, en auraient tiré un profit personnel. Le délit d'initié ce n'est pas autre chose que ceci : savoir avant, pour s'enrichir après.

L'affaire telle que la dessinent les rumeurs et les informations distillées serait grave si elle était avérée. Elle « mouillerait » du beau linge dans la République. Il serait pour le moins fâcheux que cette année du bicentenaire de l'abolition des privilèges, 1989, débute par la révélation de manœuvres s'apparentant à une forme moderne de privilèges, tant savoir et pouvoir restent liés, surtout quand l'argent est en jeu.

A l'inverse il y aurait scandale non point politico-financier alors, mais moral, si tout ce qui se répand à ce propos se révélait infondé, calom-

nieux, perfide et résultant de basses manœuvres pour déstabiliser l'Etat. Le « complot » se retournerait contre ses auteurs.

La Commission de opérations de Bourse même son enquête et paraît désireuse d'aboutir au plus vite à des conclusions. Dans les sphères du pouvoir, et au plus haut de l'Etat, l'inquiétude est perceptible. Le ministre de l'économie, tuteur de la COB et par là garant de la moralité du marché boursier, a fait, jeudi 5 janvier, une déclaration à la fois ferme et ambiguë. Elle en dit trop ou pas assez. Trop pour qu'on n'ait pas l'impression qu'en effet il y a une affaire, et pas assez car à annoncer - sans plus de précision - que « les noms qui sortent ne sont pas les seuls concernés », on accorde le trouble sans faire avancer la vérité.

Il est encore temps d'éviter au virus du soupçon de produire de plus graves effets. Il est temps que l'Etat, soit qu'il ait été piégé soit qu'il ait été compromis par des services inégalement ou des proches indélicats, jette de lui-même, une lumière crue sur l'affaire. Les retombées seraient d'autant plus graves qu'on traînerait les pieds dans la manifestation de la vérité, quelle qu'elle soit.

Les Français ont trop pris l'habitude de brocarder leur classe dirigeante - la vieille lune du « tous pourris » - pour qu'il leur soit offert, par incision, embarras ou dissimulation, l'image d'un pouvoir englué quand il faudrait un Etat net. Surtout s'il l'est.

(Lire page 28 l'article d'ERIK IZRAELWICZ.)

« Le niveau monte », de Christian Baudelot et Roger Establiet

## Les chimères de la décadence

Dans un livre qui vient de paraître, « Le niveau monte », les deux sociologues de l'éducation, Christian Baudelot et Roger Establiet, se proposent de « réfuter une vieille idée concernant la prétendue décadence de nos écoles ». Cet ouvrage, qui repose sur des études statistiques rigoureuses mais qui a souvent la forme aigre d'un pamphlet, est une réponse aux nombreux essais polémiques parus ces dernières années sur le thème de la « baisse du niveau » des études en France.

« La décadence est réelle, elle n'est pas une chimère : il est banal de trouver vingt fautes d'orthographe dans une même dissertation des classes terminales » (Noël Deska, 1956).

« Avec les copies d'une session de baccalauréat, on composerait

un sotissier d'une grande richesse » (recteur Payot, 1937).

« L'enseignement secondaire se primarise... » (Paul Lemonnier, 1929).

« J'estime que les trois quarts des bacheliers ne savent pas l'orthographe » (Victor Bérard, 1899).

« La valeur des mots, leur sens propre et figuré sont rarement compris » (Ollivier, doyen des lettres de Clermont, 1859).

« D'où vient qu'une partie des élèves qui ont achevé leurs études, bien loin d'être habiles dans leur langue maternelle, ne peuvent même pas écrire correctement l'orthographe ? » (Lacombe, 1835).

A lire la litane des jugements portés sur le niveau des élèves, une évidence s'impose : il n'a cessé de baisser. Au point qu'on peut se demander à quelle profondeur abyssale nous mènera cet irrépressible déclin. Et, à contra-

**Trotsky et sa « liquidation »**  
Un pas de plus vers la réhabilitation du fondateur de l'armée rouge.  
PAGE 5

**Cuba, trente ans après la révolution**  
Les difficultés du quotidien et l'avenir de Castro.  
PAGE 7

**Le revenu des agriculteurs**  
Baisse de 3,8 % en un an.  
PAGE 24

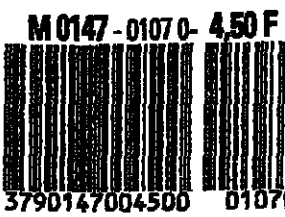
**Syndrome grippal**  
Plus de quatre millions de personnes atteintes.  
PAGE 12

**Le logement des policiers à Paris**  
Controverse entre le ministère de l'intérieur et la mairie.  
PAGE 10

**Roger Planchon monte «Andromaque»**  
Sous le scalpel de Racine.  
PAGE 17

**Bilan de la CNCL**  
Un entretien avec M. Gabriel de Broglie.  
PAGE 19

Le sommaire complet se trouve en page 28



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Espagne, 185 pes. ; Grèce, 180 dr. ; Italie, 1.700 L. ; Japon, 0,400 ¥ ; Luxembourg, 20 F. ; Neuchâtel, 17 fr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Roumanie, 396 F. CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

مكتبة من الأصل

# Débats

## POLITIQUE

### Rigueur et gâchis

Par JEAN-LUC MELENCHON (\*)

Le nez sur l'événement, n'a-t-on pas oublié que les derniers mouvements sociaux s'inscrivent dans une longue série commencée en novembre et décembre 1986 avec les jeunes et les cheminots ? Chez les socialistes, cet aveuglement a une origine politique. Pour renouer le fil des événements, il faut d'abord s'accorder sur le sens du résultat de l'élection présidentielle. Qui a gagné de la gauche ou de la droite ? Si la gauche l'a emporté, on ne peut pas douter que ce soit en relation avec ce renouveau du mouvement social. La victoire électorale lui apporte un stimulant. Le contexte économique amplifie cet effet. Il est vrai qu'à la première embellie des indices économiques le corps social, raidi par quinze ans de crise, s'effondre dans les luttes. Les arguments de la rigueur ont fini d'effrayer.

Face à cela, l'équipe gouvernementale socialiste ne fonctionne-t-elle pas comme si elle était persuadée d'avoir gagné les élections presque par accident, en tout cas par défaut ? Elle cherche donc à élargir son assise en trouvant chez l'adversaire battu d'énormes gâchis. L'ouverture au centre, politique du doute de soi, parmi de nombreux autres inconvénients, nous vaut un coûteux contresens politique. Au lieu d'accompagner le mouvement social et de puiser en lui les forces d'une politique socialiste réaliste, on s'installe dans les rapports de forces.

Et l'on sent aussi l'espoir à peine masqué de faire de la

Quel gâchis ! D'abord parce qu'on ne saurait affirmer plus crûment que la victoire donnée aux socialistes les embarrasse. Belle démonstration à la veille des municipales ! Ensuite parce que la discipline économique demeure un impératif. Rien ne permet d'assurer que la reprise de croissance est durable. On doit se demander au contraire si les méthodes utilisées pour parer aux conséquences du krach et les reports de décision liés à la campagne électorale américaine n'ont pas élargi les bases sur lesquelles un violent retour en arrière demeure possible. Ainsi non seulement on ne peut distribuer plus qu'on ne produit, mais il est même risqué d'anticiper sur de nouvelles améliorations !

Arrive le rendez-vous de 1993, d'autant plus préoccupant qu'il est largement impréparé sur le plan des mesures sociales. Peut-on aborder cet avenir sans un nouvel effort de rassemblement des Français ? C'est totalement impossible si on ne termine pas la rigueur sociale. C'est à ce prix que sera

(\*) Sénateur de l'Essonne, membre du comité directeur du PS.

rétablit la confiance qui permet de supporter que tout n'est pas possible tout de suite.

Aussi discipline économique et fin de la rigueur sociale ne sont conciliables qu'avec de nouveaux critères de redistribution vigoureusement mis en œuvre sans se soucier de plaire à tous en même temps. La masse des salaires ne doit pas évoluer plus vite que celle des richesses ? Soit ! C'est donc que l'arbitrage est à rendre entre catégories de revenus. Par exemple entre contenir les profits nets de la loi Méhaignerie : il faut choisir !

Puisque la TVA augmente actuellement les recettes de l'Etat, pourquoi ne pas en réduire le taux autant sur les produits les plus courants que sur les produits de luxe ? Finir la rigueur sociale, c'est aussi restaurer la liberté d'action des salariés. C'est rétablir l'autorisation administrative de licenciement. C'est engager un plan de résorption de l'emploi précaire en emploi définitif pour que des dizaines de milliers de gens aperçoivent enfin un terme à leur angosse du lendemain. Bref, c'est rétablir la confiance.

C'est enfin mettre en œuvre la dynamique proposée par François Mitterrand lorsqu'il définissait sa conception du rassemblement des Français, à Rennes lors de sa campagne : « La France unie ne se sera que si elle choisit d'être juste, d'être celle qui écarte les privilèges, refuse les exclusions, frappe les injustices et s'attaque inlassablement aux inégalités sociales. »

## IMMIGRATION

### Les cosmopolites contre le peuple

Par JEAN-YVES LE GALLOU (\*)

Au seuil de l'année 1989 l'immigration est revenue au premier plan de l'actualité. En vérité, elle n'aurait jamais dû s'en éloigner. Non que l'immigration soit le seul problème français. Le niveau du chômage, le déclin démographique, le gaspillage humain et financier de l'éducation nationale sont plus que jamais préoccupants.

Mais l'immigration est le lieu symbolique du débat sur l'avenir de la nation française. C'est sur ce thème que s'opposent de la façon la plus claire partisans du cosmopolitisme et défenseurs de l'identité nationale.

Entendons-nous bien : le mot cosmopolite ne doit pas être compris dans son acception des années 30. Ceux qui feignent de le comprendre ainsi tentent de réduire le débat entre « racistes » et « anti-racistes » pour culpabiliser leurs adversaires. En vérité, le mot cosmopolite appartient au vocabulaire d'aujourd'hui, au vocabulaire « branché ». Le mot cosmopolite appartient à ceux qui le revendiquent, qui le mettent en valeur, comme Globe, dont l'éditorial de fondation affirmait fièrement : « Bien sûr, nous sommes résolument cosmopolites. Bien sûr, tout ce qui est terroir, bêtises, bourrées, binous, bref, franchouillard ou cocardier, nous est étranger, voire odieux. »

Oui, le seul diluvium important en France aujourd'hui, c'est celui qui oppose les cosmopolites aux nationaux.

Les cosmopolites veulent dissoudre la France dans une société multiculturelle, ouvrir encore plus

largement nos frontières. Tel qu'il est compris à l'étranger, dans les pays d'émigration, le sens du message de vœux de François Mitterrand est clair : venez !

Les nationaux, quant à eux, veulent protéger la France et l'Europe de l'immigration-invasion du tiers-monde et défendre l'identité ethnique et culturelle de nos provinces, de notre nation, de notre continent.

#### Le véritable enjeu des municipales

Avant même d'opposer les partis politiques entre eux, ce clivage oppose les élites au peuple. Dans leur majorité, les oligarchies sont cosmopolites. Les oligarchies religieuses parce que, même dans le domaine temporel, elles privilégient l'universel sur les identités particulières : les oligarchies financières parce que leur champ d'action tend de plus en plus à être un marché mondial, et que les frontières leur paraissent des obstacles dépassés ; les oligarchies médiatiques parce que, selon la formule de McLuhan, le monde est pour elles « le village planétaire ».

Dans sa majorité, le peuple, lui, est identitaire : il veut défendre ses coutumes, ses traditions, ses façons d'être, son terroir et ses

(\*) Président du groupe du Front national au conseil régional d'Ile-de-France, député national aux études du FN.

clochers, pourrait-on dire, son droit à l'enracinement, tout simplement.

Quant aux hommes politiques, ils sont désarticulés : comment plaire aux oligarchies qui leur tendent le haut-parleur, leur fournissent le nerf de la guerre et les estampillent du sceau de la morale... sans déplaire au peuple dont les voix sont, au moins épisodiquement, nécessaires ?

Certains résolvent cette contradiction à leur manière : en tenant le discours de Le Pen dans leur ville ou leur circonscription et en votant comme Harlem Désir le souhaite dans les Assemblées. C'est là l'origine de la crise de la représentation.

Globalement, on peut toutefois dire que le PS cosmopolite, le PC internationaliste et le centre mondialiste défendent le projet d'une société multiculturelle à laquelle seul le Front national s'oppose avec clarté.

Quant aux maris RPR et UDF, il flotte entre deux eaux : militants et électeurs sont résolument nationaux, mais leurs états-majors sont largement acquis aux thèses cosmopolites.

Quant aux gaullistes - s'il en reste - il est temps qu'ils se souviennent que pour le général de Gaulle « nos pères sont entrés dans l'histoire avec le glaive de Brennus ». Et que l'héritage multilinguistique de la France ne peut être sacrifié sur un coup de tête.

L'immigration n'est que le révélateur du véritable enjeu des prochaines élections municipales et européennes : la défense de notre identité.

## DROIT DE GRÈVE

### Service minimum et démocratie

par JEAN-PIERRE DURAND (\*)

CONTINUITÉ du service public ! La formule magique est lancée. Magique, car sous le couvert de la raison elle est une véritable machine de guerre contre le droit de grève en France. Comment l'interpréter autrement ? Qu'est-ce qu'une grève dont on aurait suffisamment interdit l'exercice du droit pour que sa visibilité soit quasi nulle ? Parce qu'il ne faut pas masquer l'essentiel : le service minimum a pour objectif de rendre acceptable la contestation sociale en la recouvrant de la chape de plomb du silence. Le service minimum sape les bases de la raison d'exister d'une grève. Il n'est pas un arrangement du droit de grève, il est dans son fondement même la négation de ce droit.

Autrement dit, le droit de grève est « un et indivisible ». Comme la liberté. Plus encore, il est un

droit imprescriptible, fondement de la démocratie, au même titre que le droit d'expression ou que la liberté d'opinion.

Jamais le traitement autoritaire d'une question sociale n'a favorisé l'accouchement des solutions. Cette illusion est une bête que tout politique ne devrait plus commettre, en particulier quand il se réclame du socialisme, censé qu'il est d'avoir quelque sensibilité dans le domaine social.

En fait, c'est aux gestionnaires des services publics - et de leur tutelle politique puisqu'elle existe - de réussir la concertation, de passer des accords entre les parties pour que les services fonctionnent normalement. Toute crise n'a que deux issues possibles : ou bien

(\*) Professeur de sociologie à l'université de Rouen.

les salariés mécontents sont tellement minoritaires que la grève est étouffée par leurs collègues qui considèrent qu'elle n'a pas lieu d'être ; ou bien la grève trouve un terrain de développement, éclate et dure, et c'est la responsabilité des gestionnaires - et des politiques - qui est engagée, quoi qu'ils déclarent.

Accepter de gérer une entreprise, un service public, des hommes en général, est une lourde tâche. Mais on ne saurait accepter, à partir de l'impréparation ou de l'incapacité de certains gestionnaires, la seule voie de l'autoritarisme. Le service minimum est la profonde négation de la liberté. Il est grand temps que soit mis fin à la politique des petits pas qui grignote nos espaces de liberté, quadrille le social, multiplie les contrôles sociaux. Hier ce fut le débat sur la flexibilité, conduit par la même majorité contre les avis des syndicats. Aujourd'hui, c'est le droit de grève qui est en cause. Les mots qui habillent la réforme ne sauraient masquer la nature des objectifs.

## Au courrier du Monde

### ESPACE

#### Se loger à Paris

Dans l'article « Paris dort-il ? » (Le Monde du 15 décembre 1988), M. Bidou évoque les problèmes fondamentaux de la capitale. Il a cependant passé sous silence celui qui est le plus important pour la vie des Parisiens : comment peut-on se loger aujourd'hui à Paris dans de bonnes conditions ?

Les loyers des appartements libres ont évolué très fortement en 1986 et 1987. Le prix d'acquisition d'un appartement neuf, quelle que soit sa localisation dans Paris, atteint un niveau tel qu'il le rend souvent inaccessible à la plupart des Parisiens.

Les loyers, lors du renouvellement des baux, et le prix de vente des appartements anciens ont une tendance naturelle à suivre le mouvement.

Pourquoi ? Les besoins de logements à Paris (y compris le renouvellement du parc vétuste) nécessitent la construction de 10 000 logements neufs non aidés par an. Il en a été construit 1 500 en 1986, 1 600 en 1987, 2 300 environ en 1988.

Ce phénomène est-il dû à un manque de dynamisme des promoteurs, un manque de moyens financiers ?

Non. Paris souffre d'une dramatique pénurie de terrains constructibles. Celle-ci n'est pas inéluctable. Elle est le résultat de la politique malthusienne des années 70, dont l'ancien POS a été l'expression la plus parfaite.

Le nouveau POS tente d'apporter quelques remèdes à cet état de fait, notamment en augmentant de 11 % les possibilités de construire sur un terrain libre (COS). C'est bien. C'est insuffisant. Rappelons que l'urbanisme haussmannien, dont personne ne conteste aujourd'hui la qualité, donnait des possibilités de construire supérieures d'au moins 20 %.

Quant aux espaces verts, l'exemple choisi par M. Bidou est effectivement intéressant à analyser. Que fallait-il choisir pour le parc de Passy ? Une belle tache verte sur le POS de Paris, camouflant la réalité : un terrain occupé « provisoirement » depuis quarante ans par des

baraquements à l'esthétique pour le moins contestable.

Ne valait-il pas mieux réaliser une opération immobilière qui, outre la mise sur le marché de nombreux appartements, dont un tiers affecté à du logement social (PLI), permet au ministère de l'Équipement de financer sa nouvelle installation, et donc de libérer les lieux, et offre à la Ville un parc paysagé de 1,5 hectare entièrement aménagé, y compris de très importants équipements sportifs et sociaux.

La Ville est un être vivant, tiraillé entre son passé, son présent et son avenir. Gardons-nous d'a priori et de dogmatisme dans sa gestion.

Rappelons-nous qu'il n'y a pas si longtemps chercheurs et politiques gloçaient à l'infirmité la nécessité d'une « croissance zéro ». Nous l'avons eue. Nous en récoltons tous les jours les fruits amers !

PAUL-LOUIS CAMIZON  
Président de la Chambre syndicale des promoteurs-construiteurs de la région Ile-de-France.

7 F  
NUMÉRO DE  
JANVIER 1989

**Le Monde**  
dossiers et documents

**LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ**

**LA POLITIQUE DES SALAIRES**

- Le temps de la rigueur
- La stagnation des revenus
- La montée du mécontentement
- La recherche d'un dialogue

**LE RENOUVEAU DES NATIONS UNIES**

- La revanche du « machin »
- Les causes du blocage
- Le succès de l'ONU
- Les dossiers du long terme

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 42-23-06-61

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurent (1982-1983)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woots

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales

**ABONNEMENTS PAR MINITEL**  
36-15 - Taped LEMONDE  
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Taped LEMONDE

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71  
Téléx MONDPUB 206 136 F

**ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09**  
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	REVUE	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	766 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 036 F	1 080 F	1 404 F	2 060 F
1 an	1 360 F	1 380 F	1 860 F	2 680 F

**ÉTRANGER :** par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Chaque numéro d'abonnement est accompagné de nos abonnées sont invitées à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**DURÉE CHOISIE**

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



# Etranger

## La tension américano-libyenne

### Les débats au Conseil de sécurité ont reflété une volonté de modération

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

La réunion du Conseil de sécurité, convoquée le jeudi 5 janvier à la demande de la Libye, a apporté une nouvelle fois une volonté manifeste de modérer les ardeurs des uns et des autres et de trouver une issue honorable à ce qui ressemble déjà à une « sortie » diplomatique. Interrogé sur les buts poursuivis par son gouvernement devant le Conseil, l'ambassadeur libyen, M. Ali Sami Moutasser, a répondu qu'il « ne souhaitait pas spéculer » sur l'issue de la réunion, mais qu'il « voulait que le monde entier sache ce qui s'est passé ». Si tel était réellement

l'objectif de Tripoli, il a été atteint dès la première séance.

Dans son « réquisitoire », l'ambassadeur Moutasser a réitéré la position libyenne telle qu'elle avait été rendue publique quelques heures après l'incident au large de Tobrouk. Tripoli estime que la marine américaine s'est livrée à une « action de terrorisme » en abattant des avions de reconnaissance non armés, cherchant ainsi à « intimider un peuple pacifique » par des « actes de guerre prémédités ».

La Libye a été soutenue par le représentant du groupe arabe de l'Assemblée générale, qui a « fermement condamné l'agression contre un Etat frère », par l'ambassadeur

de la Ligue arabe, par l'ambassadeur du Burkina-Faso, par le représentant de la Syrie, par la Tunisie et par Cuba, dont le représentant a affirmé à propos de l'usine de Rabta : « Même si l'usine en question devait être réellement destinée à produire de l'armement chimique, les Etats-Unis ne sont pas autorisés à se comporter en gendarme du monde ».

Le délégué américain, l'ambassadeur Herbert Okun, a donné la préférence à une froide énumération des faits, tels qu'ils ont déjà été présentés par le Pentagone. Selon M. Okun, des films et des photos prouveraient que les avions libyens abattus étaient armés de missiles air-air et que la médisance des pilotes

américains à leur égard était tout à fait justifiée en raison de leur « comportement menaçant ». Aucun pays occidental n'a demandé la parole pour soutenir le représentant de Washington.

Le Conseil devrait reprendre ses travaux vendredi, car le projet de résolution, élaboré par la Libye, conjointement avec le groupe des non-alignés de l'Assemblée générale, n'était pas encore prêt jeudi soir. En réalité, plusieurs diplomates estiment que la résolution ne verra jamais le jour en raison de la difficulté que le Conseil éprouve à obtenir des renseignements indépendants sur la nature de l'incident.

CHARLES LESCAUT.

### M. Shultz laisse entendre que Washington pourrait accepter une autre solution que la destruction de l'usine de Rabta

Le secrétaire d'Etat américain George Shultz a laissé entendre, jeudi 5 janvier, que les Etats-Unis pourraient accepter une autre solution que la destruction de l'usine libyenne de Rabta, construite, selon Washington, pour fabriquer des armes chimiques, mais il n'a pas précisé à quelles options il faisait allusion.

« Evidemment, si l'installation était détruite, cela résoudrait le problème. Nous verrons toutefois si on peut faire autre chose. Jusqu'à présent, les propositions libyennes ont été totalement inadéquates », a dit M. Shultz aux journalistes dans l'avion qui l'amenait à Paris où il va participer à la conférence sur les armes chimiques. Le secrétaire d'Etat doit rencontrer vendredi M. Mitterrand. Samedi, il prononcera un discours à l'ouverture de la conférence et s'entreliera avec son collègue soviétique, Edouard Chevardnadze. A ce propos, M. Shultz a déclaré aux journalistes qu'il ferait part au chef de la diplomatie soviétique des « préoccupations de Washington » et lui fournirait des informations supplémentaires sur l'existence de l'usine chimique, afin de le persuader de la réalité du danger. « Je pense, a-t-il dit, que ceux qui sont convaincus de cette menace et ont des contacts avec la Libye lui diront de mettre fin à son entreprise ».

Le Los Angeles Times révèle pour sa part que, durant la semaine écoulée, le gouvernement libyen a pris secrètement contact à plusieurs reprises avec l'administration Reagan, afin de prévenir un affrontement militaire. Le dernier de ces contacts aurait eu lieu moins de vingt-quatre heures avant l'incident aérien de mercredi. Toutefois, des responsables américains, dont l'identité n'est pas révélée, ont dit que ces ouvertures n'avaient pas été prises au sérieux parce qu'elles ne tenaient pas compte du principal souci des

Etats-Unis : le soutien de la Libye au terrorisme.

#### La solidarité des Arabes

Les autorités ouest-allemandes ont mis jeudi hors de cause la firme Imhausen-Chemie de Lahm (sud-ouest de la RFA) dans la construction de l'usine chimique libyenne Pharma-150. « Autant que nous ayons pu en juger d'après les documents de cette entreprise », Imhausen-Chemie et ses filiales n'ont exporté « ni matériel, ni plan de construction, ni savoir-faire », que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'un pays tiers, a précisé le porte-parole de la direction des douanes de Fribourg, à l'issue de trois jours d'enquête. Les autorités sud-coréennes ont démenti pour leur part que des entreprises sud-coréennes aient été impliquées dans la construction de l'usine de Rabta. Cinq sociétés sud-coréennes sont actuellement engagées en Libye dans des projets d'un coût estimé à quelque 3 milliards de dollars.

La plupart des gouvernements arabes, à l'exception de l'Egypte qui a prôné la modération, ont exprimé leur solidarité avec la Libye. L'Arabie saoudite, qui est un des alliés les plus proches des Etats-Unis dans la région, s'est déclarée profondément préoccupée par l'incident de mercredi et a affirmé sa « solidarité totale avec le peuple libyen ». Le Koweït, qui a placé la moitié de sa flotte de pétroliers sous pavillon américain pour bénéficier de la protection de la marine des Etats-Unis dans le Golfe pendant la guerre irakienne, a qualifié l'incident d'« acte dangereux ».

#### Unanimité tunisienne

Pour la première fois, nos câble notre correspondant à Tunis, l'ensemble des forces politiques de Tunisie, toutes tendances confondues, ont publié, jeudi 5 janvier, un texte commun pour condamner « l'odieuse forfaiture » américaine contre les deux Mig libyens. Dans ce communiqué, au ton nettement plus vigoureux que la réaction gouvernementale de la veille, sont dénoncées la « violation criante » du droit des Etats à disposer de l'espace aérien international et la « transgression flagrante » des conventions internationales. Les signataires se déclarent préoccupés par « les conséquences que cette agression pourrait entraîner pour la région et la sécurité internationale ».

Faisant allusion aux entretiens que M. Ben Ali avait eus avec les ambassadeurs américain et libyen, au lendemain de la menace d'intervention militaire américaine contre la Libye, les sept partis politiques expriment leur soutien au chef de l'Etat pour « les bons offices » qu'il a entrepris. Ils affirment aussi que tous les Tunisiens se tiennent, « en toute loyauté et détermination », aux côtés du « peuple libyen frère ».

## La reconstitution du combat aérien

### Les explications du Pentagone laissent des zones d'ombre

WASHINGTON  
de notre correspondant

L'administration Reagan maintient sa version des faits et s'applique à convaincre l'opinion mondiale de sa bonne foi : si les deux Mig libyens ont été abattus, c'est parce qu'ils avaient en un comportement clairement hostile, alors que les Américains n'avaient pour leur part aucune mauvaise intention.

Pour prouver de ces affirmations, le Pentagone a rendu public, jeudi 5 janvier, des extraits de l'enregistrement du dialogue échangé par les pilotes des F-14 avant et pendant l'affrontement, ainsi que quelques photos prises par les avions américains, et un compte rendu détaillé, à la seconde près, des différentes phases de l'incident.

L'ensemble de ces documents est saisi par « parce qu'il restitue l'atmosphère d'un combat aérien moderne, où le radar règne en maître et où les pilotes, pour l'essentiel, ne voient même pas les avions adverses (le « premier contact visuel » est établi alors que les deux groupes d'appareils se livrent depuis déjà neuf minutes à des manœuvres et à des contre-manoœuvres, et après que les deux premiers missiles américains ont été tirés, sans succès, en direction des Mig).

L'enregistrement du dialogue des pilotes semble aussi confirmer certains éléments essentiels de la « version » américaine des faits — notamment que les Mig se sont obstinés à remettre le cap sur les F-14 à chaque fois que ces derniers changeaient de direction ou d'altitude. « Les voyous m'ont remis le nez dessus pour la cinquième fois », s'écrit à un moment l'un des pilotes américains. De même, la décision de tirer a bien été prise par le chef de la patrouille américaine, sans consultation avec le porte-voix ou quelque autre autorité supérieure.

Enfin, une photo publiée par le Pentagone permet de distinguer, sous les ailes de l'un des Mig, des formes qui semblent bien être des missiles — alors que les Libyens, par l'intermédiaire de leur ambassadeur à l'ONU, ont affirmé que leurs avions étaient des appareils de reconnaissance non armés. « L'ambassadeur est un menteur », a d'ailleurs déclaré sans façon le porte-parole du Pentagone, comme en écho au président Reagan, qui a laissé tomber pour sa part, cette fois à propos du numéro un libyen : « Cela fait longtemps que je ne crois plus un mot de ce que dit Kadhafi ».

Mais, pour le reste, les documents publiés par le Pentagone n'apportent pas vraiment la preuve que les Mig

libyens avaient des intentions hostiles. A aucun moment, ils n'ont paru vouloir tirer, même après que les premiers missiles eurent été tirés vers eux, ni même s'être préparés à le faire (aucun « radar de tir » n'a été dirigé sur les avions américains, contrairement à ce que certaines informations non officielles diffusées aussitôt après l'incident avaient indiqué).

#### Plus près de la Libye

D'autre part, pour détaillé qu'il soit, le compte rendu du Pentagone s'abstient de donner au moins une indication qui aurait été fort intéressante : le cap suivi par les appareils américains au moment où les Mig ont décollé pour se porter à leur rencontre. Il semble plus que vraisemblable que les F-14 faisaient route au sud, c'est-à-dire en direction des côtes libyennes, puisque, selon les indications données mercredi, les F-14 se trouvaient à 70 milles de la Libye au moment où les Mig ont été localisés, et à 40 milles seulement au moment de l'affrontement proprement dit. L'hypothèse selon laquelle les Libyens auraient eu être l'objet d'une agression, ou au moins d'une manœuvre d'intimidation, ne peut donc être totalement écartée.

Le compte rendu minuté de l'incident permet en revanche de suivre

les derniers instants des appareils libyens : à 12 h 01 minute et 20 secondes (heure de la Méditerranée orientale), le F-14 du chef de patrouille tire un premier missile Sparrow puis, douze secondes plus tard, un second, qui manque aussi son but. Les deux Mig s'écartent alors de leur trajectoire mais se rapprochent de ce fait de l'autre F-14, qui tire à son tour un Sparrow. Celui-ci fait mouche. « Good Kill, good kill », entend-on alors crier dans le micro de l'autre appareil américain.

C'est alors au tour du premier F-14 de régler son compte au second Mig, qui zigzague à moins d'un mille et demi devant et finit par présenter sa trajectoire, un objectif parfait pour le missile Sidewinder guidé par la chaleur.

Il est 12 h 02 min et 36 secondes. « Cap au nord, tirez-nous de là », s'exclame le chef de patrouille. Et puis, à l'attention du porte-avions John Kennedy, ce rapport succinct : « Deux Floggers (les Mig-23, dans la terminologie de la Navy), deux Floggers au jus ».

Après avoir vu les équipages américains ont aperçu deux parachutes. Cinq heures durant, les Libyens s'efforcent, notamment avec un hélicoptère, de retrouver leurs propres pilotes : sans résultat, selon le Pentagone.

JAN KRAUZE.

## ISRAËL

### Réduction de plus de 3 milliards de francs du déficit budgétaire

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

A l'issue d'une réunion marathon de plus de douze heures, le gouvernement israélien a adopté, jeudi 5 janvier, un des éléments essentiels du plan d'assainissement du ministre des finances, M. Shimon Peres : une réduction d'un milliard 100 millions de shekels (environ 3,5 milliards de francs) du déficit du budget de l'Etat. Mais, contrairement à ce qui était initialement prévu, cet objectif ne sera pas atteint essentiellement par des compressions budgétaires, mais par l'imposition de nouvelles taxes et vignettes.

Les réductions budgétaires proprement dites n'atteindront que 400 millions de shekels. Les crédits du ministère de la défense ne seront amputés que de 120 millions de shekels, alors qu'un départ on parlait de 350 millions. Il est vrai que le ministre de l'Intérieur, M. Itzhak Rabin, a mené campagne pour mettre en garde contre ces nouvelles compressions, après celles acceptées ces trois dernières années (600 millions de dollars).

Il est vrai aussi que si les crédits de la défense représentaient en 1978 29 % de l'ensemble du budget d'Israël, ils sont tombés à 20,5 % en 1987 et à 17,2 % en 1988. Cette diminution s'explique aussi par le fait que le remboursement de la dette extérieure d'Israël a, lui, sensiblement augmenté et représente actuellement près de la moitié du budget.

En fait, les crédits de la défense s'élèveront cette année à 9 milliards de shekels. Et la part américaine a augmenté ces dernières années : l'assistance militaire des Etats-Unis, qui était de 1,4 milliard de dollars, est passée depuis 1987 à 1,8 milliard. On pourrait donc dire que la réduction de 120 millions de shekels constitue une goutte d'eau dans ce budget de la défense. Cependant, M. Rabin fait remarquer que, en

réalité, les compressions atteignent plus de 200 millions de shekels car son budget, pour l'année prochaine, ne comprend pas les crédits nécessaires à la lutte contre le soulèvement dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

Dans le domaine des compressions budgétaires, il faut mentionner les nouvelles réductions des subventions qui vont provoquer, notamment, une forte augmentation des tarifs de transports en commun. Autres mauvaises nouvelles : l'enseignement gratuit est supprimé dans les lycées ; une surtaxe est imposée sur les voitures de grosse cylindrée et certaines prestations sociales diminuent.

Deux membres du gouvernement ont voté contre ces mesures, le ministre de l'Éducation ainsi que M. Ariel Sharon, ministre du commerce et de l'industrie. Ce dernier reproche au plan de M. Peres de ne pas débiter de crédits pour la création des huit colonies de peuplement dans les territoires occupés prévues par l'accord de coalition entre le Likoud de M. Shamir et le Parti travailliste. — (Interim).

● Un pétrolier saoudien coulé dans le détroit d'Ormuz. — Le Sagheera, un pétrolier de 36 984 tonnes, qui avait pris feu jeudi 5 janvier, après une explosion, a coulé vendredi matin, dans le détroit d'Ormuz, à 3 kilomètres environ des côtes d'Oman. Une mine pourrait être à l'origine de l'accident qui a fait six victimes, membres de l'équipage, dont le commandant du navire. Le bâtiment, sous pavillon saoudien, appartenait à la société Avin International Bunker Supply Company, basée au Pirée (Grèce). Il venait du port de Foujairah, et se dirigeait vers le port saoudien de Mina Saoud, où il devait charger. C'est le premier accident maritime grave survenu dans le golfe Persique depuis l'arrêt des combats entre l'Irak et l'Iran en août 1988.

### Le bureau de l'OLP à Paris va devenir « délégation générale de Palestine »

Le bureau de l'OLP à Paris sera élevé au rang de « délégation générale » de Palestine, sans toutefois, qui lui soit accordé de statut diplomatique, a annoncé, le jeudi 5 janvier, M. François Mitterrand lors d'un entretien avec les journalistes à l'occasion de la présentation des vœux à la presse. Le chef de l'Etat a expliqué que la France ne reconnaissait que les Etats qui disposent d'un territoire, il n'était pas possible d'accorder à l'Organisation de libération de la Palestine un tel statut diplomatique et les privilèges, dont l'immunité, qui en découlent.

Mais, a souligné M. Mitterrand, « s'il n'y a pas de patrie palestinienne aujourd'hui, il y a comme la renaissance d'un peuple palestinien », l'OLP en proclamant, à Alger, le 15 novembre, un Etat

palestinien, « a modifié la situation » de telle manière qu'on « ne peut pas ne pas en tenir compte ». « Toute novation présuppose la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence et à la sécurité », de même que « le droit des Palestiniens à une terre et à une patrie », a-t-il encore dit, ajoutant que par ses décisions d'Alger (où la centrale palestinienne avait également reconnu les résolutions 242 et 338 de l'ONU valant reconnaissance de fait de l'existence d'Israël), « l'OLP a rendu possible ce qui se passe aujourd'hui ». « C'est à Israël qu'il importe maintenant de répondre », a poursuivi M. Mitterrand, avant de conclure : « Il faudra bien que les peuples d'Israël et de Palestine cohabitent en tant que voisins ».

D'autre part, interrogé sur l'éventualité d'une rencontre avec le chef

de l'OLP, M. Mitterrand a déclaré qu'il ne voyait pas pourquoi il ne « discuterait pas avec M. Arafat comme avec n'importe quel responsable d'un peuple dans le monde ».

Attendue depuis la réunion d'Alger, la décision française de relever le statut du bureau de l'OLP à Paris a suscité la déception de l'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovadia Solfer, qui a cependant considéré comme « une bonne chose en soi » que les privilèges diplomatiques ne soient pas accordés à l'Organisation de libération de la Palestine. L'OLP, M. Ibrahim Souss s'est quant à lui félicité de l'initiative française, qui, selon lui, signifie que la France prend « acte politique » de la proclamation d'un Etat palestinien.

## Afrique

### Le retour manqué d'Amin Dada

Idi Amin Dada, l'ancien dictateur ougandais supportait-il mal son exil à Djeddah, en Arabie saoudite où il vivait depuis qu'il avait été chassé du pouvoir en 1979 ? Toujours est-il que l'ancien dictateur se trouve, depuis mardi 3 janvier, à l'aéroport de Kinshasa où il a été placé en garde à vue par les autorités locales en attendant une « prochaine expulsion ».

Parti dimanche 1<sup>er</sup> janvier de Djeddah, il avait fait successivement escale à Lagos au Nigeria, puis à Libreville au Gabon où les responsables de la compagnie nationale l'avaient même accueilli avec des égards particuliers. Reconnu par le pilote de l'appareil d'Air Zaïre, il a été aussitôt « cueilli » à l'aéroport de Kinshasa d'autant qu'il ne disposait d'aucun document de

voyage nécessaire pour rentrer au Zaïre. Selon des sources officielles — il était porteur d'un faux passeport zairois — faisant partie d'un lot de documents officiels volés récemment.

L'ancien dictateur avait tenté sans succès de gagner le Zaïre par un vol régulier de la compagnie belge Sabena avant d'emprunter un avion de la compagnie Air Zaïre. Les responsables locaux sont fort embarrassés par la présence sur leur sol de ce visiteur inopiné. « Nous ne pouvons pas l'accueillir sans mettre en danger nos rapports avec l'Ouganda voisin où Amin est encore considéré comme indésirable vu son passé », a expliqué une source proche de la présidence de la République Zaïroise. — (AFP-Reuter.)

COMMENT ECHANGER  
DES DONNEES  
INFORMATIQUES  
A DISTANCE SANS RISQUE  
ET A MOINDRE COUT ?

CE MOIS-CI DANS

TELECOMS • TRAITEMENT DE DONNEES  
TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION  
**ELEMATIQUE MAGAZINE**

la maîtrise des technologies de la communication

هكذا من الأصل



## Diplomatie

L'ouverture à Paris de la Conférence sur les armes

## Une arme contre laquelle on peut se prémunir

Contrairement à une idée répandue, peu d'agents chimiques — moins d'une soixantaine — dans l'inventaire des substances disponibles offrent des caractéristiques compatibles avec un emploi spécifique militaire, sauf à vouloir obtenir un effet de terreur sur des populations-cibles. Certes, les armes chimiques peuvent infliger de très lourdes pertes humaines : on l'a constaté un peu partout dans le monde, depuis leur première utilisation par les Allemands, en avril 1915, à Ypres, en Belgique. Mais, à la différence de ce qui se passe pour le nucléaire et, même, pour certaines armes classiques modernes, on peut plus aisément se prémunir contre la menace des armes chimiques.

Et, d'abord, quelles armes chimiques ? L'habitude a été prise de les classer en trois grandes catégories selon le degré et la nature de leur toxicité. Cette classification n'est pas absolue. Son seul mérite reste de pouvoir différencier les agents de la guerre chimique en fonction de leurs effets militaires recherchés sur le terrain.

● **Primo** : les produits neutralisants, dont l'action est rapide et fugace. Ils irritent ou excitent les terminaisons nerveuses et les voies respiratoires, comme les lacrymogènes (dangereux en espace confiné), les stématoxiques ou certains urticants (connus pour provoquer des brûlures plus ou moins passagères). Ces agents neutralisants n'intéressent pas les seules opérations de maintien de l'ordre. Ils sont fréquemment utilisés dans des guerilles ou des conflits subversifs.

● **Secundo** : les produits incapacitants, sélectionnés pour mettre hors de combat sans nécessairement tuer. Ils agissent insidieusement sur le psychisme (comme ces substances psychotropes qui perturbent le comportement) ou sur le physique (comme ces composés médicamenteux qui intoxiquent ou qui altèrent les réflexes) jusqu'à la paralysie de l'individu.

## Une nouvelle étape

● **Tertio** : les agents létaux, qui sont conçus pour entraîner la mort et dont certains, comme le phosgène, sont très répandus parce qu'ils ont de nombreuses applications industrielles ou commerciales. Mais ce sont d'authentiques agents de la guerre chimique, tels les substances suffoquantes du premier conflit mondial (contrebutées par le célèbre masque à gaz) qui lésent les tissus pulmonaires, les produits vésicants qui s'en prennent à la structure cel-

lulaire, ou certains composés toxiques organophosphorés qui bloquent la transmission nerveuse et qui sont des dérivés d'insecticides (comme le Tabun, le Sarin ou le Soman) particulièrement recherchés et très répandus.

Il est difficile d'évaluer les stocks en présence dans les différents pays, tant la prolifération chimique s'est développée — à commencer par la guerre irako-iranienne — depuis la fin de la seconde déflagration mondiale. Deux estimations, cependant : on crédite généralement l'Union soviétique d'un total de 30 000 à 125 000 tonnes d'agents chimiques et les Etats-Unis d'un stock de 38 000 tonnes d'une inégale efficacité selon l'ancienneté des munitions.

Mais quelle que soit la réalité, l'évolution de cet armement a été sensiblement la même partout. Des produits suffoquants ou vésicants de la première guerre mondiale, on est passé, à la fin des années 30, à des produits plus élaborés, comme les neurotoxiques, censés donner des gaz de combat entre vingt et cent fois plus dangereux. Aujourd'hui, on a même franchi une nouvelle étape, avec l'apparition des armes dites binaires : deux produits, inoffensifs lorsqu'ils sont séparés par une membrane dans la munition, engendrent une substance toxique quand un choc ou une explosion les fait se mélanger. La production en série peut rester discrète — contrairement toute perspective de contrôle — et la manipulation du projectile se faire en sécurité.

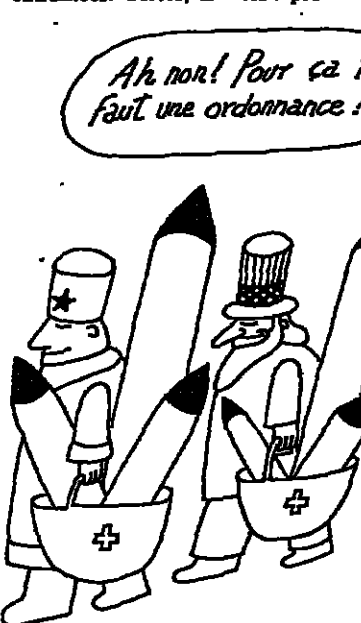
## Contre les hommes seulement

Rien n'est plus aisé que d'introduire ces agents chimiques dans des contenants largables d'avion ou d'hélicoptère, dans le corps d'un obus ou dans la tête d'une roquette air-sol. Le produit en question se présentera sous forme de gouttes ou de gouttelettes, d'aérosols liquides ou solides ou à l'état de vapeur. Le danger toxique vient, dans ces conditions, tout d'abord des retombées sur les populations que de la contamination par contact avec des objets souillés.

A la différence de l'arme nucléaire, l'arme chimique n'a d'effets directs que sur l'homme, et elle est très sensible à l'existence ou, au contraire, à l'absence de certaines conditions dans l'environnement.

Ainsi, les circonstances atmosphériques peuvent en entraver le développement. L'aptitude à la dispersion du produit et sa persistance sont

autant d'éléments avec lesquels un état-major doit compter. Le mode de largage de la charge toxique comme le temps d'exposition des populations-cibles importent beaucoup à l'efficacité de l'arme. Et jusqu'à la topologie du terrain, sans méconnaître la qualité des défenses immunitaires des victimes potentielles. Autant de considérations qui, sans être exhaustives, font que l'arme chimique peut se voir opposer des parades (détecteurs précoces d'alerte, matériaux et vêtements de protection, filtres, masques, abris, etc.), assurant une bonne prévention à des troupes bien équipées et entraînées. Certes, une telle protec-



tion est contraignante. Mais elle n'a pas besoin d'être permanente devant des agressions décelées à temps.

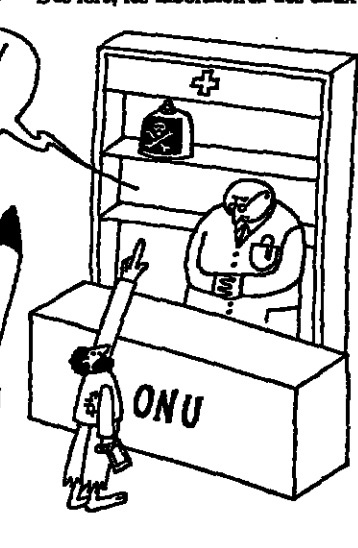
Ce serait différent dans le cas des populations civiles et, notamment, des citadins même si l'épandage urbain d'un agent chimique pose des problèmes techniques quasi insurmontables.

Les civils sont les premiers otages en puissance d'une guerre chimique ou d'une simple menace destinée à provoquer une panique. Cette caractéristique ne suffit pas cependant à faire de l'arme chimique une arme aussi dissuasive que le nucléaire. Pour les puissances nucléaires, le scénario d'un effacement chimique d'un territoire — pour imposable qu'il soit — relève d'une appréciation stratégique de la situation, déclenchent ou excluant une riposte de nature nucléaire.

JACQUES ISNARD.

Les armes chimiques sont vieilles comme le monde. Dès 1899, leur prohibition fut décrétée à la Conférence de la paix qui se tint à La Haye. Décision vaine puisque le 22 avril 1915 marqua le début de la guerre chimique. « Ce jour-là, sur le conseil du professeur Fritz Haber, auteur de la synthèse de l'ammoniac et directeur du département de la guerre chimique, le commandement allemand fit déverser sur les lignes françaises 168 tonnes de chlore contenu dans des cylindres (1) ». Résultat : cinq mille morts sur les quinze mille soldats atteints.

Dès lors, les laboratoires des deux



campes poussèrent leurs efforts avec les succès terribles que l'on sait : la mise au point, à la fin de 1915, d'un toxique affectant les voies respiratoires, le phosgène, dont on remplissait obus et grenades et, plus tard, d'un autre, l'ypérite, qui affecte à la fois la peau et les tissus pulmonaires.

En trois ans, 150 000 tonnes de munitions chargées de ce premier gaz furent tirées sur le champ de bataille tandis que l'ypérite était utilisé en grandes quantités par l'artillerie allemande (cinq cent mille obus en dix jours) dans la région de Saint-Quentin. En mars 1918, lors de l'offensive de la Somme. Sept mille soldats furent ainsi gazés mais il n'y eut sur le moment que sept morts.

Ce ne serait plus qu'un triste souvenir « si les armes chimiques n'étaient pas si faciles à faire, si peu chères à produire et, potentiellement, si effroyablement meurtrières. Les formules des gaz de guerre sont, remarque un expert,

## Attention aux pesticides !

pour la plupart bien connues et la technologie nécessaire à leur fabrication est quelque peu rustique. Quant aux chimistes qualifiés, leur nombre est si grand, à la différence des spécialistes du nucléaire, qu'on peut en trouver sans trop de difficulté. Excess de pessimisme ? Certainement pas. Comme l'explique M. Jean Jacques, directeur de recherche honoraire au CNRS, « le phosgène est un produit intermédiaire relativement courant utilisé par l'industrie chimique. Quant à l'ypérite, je peux en produire dans mon laboratoire dans les huit jours ».

Cette apparente facilité est d'autant moins rassurante que, note un chimiste, « les formules de ces armes chimiques n'ont pas été fondamentalement améliorées depuis leur découverte. Seule, dit-il, la technique de conditionnement a évolué avec la mise au point d'armes binaires dans lesquelles sont stockés séparément deux produits inertes dont le mélange, au moment de l'explosion de l'obus ou du missile, forme le toxique désiré ». Mais sur le fond, rien n'a vraiment changé. On retrouve toujours, dans la panoplie des toxiques disponibles, « les armes de la première guerre mondiale qui sont des produits de grosse cavalerie, comme le chlore ou l'ypérite, et celles issues des recherches de la deuxième guerre mondiale qui furent pas ou peu utilisées et dont dérivent une bonne partie des insecticides et des pesticides modernes ».

## Des effets destructeurs

Tout le problème de la prolifération ou de la transformation d'usines chimiques civiles en usines à vocation militaire tient dans cette dernière remarque. « On peut très facilement transformer un pesticide ou un insecticide en produit mortel, souligne M. François Mathé, professeur à l'Ecole polytechnique. Il suffit pour cela de modifier légèrement une structure chimique, de changer un atome ou un radical pour exalter ou au contraire réduire la toxicité de tel ou tel groupement fonctionnel et agricole ». Les syndromes biologiques, en particulier ceux de notre organisme, sont en effet si fins, si sélectifs, que le moindre changement dans une molécule conduit le produit à se fixer sur un autre récepteur organique avec parfois les effets destructeurs que l'on peut imaginer.

Ce type de manipulation est, hélas ! à la portée du premier chimiste un peu compétent. On peut

donc se demander s'il est tout aussi aisé de détourner une installation civile pour l'orienter vers la production d'armes chimiques. Toutes ne le peuvent pas. C'est le cas des unités de fabrication de polyéthylène dont les appareillages sont, pour des raisons économiques, peu adaptés à de tels changements. Mais ce n'est pas celui des unités de production de pesticides, d'insecticides, d'engrais ou de produits pharmaceutiques.

Dans une usine chimique, « tout se passe un peu comme dans l'industrie du bâtiment préfabriqué ». On ne fait qu'assembler entre eux des éléments déjà construits ailleurs. « Pour synthétiser un produit chimique, explique M. Mathé, on assemble petit à petit des briques élémentaires » de cinq ou six atomes — les synthons —, sortes de produits intermédiaires que l'on trouve prêts à l'emploi dans le commerce. « Ce qui change, c'est la manière de conduire la séquence d'assemblage, de faire le ciment, de distribuer les cuves des réacteurs chimiques, les systèmes de filtration et de chauffage, les colonnes de distillation, les sources d'énergie, les fluides et les gaz pour obtenir le produit fini ».

Réorganiser les circuits pour une production différente est presque un jeu d'enfant. « Dissimuler le fonctionnement d'une usine est donc facile, note un spécialiste, la détourner de sa fonction première aussi, mais, fort heureusement, cacher longtemps son existence ne l'est guère. » Pas question d'acheter un réacteur chimique en cachette. Cela « se remarque », car ces produits, bien que de technologie moyenne, sont peu courants.

« Aussi, quand quelqu'un fait son marché, cela se sait car le nombre des fabricants est réduit. On peut donc aisément suivre le trajet des produits. Ce sont vraisemblablement ces preuves qui, plus que les satellites, ont permis aux Américains de confirmer l'existence de l'usine de médicaments que la Libye fait construire au sud-est de Tripoli. Est-elle une menace réelle ? Aux enquêteurs de le dire et aux diplomates de mettre en place les contrôles nécessaires ».

Reste que le danger existe qu'un groupe ou un Etat produise des armes chimiques. Avec des résultats d'autant plus terribles que les techniciens chargés d'élaborer des systèmes de protection et de décontamination ne sont pas toujours armés pour pallier les effets de certains produits toxiques.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) La Recherche, Octobre 1970.

## Les Etats industriels veulent arrêter la prolifération

(Suite de la première page.)

C'est de la même manière la prolifération de l'arme chimique dans certaines régions du tiers-monde, en particulier le Proche-Orient, qui déplace aujourd'hui le problème du terrain strictement Est-Ouest sur lequel il se situait vers un terrain plus vaste : la véritable gageure, la plus grande difficulté, n'est plus de parvenir à un accord américano-soviétique prescrivant la destruction des stocks existants et interdisant la fabrication de l'arme chimique ; la difficulté est de doter un tel accord d'un caractère universel, c'est-à-dire de mettre au point, à Genève, sous l'égide de l'ONU, une convention à laquelle adhèreraient des Etats non nucléaires qui n'ont que trop tendance à considérer l'arme chimique comme « la bombe atomique du pauvre ». Ce sera le vrai débat de la conférence de Paris.

Les horreurs de la guerre du Golfe, le sort du peuple kurde d'Irak accablé par l'histoire, les images du massacre des civils d'Halabja, celles des hordes de réfugiés apeurés fuyant l'est dernier, les « gaz » irakiens, sont à l'origine de l'émotion soulevée dans la communauté internationale, du sur-saut d'inquiétude et de mauvaise conscience et, dans une large mesure, de l'initiative prise presque simultanément à New-York, fin septembre, par les présidents Reagan et Mitterrand, de convoquer cette conférence de Paris.

Mais le conflit irano-irakien a eu aussi un autre effet : à l'heure des

bilans stratégiques, on s'est dit, on a écrit, que c'est l'arme chimique qui, dans cette guerre incertaine, avait finalement fait la décision en faveur de l'Irak ; les convoitises pour ce type d'armements, en particulier dans la région, s'en sont évidemment trouvées confortées. M. Ceausescu a été le premier à dire, récemment, tout haut, à propos des accusations américaines contre l'usine « pharmaceutique » libyenne de Rabta, ce que beaucoup pensent tout bas : pas question pour la Roumanie de signer un accord éradiquant les armes chimiques tant que les grandes puissances possèdent des armes nucléaires ; pas question sans doute pour certains pays arabes de renoncer à cette arme sale tant qu'ils auront l'impression, grâce à elle, de reprendre à Israël un peu de sa supériorité technologique et militaire.

Les experts estiment généralement à environ une vingtaine le nombre des pays détenteurs, bien que seuls à ce jour les Etats-Unis et l'URSS reconnaissent officiellement disposer de stocks chimiques. Hormis dans le cas de l'Irak, on n'a pas véritablement de preuves de la prolifération, mais de sérieuses présomptions. On a constaté par exemple un fort accroissement de l'achat de pesticides par divers pays du Moyen-Orient auprès d'entreprises occidentales.

Il y a plusieurs mois que les Etats-Unis ont alerté leurs alliés sur les activités de l'usine de Rabta, ou encore sur l'achat, par la Syrie, de matériel pouvant servir à la fabrication de gaz tou-

ques. L'inquiétude tient surtout au fait que la plupart des armes chimiques sont relativement simples à fabriquer, à partir de substances en vente sur les marchés, dans des entreprises commerciales aussi facilement que dans des usines d'armement.

Que faire dès lors, sinon tenter d'abord de restaurer une morale internationale et de contraindre politiquement ? C'est l'objet de la conférence de Paris. Cette conférence, M. Dumas l'a rappelé récemment, n'a pas la prétention de tout régler ; elle veut d'abord réaffirmer l'engagement pris par les 111 Etats (dont l'Irak) qui ont souscrit au protocole de 1925 de ne pas faire usage, du moins pas en premier, de l'arme chimique. Elle veut d'abord stopper la banalisation des violations de ce texte. Elle ne souhaite pas non plus « se transformer en tribunal » et, si elle observait les désirs de la France, pays hôte, elle partirait d'une sorte d'amnistie tacite des crimes passés et serait tout entière tournée vers l'avenir.

C'était sans doute la condition même de la participation de certains Etats au débat. Mais, même si elle était observée, cette diplomatie discrète ne suffirait pas à garantir le succès de la manifestation. Il faudra expliquer politiquement, comme a commencé à le faire, mardi, M. Dumas dans une conférence de presse, que ce serait « prendre le problème du désarmement à l'envers et se condamner à l'échec que d'attendre des résultats définitifs dans un domaine (en l'occurrence le nucléaire) pour commencer une négociation dans un autre domaine ».

Il faudra tenter de persuader les pays du Moyen-Orient notamment que dans la guerre chimique l'avantage est aux armées et aux populations les mieux protégées ; on encore que l'arme chimique n'a pas les mêmes fonctions dissuasives que l'arme nucléaire ; parce qu'elle est moins fiable, moins imparable, parce qu'elle n'est pas un ultime recours et qu'elle ne sert pas à empêcher la guerre.

Il faudra convaincre, enfin, que la morale du désarmement n'est pas qu'une morale de naïfs et que les pays développés entendent réellement se

donner les moyens de contrôler un commerce — de fait difficilement contrôlable — qui fait d'eux les pourvoyeurs en substances toxiques.

C'est à ces conditions seulement que la conférence de Paris remplira son second objectif : donner une impulsion politique aux négociations qui pèneront depuis dix-huit ans à Genève, au sein du comité pour le désarmement des Nations unies, et dont l'aboutissement n'est que très lointainement envisageable. Cette négociation vise à proscrire la fabrication des armes chimiques et à organiser la destruction des stocks, est un complément indispensable au texte de 1925 qui interdit que l'usage et ne prévoit pas de sanctions.

## Détruire les stocks, interdire la fabrication

Ce sont les Etats-Unis qui, après qu'on ait accumulé les preuves de l'emploi des armes chimiques par les Soviétiques et leurs alliés au Laos, au Cambodge et en Afghanistan, tentèrent au début des années 1980 de relancer la négociation onusienne. L'administration américaine en même temps, lança l'embarquement unilatéral sur la fabrication de ces armes qu'elle avait décrété Nixon en 1969, demandant au Congrès les crédits nécessaires au développement d'une nouvelle génération d'armes chimiques : les armes binaires.

L'URSS jusqu'à cette époque n'avait toujours pas reconnu officiellement l'existence de l'arme chimique, bien qu'elle fut non seulement le détenteur de stocks qui n'ont jamais eu d'équivalent en Occident, mais aussi le pays où l'arme chimique est la mieux intégrée à tous les niveaux de l'armée, qui dispose notamment d'un commandement spécial pour les troupes chimiques. La proposition de convention faite en 1983 par les Américains se heurta une fois de plus au problème de l'inspection sur place à laquelle l'Union soviétique s'était toujours opposée.

Ce n'est qu'au début de l'année 1984 que Moscou a déclaré accepter le principe de la présence permanente d'un organisme international de contrôle près des installations

spécialisées dans la destruction des stocks. C'est le premier geste soviétique vers le contrôle in situ que réclamaient depuis toujours les Occidentaux, mais bien insuffisant puisqu'il ne porte encore que sur les usines de destruction, pas sur celles de production.

Le vrai tournant est pris par la partie soviétique en novembre 1985, lors du premier sommet Reagan-Gorbatchev à Genève, lorsque les deux parties décident d'un calendrier de rencontres bilatérales sur le sujet et proclament leur volonté de parvenir à une convention efficace et vérifiable. Dans une déclaration de janvier 1986, M. Gorbatchev précise qu'il est prêt à notifier les emplacements des usines de production et à engager une destruction réciproque des stocks « sous stricte contrôle international ». La négociation de Genève est entrée dans une nouvelle phase, un accord entre Américains et Soviétiques étant évidemment la condition indispensable à l'élaboration d'une convention multilatérale.

Au cours de l'année 1987, les Soviétiques annoncent qu'ils ont arrêté leur production, décident avec les Américains d'échanger des visites sur les sites de destruction dont les premières auront lieu à l'automne de cette même année, et acceptent le principe des inspections-échantillons proposées par les Occidentaux. Ils feront aussi pour la première fois une évaluation quantitative de leurs stocks, en déclarant détruire 50 000 tonnes de substances toxiques.

La France, après que, dans la loi de programmation militaire de 1986, son gouvernement ait annoncé qu'il ne poursuivait pas de produire des armes chimiques, adopte à Genève une position mal comprise, notamment de ses alliés allemands, et qui la marginalise. Parant de la constatation que la destruction des stocks est une opération chimiquement compliquée, coûteuse (plus que la fabrication) et longue (environ dix ans) et que pendant cette période l'Union soviétique maintiendra en Europe une très forte supériorité, elle suggère la constitution pendant ces dix années de « stocks de sécurité ». L'idée, pour rationnelle, apparaît comme paradoxale. Dans son discours, prononcé fin septembre à New-York,

le président de la République, en même temps qu'il propose la conférence de Paris, annonce, à la satisfaction générale, que la France renonce à cette position.

La question de la sécurité pendant la période de la destruction des stocks n'en reste pas moins posée, parmi celles qu'on envoie à résoudre les négociateurs de Genève et qui portent sur le champ précis de la convention, sur les institutions qui permettront d'en assurer le respect, sur les sanctions en cas de violation, et surtout — c'est le plus difficile — sur les moyens d'une vérification efficace.

Les Etats signataires de la convention, est-il déjà prévu, s'engageront à déclarer, trente jours au plus tard après son entrée en vigueur, leurs armes et installations de fabrication d'armes chimiques, à décrire les procédures de destruction, à déclarer les stocks et à démanteler les sites selon un calendrier qui reste à préciser. Mais, étant données les particularités de ce type d'armes dont les composants servent couramment à des fins civiles, comment vérifier que ces engagements seront tenus ?

La conférence de Genève a déjà débatté le terrain en commençant de dresser la liste des produits « sensibles » et de les classer selon leur plus ou moins grande aptitude à être utilisés à des fins militaires. Elle a retenu aussi le principe de l'inspection par défi : chaque pays ayant l'obligation de recevoir toute mission de contrôle dans les vingt-quatre heures après notification par l'institution à créer. On n'en est qu'au schéma et pour le remplir il faut encore surmonter des difficultés techniques et des résistances politiques. « Il ne peut y avoir de traité efficace sans une surveillance de l'industrie chimique mondiale », dit l'un des négociateurs, qui souligne le très fort pouvoir d'« intrusion » qu'aurait ce texte international. La plupart des pays développés y sont aujourd'hui prêts, à commencer par ceux qui, comme la Grande-Bretagne, ont renoncé depuis longtemps déjà à toute arme chimique. Restera à arracher l'adhésion des pays les plus réticents. La conférence de Paris a, de ce point de vue, bien du pain sur la planche.

CLAIRE TRÉAN.

**D N D'**  
Des Nouvelles D'Israël  
à lire les yeux fermés.

45 63 12 33



## Conférence sur les pesticides !

La conférence internationale sur les pesticides chimiques se réunira à Paris, du 10 au 14 janvier, pour discuter de la réduction de l'usage de ces produits. Elle sera présidée par le ministre de l'Environnement, Jacques Delors. Les participants, venus de nombreux pays, discuteront de la nécessité de limiter l'usage des pesticides chimiques, et de promouvoir des méthodes alternatives. La conférence sera ouverte par le ministre de l'Environnement, Jacques Delors, qui soulignera l'importance de cette réunion. Les participants, venus de nombreux pays, discuteront de la nécessité de limiter l'usage des pesticides chimiques, et de promouvoir des méthodes alternatives. La conférence sera ouverte par le ministre de l'Environnement, Jacques Delors, qui soulignera l'importance de cette réunion.

## Diplomatie

### chimiques

#### Les pays arabes veulent que soit établi un lien avec le nucléaire

DAMAS

de notre envoyée spéciale

A la veille de l'ouverture à Paris de la conférence internationale sur les pesticides chimiques, les ministres arabes des affaires étrangères se réunissent, vendredi 6 janvier, pour valider leur position et adopter une attitude commune avant le début des travaux. Les pays arabes considèrent en effet qu'on ne peut isoler les armes chimiques des autres moyens de destruction massive. Comme nous l'a déclaré le ministre syrien des affaires étrangères, M. Fawzi al-Qasbi, nous appuyons tout effort international pour éliminer les armes de destruction massive, chimiques, biologiques, nucléaires, mais nous pensons qu'il y a un lien entre toutes ces armes. C'est pourquoi nous demanderons qu'un paragraphe de la déclaration finale de la conférence de Paris fasse un lien entre les armes chimiques et les armes nucléaires.

Les responsables arabes considèrent que n'est pas assez pris en compte l'équilibre stratégique des pays de la région dans la mesure où Israël notamment possède l'arme nucléaire. Des contacts ont eu lieu ces dernières semaines par l'intermédiaire de la Jordanie qui garde des rapports avec toutes les capitales concernées. « Au Moyen-Orient », souligne M. Qasbi, « Israël a développé tous les types d'armes de destruction massive et a, depuis des années, maintenu des stocks d'armes chimiques et nucléaires. Dans le même temps, il continue d'occuper la Cisjordanie, Gaza, le Golan syrien, une partie du Sud-Liban, et rejette officiellement tout retrait sur les lignes de 67 et toute reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. »

Dans ce contexte, le gouvernement syrien est prêt à s'engager à éliminer les armes de destruction massive quand Israël se montrera prêt à s'engager à faire la même. Que nous ayons des armes chimiques ou pas, quand nous parlons d'élimination d'une classe d'armes et qu'on en laisse une autre intacte, c'est du désarmement unilatéral.

FRANÇOISE CHÉPAUX

#### Comment accueillir cent quarante-trois délégations ?

Il faut s'attendre que Paris connaisse, en fin de semaine, quelques embarras de circulation : cent quarante-trois délégations étrangères sont attendues, qui ont posé aux organisateurs bien des problèmes, à commencer par celui du lieu où on allait les réunir. Très vite après que fut lancée fin septembre l'invitation de M. Mitterrand, il était clair en effet que le centre de l'avenue Kléber n'y suffirait pas. On regrette une fois de plus que Paris ne dispose pas d'un centre international digne de ce nom, et on se tourne vers le siège de l'UNESCO, place Fontenay, qui pourra accueillir les délégations, mais qui n'est que l'hôte technique de cette conférence.

Ces quarante-trois délégations, qui comprennent quatre-vingt ministères des affaires étrangères, devront être accueillies, transportées, logées, nourries et surveillées, ce qui mobilise depuis des semaines plusieurs services du Quai d'Orsay, principal maître d'œuvre de cette manifestation (aux de l'administration générale, du budget, de la presse, du protocole, en plus de la direction politique qui, bien sûr, travaille sur le contenu de la conférence), ainsi que le service des voyages officiels du ministère de l'Intérieur, en charge de la protection des délégations et des accès à l'UNESCO.

Pour ce qui est du gîte et du transport, on est parti du principe que la France prenait à sa charge quatre personnes par pays. Des chambres ont été réservées dans six hôtels parisiens et deux voitures de location avec chauffeur seront mises gratuitement à la disposition de chaque délégation. A charge pour les ambassades de pourvoir aux compléments éventuels. On a dû aménager dans les locaux de l'UNESCO des zones de restauration pour les déjeuners des

délégations (entre sept cents et mille cinq cents par jour) et ceux des personnels techniques (secrétaires, membres des services de sécurité, etc.).

La délégation américaine sera la plus nombreuse, avec, prévoit-on, une vingtaine de personnes. Mais tous sont logés à la même enseigne à l'UNESCO, où six places sont prévues par pays dans la salle des débats. Une interprétation simultanée sera assurée dans les langues officielles de l'ONU, à savoir le français, l'anglais, l'espagnol, le chinois, l'arabe et le russe. Une salle un peu moins grande doit héberger les délégués (un par pays) qui travailleront à la rédaction de la déclaration finale. Quatre autres salles enfin peuvent accueillir des réunions de groupes (non-alignés, Occidentaux, Europe de l'Est, Europe de l'Ouest) ; huit cents journalistes environ sont attendus.

Après la séance inaugurale de samedi, au cours de laquelle le président de la République prononcera un discours, la conférence devra être son président (M. Roland Dumas) et adopter son règlement intérieur. Après quoi commenceront les débats, dans un ordre qui n'était pas encore totalement arrêté jeudi, les desiderata des différents chefs de délégation, dont beaucoup ne resteront pas à Paris pendant toute la durée de la conférence, supposant un délicat arbitrage. M. Shultz devrait s'exprimer le premier.

Les ambassades étrangères sont mises à contribution pour régler l'énorme ballet diplomatique dont Paris sera pendant cinq jours le théâtre et organiser les très nombreuses rencontres bilatérales qui devraient avoir lieu en marge de la conférence elle-même.

C. T.

Les Kurdes veulent être présents. Dans une déclaration rendue publique à Paris, le comité du Kurdistan contre les armes chimiques, groupant l'ensemble des organisations kurdes en France, demande qu'une délégation du peuple kurde, victime de l'arme chimique, soit présente à la conférence de Paris et que le 16 mars, jour du bombardement

### AFGHANISTAN

#### M. Vorontsov tente de négocier un cessez-le-feu

Islamabad. Les discussions entre les résistants afghans et le négociateur soviétique, M. Iouli Vorontsov, qui ont commencé vendredi 6 janvier à Islamabad, déboucheront peut-être sur un cessez-le-feu, mais les négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition à Kaboul se heurtent à de sérieux obstacles. Les sept partis de moudjahidines musulmans (sunrites), basés à Peshawar (sud-ouest du Pakistan), sont parvenus à s'entendre avec les huit partis de moudjahidines chiites installés en Iran pour se rendre ensemble aux négociations. Toutefois des divergences profondes, divisent les sept principaux mouvements de Peshawar.

M. Vorontsov, l'ambassadeur d'URSS à Kaboul et premier vice-ministre des affaires étrangères,

pourrait se satisfaire d'un cessez-le-feu en Afghanistan, que les troupes soviétiques doivent quitter le 15 février. La mise en place d'un gouvernement de coalition à Kaboul, après neuf années de guerre civile, reconstruit, en revanche, de nombreux obstacles pour les négociateurs mais aussi sur le terrain. Les commandants de la résistance croient, en effet, la victoire à portée de main et paraissent souvent intransigeants. Les dirigeants de la résistance semblent, de leur côté, d'accord pour former une « Choura » (Assemblée) qui devrait décider de la composition du futur gouvernement et du retour éventuel de l'ancien roi Zahir Shah, retour que souhaite Moscou et les anciens dirigeants du régime pro-soviétique de Kaboul. (AFP.)

## Europe

### URSS : dans la « Literatournaïa Gazeta »

#### Un pas de plus vers la réhabilitation de Trotski

Le Parti communiste soviétique a proposé au Soviet suprême d'adopter une loi réhabilitant les « centaines de milliers » de personnes condamnées en URSS sans jugement, par des organes spéciaux, durant « les années 30, 40 et au début des années 50 », a annoncé jeudi 5 janvier l'agence Tass.

MOSCOU de notre correspondant

Peut-on lancer, au nom d'un retour aux idées socialistes, une vaste campagne de dénonciation de Staline sans reconnaître dans le même temps des mérites à celui qui fut, du sein même du parti bolchevique, son plus féroce adversaire ? La réponse est évidemment non, et l'URSS — le dernier numéro de la *Literatournaïa Gazeta* en est le dernier signe — est en train de réhabiliter de fait Trotski. Non pas qu'on s'apprête à reconnaître l'innocence des accusations portées contre lui. Non pas non plus — loin de là — qu'on s'apprête à en faire le père spirituel de la perestroïka, car ce rôle a été dévolu à Boukharine, dont l'avantage est de s'être opposé à la collectivisation de l'agriculture, sur laquelle on revient aujourd'hui.

Trotski, lui, ne présente aucun intérêt politique pour M. Gorbatchev, dont les premiers soucis ne sont certainement ni l'intransigeance révolutionnaire ni l'orthodoxie marxiste-léniniste. Jour après jour, en revanche, son destin fascine les historiens soviétiques, qui se penchent de plus en plus librement sur les circonstances de l'ascension de Staline. Et à chaque pas, à chaque tournant, il y a Trotski, toujours plus faible, toujours plus marginalisé, toujours plus tragique.

Début septembre, le nouveau biographe officiel de Staline, le général Volkogonov, écrivait déjà dans la *Pravda* : « On ne peut pas ne pas rendre hommage à Trotski ; contrairement à beaucoup, il ne s'est pas incliné. (...) » Puis il y eut l'autorisation d'un débat public sur le fondateur de l'armée rouge, puis un visa accordé à son petit-fils, et maintenant ce remarquable article de la *Litgaz* dont le seul titre — « La liquidation » — est une bombe puisqu'il ne laisse aucun doute sur la responsabilité de Staline dans l'assassinat de l'auteur de la *Révolution traquée*.

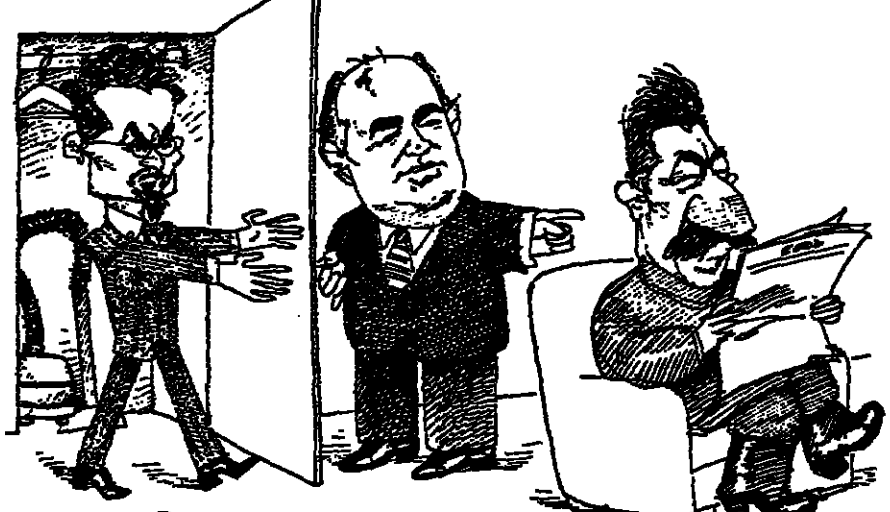
Au début de la seconde guerre mondiale, l'isolement de Trotski s'était encore accru, écrit l'hebdomadaire [et sa] liquidation n'était plus qu'une affaire « technique ». Ici se confirme la juste appréciation de Trotski : Staline était de nature incroyablement perfide et renégard. (...) Trotski n'était plus en aucune manière une personnalité politique d'envergure, [mais] Staline n'avait pu oublier les intrigues et les offenses du passé. (...) Visiblement, soit il fit comprendre à son entourage : « Il est temps d'en finir avec Trotski. »

Si l'affaire n'est pas encore prouvée, elle ne prête donc plus à discussion, et sur cette lancée l'auteur de l'article — un historien — se livre au jeu des citations qui ne peut aujourd'hui que rendre le démon d'hier sympathique au lecteur soviétique d'aujourd'hui. On apprend ainsi que, dès 1928, Trotski écrivait : « Il faut compter que cette lutte impitoyable sera longue. » En 1932, c'était : « Staline nous a conduits à une impasse. Pour en sortir, il n'y a

URSS, écrit encore la *Litgaz*, Trotski est parvenu à la conclusion que la politique de réformes qu'il avait antérieurement proposée, et dont le point central était l'éviction de Staline, n'était plus suffisante. « La question de Staline comme question indépendante n'existe pas. Ce n'est pas par l'assassinat que l'on peut changer le rapport des forces sociales. (...) L'éviction de Staline ne signifierait aujourd'hui rien d'autre que son remplacement par

nisme par un autre « isme », tout aussi hostile au léninisme : le trotskisme. »

La démonstration peut sembler manquer un peu de rigueur, et cela s'explique par une réalité assez simple. Pour un nombre chaque jour plus grand de partisans de M. Gorbatchev, si Staline et Trotski sont à renvoyer dos à dos, c'est en fait que l'un et l'autre sont des enfants du messianisme révolutionnaire apparus à la fin du dix-neuvième siècle. Il



pas d'autre moyen que de liquider la stalinisme. Et après l'assassinat de Kirov [le premier secrétaire de Leningrad], Trotski, estime l'auteur, a correctement, et sans se tromper, défini la crise qui allait submerger le parti. (...) Il a critiqué sans pitié les procès politiques de Moscou et les a considérés à juste titre comme une mystification, une fiction, un moyen propre à Staline et à son groupe de régler leur compte à leurs opposants (...).

Pourquoi, demande à nouveau la *Litgaz*, comme dans les années 20, si le parti ni le mouvement communiste ne l'ont écouté ?

#### Trotskisme et antistalinisme

De nos jours, en revanche, il semble qu'il se trouve des Soviétiques pour prêter l'oreille à Trotski, puis que l'hebdomadaire poursuit : « Certains sont aujourd'hui convaincus que le trotskisme, c'est l'antistalinisme. Incontestablement, les motifs antistaliniens ont une importance de premier plan dans l'idéologie et la pratique du trotskisme, et cela n'est pas étonnant, [car] les échecs de la politique économique et sociale menée par le groupe de Staline, les violations de la légalité socialiste, la réduction de la démocratie au sein du parti, confirment, du point de vue de Trotski, l'une des propositions-clés de sa théorie de la « révolution permanente » : la thèse de l'impossibilité de la construction du socialisme dans un seul pays. »

Au fur et à mesure de la consolidation du régime existant en

un de ces Kaganovitch que la presse transformerait en un temps record en génie le plus génial de tous les génies.

L'extraordinaire est que cette citation de Trotski donnée par la *Litgaz* aurait en fait pu être *Literatournaïa Gazeta* d'un gorbatchévien bon teint, et l'hebdomadaire enfonce le clou avec une nouvelle citation : « Il ne s'agit pas seulement de remplacer une équipe de dirigeants par une autre. Il s'agit de changer les principes mêmes de direction de l'économie et de la culture. (...) Il faut une seconde révolution. »

Est-ce à dire que les gorbatchéviens soient des trotskistes ? Certainement pas, puisque leur ambition n'est pas de réparer une erreur d'ajustage de la révolution d'Octobre, mais de faire entrer leur pays dans le vingt et unième siècle et de lui conserver un rang de deuxième puissance mondiale, aujourd'hui bien menacé. La *Litgaz* met d'ailleurs les choses au clair en expliquant que « si les trotskistes contemporains tentent de donner aux appels de Trotski à la seconde révolution un caractère prophétique [en disant que] la reconstruction serait précisément la mise en pratique de ce programme », ils se trompent puisque « la perestroïka signifie avant tout débarrasser les principes socialistes de leurs déformations [et] affirmer les idéaux élevés de l'humanisme ». « Le programme trotskiste, lui, se réduit sur le fond, estime l'hebdomadaire, à un jeu politique. Sous couvert de lutte contre Staline, Trotski essayait de remplacer un « isme » [le stali-

serait difficile de dire les choses aussi clairement, car ce serait dire que l'on se serait en réalité bien passé de cette révolution de 1917. On en arrive donc à rendre hommage à Trotski pour sa lutte contre Staline, tout en disant qu'il ne valait pas mieux que le dictateur. On est en plein paradoxe, mais derrière ce paradoxe se cache une formidable accélération de la révision idéologique en cours en Union soviétique.

BERNARD GUETTA.

#### Les retrouvailles de Siniavski et du KGB

L'écrivain russe émigré Andreï Siniavski et son épouse, Andreïna, à retourner à Moscou pour se recueillir sur la tombe de leur ami, le poète Iouri Daniel, se sont heurtés aux tracasseries de la police deux jours après leur arrivée.

Les Siniavski ont indiqué qu'ils s'étaient rendus, le jeudi 5 janvier, avec M<sup>me</sup> Daniel, à la datcha où l'écrivain avait couronné de sa repose, à une vingtaine de kilomètres de Moscou. A peine arrivés, deux miliciens se sont présentés à la porte, demandant aux Siniavski de regagner immédiatement Moscou car, ont-ils dit, en tant qu'étrangers, ils avaient « violé » la réglementation sur les déplacements à l'intérieur du territoire soviétique. (AFP.)

### ITALIE

#### Le directeur adjoint de la prison de Rome monte un faux attentat

Le directeur adjoint de la prison romaine de Rebibbia, M. Edigio De Luca, avait affirmé mardi soir avoir été victime d'un attentat des Brigades rouges (le Monde du 6 janvier). Il a été arrêté jeudi 5 janvier pour avoir monté de toutes pièces une fausse agression. Un mandat d'arrêt a également été lancé contre son garde du corps, Carmine Paniciari, qui avait affirmé avoir mis en fuite les agresseurs.

Blessé d'une balle à la jambe gauche, M. De Luca est actuellement en état d'arrestation à l'hôpital de Rome, où il est soigné. Les accusations retenues contre lui sont celles de « stimulation de délit » et de « détention illégale d'armes dans un lieu public ». Son garde du corps est accusé de lui avoir tiré dessus.

La police s'est refusée à indiquer les raisons qui auraient poussé M. De Luca et son garde du corps à simuler un attentat. Les policiers ont indiqué qu'ils avaient découvert de faux tracts des Brigades rouges dans une valise appartenant à M. De Luca. Ces faux tracts montrent que l'attentat de mardi soir était une « mise en scène ». M. De Luca avait raconté que sa voiture avait été immobilisée dans la banlieue de Rome par des inconnus se réclamant des Nouvelles Brigades rouges qui avaient tenté de l'élever. Il avait affirmé que son garde du corps avait mis en fuite les trois agresseurs, qui avaient cependant réussi à le blesser à une jambe. (AFP.)

### ROUMANIE

#### La Hongrie envisage la création de camps pour les réfugiés roumains

Les autorités hongroises étudient les possibilités d'installer des camps pour faire face à l'afflux des réfugiés de Roumanie et pour éviter des refoulements hâtifs, a annoncé le vice-ministre de l'Intérieur, M. Zoltan Gal, à la radio hongroise.

M. Gal a promis de faire « examiner » le comportement des autorités frontalières dans les cas de refoulement connus. Selon la presse hongroise, la population a été indignée par le refoulement de mille quatre cents réfugiés roumains en 1988 à la frontière hungaro-roumaine, révélé par le commandement des gardes-frontières hongrois, le colonel Janos Szekely.

Les personnes refoulées étaient « des criminels, des aventuriers et des mineurs », selon M. Szekely.

La création de camps a été proposée par le Forum démocratique, le plus important mouvement politique d'opposition pour faire face aux problèmes que posent les quelque trente mille réfugiés roumains, chiffre estimé officiellement.

Par ailleurs, deux Roumains de vingt-deux et vingt-sept ans sont entrés clandestinement mercredi 4 janvier en RFA après avoir

passé huit jours dans un wagon frigorifique et ont été immédiatement expulsés vers l'Autriche. Les deux hommes étaient montés, le 28 décembre, avec des couvertures, des lampes de poche, de la nourriture et des masques à gaz à bord du train à l'arrêt dans leur ville, a expliqué la police ouest-allemande. (AFP.)

## MICRO-ÉDITION, CAO, RECONNAISSANCE DE CARACTÈRES, QUEL SCANNER CHOISIR ?

CÉ MOIS-CI DANS

TELECOMS • TRAITEMENT DE DONNÉES  
TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION

### ELEMATIQUE MAGAZINE

la maîtrise des technologies de la communication



## Europe

1993 vu de La Haye

### Préserver son « jardin personnel »

AMSTERDAM  
de notre correspondant

Refus massif de participer, comme en 1972, au recensement de la population, mobilisation générale pour que 6000 prisonniers obtiennent des cellules individuelles... La sensibilité des Néerlandais à tout ce qui peut constituer une atteinte à la vie privée peut s'illustrer de mille façons. Aux Pays-Bas, le droit pour tout un chacun de posséder et de préserver son « jardin personnel » a une valeur incommensurable. De Groningue à Maastricht.

Lorsque le footballeur Soeren Lerby, gloire des médias, a été entendu le mois dernier par la justice dans le cadre d'une sombre affaire de détournement de fonds à l'Ajax d'Amsterdam, son ancien club, certains journaux n'impriment que les initiales de son nom ! Le problème est si délicat que le gouvernement de La Haye se voit contraint d'en appeler à ses « obligations européennes » et à l'acte unique pour faire admettre à ses administrés l'idée, ailleurs banale, de devoir déclarer et prouver leur identité, dans certaines circonstances, à la demande d'un représentant de l'ordre !

Il n'en faut guère plus aux Néerlandais pour craindre à l'Etat policier. Le sujet est si sensible qu'aucun des partenaires de la coalition au pouvoir, l'Appel chrétien démocrate (CDA) et le Parti pour la liberté et la démocratie (VVD), n'a jamais ouvertement revendiqué la paternité de la petite phrase — dans l'accord de gouvernement — par laquelle le scandale arrive en 1988 : « Une obligation générale de se légitimer sera instituée sur la base des documents existant comme le passeport, le permis de conduire ou équivalents. »

Des voix s'élevèrent pour dénoncer l'opération subreptice de rétablissement de « personnalités », instaurée par l'occupant allemand pendant la guerre. La résistance civile s'organisa au grand jour cette fois, tant au niveau de la rue sous l'égide d'une fondation « Vigilance contre le fichage des personnes » qu'à celui des institutions. L'Association des communes néerlandaises hostile à la délivrance de tout document personnel protesta véhémentement, de même que les organisations de policiers. Un

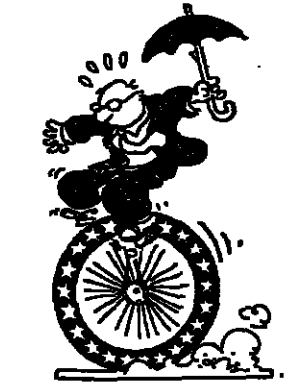
de leurs dirigeants syndicaux déclara que l'on ne pouvait pas « les investir de compétences violentant le droit pénal ». En effet, depuis un arrêt du Conseil suprême, la plus haute instance judiciaire, en 1927, un suspect ne peut être contraint de collaborer à sa propre condamnation et, en conséquence, le droit de taire son identité à la police. A fortiori, les non-suspects.

Agoni de critiques, le gouvernement fit alors quelques pas en arrière. M. Frits Kortbeek, ministre de la justice, se déclara prêt à exempter du port de papiers officiels « la génération de guerre ». Ruud Lubbers, le premier ministre, fit un commentaire d'un texte sur la « lutte contre la fraude » (Aux allocations sociales et fiscales, NDLR), assurant que l'obligation de se légitimer ne sortirait pas de ce cadre étroit.

Malgré ces précautions, le spectre des contrôles policiers intempestifs et arbitraires continue de hanter les Néerlandais, qui ne se sont jamais formalisés pourtant du titre de séjour imposé aux immigrés. Plus paradoxal, les Néerlandais acceptent de montrer leurs papiers lors de contrôles routiers, à la banque, à l'entrée à l'hôpital, à la poste. Mais si quelqu'un est suspecté de vol à l'étalage, il peut dire aux policiers : « Devinez qui je suis ! » « C'est le monde à l'envers », pouvait se lamenter en mars dernier un porte-parole du commissaire d'Utrecht.

#### Le « SOFI »

A La Haye cependant, on est loin d'avoir renoncé. Au début de l'été, le ministre de la justice a écrit au Parlement : ses compétences ne disposant pas d'un passeport ou d'un permis de conduire pour prouver leur identité doivent posséder tôt ou tard une carte d'identité à créer. Il précisait par ailleurs que les contrôles ne pourraient porter que sur les personnes soupçonnées d'infraction. Parier sur l'issue du débat sur cette nouvelle législation reste hasardeux. Mais s'il est certain que sa discussion se déroulera sur une base radicalement différente de celle d'il y a deux ans, soit la lutte contre la fraude. D'ici à la fin de l'année, la Première Chambre, qui correspond à notre Sénat, aura donné son feu vert à la création d'un numéro d'immatricula-



tion sociale et fiscale, le « SOFI », qui devrait grandement faciliter la tâche des contrôleurs. Aujourd'hui, ce qui rend l'application de ce système impérieuse, c'est l'Europe !

A la suite des accords de Schengen et de l'acte unique, les frontières vont disparaître dès 1990 entre les pays du Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la France. En 1993, au sein de toute la Communauté. Dans cette perspective, le cabinet néerlandais est convaincu, comme le dit Frits Kortbeek, qu'il faut « déplacer le contrôle des personnes des frontières à l'intérieur des Pays-Bas ». Sous peine pour ces derniers de devenir — certains diront de rester — le havre de paix de criminels européens. L'hypothèse n'est pas gratuite.

Dans la nuit du 17 au 18 mars, la police d'Amsterdam arrête une personne qui s'enfuyait en courant d'une rue où un touriste venait d'être dévalisé. Bien que parlant allemand, l'homme s'avère être parfaitement au courant de ses droits puisqu'il refuse de déclarer son identité. Il aurait finalement été relâché si un agent très physionomiste n'avait reconnu son visage sur un avis de recherche international. Il s'agissait d'un étudiant soupçonné d'être impliqué dans le meurtre de deux policiers ouest-allemands quelques mois plus tôt à Francfort.

Au nom de la coordination de la politique des Douze en matière de recherches judiciaires, les Néerlandais risquent, en faisant contre mauvaise fortune bon cœur, de devoir entendre plus fréquemment que maintenant « Vos papiers ». L'éventualité n'est pas pour leur plaire. Elle n'est peut-être pas sans lien avec la mauvaise humeur qu'ils manifestent ces temps-ci à l'égard de l'Europe, telle que l'a affichée l'Eurobaromètre de septembre dernier. Après tout, c'est un peu — en réalité beaucoup — leur identité culturelle qui est en jeu.

CHRISTIAN CHARTIER.

#### ESPAGNE

### La droite tente l'ouverture au centre

MADRID  
De notre correspondant

La principale composante de l'opposition conservatrice espagnole, l'Alliance populaire, a finalement réussi après plusieurs mois de conflits internes à refaire son unité, et entend maintenant élargir son audience vers le centre.

Son président, M. Antonio Hernandez Mancha, a annoncé, le 5 janvier, qu'il ne solliciterait pas un nouveau mandat lors du congrès de cette formation qui aura lieu dans deux semaines. Il laisse ainsi le champ libre au « leader historique » de la droite espagnole, M. Manuel Fraga, qui effectue un spectaculaire retour (le Monde du 26 octobre). L'Alliance populaire a annoncé le même jour l'incorporation à ses rangs du secrétaire général du Conseil de l'Europe, l'ancien ministre centriste Marcelino Oreja (proche de la démocratie chrétienne), qui sera tête de liste aux élections européennes de juin prochain.

Pour renforcer cette image d'un centre-droite réunifié, MM. Hernandez Mancha, Fraga et Oreja ont

donné, jeudi, une conférence de presse conjointe. Le premier a affirmé être parvenu à la conclusion que le maintien de sa candidature à la réélection « risquait de mettre en difficulté le projet politique d'Alliance populaire, voire de le conduire à la ruine ». M. Fraga, de son côté, a assuré, qu'il dirigerait le parti « sans discrimination », laissant entendre ainsi qu'il n'y aurait pas de représailles contre ceux qui s'étaient ouvertement opposés à son retour.

C'est en décembre 1986, au lendemain d'un nouveau revers électoral, que M. Manuel Fraga avait annoncé sa démission « irrévocable » de la présidence de l'Alliance populaire, une formation qu'il avait lui-même fondée dix ans plus tôt. Il avait alors cédé le témoin à celui qui apparaissait, à trente-cinq ans, comme le « jeune espoir » du parti, M. Hernandez Mancha. Très rapidement, toutefois, il devenait clair que ce dernier, malgré un méritoire effort d'aggiornamento de sa formation, ne faisait pas le poids face à ses adversaires socialistes. Les sondages indiquaient un effritement régulier

des voix de l'Alliance populaire, tandis que les « barons » du parti risquaient dans les brancards.

Pressé par ses collaborateurs, M. Fraga — qui, malgré son apparente retraite, n'avait en fait jamais renoncé à influencer sur la politique de son parti — revenait alors sur son engagement : en octobre dernier, il annonçait sa candidature à la présidence du parti. M. Hernandez Mancha tentait d'abord de tenir bon, mais sa suite allait se résumer à un simple baroud d'honneur : le jeune dirigeant était rapidement submergé par le « cyclone Fraga » qui emportait tout sur son passage et obtenait sans difficulté l'adhésion des principaux responsables du parti.

Le retour de M. Fraga permettrait-il à la droite espagnole de remonter la pente ? Paradoxalement, c'est sous le signe de la « rénovation » que le vieux dirigeant a plaidé son retour. Il affirme vouloir désormais laisser progressivement « la place aux jeunes » au sein de sa formation. Il se déclare décidé à réaliser cette ouverture vers le centre qu'il reproche à M. Hernandez Mancha de n'avoir pas su mener à bien durant ces deux dernières années... mais qu'il n'avait pas davantage réalisée durant les dix années antérieures ! Résolument « marqué à droite », M. Fraga, en effet, n'a jamais réussi à séduire l'électorat modéré.

Certes, l'intégration de M. Oreja (qui pourrait être bientôt suivi par quelques autres dirigeants de la démocratie chrétienne) représente à cet égard un pas dans la bonne direction pour l'Alliance populaire. Il est peu probable toutefois qu'il soit suffisant et réussisse à combler l'énorme écart qui, selon les sondages, sépare toujours dans les urnes les socialistes et l'Alliance populaire.

THÉRIY MALINAK.

## Amériques

ETATS-UNIS : le procès de l'Irangan

### Le procureur demande l'abandon de plusieurs accusations contre M. North

Le procureur chargé de l'affaire de l'Irangan, M. Laurence Walsh, a demandé, jeudi 5 janvier, à la surprise générale, l'abandon des accusations d'association de malfaiteurs et de vol portées contre l'un des principaux protagonistes du scandale de l'Irangan, l'ancien lieutenant-colonel de Marines Olivier North. M. Walsh a justifié sa décision en expliquant que le maintien de ces deux accusations aurait entraîné la divulgation, au procès, de nombreux documents classés secrets. Il s'agit d'entretenir la veille avec le ministre de la justice, M. Richard Thorn-

burg, des problèmes posés par ces documents, dont la production était réclamée par la défense mais qui pouvaient, selon la Maison Blanche, constituer une menace pour la sécurité nationale.

Une douzaine de chefs d'accusation sont toutefois maintenus contre M. North, dont le procès doit s'ouvrir en principe le 31 janvier. Ces accusations portent notamment sur des déclarations mensongères faites devant plusieurs commissions du Congrès, des détournements de fonds à des fins personnelles et la destruction de documents officiels.

Dans le cas où la requête du procureur Walsh serait acceptée, rien ne permettrait de savoir, jeudi, si la défense renoncerait aux citations à comparaître qu'elle a déjà lancées. Trois d'entre elles ont été adressées au président Reagan, au président élu George Bush et au secrétaire d'Etat George Shultz. Par ailleurs, en dépit de la ferme opposition de M. Reagan à tout « pardon » envers M. North, une nouvelle série d'appels à la clémence a fait l'objet de discussions à la Maison Blanche. — (AFP, Reuter.)

## Asie

#### INDE

### Mesures exceptionnelles de sécurité après la pendaison des deux assassins d'Indira Gandhi

NEW-DELHI  
de notre correspondant

« Il n'y a pas de plus grand privilège pour un sikh que de donner sa vie pour la protection du Temple d'or. Je souhaite naître et mourir et chaque fois être capable de mourir pour cette cause. (...) Aucun meurtre ne doit avoir lieu. Il ne doit y avoir aucun acte qui puisse ternir la réputation de la communauté [sikh] : je suis reconnaissant envers tous ceux qui m'ont assisté ; je suis satisfait du jugement de la Cour suprême et je n'ai pas de griefs. » Telles sont, selon son avocat, quelques-unes des paroles de Salwant Singh qui, le vendredi 6 janvier, à 8 heures, dans la cour de la prison Tihar, a été « pendu par le cou jusqu'à ce que mort s'ensuive » en compagnie de Kehar Singh.

Les deux hommes, âgés respectivement de vingt-quatre et cinquante-quatre ans, reconnus coupables (le premier comme meurtrier, le second comme complice) de l'assassinat, le 31 décembre 1984, d'Indira Gandhi, ont pu croire jusqu'à leur dernier moment qu'ils seraient épargnés. Le président indien, M. Venkatarman, a reçu des appels provenant de nombreux personnalités et d'organisations humanitaires (Amnesty International, notamment) demandant que la grâce soit accordée aux deux condamnés et, jeudi soir encore, leurs avocats se sont livrés à une ultime tentative pour obtenir sinon l'annulation de la sentence de mort, du moins un nouveau report.

A deux reprises déjà, la plus haute juridiction du pays est intervenue pour surseoir à l'exécution du verdict. Plus de quatre ans après l'assassinat de l'ancienne première ministre, l'attente des deux hommes met fin à une longue bataille juridique sans que, pour autant, toute la lumière soit faite sur

les circonstances exactes de ce meurtre. Deux hommes ont été tirés par la mère de Rajiv Gandhi, Salwant Singh et Beant Singh. Quelques minutes après, alors que les deux assassins n'ont plus d'armes à la main, les commandos indo-béotés chargés de la protection du premier ministre ouvrent le feu. Beant Singh est tué sur le coup, mais Salwant Singh, malgré six balles dans le corps, survit.

Qui a ordonné le tir ? Mystère. Kehar Singh est arrêté le 30 novembre, soit un mois après pour complicité d'assassinat. Il aurait été « l'âme » du complot. Dans quelles conditions ? On ne le sait pas exactement. Comment ne pas faire un parallèle avec un autre meurtre qui n'a jamais été complètement élucidé, celui du Mahatma Gandhi ?

La pendaison de Kehar et Salwant ouvre une période d'incertitude. Quelles vont être les réactions de la communauté sikh ? Les « purs » vont-ils vouloir venger leurs deux « martyrs » en soulevant des deux mille cinq cents sikhs tués au lendemain de la mort d'Indira, par des forces hindoues en fureur ? Déjà, des scènes de violence se sont produites, vendredi, à Tihar-Nagar-Colony, quartier à majorité sikh de New-Delhi. Une « alerte rouge » a été décrétée dans la capitale et des mesures de sécurité maximales ont été prises ailleurs, notamment au Pendjab.

LAURENT ZECCHINI.

● SRI-LANKA : début du retrait indien. Un bataillon indien a quitté Sri-Lanka « il y a deux ou trois jours » et un deuxième quittera dimanche, a-t-on appris jeudi 5 janvier après de la haute commission indienne (ambassade) à Colombo. Le retrait échelonné des troupes indiennes a été entamé à la demande du nouveau président Ranasinghe Premadasa. — (AFP.)

#### CAMBODGE

### Hanoi propose de retirer ses dernières troupes en septembre 1989

Les troupes vietnamiennes seront totalement retirées du Cambodge au plus tard en septembre 1989 « dans le cadre d'une solution politique » du problème cambodgien, a annoncé vendredi 6 janvier un communiqué du ministère vietnamien des affaires étrangères. La fin de la présence militaire devra aller de pair avec « l'instauration d'un cessez-le-feu la cessation de toute aide militaire aux factions khmères et la fin de l'octroi des sanctuaires » à l'opposition khmère contre le régime de Phnom Penh, a précisé M. Ho The Luu, porte-parole du ministère des affaires étrangères. L'ensemble de cette procédure, a-t-il ajouté, devra être placé sous « un contrôle international efficace ».

Par cette annonce, reprise aussitôt sans commentaire par l'agence Chine nouvelle, le Vietnam a avancé de plus d'un an le calendrier du retrait, ayant promis de rapatrier totalement ses troupes au plus tard

fin 1990, que soit trouvée ou non une solution politique au problème cambodgien. Hanoi exige que le problème du retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge soit résolu de pair avec celui de l'aide étrangère à la résistance khmère. La Chine, principale alliée des Khmers rouges, a assoupi ces derniers mois sa position vis-à-vis du Vietnam dans l'affaire cambodgienne. Son premier ministre, M. Li Peng, a notamment évoqué la possibilité d'un arrêt de l'aide chinoise à la résistance khmère si le Vietnam présente un « calendrier acceptable » de retrait de ses troupes. La Thaïlande, qui s'opposait le plus résolument à la présence militaire vietnamienne au Cambodge et qui accorde des facilités territoriales à l'opposition armée cambodgienne, commence à répondre à la volonté vietnamienne des relations de bon voisinage. — (AFP.)

● BIRMANIE : inquiétude des Etats-Unis. — Le département d'Etat a manifesté, jeudi 6 janvier à Washington, son inquiétude concernant le sort d'étudiants qui ont regagné leurs foyers après avoir participé aux manifestations antigouvernementales de l'été dernier. Son porte-parole a fait état de « rapports crédibles » selon lesquels certains auraient été tués au cours de leur détention. — (UPI.)

● JAPON : l'état de santé d'Hirohito se détériore. — L'empereur Hirohito, qui a reçu d'importantes transfusions sanguines, le jeudi 5 janvier, est presque dans un état comateux, a indiqué l'agence Kyodo. La tension de l'empereur — altérée depuis le 19 septembre dernier — reste très anormalement basse et son rythme respiratoire — trente-deux expirations/minutes — est le plus rapide depuis le début de sa maladie. — (UPI, AFP.)

#### CHINE : l'agitation anti-africaine

### Les autorités tentent de calmer les esprits

PÉKIN  
de notre correspondant

Les autorités chinoises semblaient, vendredi 6 janvier, avoir enfin arrêté une stratégie pour tenter d'enrayer la situation sur les campus universitaires affectés par l'agitation raciale : jeter hors de Pékin un peu de leur sang-froid africain sans avoir l'air de céder une miette de dignité nationale vis-à-vis de leurs condisciples chinois.

Les quarante-cinq étudiants africains qui se trouvaient depuis plus d'une semaine dans un hôtel situé à près de 100 kilomètres de Nankin ont réintégré, jeudi, le campus de l'université Hsiao, théâtre de l'incident du 24 décembre qui a mis le feu aux poudres dans plusieurs établissements fréquentés par des Noirs. Les informations officielles que Pékin a fini par consentir à fournir concordaient qu'une « incompréhension culturelle » semblait être à l'origine du problème, l'absence de distinction des torts pour tenter de calmer les esprits.

Un étudiant ghanéen restait en détention pénale pour avoir prélevé blessé un employé chinois de l'université dans la rixe du soir de Noël, et risquait soit des poursuites judiciaires, soit l'expulsion. Deux autres étudiants africains — un gambien et un béninois — faisaient l'objet d'une mesure de « détention disciplinaire » qui peut durer jusqu'à quinze jours aux termes de la loi chinoise, sans poursuites judiciaires, pour avoir troublé l'ordre public. Un quarantaine d'étudiants interpellés, de nationalité ghanéenne, avaient été libérés jeudi. A Pékin, les étudiants africains de l'institut des langues qui boycottent leurs cours depuis mercredi ont été longuement repus jeudi soir par les autorités de l'établissement.

Le gouvernement chinois n'a pas pour autant consenti à blâmer publiquement les expressions de racisme formulées par les étudiants chinois, à Nankin et dans d'autres résidences universitaires de Chine, sous la forme de manifestations, mais seuls les journaux destinés aux étrangers ont reproduit vendredi le passage d'une déclaration du porte-parole du ministère des affaires étrangères précisant que, trois ressortissants chinois — dont on ignore la qualité — ont été arrêtés à la suite des violences de Nankin.

Le porte-parole a reconnu que des insultes comme « diables noirs », entendues à de nombreuses reprises sur les campus chinois ces derniers jours, « ne sont pas conformes à la politique du gouvernement » de Pékin interdisant la discrimination raciale mais s'est abstenu, comme l'ensemble de la presse, de condamner ceux qui les avaient proférées.

La seule information publiée par les journaux sur la manifestation chinoise qui visait mardi les étudiants africains de Pékin rapportait l'affaire sans la moindre allusion raciale comme un rassemblement simplement destiné à défendre « les droits de la femme ».

La raison de cette pusillanimité est le souci d'atténuer des antécédents d'éviter à tout prix de donner aux étudiants chinois des prétextes alléguant l'agitation. Ce souci est cependant en lumière une certaine incapacité à trancher dans le vif d'une mini-crise en raison de ses implications internes, voire locales. On attendait toujours, près de deux semaines après le début des incidents, une intervention publique quelconque d'un responsable du domaine de l'éducation au niveau gouvernemental.

FRANCIS DERON.

## AUTOMOBILISTES

Assurez-vous, rassurez-vous

36.15 LEMONDE

Code ASSUR

## Amériques

ARGENTINE : l'état d'urgence « électrique »

### Sombre colère à Buenos-Aires

Buenos-Aires  
de notre correspondant

Trente millions d'Argentins doivent désormais se résigner à être privés d'électricité six heures par jour, à la suite de l'état d'urgence électrique qui vient d'être décrété par le président Alfonsín. Depuis trois semaines, les coupures de courant sont entrées en vigueur et personne ne laisse supposer qu'elles s'interrompent avant avril prochain (le Monde du 6 janvier). C'est un coup dur pour le gouvernement radical à moins de cinq mois de l'élection présidentielle, alors que son candidat, M. Eduardo Angeloz, n'est déjà pas donné comme favori.

La population est en colère car elle ne peut comprendre que le pays en soit réduit à une pratique à laquelle le plupart des pays développés échappent.

Cependant, l'Argentine, grand producteur de pétrole, figurent parmi les quelques puissances maîtrisant l'énergie nucléaire, dotée d'énormes ressources hydrauliques dans les Andes et grâce aux fleuves qui la traversent, a-t-elle pu se retrouver dans la pénurie ?

La rupture lui a d'abord joué un mauvais tour. Pas une goutte de plus depuis plus d'un mois dans le nord du pays. Le barrage

de Salto-Grande, sur le fleuve Uruguay, ne fonctionne donc plus qu'au quart de sa capacité. Dans les Andes, c'est, au contraire, le froid qui retarde le dégel et a mis à sec la centrale hydroélectrique du Chocoma. Le reste est une histoire d'argent. Changé par une dette extérieure et intérieure presque équivalente au produit national brut, contraint de réduire le déficit abyssal du secteur public, le président Alfonsín a dû tailler dans le budget. Les dotations allouées aux centrales thermiques et nucléaires ont été calculées au plus juste. Au point que leur maintenance n'a pu être convenablement assurée. Les centrales thermiques ne fournissent plus que 40 % de leur capacité et une seule des deux centrales nucléaires est encore en état de marche.

Dans la chaleur de la nuit

Il y a plusieurs mois que le ministère des Travaux publics traîne la sonnette d'alarme, mais le Trésor ne répondait que par l'écho de ses caisses vides. Les plombs ont fini par sauter. Au pire moment. Non seulement dans la perspective de la prochaine échéance électorale, mais encore d'une manière plus terre à terre, en raison de la canicule de l'été austral.

Priver la population d'électricité quand la température dépasse les 35 degrés n'est pas une bonne propagande. Même les partisans de M. Alfonsín se posent des questions quand privés d'ascenseurs ils doivent monter les étages à pied et constater qu'ils n'ont ni lumière, ni eau courante, ni boisson fraîche dans un réfrigérateur réduit au triste état de placard. Même la télévision a déjà dû réduire la durée de ses programmes et, à partir de samedi, les cinq chaînes ne seront plus autorisées à émettre que de 19 heures à 23 heures.

Quand le soir tombe, les rues de Buenos-Aires retrouvent bien malade l'air de la « media luz » (chère aux personnages des tangos. La moitié des réverbères sont éteints, tout comme la plupart des vitrines et parades publicitaires électriques. Ceux des commerçants qui ne se plient pas à cette discipline risquent l'amende.

A l'heure du coucher, ventilateurs immobiles et climatiseurs muets, la chaleur de la nuit n'en est que plus pesante. Au matin, le panorama ne s'éclaircit pas, trafic ferroviaire perturbé, métro qui avance en pointillés, encombrements de la circulation routière aggravés par les feux de signalisation et les passages à niveau en panne, la nuit tantôt serait encore de marcher à pied. Mais il fait si chaud.

Les traces ne se limitent pas à la vie quotidienne. Les patrons d'usine comme leurs

ouvriers n'en finissent pas de jongler avec les horaires de travail pour les adapter au rythme des coupures de courant annoncées par la presse. Les pertes ne sont pas encore chiffrées mais nul doute qu'elles seront extrêmement lourdes.

Au marché au bétail, les ventes ont augmenté au cours des dernières semaines. Craignant d'être bloqués dans l'incapacité d'abreuver bêtes et pâturages, de nombreux éleveurs se sont décidés à vendre prématurément pour limiter leurs pertes. Les banques s'inquiètent pour leurs systèmes d'alarme comme pour la subsistance de leur mémoire informatique. Epiciers et bouchers ferment les yeux avant d'ouvrir congélateurs ou chambres froides.

Crises de nerf et profiteurs

Dans l'administration publique, l'inactivité est devenue telle que le gouvernement a préféré mettre les fonctionnaires en congé vendredi et lundi, en laissant entendre qu'il pourrait prolonger leur repos forcé. Quitte à ne rien faire, autant les laisser chez eux. Beaucoup d'Argentins ont les nerfs à fleur de peau. Récemment, une femme d'une quarantaine d'années n'ayant, selon les témoins, rien d'une marginale ou d'une désaxée, s'est approchée d'un grand maga-

sin d'électro-ménager. Elle a sorti un marbre de son sac et a consciencieusement déstruit toutes les vitrines de la boutique, trop éclairées à son goût. « Moi, je ne peux pas dormir et aux ils gaspillent », l'a-t-on entendu dire.

La presse rapporte quotidiennement les drames vécus par des vieillards ou des handicapés physiques bloqués dans leur appartement par l'absence d'ascenseur. Privés d'eau et d'électricité et réduits à compter sur la bonne volonté de leurs parents, amis ou voisins pour subsister. Il y a, bien sûr, des vides (malins) pour profiter de la situation. Moyennant l'équivalent d'un millier de francs, ils proposent de racorder ceux qui acceptent leur offre à un quartier voisin où le courant n'a pas été coupé.

La campagne déclenchée à la radio et à la télévision pour tenter d'amener volontairement l'opinion à réduire sa consommation d'électricité n'a pas eu de résultats tangibles. Même la silhouette suggestive d'une femme étendue sur un divan et assurant, en baissant un peu l'abat-jour, que l'ombre a ses charmes, n'a pas suffi. Accablés depuis cinq ans par les crises économiques, financières, militaires, politiques et sociales, le président Alfonsín n'avait pas besoin, un an avant la fin de son mandat, de cette nouvelle épreuve.

CATHERINE DERIVERY.

CUBA : après trente ans de révolution

### Les difficultés du quotidien et l'avenir de Fidel Castro

Le cardinal français Roger Etchegaray, président de la commission pontificale Justice et Paix, a terminé lundi 2 janvier une visite pastorale de dix jours à Cuba. Après une entrevue avec Fidel Castro, il s'est déclaré « abasourdi par ce que le pape se rendra à Cuba ». Dans le pays, les habitants sont, eux, confrontés aux difficultés de la vie quotidienne et ont à peine envisagé « l'après-Fidel ».

LA HAVANE  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

« Que se passera-t-il demain si Fidel meurt aujourd'hui ? », Après un long

silence, dans la petite salle où sont réunis quelques jeunes intellectuels, l'un d'eux répond : « Cette perspective ne donne des frissons. L'idée même de sa disparition me terrifie. Au début, ça va être la chute ». Trente ans après la prise du pouvoir le 1<sup>er</sup> janvier 1959 par les « Barbus » et leur chef Fidel Castro, les Cubains ont à peine envisagé « l'après-Fidel ».

La même question, posée à un groupe d'écrits de douze à quatorze ans qui défilent sur une place de La Havane, dans le cadre de la préparation militaire, est suivie de réponses très concises : « Si Fidel meurt, répliquent quatre ou cinq élèves, sans une seule hésitation, eh bien il y aura Raul » (le frère cadet de Fidel Castro, ministre de la Défense et numéro deux du régime).

Contrairement à leurs aînés, les élèves de l'école Protesta de Baragana (La Havane centre) n'ont pas d'états d'âme. Ils n'ont jamais rien connu d'autre et, pour eux, la révolution doit être défendue l'arme à la main contre l'« ennemi », les Etats-Unis. « Nous sommes les seuls à avoir infligé une défaite aux Etats-Unis (en repoussant le débarquement des forces américaines en 1961) et ils veulent prendre leur revanche », lance un petit bonhomme dans le père à quai Cuba pour la Floride lors du départ massif du port de Mariel en 1980.

Que pensent-ils des Etats-Unis ? « Beaucoup de misère, du chômage, l'exploitation de l'homme par l'homme, répondent-ils en chœur. A

Cuba, tout est grand ». Ils n'aimeraient pas vivre aux Etats-Unis comme ont choisi de le faire des centaines de milliers de leurs compatriotes depuis 1959, mais ils manifestent l'« aller voir », c'est-à-dire le droit de voyage hors de l'île est réservé à une poignée de privilégiés.

Les jeunes intellectuels qui nous reçoivent dans les locaux du *Cáman Baragana*, la seule revue cubaine où souffle une légère brise de liberté, n'ont pas une vision aussi simple de la géopolitique et de leur propre société. Ils refusent de minimiser les graves problèmes de la jeunesse cubaine et les incertitudes de l'après-Fidel.

« Je suis très inquiet », avoue Ramon Fernandez, poète et animateur d'une émission de radio très écoutée. Il faut s'attendre à un nouveau *Mardi*, et je ne suis pas sûr que 250 000 personnes partent cette fois-ci — deux fois plus qu'en 1980 — des jeunes pour la plupart. Les gens se plaignent des difficultés de transport, du manque de logements, des pénuries alimentaires, des longues files d'attente pour tout et pour rien.

La plupart de nos interlocuteurs ne voient pas la possibilité d'un changement tant que les dirigeants actuels — la génération de la Sierra Maestra et de la lutte contre les Etats-Unis — seront au pouvoir. « Le problème, souligne un d'eux, c'est que les Cubains ont pris l'habitude de tout attendre de Fidel, qui a lui-même contribué à développer cette attitude. Quand il y a des difficultés dans une entreprise, on ne cherche pas à les résoudre. On invite Fidel à s'y rendre, et cela peut prendre des mois ou même des années. » Ah, si Fidel passait par là !, entendent-ils dire sans arrêt.

Des rayons désespérément vides

Les Cubains acceptent-ils pour autant sans rechigner tous les sacrifices que leur sont imposés, du partage des pénuries à la participation à la guerre d'Angola ? Au cours des derniers mois plusieurs incidents ont été signalés à La Havane et en province, où la population a manifesté son exaspération devant les rayons désespérément vides de certains magasins. Et puis, affreux intolérable pour le *Lider maximo*, des graffitis — « A bas Fidel ! » — ont commencé à apparaître sur les murs de certains quartiers de la capitale, aussitôt effacés ou recouverts de peinture par le comité local de défense de la révolution, dont la vigilance venait d'être prise en défaut (les CDR exercent un contrôle politique très étroit au niveau du quartier, et rien n'est censé leur échapper).

Le phénomène est particulièrement visible dans les magasins du « marché parallèle » créé en 1980 par le gouvernement pour permettre à la population d'avoir accès à des produits qui ne sont pas inclus dans la « libreta » (la carte de rationnement qui garantit les produits de base à tous les Cubains à des prix très bas). Depuis la disparition, en 1986, des « marchés paysans », créés quelques années plus tôt pour permettre aux agriculteurs de vendre certains de leurs produits aux consommateurs, l'état contrôle près de 100 % du commerce : de la distribution des produits alimentaires aux salons de coiffure, en passant par le cireur de bottes.

Trois heures avant l'ouverture — certains sont même arrivés au cours de la nuit, — la file d'attente est impressionnante devant le supermarché Centro, en plein cœur de la capitale. Des fonctionnaires sans doute bien intentionnés ont fait installer des barrières métalliques fines pour séparer les clients en

cinq files d'attente selon les produits convoités : viande, poisson, pâtisseries, conserves, alcools.

Résultat : ceux qui veulent acheter plus d'un produit doivent faire attendre de fois la queue !

Les Cubains sont-ils apathiques et résignés ? Dans un lieu public, la plupart se disent satisfaits de leur sort et en rajoutent visiblement, pour toutes les oreilles qui traînent et pour les nombreux délateurs prêts à se précipiter au CDR du quartier. Elvira, vingt-huit ans, et deux enfants, n'échappe pas à la règle. Dans la petite épicerie de quartier où elle peut utiliser sa libreta, Elvira parle avec enthousiasme des produits offerts, presque exclusivement des conserves à l'aspect peu engageant : « Ce sont des produits de bonne qualité, dit-elle, et c'est vite préparé. Certaines choses manquent en ce moment, comme la viande de bœuf, mais on la remplace par du poulet. »

Quelques heures plus tard, dans son minuscule appartement situé dans la vieille ville, où elle vit avec ses enfants et sa mère, Elvira tient un tout autre langage : « Avec mon salaire mensuel de 138 pesos, dit-elle, et celui de ma mère, nous nous en tirons tout juste parce que nous n'avons pas de loyer à payer. Nous sommes condamnés à manger ces horribles conserves, que je vendais tout à l'heure parce que j'avais peur que quelqu'un me dénonce à la sécurité. Pour améliorer un peu l'ordinaire, je fabrique de petites fleurs en plastique que je vends discrètement car c'est illégal, et tout le monde fait des choses illégales pour survivre : beaucoup font de la couture, d'autres gardent des enfants ou donnent des cours, et puis il y a tous ceux qui vendent au marché noir des produits volés. »

Trente ans de révolution et de lutte contre l'« ennemi intérieur » et les « agents infiltrés de la CIA » ont transformé les Cubains en un peuple schizophrène. « Pour échapper aux contrôles permanents du CDR et de la sécurité de l'Etat, constate Orlando Polo, un des rares dissidents à ne pas s'appuyer sur les Etats-Unis, les Cubains font semblant de se plier à tous les desirs du pouvoir. C'est pour mieux préserver le petit espace intime dans lequel ils vont essayer de vivre à l'abri de l'intervention de l'Etat. Le peuple a forgé un joli mot — le « socialismo », c'est-à-dire

le copinage, pour désigner le réseau de relations personnelles à tous les niveaux de la société qui permettent de concilier les attitudes contre-révolutionnaires de la vie privée avec les obligations révolutionnaires de la vie publique.

A la fin novembre, le secrétaire de la conférence épiscopale cubaine, Mgr Carlos Emmanuel de Céspedes, a abordé longuement ce thème dans une homélie. Il a déploré le décalage entre l'attitude publique imposée par « la répression ou la pression sociale » et le comportement privé des Cubains. « Le mensonge, la dissimulation, l'apathie et la malhonnêteté pénètrent de plus en plus les différents secteurs de la société, a-t-il ajouté, et il suffit de vivre au contact de notre peuple pour constater que ce qui est accepté publiquement est rejeté en privé avec tristesse, amertume et parfois même avec violence. »

Dans ces conditions, il est difficile de mesurer la popularité réelle de Fidel Castro. « C'est sans doute vrai, reconnaît le président de la commission des droits de l'homme, M. Gustavo Arcos, qu'il peut compter encore sur un véritable appui populaire, mais comme tout le monde porte un masque il est impossible d'évaluer l'ampleur de ce soutien. » Grièvement blessé lors de la première opération d'évacuation de la guérilla, en 1953 (l'attaque de la caserne de la Moncada), M. Arcos fut ambassadeur en Belgique au cours de premières années du régime révolutionnaire, avant d'être condamné à deux années de prison.

« Le pire qui puisse nous arriver aujourd'hui, dit-il, ce serait l'assassinat de Castro, car la force de répression se déchaînerait pour se protéger de la colère du peuple. En revanche, si Raul lui succède sans effusion de sang, il ne sera pas possible de maintenir le système actuel, qui ne doit rien à l'idéologie et tout à la personnalité de Fidel. Dans cette hypothèse, je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas établir un régime démocratique, comme a réussi à le faire l'Espagne, qui avait pourtant vécu des moments bien plus violents que nous. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

**une seule fois l'an**  
Du Vendredi 6 au Samedi 21 Janvier

**LES JOLIES FOURRURES DU NORD**

le plus grand choix Fourrure de Paris

MANTEAUX					
VISON dark allongé	27850	19500	MARMOTTE du Canada	38750	27500
VISON simple allongé	29750	21550	RAT D'Amérique	16750	12500
VISON demi-buff allongé	29750	22300	VISON dark mouton	12750	6375
VISON demi-buff allongé Sage	32750	24750	RAGONDIN	8750	6100
VISON black allongé Sage	42750	32000	CHEVRETTE grise	5250	3650
VISON lustré allongé	42750	32000			
VESTES					
VISON dark allongé Sage	29750	22300	RAGONDIN	4450	5900
VISON demi-buff allongé	29750	22300	VISON milleraies	6250	4125
RENAUD de Virginie	18750	18550	RENAUD bleu milleraies	4450	3630
MARMOTTE du Canada	14750	11000	CHAT Manikin	3650	1925
BLOUSONS RENAUD et cuir	4750	3300	BLOUSONS LAPIN côtelé	3650	2700

REPRISE EN COMPTE DE VOS FOURRURES ACTUELLES AU PLUS HAUT COURS  
Garantie totale sur tous vos achats - Toutes possibilités de crédit

**5 étages de magasins**

115, 117, 119, rue La Fayette PARIS 10<sup>e</sup> 100, Av. Paul Doumer PARIS 16<sup>e</sup>  
près GARE du NORD Place de la Muette

**COMMENT UNE PME DEVIENT PLUS PERFORMANTE EN PASSANT DE L'INFORMATIQUE À LA TÉLÉINFORMATIQUE**

CE MOIS-CI DANS

**TELEMATIQUE MAGAZINE**

la maîtrise des technologies de la communication

مكتبة من الأصل



# Politique

## La préparation des élections municipales

### Un accord devrait être conclu le 12 janvier entre M. Marchais et M. Mauroy

Pour leur sixième rencontre, qui aura probablement lieu jeudi 12 janvier, les délégations du PS et du PCF, respectivement conduites par M. Pierre Mauroy, premier secrétaire socialiste, et M. Georges Marchais, secrétaire général communiste, signeront un « accord-cadre » pour les élections municipales.

Les deux partis se sont retrouvés pour la quatrième fois, jeudi 5 janvier, au siège du PS, et un cinquième rendez-vous « préparatoire » a été prévu pour le mardi 10 janvier au siège du PCF. La quatrième rencontre s'est déroulée de façon « détendue », en présence de Mme Madeleine Vincent, MM. Paul Laurent et Jean Wios (expert) pour le PCF, MM. Marcel Debarge, Gérard Collomb et Gérard Le Gall (expert) pour le PS, pendant un peu plus d'une heure et demi.

Lors de la première et brève rencontre, en octobre, M. Laurent avait signifié à M. Debarge qu'il ne serait pas nécessaire d'en avoir une seconde. Le PCF était alors hostile à tout « accord » et revendiquait fermement la pure et simple reconduction des listes municipales de 1983 partout, même dans les villes qu'il avait perdues au profit de la droite.

Le PS, lui, voulait faire écrire à son partenaire, pour sur blanc, qu'il admettait une évolution du rapport de forces entre les deux partis depuis 1983, en faveur des socialistes ; qu'il ne lançait aucune exclusive contre les candidats choisis par

le PS, en particulier ceux d'ouverture, et qu'il souscrivait à une « déclaration politique » pour « motiver » la présentation de listes communes au premier tour.

Malgré le gel des relations entre les deux partis de gauche imposé par le PS, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts en deux mois. Le PCF est devenu plus conciliant et le PS moins exigeant. C'est le propre des négociations.

Aujourd'hui, « l'accord se présente sous de bonnes perspectives », et les négociateurs sont proches de « la vraisemblable rédaction d'un accord », selon M. Debarge. Et M. Laurent ne le dément pas en précisant : « Nous travaillons à la réalisation du texte de la déclaration commune et nous avançons ». Tout va si bien que les deux hommes devraient « mettre la dernière virgule » à ce texte au cours de leur prochaine rencontre.

#### « Trifouillis-les-Oies »

Du côté de la formulation de la « déclaration politique », l'affaire est pratiquement bouclée. Communistes et socialistes se seraient accordés sur une formule minimale soulignant que tout serait fait (de la part du PCF) « pour que la droite ne puisse pas revenir au pouvoir ». Cela signifie que les députés communistes ne s'associeront pas jusqu'à la fin de la législature à une motion de censure déposée par la droite.

Le sujet essentiel, dont la rédaction n'est pas totalement achevée,

est celui du point de référence en ce qui concerne les élections primaires. Selon un participant, ces primaires doivent répondre à un double impératif : être le moins nombreuses possible et ne pas faire l'objet d'une dramatisation excessive, quel qu'en soit le type.

Bien qu'aucun nom de grande ville n'ait été cité, jeudi, par les négociateurs, à part celui de « Trifouillis-les-Oies », en matière de plaisanterie — cette épineuse question, n'a cessé de planer pendant toute la rencontre. Si les communistes ont fait valoir qu'on ne pouvait leur demander d'accepter — explicitement — des primaires, puisqu'ils veulent la reconduction de l'accord de 1983, ils n'ont pas, pour autant, refusé — implicitement — le fait qu'il puisse y en avoir quelques-uns. A cet égard, les socialistes ont fait comprendre, pour leur part, que la signature d'un « bon accord », autant dans sa lettre que dans son application, leur permettrait de réduire, au maximum, les demandes de primaires venant de la base socialiste.

Si on laisse entendre au PS que les primaires dans les villes à direction communiste pourraient être réduites à cinq ou dix, c'est-à-dire qu'elles seraient « des exceptions », on ajoute que dans les anciennes municipalités dirigées par le PCF et perdues par lui en 1983 « l'exception devrait être le leadership communiste ». Ces cas échapperaient, sans doute, au comité de liaison qui sera mis en place pour trancher les cas litigieux.

OLIVIER BIFFAUD.

Des accords sont conclus, ou en voie de l'être, à gauche comme à droite, pour les élections municipales des 12 et 19 mars prochains. L'UDF et le RPR se sont entendus, jeudi 5 janvier, sur 222 villes de plus de 30 000 habitants. Mais il y aura, à droite, onze primaires officiellement organisées entre le RPR et l'UDF et probablement deux primaires (sauvages) à Lille et à Cannes. Quatorze cas restent en suspens,

dont celui de Lyon. A gauche, MM. Marchais, secrétaire général du PCF, et Mauroy, premier secrétaire du PS, devraient conclure un accord lors de leur prochaine rencontre, le 12 janvier, deux mois, jour pour jour, avant le premier tour des municipales. Les socialistes estiment que le nombre de primaires dans les villes à direction communiste sera compris entre cinq et dix.

### Le RPR et l'UDF s'entendent dans deux cent vingt-deux villes

Après deux mois de négociations quasi hebdomadaires, les responsables UDF et RPR de la commission Juppé-Gandini sont parvenus, jeudi 5 janvier, à un premier accord sur la présentation de listes communes aux élections municipales de mars prochain. Il porte sur deux cent vingt-deux villes de plus de trente mille habitants dans lesquelles RPR-UDF ont donc choisi de lier leur sort face à la gauche.

Malgré les déclarations de satisfaction de part et d'autre, ce premier accord n'a pas été conclu sans mal. Discussions le jeudi matin, reprises le soir après le bureau politique de l'UDF qui avait à se prononcer sur les deux cas de Lille et d'Amiens. Les centristes, particulièrement malmenés au terme de cette journée, accusent le RPR « de leur faire payer leur liberté d'esprit », notamment sur le terrain européen, et suspectent leurs amis du PR avec lesquels ils partagent le même nombre de têtes de liste dans les grandes villes (treize-quatre) de ne rien faire pour les arranger.

Malgré l'accord, quatorze villes demeurent en suspens. Les responsables RPR et UDF ont promis de régler ces problèmes dans les prochains jours. Ces villes sont : Paris, Grasse, Villeurbanne, Saint-Etienne-du-Rouvray, Stains, Mende, Saint-Lé, Alençon, Ajaccio, Bastia, Montauban, Vannes, Cahors, Angers, la ville de M. Jean-Pierre Sisson. Mais surtout Lyon où l'on a le sentiment de vivre une réédition des querelles de 1983 entre le maire sortant M. Francisque Collomb et

son turbulent concurrent du RPR, l'ancien ministre M. Michel Noir.

Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a indiqué que son mouvement restait sur le schéma suivant : 40 % de candidats UDF, 40 % de candidats RPR, le reste, puisé dans le milieu socio-professionnel étant fourni à égalité par les deux partis. En tout cas et fort curieusement, M. Juppé a rappelé que son parti ne ferait pas un casus belli du refus du maire de Lyon d'offrir le poste de premier adjoint à M. Noir. Reste à savoir comment celui-ci s'accommodera personnellement d'une telle concession.

#### Primaires officielles et sauvages

Au total, on dénombre aujourd'hui onze primaires organisées entre le RPR et l'UDF : Metz, le cas de M. Jean-Marc Rausch, ministre d'ouverture, Charleville-Mézières, Montfleur, La Rochelle, Chartres, Saint-Herblain, Laval, Creil, Brétigny, Saint-Maur-des-Fossés, Saint-Malo, le cas le plus difficile à régler étant celui de Lille où aura lieu une primaire « sauvage ». Il est posé depuis des semaines, depuis qu'avait déclaré leur candidature, la laïcité et le seul délégué de l'agglomération illoise, M. Bruno Durieux et le RPR Alex Turk. Dès le départ, se fondant sur le fait que les autres grandes villes de la métropole nordiste étaient détenues par l'UDF, Roubaix par le

contrôle M. André Diligent et Tourcoing par le PR M. Stéphane Dermon, les centristes avaient fait valoir que la tête de liste de l'opposition pour mener le combat contre M. Pierre Mauroy leur revenait. Ce fut finalement le bureau politique de l'UDF qui fut chargé de la décision. Les centristes réclamaient un vote secret, la candidature de M. Durieux fut finalement désavouée par 9 voix contre 7 et deux bulletins blancs. L'UDF voulait encore croire à une concession du RPR sur Brest. En vain. Au cours de ce même bureau politique, les centristes se voyaient à nouveau contraindre sur le cas d'Amiens, problème spécifique à l'UDF, puisqu'en définitive le PR M. Gilles de Robien était préféré au centriste M. Jean-Claude Broutin.

En l'état actuel des choses, deux primaires sauvages — Lille et Cannes — sont prévisibles. Si à Vichy M. Claude Malhuret a finalement obtenu l'investiture officielle de l'UDF-RPR, à Lille, malgré l'accord de jeudi soir, M. Bruno Durieux semble résolu à maintenir sa candidature. Son parti, le CDS, lui, semble résolu à fermer les yeux. Ve-t-on vers une nouvelle affaire électorale illoise ? La question peut déjà être posée. Une autre primaire sauvage est à craindre à Cannes. M. Adne-Marie Dupuy, le maire sortant RPR a été réinvesti comme tête de liste, mais M. Michel Monilior, un proche de M. Léotard, semble de toute façon décidé à se présenter.

DANIEL CARTON.

### La polémique au sein du PS sur l'exclusion de M. Vigouroux

L'exclusion de M. Robert Vigouroux décidée par le bureau exécutif du Parti socialiste, mercredi 5 janvier, a déclenché une polémique publique entre M. Pierre Mauroy et M. Pierre Joxe, le ministre de l'Intérieur qui « était déjà opposé aux députés socialistes lors de la dernière session parlementaire en refusant les modifications de la loi électorale municipale soumise par M. Michel Pezet, officiellement investi par le PS pour conduire la liste à Marseille, avait déploré sur Europe 1, jeudi matin 5 janvier, les « conditions » dans lesquelles son parti traitait le dossier de la cité phocéenne.

Jugeant cette déclaration « malheureuse », le premier secrétaire du PS, après, que la « règle intangible, absolue » des socialistes est de n'avoir qu'un seul candidat. L'ancien premier ministre a également observé que les décisions pour les municipales « sont prises rue de Solferino [siège

du PS] et non au ministère de l'Intérieur ».

De son côté, M. Pezet a estimé que « le propre du ministre de l'Intérieur, c'est d'avoir en matière électorale des visions un peu différentes ». « Je ne pense pas, a-t-il ajouté, qu'on ait raison contre une convention nationale et l'unité du bureau exécutif ».

Après la rencontre organisée, jeudi 5 janvier, entre la fédération socialiste et la fédération communiste des Bouches-du-Rhône, M. Guy Herminier, membre du bureau politique du PCF, a estimé que « l'ambiguïté demeure plus que jamais ». « Nous nous trouvons face à deux candidats, l'un soutenu par la direction du PS, l'autre par M. François Mitterrand ». Pour M. Herminier, que « le PS conditionne tout accord dans les Bouches-du-Rhône à un accord sur Marseille n'est franchement ni raisonnable ni efficace ».

### A Meyzieu (Rhône), une partie de la droite s'allie au Front national contre M. Jean Poperen

LYON  
de notre bureau régional

En présentant les têtes de liste de son parti dans la plupart des communes de l'agglomération lyonnaise, le secrétaire de la fédération du Rhône du Front national, M. Denis de Bouteiller, a involontairement mis l'accent sur les localités où les amis de M. Le Pen s'approprient à partir en tandem avec des candidats de l'UDF et du RPR lors des prochaines élections municipales. C'est ainsi que, interrogé sur l'absence apparente du FN à Meyzieu, où le maire sortant est M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, le responsable départemental du mouvement de Jean-Marie Le Pen n'a pu que confirmer la préparation dans cette ville d'une « liste d'union », regroupant à la fois des membres de l'UDF, du RPR et du Front national.

Une association « Meyzieu 89 » a en effet été créée en ce sens, à l'initiative, par M. Michel Mauchair, ancien secrétaire de la fédération du Rhône du CDS et candidat de l'URC aux élections législatives de printemps dernier contre M. Poperen. A l'époque, M. Mauchair avait refusé de négocier entre les deux tours avec le candidat du Front national, M. Bruno Gollinsh, afin de ne pas alimenter le « trouble » de l'électorat centriste dans d'autres circonscriptions du département. L'élection triangulaire qui s'en était suivie avait permis à M. Jean Poperen de l'emporter de justesse, dans la 13<sup>e</sup> circonscription du Rhône, avec 50,79 % des suffrages exprimés.

En conseiller municipal de Lyon en 1983 sur la liste de M. Francisque Collomb, M. Michel Mauchair n'entend pas cette fois se plier aux injonctions des états-majors politiques. L'association qu'il anime, et

qui a commencé à organiser des permanences régulières, compte des militants de l'UDF, du RPR, du CNI et du FN, parmi lesquels M. Serge Morin, présenté comme le responsable du secteur de Meyzieu dans le nouvel organisme de la fédération du Rhône du Front national. Le plupart des conseillers municipaux opposés à l'union n'ont pas voté contre M. Poperen au scrutin, en revanche, de l'association à la déman-

che de « Meyzieu 89 ». Pour sa part, le président départemental du CDS, M. Roger Fouché, par ailleurs suppléant de M. Michel Noir, affirme que, si elle devait se traduire par un accord en vue des élections municipales, l'initiative de M. Mauchair serait « sanctionnée par une exclusion ».

JEAN-LOUIS SAUX.

Le Front national présentera des listes dans quatre villes du Rhône. — Le FN aura ses propres listes aux élections municipales dans quatorze villes de l'agglomération lyonnaise et les neuf arrondissements de Lyon. Les villes concernées sont : Villeurbanne, Vénissieux, Caluire, Saint-Priest, Bron, Vaulx-en-Velin, Oullins, Rillieux, Villefranche-sur-Saône, Décines, Ecully, Tassin-la-Demi-Lune, Sainte-Foy-les-Lyon et Saint-Denis de la Rivière.

M. CHABOCHE (FN), candidat contre M. Lecanuet à Rouen. — M. Dominique Chaboché, vice-président du Front national et ancien député de Seine-Maritime, a annoncé, mercredi 4 janvier, qu'il conduirait une liste à Rouen pour les élections municipales. Il a souligné que se réalisait, au second tour, l'union avec la liste du sénateur et maire sortant, M. Lecanuet. Pour sa part, le PS a désigné M. Michel Bérégovoy, député de Seine-Maritime et ancien ministre de l'Intérieur et des finances, comme tête de liste.

### Les listes électorales de Paris sont-elles « revues et trafiquées » ?

Les listes électorales ressemblent à la langue française : la règle tolère les exceptions. Et, tout comme les linguistes, les légistes discutent encore longtemps pour faire la part du bon et de l'excellent. La règle, la voici, telle que résume le code électoral en son article L. 11 : « Sont inscrits sur la liste électorale, sur leur demande : 1. — Tous les électeurs qui ont leur domicile réel dans la commune ou y habitent depuis six mois au moins ; 2. — Ceux qui figurent pour la cinquième fois sans interruption, l'année de la demande d'inscription, au rôle d'une des contributions directes communales et, s'ils ne résident pas dans la commune, ont déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux. Tout électeur ou toute électrice peut être inscrit sur la même liste que son conjoint au titre de la présente disposition ; 3. — Ceux qui sont assujettis à une résidence obligatoire dans la commune en qualité de fonctionnaires publics. »

Autrement dit, ne peuvent théoriquement voter quelque part que ceux qui y habitent réellement, ou y payent les impôts locaux depuis longtemps, ou ont épousé une personne dans cette situation, ou encore y résident sous la contrainte du devoir d'Etat. Or, tout électeur le sait, la théorie est fort éloignée de la pratique. Le ministre de l'Intérieur n'en finit pas de se battre avec les procureurs corses. Les Français de l'étranger peuvent se faire inscrire sur la commune de leur dernier domicile hexagonal mais aussi sur celle où est inscrit... l'un de leurs ascen-

dants ou de leurs descendants « au premier degré ». Surtout, le contrôle du domicile réel n'est — heureusement — guère inquisitorial : attestation gracieuse de domiciliation, quittances de loyer complaisantes, etc., autant de « présumptions de résidence » suffisantes pour être inscrit et voter là où l'on n'habite pas.

C'est affaire de commodité pour certains citoyens. Et pour d'autres, affaire de solidarité... Quel homme politique résistera à la tentation d'avoir sous la main, pour sa campagne électorale, ses plus proches collaborateurs ? A dose homéopathique, qui s'en offusquerait ? Il en va tout autrement quand le parti est serré, quand quelques milliers, voire quelques centaines de voix peuvent faire la différence. Commence alors, longtemps avant l'échéance, ce qu'un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur nomme les « opérations transfusion sanguine », le même ajoutant que « cela s'est toujours fait » : il suffit de faire basculer — de l'étranger ou de communes amies — des électeurs « bien vêtus » sur le secteur convoité, en toute légalité apparente, et le tour est joué.

De telles manœuvres ont-elles lieu aujourd'hui dans la capitale ? C'est ce qu'affirment mezzo voce certains socialistes, mais aussi quelques centristes en rupture d'hôtel de ville, et que dément, évidemment et farouchement, le maire de Paris. Le Canard enchaîné du mercredi 4 janvier s'est déjà fait l'écho de cette polémique, assurant que les listes

parisiennes sont « revues et trafiquées ». Le débat concerne les arrondissements où la gauche peut espérer bousculer quelques poules des troupes de M. Jacques Chirac : 20<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>... L'enjeu est de taille : si sa prééminence n'est pas en cause, l'image de l'ancien premier ministre, qui avait réussi à revivre en 1983 les vingt années d'arrondissement, ne serait-elle pas atteinte ne serait-ce que par un ou deux échecs ?

#### « 1 500 à 2 000 personnes »

Aussi les projecteurs sont-ils braqués sur l'un de ces arrondissements, le 20<sup>e</sup>, où le radical chiraquien, Didier Bariani, actuel maire, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le gouvernement Chirac, fut battu aux dernières législatives par le socialiste Michel Chataut avec seulement 1 224 voix. Les listes électorales y sont-elles l'objet de sollicitations particulières ? Seule la commission administrative chargée, jusqu'au 10 janvier, de contrôler leur révision pourrait le dire (1). Toujours est-il qu'un document nous est parvenu : établi durant l'été dernier après une réunion — dont le lieu et la nature ne sont pas indiqués — sur « la procédure en matière de révision des listes électorales », il se présente comme un mode d'emploi non dénué d'arrière-pensées.

Deux opérations sont distinguées : la radiation et l'inscription. Sur la première, cette note conseille « une appro-

che sélective qui consiste à radier, au vu d'un faisceau de présomptions (immeuble délaissé, etc.) établies dans l'électorat à partir son domicile dans le 20<sup>e</sup> arrondissement [...] Cette solution permet un travail certainement plus fin et plus ciblé ; elle est aussi plus difficile à mettre en œuvre et ne peut être qu'empirique. L'appréciation du domicile d'origine est un exemple de la subtilité de cette opération ». Ou comment se débarrasser des électeurs peu sûrs. Quant à l'inscription, ce document souligne que les fonctionnaires qui en sont chargés « n'ont pas grande latitude pour s'opposer à une demande ».

Suit un sous-chapitre « Encouragement » : « Dans le cadre des textes : il est possible de faire inscrire des personnes ayant un lien « effectif » avec le vingtème (tel est le cas des présidents d'associations) ou professionnel (cas des commerçants qui sont inscrits au rôle des contributions). Au-delà des textes : soit utiliser la notion de résidence depuis plus de six mois (actuelle, effective et continue) [...] A ce titre, il suffit de présenter une attestation de domiciliation. Soit utiliser la notion de domicile, et donc présenter des contrats de location et en favoriser le développement ».

Dans les deux cas, l'apport nécessaire pour être estimé de 1 500 à 2 000 personnes, il est donc obligatoire de trouver 800 à 900 points d'accueil », conclut ce document. Imposable de savoir quelles furent ses conséquences concrètes. En tentant

d'y arriver, nous avons pu nous procurer une liste d'électeurs inscrits en 1988 au 35, rue Saint-Fargeau, où se trouve le bureau aux lettres de la permanence électorale de M. Bariani, située dans une villa en arrière de l'immeuble.

De fait, sont inscrits sur l'arrondissement tout en n'y résidant pas, outre M. Bariani lui-même — ce qui est normal, — six de ses parents, dont son épouse, employée à la mairie de Paris, son ancien chef de cabinet et l'un de ses conseillers techniques quand il était secrétaire d'Etat, ainsi que plusieurs de ses collaborateurs parisiens.

Pas de quoi faire basculer une élection, répond en substance le maire du 20<sup>e</sup> arrondissement : « Je ne me sens pas culpabilisé, nous n'en avons pas un peu constamment... C'est déplacé ! Je ne vois pas pourquoi ne seraient pas inscrits là non seulement quatre ou cinq responsables de l'arrondissement mais également ma femme, mon fils et un nombre de mes proches, ils sont là depuis sept ou huit ans. Je suis titulaire d'un bail en bonne et due forme au nom de l'association ADES 20, et j'accepte de les domicilier à titre gracieux. Ce prout de vertu ! Il y a à dire sur toutes les communes de France... Le mal est parfois beaucoup plus grand et harmonieusement partagé ».

E. P.

(1) Les listes électorales sont arrêtées définitivement, après examen des recours, le dernier jour de février.

Plus d'union, plus de mot d'ordre de...

Profession de foi

Le Front national...  
Le Front national...

Le Front national...  
Le Front national...

Le Front national...  
Le Front national...

Le Front national...  
Le Front national...

Le Front national...  
Le Front national...

Le Front national...  
Le Front national...

Le Front national...  
Le Front national...

Le Front national...  
Le Front national...

Le Front national...  
Le Front national...

Le Front national...  
Le Front national...

Le Front national...  
Le Front national...



# Politique

Le débat sur l'échéance européenne dans l'opposition

## « Plus d'union, plus d'Europe », nouveau mot d'ordre de M. Giscard d'Estaing

La façon dont l'UDF prépare les élections européennes ressemble de plus en plus au jeu du chat et de la souris. Avec d'un côté M. Valéry Giscard d'Estaing, plus favorable que jamais à une liste d'union RPR-UDF dont il prendrait la tête, qui respecte scrupuleusement le calendrier fixé et qui, sans s'occuper des états d'âme des uns et des autres, cherche à mettre tous les partenaires de sa confédération au pied du mur d'une profession de foi ferme et définitive. De l'autre côté, les centristes veulent jouer au plus fin et ne veulent entendre parler pour rien au monde d'une liste commune avec les chrétiens : dans l'immédiat, leur objectif est de jouer la montre en attendant que les élections municipales se passent.

La journée du jeudi 5 janvier aura fourni une parfaite illustration de ce petit jeu subtil. A entendre M. Giscard d'Estaing, tout est désormais très simple. La profession de foi sur

l'Europe qu'il a présentée à l'issue du bureau politique UDF - document de 29 pages intitulé « Avec l'UDF, construire l'union européenne » - constitue désormais « le » document de référence et « la » plate-forme électorale qui demeure, a-t-il précisé, sans doute « amendable mais pas chamboulable ».

Pour lui, l'essentiel du chemin de l'union est donc fait. Il y tenait avant le premier rassemblement à huis clos, vendredi 6 janvier à Paris de tous les responsables fédéraux de l'UDF. Dès lors, tout le reste ne serait que formalités : nouveau bureau politique le 31 janvier pour finaliser définitivement l'ensemble, adoption par le conseil national le 1<sup>er</sup> février et rencontre avec le RPR le surlendemain. « Plus d'union, plus d'Europe », c'est son nouveau slogan. Le président de l'UDF y croit, ou plutôt feint d'y croire. Tout

le reste - les positions de M. Bernard Bosson (le Monde du 5 janvier), les réactions à cet article de M. Alain Juppé - ne reflète que « positions personnelles ».

Les centristes, eux, considèrent la profession de foi présentée par M. Giscard d'Estaing comme un simple document de travail. Les radicaux les ont d'ailleurs suivis, en se plaignant pour leur part que ce texte n'ait été que le fruit d'une réflexion menée par M. Alain Madelin, PR, et M. Bernard Bosson, centriste. Juste avant ce bureau politique, M. Pierre Méhaignerie avait pris soin de rappeler au président de l'UDF qu'il n'était nullement question d'aborder les problèmes de stratégie. Les centristes veulent, eux, continuer de discuter sur le fond, et notamment des dossiers sociaux. Rien n'est dit, par exemple, sur une politique européenne d'immigration, thème pourtant devenu prioritaire, tandis que sur les institutions trois thèses sont en présence : celle de M. Giscard d'Estaing, favorable à une plus grande implication des Etats au niveau du gouvernement de l'Europe; celle de M. Simone Veil, MM. Alain Lamassouire et Jacques Barrot, qui plaident pour un renforcement des pouvoirs du Parlement européen, et, enfin, celle des libéraux, défendue par M. Madelin pour se résumer à « plus d'Europe, moins d'Etat ».

Enfin et surtout, les centristes font confiance au RPR pour leur donner le moment venu suffisamment d'arguments pour refuser de faire liste commune avec eux. Il leur importera alors de peser le pour et le contre entre une liste autonome édictée strictement CDS et une liste UDF, débat qui est largement ouvert dans leurs rangs.

DANIEL CARTON.

La fin des cérémonies des vœux à l'Elysée

## Les « sept commandements » de M. Mitterrand

Les traditionnelles cérémonies de vœux à l'Elysée se sont terminées, jeudi 5 janvier, par les vœux de la presse. Au cours d'une conversation avec les journalistes, M. Mitterrand a annoncé que le bureau de l'OLP à Paris serait transformé en une « délégation générale de la Palestine » (lire page 3); il a aussi indiqué qu'une « maison des journalistes » serait installée dans le centre des conférences internationales qui sera construit quai Brandy à Paris.

Après, le chef de l'Etat avait reçu les bureaux des Assemblées (Sénat, Assemblée nationale, Conseil économique et social), la municipalité de Paris, les autorités religieuses puis les

« forces vives de la nation » (syndicats, associations...). Devant ces dernières, M. Mitterrand a énoncé les « sept commandements pour une France compétitive » : une inflation faible, une monnaie forte, un investissement industriel dynamique, effort de recherche amplifié, effort prioritaire pour l'éducation et la formation, investissement commercial accru, marché unique européen. Puis il a consacré son propos au « partage ». Cette philosophie d'action doit être dirigée vers les pauvres (revenu minimum d'insertion), les chômeurs, les bas salaires et les faibles revenus. Elle doit s'attacher au « partage du savoir » et à celui des responsabilités, notamment dans l'entreprise.

## « Moi, Dieu ? Ce n'était pas dans mes prévisions »

Au cours d'une conversation avec les journalistes, au terme de la cérémonie des vœux à la presse, le jeudi 5 janvier, M. Mitterrand a notamment traité les sujets suivants :

moments qui leur paraissent un peu vides :

• **Dieu :**  
« Moi, Dieu ? Cela m'a étonné. Ce n'était pas dans mes prévisions. » M. Mitterrand apprécie néanmoins le « Bébé show », mais s'étonne qu'on prête à la grenouille un « langage de charrier », alors qu'il ne prononce jamais, assure-t-il, « le mot de Cambronne » : « J'enquête tout le monde, je traite le premier ministre plus bas que terre, j'insulte ce malheureux M. Chirac ». M. Mitterrand s'amuse des louanges que Rocard adresse à la grenouille - « Ascenseur céleste, aspirateur divin, baromètre illuminé », mais juge que l'on montre un peu trop le premier ministre « plongeant au-dessous du comptoir » en révérences à répétition. « Je le trouve plus ressemblant que moi », remarque-t-il cependant. « M. Barre me ravit. M. Chirac est parfaitement réussi. »

• **Elections européennes :**  
Si M. Rocard souhaitait prendre la tête de liste socialiste pour les élections européennes de juin, M. Mitterrand aurait son « mot à dire ». Le chef de l'Etat considère,

en effet, que le premier ministre ou un ministre devrait, dans ce cas, « renoncer à ses fonctions ou bien se mettre en congé quelques semaines ». « Pourquoi se faire élire si ce n'est pas pour séder ? », a-t-il demandé.

• **Institutions :**  
« Que doit faire le président ? Pas passer ou trop ? Il faut que les institutions connaissent une autre orientation que celles du dernier quart de siècle. Le pays aimerait concilier l'avantage d'un président omnipotent et d'un président qui laisserait à chacun le libre exercice de ses compétences. Je continuerai à cheminer entre ces deux données (...). Lorsque le sort du pays est en jeu, il est normal que le chef de l'Etat intervienne et tranche. C'est son rôle. »

• **Marseille :**  
Interrogé sur l'exclusion de M. Vigoroux, maire de Marseille, du Parti socialiste, M. Mitterrand a déclaré : « Je n'en pense rien. C'est le problème spécifique d'un parti politique. Je n'ai pas à me substituer aux formations politiques. » Qui soutient-il, pour la tête de liste socialiste, M. Vigoroux ou M. Pezet, lui a-t-on demandé. M. Mitterrand a répondu : « C'est absurde cette question. Je n'ai à soutenir personne. »

• **Papy :**  
A propos de son âge, M. Mitterrand a remarqué qu'on commençait à l'appeler « le Papy », voire « ce vieux homme ». « Quand on arrive à ce moment de la vie, ce qu'il faut éviter, ce sont les rendez-vous annuels. Des anciens du collège, par exemple. Quand par hasard on y va, on en revient en disant des choses : « Qu'est-ce qu'ils ont pris ! » On ne pense pas du tout que les autres tiennent le même langage sur vous. »

• **Quinquennat :**  
« Ça me paraît un peu passé de mode, comme ça... mais si les formations politiques, à l'Assemblée nationale, s'accrochent sur cette réforme constitutionnelle, je ne m'y opposerai pas. »

• **Rocard-Jospin :**  
Un journaliste a demandé à M. Mitterrand : « Qui est ministre de l'éducation nationale, M. Jospin ou M. Rocard ? ». « Ou moi ! a répondu le chef de l'Etat. Je perds le fil, bien ! Un ministre d'Etat qui remplit le deuxième rôle dans le gouvernement, c'est un ministre non seulement de plein exercice, mais avec quelque chose en plus. Mais cela n'interdit pas au premier ministre de donner son avis. »

• **Roumanie :**  
« C'est un système condamnable. Il a quelque chose d'anachronique et de blessant pour la conscience humaine. J'ai l'intention d'aller en RDA, pas en Roumanie. »

## Profession de foi

Economie, institutions, défense, tels sont les trois grands chapitres du projet de profession de foi de l'UDF sur l'Europe présenté jeudi 5 janvier.

• **Economie :**  
L'UDF propose d'abord une adaptation rapide de la fiscalité française : « Dans la perspective de la liberté des mouvements de capitaux au 1<sup>er</sup> juillet 1990, nous devons engager sans délai une profonde réforme de notre fiscalité de l'épargne. »

Elle comprend notamment l'abaissement à 33 1/3 % de l'impôt sur les sociétés, pour éliminer la double taxation des dividendes, l'alignement des prélèvements forfaitaires, qui s'élevaient aujourd'hui de 15 % à 46 %, la suppression de l'impôt de Bourse et des autres impôts spécifiques, la révision en profondeur de la fiscalité du patrimoine, et notamment de l'ISF.

Il s'agit aussi « de ramener le taux majoré de la TVA au niveau du taux normal, d'abaisser le taux normal à 16 %, de supprimer les différences d'assiette et le décalage d'un mois ». Coût pour l'Etat : 150 milliards de francs sur trois ans.

L'UDF propose ensuite la création avec les autres partenaires euro-

péens d'une « véritable union monétaire ».

• **Institutions :**  
L'UDF souhaite une « nouvelle avancée institutionnelle » pour mener l'Europe « dans la voie des Etats unis d'Europe ». Favorable à un nouveau traité, l'UDF présente trois priorités :

— Donner un rôle plus grand au Parlement dans la Communauté ;

— Pour cela, il faut renforcer le pouvoir de contrôle du Parlement et des Etats au sein de la Communauté ;

— Stabiliser le conseil européen et donner un rôle accru à la présidence du conseil européen dans l'affirmation internationale de l'Europe. — Pour cela, le président du conseil européen devrait être nommé pour cinq ans. Il devrait être assisté d'un vice-président désigné pour une durée de six mois, selon les règles actuellement en vigueur. — Renforcer la commission européenne. — Il faut que les commissaires soient désignés non plus pour deux fois deux ans, mais pour cinq ans (c'est-à-dire la même durée que les parlementaires européens, et demain le président du conseil européen).

La désignation du président de la Commission devrait être ratifiée par le Parlement européen afin de renforcer son autorité et sa légitimité démocratique.

Ce président devrait avoir la liberté de choisir lui-même ses commissaires, pour les différents secteurs de responsabilité, désignés pour une durée de cinq ans sur la base d'une liste de noms proposés par chacun des Etats.

• **Défense :**  
L'UDF se dit favorable à la création d'un « conseil de défense européen ». Le texte précise : « La Communauté européenne constitue potentiellement une grande puissance. Les Européens doivent assumer ensemble leurs responsabilités. Mais le choix n'est pas pour eux entre l'Europe et l'atlantisme, il est celui de la spécificité européenne au sein de cette dernière, qui, avec la dissuasion nucléaire, demeure vitale pour leur sécurité. Pour l'UDF, la seule réponse réaliste c'est le « pilier européen » de l'alliance atlantique. »

Il faut dès maintenant mettre sur pied le conseil de défense européen nécessaire à la sécurité de l'Europe. Pour que ce mouvement puisse s'amorcer, chacun doit dépasser ses pesanteurs. La France doit intégrer la dimension européenne dans son concept stratégique et dissiper les ambiguïtés qui subsistent sur son engagement aux côtés de ses alliés en cas de crise. Ceux-ci doivent pour leur part accepter de se départir d'une certaine orthodoxie OTAN et de privilégier la constitution d'une Europe de la défense. »

## M. Pierre Schiélé (centriste) se voit retirer sa délégation de questeur au Sénat

Le bureau du Sénat, réuni jeudi 6 janvier au soir sous la présidence de M. Alain Poirer, a décidé à l'unanimité de retirer sa délégation de questeur à M. Pierre Schiélé, sénateur centriste du Haut-Rhin. M. Schiélé était chargé de l'interdiction du palais du Luxembourg, avec deux autres sénateurs, MM. Jacques Bialski (PS) et André Bonquetel (RPR), qui, depuis des mois, refusaient de siéger à ses côtés.

Le bureau du Sénat, où sont représentés tous les groupes, a entendu M. Schiélé pendant deux heures, notamment à propos de son genre, M. Pierre Berret, patron du bureau d'études parisiennes Synergie. En décembre, M. Schiélé avait démenti des informations de presse accusant son genre d'avoir interféré dans les dossiers d'adjudication des travaux au Sénat, qui portent actuellement sur plusieurs dizaines de millions de francs (le Monde du 22 décembre 1988). En lui retirant sa délégation, le bureau centriste qu'il ne pouvait plus lui accorder sa confiance.

## JOURNÉES EUROPÉENNES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Avec le concours de  
BUL SA • COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX  
CRÉDIT LYONNAIS • FRANCE TÉLÉCOM  
31 janvier - 1<sup>er</sup> février 89  
au Palais des Arts et des Congrès, Paris-Issy-les-Moulineaux  
FORCES ET FAIBLESSES DES COLLECTIVITÉS LOCALES EUROPÉENNES AVANT 1993  
Sous le patronage de Jacques Delors, président de la C.E.E.

Rosa Barenys député au parlement de Catalogne	Marionette Girard directeur de l'action sociale au ministère des affaires sociales	Enock Landaburu directeur de la politique régionale à la C.E.E.	Dr Gerhard Rembold adjoint au maire de Karlsruhe
Juan Antonio Barranco maire de Madrid	Michel Giraud député-maire du Perreux, président de l'A.M.F.	Patrick Lucas président de la Fondation pour la Gestion des Villes	Alain Richard député-maire de Saint-Ouen-l'Aumône, président de la Fondation
Jean-Michel Baylet secrétaire d'Etat aux collectivités locales	Josep Gomis i Martí conseiller du gouvernement de la généralité de Catalogne	Robert Maxwell président de Maxwell Communications Corp.	André Rossinat ancien ministre, député-maire de Nancy
Ada Recchi-Collida député italien	Josy Moynet sénateur de Charente- Maritime	Joel Nungesser ancien ministre, député-maire de Nogent-sur-Marne	André Santini ancien ministre, député-maire d'Issy-les-Moulineaux, vice-président de la Fondation
Jacques Chérèque ministre de l'aménagement du territoire	Dr Martin Gruber bourgmestre d'Offenburg	Dominique Perben député-maire de Chalon-sur-Saône	Gérard Sauvalle député, président du conseil général de l'Hérault
Geoffrey Cook maire de Newcastle	Dr Josef Hofmann bourgmestre de Mayence, président international du C.C.R.E.	Jean-Marie Ramach ministre du commerce extérieur	Pierluigi Severi premier adjoint au maire de Rome
Edith Cresson ministre des affaires européennes	Jean-Maurice Dehoussé ancien ministre, sénateur de Lille		Alan Whitehead président du conseil municipal de Southampton

et 40 professeurs, experts ou élus politiques de 11 pays de la C.E.E.

Avec la collaboration du CONSEIL DES COMMUNES ET REGIONS D'EUROPE

FONDATION POUR LA GESTION DES VILLES, 59, RUE LA BOËTTE, PARIS 8<sup>e</sup>

TÉL. 42.56.39.70 TÉLÉCOPIÉ 42.25.89.36

# RAYMOND BARRE AU CLUB DE LA PRESSE DIMANCHE 8 JANVIER A 19 H

Dirigé par  
Jean-Pierre Elkabbach

EUROPE 1

مكتبة من الأصل

# Société

La sécurité, enjeu des élections municipales

## M. Pierre Joxe plaide pour un logement dans la capitale des policiers parisiens

Circulation ! avait lancé le maire. Logement ! répond le ministre. Entre les deux, les policiers parisiens placent au cœur d'un débat électoral entre l'ancien premier ministre et l'actuel ministre de l'Intérieur, qui est également de la capitale. Tous deux, évidemment, se réclament de l'intérêt général, mais l'enjeu est aussi, sinon surtout, là. Tandis que M. Joxe avait, à ses côtés son adjoint, un préfet de police, proche du président de la République, M. Pierre Vertrugne, maître de la capitale en matière de ses pouvoirs particuliers, M. Chirac s'était fait représenter par son premier adjoint à la mairie, M. Jean Tiberi. Deux discours devant un parterre de policiers de la base comme du sommet de la hiérarchie qui n'en perdait rien, décrivant avec assurance les sous-entendus de chacun.

M. Tiberi est le privilège de l'attache, mais sans se douter de la riposte d'en face : « La construction de ce magnifique hôtel de police, dit-il, a été rendue possible grâce à l'intervention financière de la Mairie de Paris. Cherchez-vous dire, monsieur le ministre, en forme de boutade, que le maire de Paris est heureux de vous accueillir chez lui ? » Et pour que le message fût bien compris, M. Tiberi poursuivait : « Si j'ai tenu à rappeler cette situation, c'est pour faire ressortir à sa juste valeur l'effort constant

M. Pierre Joxe a inauguré, jeudi 5 janvier, les nouveaux locaux du commissariat central du septième arrondissement de Paris, 58, avenue Mozart. Cette cérémonie a été l'occasion pour le ministre de l'Intérieur d'insister sur la modernisation et l'amélioration de l'organisation du travail dans le service public policier, mais aussi de se livrer à un plaidoyer pour que les policiers parisiens soient logés dans la capitale même, ce qui n'est actuellement le sort que de 22,33 % d'entre eux. Une pierre jetée dans le jardin du maire de Paris, M. Jacques Chirac, qui doit, à son tour, inaugurer dans quelques jours ce commissariat construit par la ville et payé à l'extrême, mercredi 4 janvier, par le ministre de l'Intérieur. Un chassé-croisé qui illustre l'enjeu constitué par la sécurité dans la prochaine campagne municipale parisienne.

consenti par la ville de Paris pour sa police. C'est à dessein que j'emploie l'expression « sa police », car il s'est tissé, depuis fort longtemps, un lien profond entre les policiers parisiens et la population de la capitale. »

### La circulation : de mal en pis

Puis le premier adjoint de M. Chirac reprend le thème développé par le maire de Paris depuis plusieurs mois pour tenter de contraindre un préfet de police à son goût sans doute trop peu acquis à l'Hôtel de Ville : la circulation. En substance, cela va de mal en pis : le maire n'a pas de pouvoir en la matière, à l'inverse de ses collègues des autres communes ; il ne peut veiller qu'à la voirie, mais à quoi servent tous ses efforts si, « lorsque les Parisiens se tournent vers lui pour manifester leur mécontentement, il ne peut répondre qu'en exprimant son impuissance ». En somme, le maire de Paris, qui ne s'en était pas inquiété jusqu'ici, réclame désormais certains des pouvoirs actuellement dévolus au préfet de police.

M. Joxe fit semblant de goûter la « boutade », se contentant, à propos de la circulation, de cette vérité de La Palice : « Si on augmente le nombre de véhicules, la vitesse se réduit. » Autrement dit, le maire crie au feu après avoir allumé l'incendie. L'essentiel

était ailleurs, dans ce plaidoyer pour le logement, partiel des policiers parisiens, qui sous-entendait que M. Chirac ne fait pas tout ce qu'il faudrait faire pour sa police.

Les chiffres sont en effet ce qu'ils sont : 22,33 % seulement des policiers travaillent dans Paris intra-muros, tous corps confondus, habitent dans la capitale : 33,12 % dans la petite couronne, 39,64 % dans la grande et 28,9 % au-delà. Ainsi plus de 40 % des policiers parisiens sont contraints de loger en dehors de la capitale. Inutile de souligner combien ils ont, du coup, peu intérêt sur les arrondissements où ils sont censés assurer prévention, répression, information, assistance, circulation, etc. A ces chiffres généraux, M. Joxe ajouta ceux concernant le commissariat qu'il inaugurait : sur 514 fonctionnaires en tenue, gradés et gardiens, qui y sont affectés, 41 habitent le septième arrondissement, 129 Paris, 200 la petite couronne, 135 la grande et les autres au-delà.

« Ce n'est pas normal, cela doit changer, et cela changera ! », a assuré le ministre de l'Intérieur, ajoutant : « Il n'y aura pas de bonne police urbaine, pas de bons sergents de ville, si ceux-ci n'ont pas le sentiment que leur ville leur est due (...). Il faut des mesures volontaires, que l'on change radicalement d'attitude à l'égard des fonctionnaires de police à Paris. Avec une idée simple : que la police d'une ville doit être assurée par des gens qui sont de cette ville. » Et M. Joxe de viser expli-

citement la convention signée en 1985 lors de son premier passage place Beauvau : « avec la ville, qui prévoyait l'attribution d'un parc locatif de 500 logements par an à la police. » Insuffisant, juge désormais le ministre, on ne peut pas s'en satisfaire.

Logement contre circulation : chacun a donc fortifié ses armes. Du coup, d'autres aspects du discours ministériel sont quelque peu passés au second plan, au grand dam de certains policiers présents. En effet, M. Joxe souhaite faire de ce commissariat du septième arrondissement l'un des sites névralgiques pour expérimenter de nouvelles méthodes d'organisation du travail policier. Elaborées par certains membres de son cabinet - et notamment M. Jacques Chénial, haut fonctionnaire de police, - supplantées par certains responsables syndicaux, ces expériences sont parfois fort novatrices : unités « police-accueil-conseil », spécialisées dans les relations avec le public et dotées de « moyens de renseignements imprimés ou audiovisuels » ; détachement pour certaines opérations d'officiers de police judiciaire, policiers en civil, auprès des personnes en tenue de la sécurité publique, ayant désormais la qualification d'agent de police judiciaire ; rencontres systématiques des « flotters » avec les enseignants et les associations de parents d'élèves, etc.

Estimant « que tous les agents doivent pouvoir participer à la vie du commissariat en exprimant librement leur point de vue, en en proposant des solutions concrètes pour rendre plus performant leur service », M. Joxe a surtout décidé de créer progressivement dans les commissariats de police des « cercles de concertation et de proposition ». Ces cercles, composés de policiers de tous grades, seront chargés « d'étudier et de proposer toutes les améliorations permettant un travail ou des relations internes plus efficaces ». Ainsi la police aura désormais, comme certaines entreprises, ses « cercles de qualité ». Une petite révolution.

EDWY PLENEL

## JUSTICE

A la conférence des ministres francophones

## M. Arpaillange propose un organisme permanent de coopération

Lors de la séance d'ouverture de la conférence des ministres francophones de la justice, réunie le jeudi 5 et le vendredi 6 janvier à Paris et qu'il présidait, le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, a proposé la création d'un organisme permanent de coopération juridique et judiciaire francophone. Décidé sur proposition de la France au sommet de Québec en 1987, cette conférence réunit trente-sept pays d'Amérique, d'Asie, d'Afrique, des Caraïbes et d'Europe.

M. Arpaillange a évoqué des propositions de coopération d'ordre « pragmatique » plutôt que philosophique telles que la formation de magistrats auxiliaires de justice et personnels de l'administration pénitentiaire, le développement des échanges de magistrats, la circulation de la documentation et « l'aide bibliographique à la décision ».

« Nous ne pensons pas démentir la vérité en matière de justice ;

nous sommes convaincus que nous avons beaucoup à apprendre de vos traditions, de votre façon d'aborder les problèmes, de votre mode de relation avec les juristes », a déclaré M. Arpaillange en s'adressant à ses collègues. Le ministre français de la justice a ensuite évoqué les droits de l'homme : « Pour que ces droits ne restent pas lettre morte, il faudrait que chaque Etat se dote d'un système judiciaire en mesure de les faire respecter. Pour en arriver là, la condition nécessaire, même si elle n'est pas suffisante, c'est l'indépendance de la justice. Indépendance à l'égard de l'Etat et du pouvoir politique, indépendance à l'égard du pouvoir économique et de ses lobbies, indépendance à l'égard de l'opinion publique et de ses pressions. L'indépendance, la justice n'a que ce bouclier-là pour protéger les hommes de l'arbitraire et de l'oppression. »

Ag. L.

## POINT DE VUE

## Les faux silences des juges d'instruction

par Dany Cohen

professeur de droit privé à l'université du Maine, avocat.

L'interrogatoire d'un inculpé ou d'un témoin par un juge d'instruction est normalement une suite de questions et de réponses. Nombreux sont pourtant les procès-verbaux d'interrogatoires qui ne contiennent... aucune question. C'est qu'une grande partie des juges d'instruction demeure fidèle (en toute innocence ?) à la vieille méthode consistant à ne jamais transcrire sur le procès-verbal les questions posées. Chacune question, soit seulement signifiée par deux majuscules : « S.I. », qui signifie « sur interrogation du juge d'instruction ».

Conséquence de cette curieuse habitude : comme le texte de la question n'apparaît pas, il est impossible de reproduire telle quelle la réponse de la personne interrogée ; le lecteur n'y comprendrait rien. Il faut obligatoirement modifier cette réponse, afin qu'en la lisant on découvre du même coup quelle était la question posée. Autant dire que la réponse s'en trouve quelque peu déformée. Sans compter que les réponses ainsi reformulées en viennent à toutes se ressembler, en une froideur administrative qui dessèche

tout et gomme en partie la personnalité de l'intéressé.

De plus, ceux qui font ensuite le procès-verbal ignorent le libellé exact des questions. Or les termes précis des questions sont évidemment essentiels pour juger les réponses et en apprécier la portée. La question pouvait bien être orientée, ambiguë, agressive ou bienveillante, simple ou complexe, qu'importe, il n'en restera pas trace. L'interrogatoire se fait d'avance que les propos qu'il va tenir ne seront jamais lus par personne. Cette pratique, qui sous-entend une perte de l'interrogatoire, encourage tous les abus.

Au-delà même de l'honneur et de la liberté des personnes, clairement menacées, ce faux système fait symboliquement du juge d'instruction un être sans discours, donc atteignant à l'objectivité absolue. Opposant implicitement la parole, toujours susceptible de vétilles, l'approximation, le parti pris ou le mensonge, à un silence supposé neutre et sans défaut - silence que le juge n'a pourtant pas gardé, - cette façon de faire apporte une contribution factice au mythe de l'infailibilité du juge. Cela explique peut-être qu'une pratique à laquelle on ne peut trouver aucune justification rationnelle ait encore tant d'adeptes.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Ce n'est tout de même pas un hasard (ou si c'en est un, le docteur Freud a encore marqué un point) que le président de la République ait choisi l'année 1889 et du Bicentenaire pour demander que soit entreprise la discussion parlementaire sur la réforme du code pénal.

A 1789, qui fut la mise au jour et la mise en ordre d'un Etat décadent, répondrait, deux cents ans plus tard, une opération similaire pour ce recueil des valeurs sociales qu'est un code pénal.

Car tel qu'on le lit aujourd'hui, depuis cent soixante-dix-huit ans qu'il est en vigueur, il est à la fois dépassé, soit qu'il réprime des infractions disparues, soit qu'il est en décalage de nouvelles, et incohérent, tant il mêle, de rhapsodies en ravagades, la tradition et le temps qui court. Quel prestige peuvent avoir, quel respect peuvent engendrer des Tables de la loi dont les caractères effacés sont rédigés dans une langue morte ?

Un code pénal, c'est la délimitation du terrain sur lequel nul (français ou étranger, adulte ou mineur, riche ou pauvre) ne doit s'engager s'il veut continuer à jouir de l'inviolabilité et de l'immunité qui font du citoyen, en termes de principe, l'égal du chef de l'Etat.

ENCORE faut-il s'entendre sur les frontières qui doivent être assignées à ce terrain sacré (sacré à rebours, périmètre fatal) pour ne pas demander si, égaré du labyrinthe, on ne risque pas de devenir une tarentule ou une gogone. Il ne suffit pas de dire que le code pénal sépare le bien du mal et le bon grain de l'ivraie pour être assuré que c'est là définir ce que doit être un tel code.

Ainsi peut-on s'interroger sur la signification qui peut être accordée au terme de « valeurs » dont ce code fixe la liste. Dans quelle mesure y confondra-t-il la loi et la morale ne mesure-t-il pas aussi abusif (et vain, et dangereux) que de mêler la morale et la loi ?

Ainsi, encore, sans crainte de passer pour raciste et consentant à être tenu pour misogyne, peut-on douter que le racisme, parce qu'il est abominable, soit, ipso facto, une infraction, et que le sexisme en serait une aussi parce que la société occidentale a justement décrété l'égalité de droits et de capacités entre la femme et l'homme.

Ne faut-il pas voir la trace de cette confusion et de cette ambiguïté dans la difficulté qu'éprouvent les tribunaux à caractériser de tels faits lorsqu'ils en sont saisis ?

D'autant que le racisme, non plus que le sexisme, ne disparaîtront pas par l'ordre des lois, quelques foudres que celles-ci brandissent sur les châtiments de la race supérieure et sur l'incorruptible macho.

Si l'on devait se berner à attendre que le racisme fasse silence et non qu'il disparaisse des cours, ce serait un piège objectif et un triomphe de l'illusion. Un racisme enterré dans la clandestinité n'est pas moins vénérable que celui qui s'affiche, au contraire. Ce n'est pas la peur du gendarme qui étend (ou plutôt restreint) la voix du racisme, mais le progrès humain. Sur ce thème, le code ne peut rien, la politique doit tout. Oui, c'est une naïveté, mais consciente, et c'est espoir.

A trop faire rentrer la morale sous la protection de la loi, c'est se perdre dans les pratiques primitives où les principes d'hygiène étaient élevés au rang de dogmes religieux, parce que c'était le seul moyen de les faire respecter et qu'il était d'y obéir. Mais c'est qu'alors la loi civile était faible comme aujourd'hui le serait la morale et enroulée la politique.

Or il y a un risque d'affaiblissement de la loi à trop l'étendre à l'incrimination des comportements humains. Ce n'est pas nécessairement une société loyale et honnête qu'une société pénalisée à outrance. La loi meurt de la loi. On respecte mal ce qui est répandu, c'est-à-dire banal.

Qu'il ne puisse y avoir de prescriptions civiles sans que leurs éventuelles violations soient assorties, sous de bois de sanctions pénales, dépourvues de surcroît de lien avec la faute, est un risque de faiblesse pour l'Etat et un mirage pour tous.

## Valeurs

Peu appliquées, jamais sérieusement, inapplicables en fait, elles font rira de la loi. Et le rire est contagieux, plus nuisible au prestige de la loi et de l'Etat que tous les libelles qui le vilipendent (vieux courant anarchiste) ou le moquent (libéralisme flamboyant neuf, encore que déjà terni).

Si le meurtre, que certes les codes répriment, est devenu numériquement marginal dans les sociétés européennes, a fortiori le meurtre prémédité, c'est que la conscience est acquise qu'il est condamnable en soi, qu'il n'est pas un moyen de parvenir à ses fins. Non parce qu'il ferait encourir, naguère la guillotine, à présent la réclusion perpétuelle, mais parce qu'il est un interdit personnel.

C'est si vrai qu'on le voit se maintenir et prospérer dans des sociétés qui le punissent de la mort et appliquent cette peine sans faiblir. Les Etats-Unis, par exemple, et singulièrement leur capitale fédérale.

Le code pénal a, par nature, un aspect subsidiaire. C'est parce que la société n'a pas su sécréter les bons anticorps qu'elle doit recourir aux antibiotiques. La métaphore n'est pas flamboyante mais elle recouvre une réalité : le code pénal, c'est-à-dire la peine, c'est ce qui intervient quand tout le reste a échoué.

Même si ce code doit jouer sa partie, il s'agit moins de faire mal que de faire comprendre, ou, du moins, que la souffrance soit pédagogique, à l'égard du coupable et de ses possibles imitateurs. Sur ce terrain, il n'est pas acquis que la privation de liberté, dans le sacro-saint qui lui donne la prison, ait fait ses preuves.

Le code pénal est nécessaire à la définition des valeurs, utile à la détermination des peines. Or les peines ne sont-elles pas plus pénales que les valeurs, la conception des unes et des autres ayant très inégalement évolué ?

La prison est, en France, la peine universelle depuis 1789. A juste titre puisque depuis cette date la liberté est le premier des biens. Son substitut, c'est l'amende, c'est-à-dire l'attente au patrimoine du coupable, si petit qu'il soit. Car, depuis deux siècles, la propriété est reconnue (proclamée) comme un autre bien premier. Mais, ne le voit-on pas ? d'autant plus supportable que le patrimoine est grand et que les facultés pécuniaires du délinquant sont peu prises en compte lorsqu'il s'agit de le le toucher au portefeuille.

N'y aurait-il pas un intérêt social à imaginer des sanctions qui, sortant de la pauvre alternative entre la prison (ou la menace qui en est faite) et rien, relèveraient la nature de la faute et celle de sa punition ? N'en voit-on pas une esquisse dans les travaux d'intérêt général ?

Ne serait-il pas étonnant de voir l'auteur d'une pollution industrielle occupé à curer le canal qu'il a gâché, la rivière qu'il a souillée ? Cela dit pour s'interroger encore une fois sur le but de la sanction : se satisfaire d'une punition stérile ou donner le pas à la réparation.

PS. Après moins d'un semaine de célébration du Bicentenaire à la télévision, la cause paraît entendue : Louis XVI et Marie-Antoinette formaient le couple idéal de la France monarchique. Il était génial, elle était un ange. La Révolution, c'est lui ; les réformes, c'est elle. Au moment où triomphe la série des Sissi, un Louis XVI tel qu'il était, une Marie-Antoinette telle qu'elle fut, c'est mauvais pour l'Audimat. Cessons là les querelles d'historiens sur les origines et le bilan de la Révolution, l'Audimat dit ce qu'il en est.

Osons toutefois une timide défense en s'appuyant (un peu longuement, pardon) sur ce qu'écrivait en 1855 Guizot, homme d'ordre s'il en fut, tombé en 1848, dans son ouvrage *Trois générations* : « A côté des hymnes en l'honneur des acteurs révolutionnaires, éclatent, non seulement contre eux, mais contre la Révolution française en général, des imputations ardentes et incessantes. [...] Je voudrais qu'une expérience fût possible et que, pour un moment, la France se trouvât tout à coup replacée dans l'état où elle était avant 1789. Ce pays, qui supporte tout, ne supporterait pas un moment ce retour. [...] La génération qui a possédé la France de 1789 à 1798 n'a pas travaillé et souffert sans fruit. »

Mais il est bien clair que, aujourd'hui comme jadis, personne ne se croit historien, c'est-à-dire honnête, s'il ne manifeste, par une moue de plume, un retournement de commentaire, quelque réserve, un soupçon de distance à l'égard du plus rude, certes, mais aussi du plus riche, du plus fructueux, du plus essentiel moment de l'Histoire de France.

## La vigilance dans les aéroports

## Les douaniers néerlandais moins chanceux que leurs collègues américains

AMSTERDAM  
de notre correspondant

Les services de sécurité de l'aéroport de Schiphol-Amsterdam ont échoué à ôter leurs collègues américains ont réussi. Presque en même temps que l'arrestation, à New-York, d'une équipe de TF 1 qui tentait de passer à la douane une fausse bombe, la chaîne de télévision néerlandaise Veronica diffusait, mercredi 4 janvier, un document montrant l'un de ses journalistes débarquant sur un avion en direction de Londres. Dans sa mallette de voyage : un mécanisme d'allumage et un tube rempli d'une substance chimique aux propriétés voisines de celles du plastique, et notamment son insensibilité aux rayons.

La faux terroriste et son bagage piégé ont subi sans

encourir les condamnations, à Schiphol et à Heathrow, et l'appareil capable de détecter les produits explosifs incendiaires n'aient nulle part dans le monde, et l'aéroport d'Amsterdam n'est pas moins sûr que les autres, a commenté sèchement un porte-parole de la police de l'air.

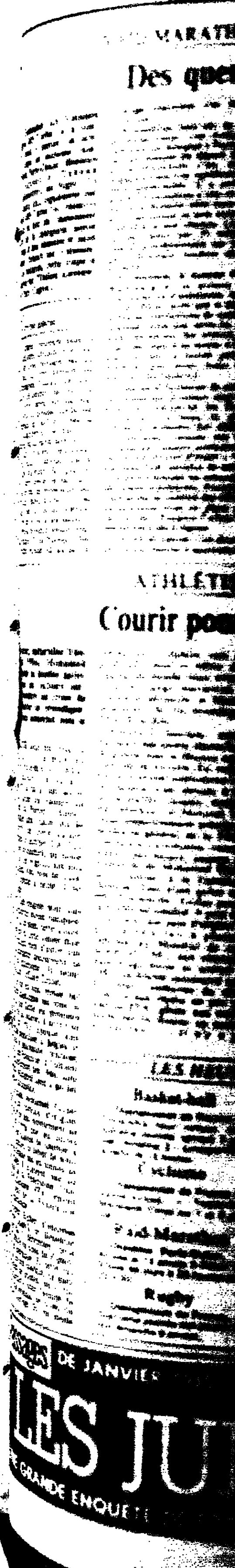
Ch. C.

[Les deux journalistes de TF 1 arrêtés à New-York, Alain Châtelet et France Frankel, ont été relâchés par le juge fédéral devant lequel la compagnie aérienne, jeudi, après avoir passé la nuit au Metropolitan Correctional Center, devait répondre, le 25 janvier, devant un tribunal de l'accusation d'avoir « volontairement et avec malveillance » risqué la loi sur la sécurité aérienne et d'avoir donné en toute connaissance de cause de fausses informations sur le contenu de leurs bagages.]

• Tombes sacrées à Menton. — Deux jeunes gens de moins de vingt ans dont un mineur ont été interpellés à Menton (Alpes-Maritimes) après le sacage d'une cinquantaine de tombes au cimetière du Château. Inculpés de dégradation de biens et profanation, les deux jeunes gens, qui se sont reconnus les auteurs de ces faits, ont été laissés en liberté. Quant à la motivation de leurs actes, ils n'ont pas été capables de l'indiquer aux enquêteurs. La ville de Menton ainsi que plusieurs pro-

prétaires de caveaux et concessions dédiciées se sont constituées partie civile.

• RECTIFICATIF : Légion d'honneur. — Une coquille a déformé le nom d'une ancienne résistante, nommée chevalier de la Légion d'honneur au titre des anciens combattants et victimes de guerre (le Monde du 4 janvier) : il fallait lire Mrs. Sabine Chivest, épouse Zbind (et non Schwert), comme nous l'avons écrit par erreur.





# Sports

## RAID MARATHON : le onzième Paris-Dakar

### Des querelles et du vent

Le Finlandais Ari Vatanen (Peugeot 405 Turbo 16) a remporté, jeudi 5 janvier, la septième étape du onzième raid-marathon Paris-Dakar, disputée entre Agadez et Tahoua (541 kilomètres), au Niger. Le Belge Jacky Ickx (également sur Peugeot 405 Turbo 16) conserve sa place en tête du classement général de la catégorie autos avec vingt et une minutes et onze secondes d'avance sur Vatanen. Chez les motards, cette étape a été enlevée par l'italien Alessandro De Petri (Cagiva).

TAHOUA  
de notre envoyé spécial

La course s'enfonce dans le continent africain et la chaleur n'est toujours pas au rendez-vous. Le vent devient un fidèle compagnon. Chaque jour il se rappelle au bon souvenir de ceux qui croient l'avoir senti sur les plateaux du Nord. La conjonction de ces deux éléments ne facilite pas la tâche des concurrents. De plus, elle rend tous les participants nerveux et même, pour certains, malades. L'étape du jeudi 5 janvier, qui a permis aux concurrents de gagner Tahoua (Niger) après un parcours de 541 kilomètres, ne présentait pas de difficultés particulières. « Une étape pour rien. Il fallait simplement rallier un point à un autre », selon la formule volontairement lapidaire du motard Cyril Neven. Une étape vraiment rapide où les as du

pilottage pouvaient s'en donner à cœur joie. A condition, bien sûr, de prendre la bonne route. Une évidence qui semble avoir échappé à Patrick Tambay au moment du départ. Le pilote de la Mitsubishi s'est, en effet, engagé un peu trop rapidement sur la piste goudronnée. Il a certes parcouru 53 kilomètres à très vive allure sur ce revêtement idéal mais a dû en effectuer avant en sens inverse pour rejoindre le bon chemin. Une faute qui se traduit par 32 minutes de retard supplémentaire sur les Peugeot, éternels leaders de cette épreuve.

Et pourtant, à écouter Philippe Wambere, le pilote de la 205 Turbo 16 d'assistance, la partie n'a pas été si facile que le laissent croire les instructions de route. Pour la bonne raison que, selon lui, le road book comportait des erreurs. « Il y avait une fausse route de 4 kilomètres que nous avons laissée passer », explique-t-il.

Mais ces défaillances de consignes constatées par plusieurs concurrents n'ont pas empêché les Peugeot d'effectuer un beau tir groupé. « Pour la première fois dans cette épreuve nous classons nos quatre voitures aux quatre premiers rangs lors d'une arrivée d'étape », remarque Jean Todt, satisfait de cette performance. Oubliés les mécoments de l'étape précédente, évanouies les craintes sur la fiabilité des véhicules. La structure mise en place par le patron de Peugeot-Talbot-Sport fonctionne à plein régime.

« Notre conception, c'est de constater que les camions d'assistance nous

ont précédé », note avec humour Philippe Wambere. Une façon de rendre hommage à l'équipe de routiers des sables de Georges From. Le petit moustachu de Clermont-Ferrand est de nouveau présent sur le rallye. Mais cette fois, comme les lourds véhicules sont interdits de compétition, il a mis ses mastodontes au service exclusif de l'entreprise de Sochaux.

Gros, tout ému de sa récente promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur, refuse toujours de se mettre en avant. Il « assure », se contente-t-il de répéter, comme si transporter des pièces détachées dans le désert ne lui posait pas plus de problèmes que d'envoyer ses camions sur les routes d'Auvergne. Et pourtant, rallier Dirkon à Termit sans traîner représente une petite performance que les six poids lourds ont réalisés sans défaillance.

Les mécaniciens à bord des avions, les pièces de rechange dans des camions : toute l'infrastructure Peugeot est chaque soir en place pour procéder aux réparations nécessaires. Dans un camp dressé entre les puits lourds à l'exception des brouettes de cow-boys, les spécialistes des moteurs turbo peuvent livrer leurs diagnostics quotidiens. Jusque tard dans la nuit, à la lumière de puissants projecteurs mais toujours à l'abri des regards indiscrets, les mécaniciens s'activent pour changer les pièces défectueuses.

Il y a même dans cette armada d'hommes en pull bleu un médecin toujours prêt à mettre ses talents au service des éventuels malades. Jeudi 5 janvier, le praticien marseillais Jean Duby a ainsi rassuré le Finlan-

dais Ari Vatanen, qui se plaignait de douleurs dans les reins. Un réconfort plus que de véritables soins puisque, selon le docteur, cette « maladie » ne disparaîtra que lorsque l'intéressé abandonnera son habitacle.

Choyés, les gagnants de l'an passé sont en situation favorable pour aborder la deuxième partie de l'épreuve africaine. Ils ne suscitent pas le même engouement que lors des éditions précédentes car leur brio compte un côté répétitif. Mais dans cette aventure un peu folle, la puissance de la belle mécanique Peugeot rassure. Elle montre que le vent ne fait pas tourner la tête à tout le monde.

Peut-il en effet y avoir une autre explication que la démesure des éléments à la bataille de communiqués que se livrent les divers responsables de l'organisation. Alors que le patron de Delcail - la société qui gère l'infrastructure aérienne du rallye - accuse Gilbert Sabine - patron de TSO - de « carence » dans les mesures de recherche des concurrents égarés, ce dernier le traite d'« incompétent ». Une polémique qui fait suite à celle née de l'absence des « roulottes » d'Africartours - autre prestataire de services de TSO - au campement de Termit. De sombres querelles où les intérêts financiers sont importants bien que chacun mette en avant l'intérêt des concurrents. « Ils cherchent à déstabiliser le Dakar », se coupe de déclarer d'une voix éteinte Gilbert Sabine, qui va répéter que sa société n'est pas à vendre.

SERGE BOLLOCH.

## SKI ALPIN : contre le manque de neige

### La recette anglaise

Les premières épreuves de la Coupe du monde de ski alpin 1988-1989 ont été perturbées par le manque de neige. Les Britanniques ont depuis longtemps pallié cet inconvénient en organisant leurs compétitions sur des tapis recouverts de pellicules de plastique.

De loin, on ne voit rien, rien d'autre que la campagne anglaise : des mamelons herbacés, des pompiers, un paysage vert pelouse. C'est Chatham, à mi-chemin entre Londres et Dou-

nence comme une pelouse qui aurait été plantée en plein Sahara pour végéter. Question d'odorat ensuite. Autre condition pour glisser correctement, il faut en effet copieusement enduire les semelles des skis non pas du traditionnel fart, mais d'une cire liquide comme en utilisent les ménagères pour astiquer leurs meubles. On a donc plus l'impression olfactive d'avancer en petits de fourrure sur un parquet marqueté encaustiqué que de dévaler dans une forêt de sapins.



Un pellicon synthétique déroulé sur un pré pelé l'absence de neige dans la campagne anglaise.

vas, à mille lieues de toutes stations de ski. Pourtant, de près, juste derrière un cottage victorien, on aperçoit bel et bien les tubulures et les câbles d'un remonté-pente. Et de plus près encore, le drapeau n'est plus permis : il y a là des gens tout équipés comme des skieurs, des piquets de slalom plantés dans la pente, des banderoles au départ et à l'arrivée d'une course.

Les riches Anglais du siècle dernier ont été à l'origine du développement des sports d'hiver en Europe. Leurs descendants, moins fortunés, ont estimé que les collines du Surrey valaient bien les Alpes. La fée plastique a permis de réaliser ce tour de passe-passe. En guise d'un tapis de flocons, il suffit en effet de dérouler un pellicon synthétique pour connaître les joies des glissades à ski. Ou tout comme.

Car l'illusion n'est pas parfaite, tant s'en faut ! Question d'esthétique d'abord. Ici, le skieur n'a pas besoin d'un chaud anorak de montagnard mais plutôt d'un ciré de marin : pour glisser, la piste doit être arrosée quasiment en per-

manence. A cela près, à Chatham comme sur les quelques cent cinquante pistes artificielles existant en Grande-Bretagne, on fait bien du ski. Ou presque, si l'on tient pour négligeables les adaptations techniques nécessaires pour tenir debout sur ce type de pentes « balai-brosse ». Un « chamouille d'or » risque de dévaler la pente sur les fesses s'il ne prend garde de « skier léger », c'est-à-dire de ne pas prendre des appuis violents pour boucler ses virages.

Affaire de pratique. L'équipe nationale de Grande-Bretagne, qui participe cet hiver à la Coupe du monde de ski alpin, la « cirque blanc », sur cette vraie neige si rare, ne s'est pas privée de faire, il y a quelques semaines, dans ces conditions, une démonstration de sa maîtrise dans les piquets de slalom, au cours des championnats nationaux qui ont réuni l'élite d'une série d'épreuves disputées tout au long de la saison. Et les spectateurs, étendus dans l'herbe comme pour un pique-nique, ont manifesté un enthousiasme qui fait souvent défaut, en France, lors des grandes courses sur neige.

A. G.

● BASKET-BALL : victoire de Limoges. — Le CSP Limoges s'est imposé à domicile, jeudi 5 janvier, face au club néerlandais de Den Bosch (107-70) lors du quatrième tour aller de la Coupe d'Europe des clubs champions de basket-ball. Ce succès permet aux champions de France d'occuper désormais la sixième place du classement de la poule finale (huit équipes, les quatre premiers étant qualifiés pour la phase finale).

FOOTBALL : deux joueurs de Marseille suspendus. — La commission centrale de discipline de la Fédération française de football a infligé, jeudi

5 janvier, quatre matches de suspension aux joueurs de l'Olympique de Marseille Bruno Gervain et Eric Di Meo pour ne pas s'être présentés au contrôle antidopage après le match Nice-Marseille du mardi 13 décembre. Les membres de la commission n'ont donc pas cru la rumeur selon laquelle les deux joueurs seraient en vacances. Les quatre joueurs suspendus (numéro 9) et Philippe Thyne (numéro 2) étaient présentés à la place de Bruno Gervain (numéro 6) et Eric Di Meo (numéro 3).

## ATHLÉTISME : le cas Ezzher

### Courir pour quel drapeau ?

Né au Maroc, naturalisé français depuis 1986, Mohamed Ezzher possède la double nationalité. Depuis sa victoire surprise fin décembre au sprint de Figaro, le Maroc le revendique. Mais la France aimerait bien le garder.

DERNIER tour du cross du Figaro, dimanche 18 décembre 1988. Ultimes boucles, celles des hommes forts, là où il faut savoir oser une attaque ou risquer un démarrage. Par Porter, l'Américain champion des Etats-Unis de cross-country, se tente qu'une palle grasse. Et Ezzher file. Ezzher, prénom Mohamed, un moustachu frisé né vingt-six ans plus tôt à Koulibra, tout près de Casablanca. Il sprinte à peine, il est seul, il gagne.

Début d'une énigme pour tous ceux, la majorité moins quelques-uns, pour qui ce nom, cette allure, ce poing levé et cette foule musclée évoquent rien d'autre que la plus étonnante découverte de l'hiver en athlétisme. Et début d'une affaire, l'affaire Ezzher.

Tirailé par les uns, pressé par les autres, questionné par tous, le héros du jour lèche les premières indices. Né au Maroc, il arrive en France en 1985, épouse une Girondine domiciliée à Bègles et demande la nationalité française. Marié à une Française, il l'obtient tout naturellement dès 1986. Simplement, Mohamed tient à garder la double nationalité.

A ce stade, Mohamed Ezzher n'est qu'un Français d'origine marocaine de plus, simplement un peu plus connu que les autres grâce à ses qualités de coureur à pied. Et encore, ce début de notoriété ne dépasse pas les limites de son village. Il n'attend pas les bureaux de la Fédération française d'athlétisme (FFA), encore moins ceux de la Fédération royale marocaine.

Mohamed Ezzher n'insiste personne. Jusqu'à ce dimanche frisant du 18 décembre, cette ultime boucle du cross du Figaro, ce sprint étonnant. Et cette victoire. Il devient soudain, en quelques coups de pointes, un « titulaire potentiel » pour l'équipe de France du Mondial de cross, fin mars en Norvège. Et, en même

temps, un « titulaire tout aussi potentiel » pour ce même championnat du monde, mais cette fois dans les rangs marocains. La France le découvre, le Maroc le détecte et, très vite, revendique ce fils de Koulibra.

Abdellatif Semlani, ministre marocain des sports, décroche son téléphone, pour le féliciter longuement de sa victoire. En insistant sur le « fervent patriotisme » qui le pousse, c'est certain, à refuser le maillot français. Abderrahman Medkour et Mahjoub Monashine, respectivement président et secrétaire général de la Fédération royale d'athlétisme, viennent, comme par hasard, assister à la prestation de Mohamed Ezzher, le 1<sup>er</sup> janvier, à la Corrida de Houilles. Tous d'un coup d'argument à la bouche : Ezzher possède la double nationalité, il peut donc courir pour son pays d'origine. Ce qu'il a déjà fait à plusieurs reprises, au Mondial de cross juniors en 1981, aux championnats maghrébins et arabes en 1983. Sa double nationalité laisse à Ezzher l'embaras du choix. C'est ce que répète un peu partout la FFA, gênée aux entournures par ce dossier un tantinet encombrant : « Il n'y a pas

d'affaire Ezzher, clame Pierre Weiss, le directeur administratif. Il peut courir pour qui il le désire. Nous ne ferons pas pression sur lui, quelle que soit sa décision ».

Pressé par les uns, séduit par les autres, Mohamed ne sait plus trop à quels saints du stade se vouer. Pour l'instant, il affirme vouloir opter pour la France. « Si je suis venu m'installer en France, ce n'est pas pour courir au Maroc... » Dans son jeu, un point du règlement de la Fédération internationale précise qu'un athlète naturalisé peut porter les couleurs de son pays d'adoption trois ans après sa dernière sélection dans son pays d'origine. Un délai qui peut être raccourci à une seule année si les deux pays parviennent à se mettre d'accord. Steve Tunstall, un Britannique à l'accent coquard, prédécédé dans la grande lignée des athlètes à l'état civil équivoque, n'a pas eu besoin de ce règlement pour représenter la France. Tunstall a participé au dernier Mondial de cross en mars 1988 sous le maillot tricolore malgré sa citoyenneté britannique. Il était alors engagé dans la légion étrangère. Cela lui a permis de bénéficier d'un autre point du

## LES HEURES DU STADE

### Basket-ball

Championnat de France. — Troisième tour retour, dix-huitième journée, samedi 7 janvier. Antenne 2 : Limoges-RCF, à partir de 15 heures.

### Cyclisme

Championnat de France de cyclo-cross. — Tesson-Madelaine (Orne) les 7 et 8 janvier.

### Raid-Marathon

Onzième Paris-Dakar. — Arrivée le 13 janvier à Dakar. La 5 tous les jours à 20 heures et à 22 h 30.

### Rugby

Championnat de France. — Quatrième journée des poules de huit dimanche 8 janvier.

### Ski alpin

Coupe du monde. — Descente et super-géant messieurs de Leax (Suisse) ; géant de Schwarzenberg et slalom de Mellau (Autriche) dames, les 7 et 8 janvier. TF 1, dimanche 8 janvier à 11 h 30.

### Ski nordique

Coupe du monde de fond. — 15 km et relais hommes et femmes à Kawgolovo (Suède), les 7 et 8 janvier.

### Saut à ski

Tournees des quatre tremplins à Bischofshofen (RFA), les 7 et 8 janvier.

### Bielston

Championnat de France à la Bresse, du 7 au 10 janvier.

ALAIN MERCIER.

Passages DE JANVIER 1989

# LES JUIFS ET L'AMOUR

UNE GRANDE ENQUÊTE DE SOPHIE CHAUVEAU

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur...

En vente dans tous les kiosques

هكذا من الأصل

## Société

### MÉDECINE

Un médicament à l'efficacité contestée

# Plus de quatre millions de personnes atteintes de syndromes grippaux

L'importance de l'épidémie de syndromes grippaux, qui frappent actuellement la France, se confirme. Le 25 décembre 1988, selon l'unité 263 de l'INSERM, qui, semaine après semaine, collecte les données du réseau national des cinq cents médecins généralistes sentinelles, 436000 personnes avaient été victimes, depuis la fin du mois de novembre, du syndrome grippal. Syndrome grippal et non pas grippe, contrairement à ce qu'on dit ici où là, dans la majorité des cas le virus responsable n'est pas un virus grippal mais le virus respiratoire syncytial.

Le tableau clinique ressemble à celui de la grippe, à ceci près qu'il débute souvent par une trachéobronchite et qu'il dure moins longtemps qu'une véritable grippe. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que de nombreuses personnes qui pensaient s'être vaccinées en temps utile contre la grippe aient été victimes de ce qu'elles pensaient être la grippe. « Le vaccin antigrippal ne protège pas contre le virus respiratoire syncytial », explique le docteur Celis Juan Menares (unité 263 de l'INSERM), et il n'y a donc pas de quoi trouver là une raison pour disqualifier le vaccin antigrippal.

Actuellement, la progression de l'épidémie semble enfin ralentir. Après avoir démarré par le nord, l'ouest et le sud-ouest du pays, elle atteint maintenant la moitié est de la France et la Corse. C'est au cours de la semaine du 12 au 18 décembre que l'incidence de la grippe a été la plus forte, puisque l'on enregistrait 20,3 cas de syndromes grippaux pour 1 000 habitants. La semaine suivante, l'incidence nationale retombait à 19,1 cas pour 1 000 habitants. La région la plus touchée a été l'Auvergne (39,9 cas par médecin et par semaine), la moins touchée étant le Nord-Pas-de-Calais (2,8 cas par médecin et par semaine).

Outre son importance, l'épidémie de syndromes grippaux aura été le prétexte à quelques « débordements » de marketing. Mis à part des appels répétés à se faire vacciner alors qu'il n'était plus temps, deux à trois semaines sont nécessaires

pour que le vaccin provoque l'apparition d'un taux d'anticorps suffisant la période d'incubation de la grippe étant de deux à trois jours, — une firme pharmaceutique, les laboratoires Roche a, via la presse grand public et spécialisée, vanté les mérites d'un de ses produits, la rimantadine, permettant, selon elle, « d'assurer une protection immédiate contre les risques de grippe du type A, qui est la forme la plus répandue et la plus dangereuse des gripes » (le Monde du 7 décembre).

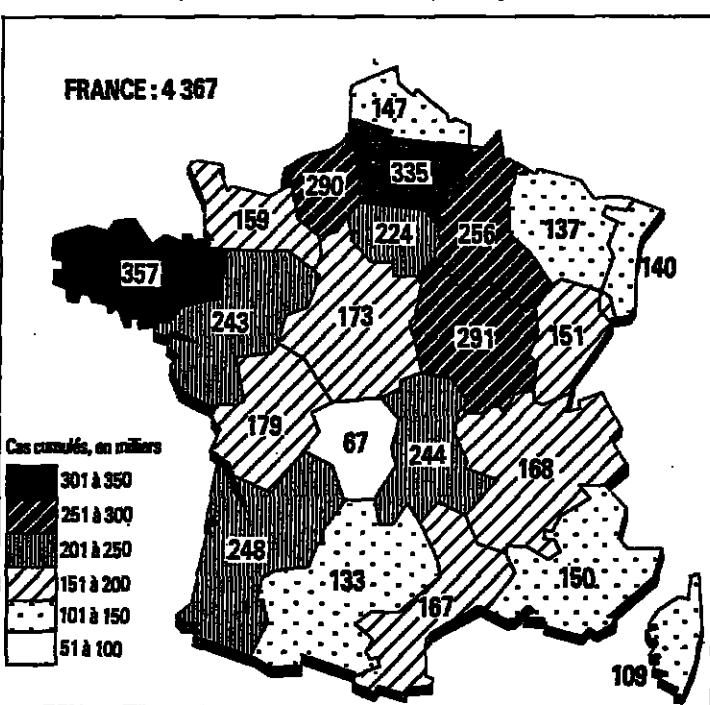
Le problème est que ce médicament, non remboursé par la Sécurité sociale, ne protège en rien contre le virus syncytial respiratoire. Déjà

d'un produit antiparkinsonien, il provoque fréquemment l'apparition d'effets secondaires, en particulier des troubles nerveux (névroses, insomnie, difficultés de concentration, vertige, céphalée...). Enfin, de l'avis même de son fabricant, pour être vraiment efficace contre les virus grippaux de type A, la rimantadine doit être administrée pendant quatre à six semaines. Par personne, le coût du traitement varie de 168 à 251 F.

### De nombreux effets secondaires

« Dans ces conditions, je crois qu'à tout prendre je préfère encore avoir un syndrome grippal, voire

### La poussée de l'épidémie (Milliers de cas cumulés par région)



La carte donne l'estimation du nombre total de cas de syndromes grippaux par région, entre le 31 octobre et le 25 décembre 1988, cette estimation a été réalisée à partir de 23 298 cas communiqués par le réseau national de médecins-généralistes.

une grippe », confie un spécialiste. Visiblement, de nombreux confrères n'ont pas été de son avis : on indique chez Roche que neuf cent mille personnes environ se sont déjà vu prescrire cette année de la rimantadine.

Fin décembre, le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, une institution plus que centenaire dépendante du ministère de la santé et présidée actuellement par le professeur Jacques Dugouyrou, a été saisi du dossier de la rimantadine à la demande de l'administration. Bien qu'aucun avis n'ait été rendu public à la suite de cette réunion, par la section Prophylaxie des maladies infectieuses, il semble bien que certains participants se soient émus des pratiques commerciales utilisées par les laboratoires Roche à propos de ce produit.

Sur le fond, cette affaire illustre une nouvelle fois les problèmes posés par la mise en place en France d'une politique de prévention efficace. La rimantadine a obtenu son autorisation de mise sur le marché en 1987, avec comme indication la prophylaxie des infections grippales à virus influenzae de type A. Dès lors, le fait qu'elle soit prescrite en prévention de la grippe par de nombreux médecins n'a, a priori, rien d'étonnant. Ce qui l'est davantage, c'est que, dans une indication somme toute banale pour laquelle on dispose en outre d'un vaccin, on propose un produit loin d'être anodin, aux effets secondaires nombreux.

Chez Roche, on se contente de rappeler que la rimantadine a obtenu une autorisation de mise sur le marché tout ce qu'il y a de plus conforme et que ce médicament n'est pas remboursé par la Sécurité sociale. De plus, on ajoute que le laboratoire a largement rempli sa mission de santé publique en sponsorisant les réseaux de surveillance de la grippe. « Notre souci éthique est évident », indique-t-on. Un avis que ne partage pas certains responsables du ministère de la santé, qui estiment « qu'il faudra peut-être revenir sur la décision d'autorisation de mise sur le marché ». Affaire à suivre, donc.

FRANCK NOUËL

### Les grandes gripes de l'Histoire

« Il y avait grandes douleurs en la peste, ensemble en l'estomach, les reins et les jambes, et avaient fièvre continue avec délire et frénésie » : les gripes de 1540, tels que les décrivent Ambroise Paré, ressemblent étrangement beaucoup à ceux de 1988. A cet égard, qu'on pense à l'époque, que la grippe était une punition de Dieu, due à l'attitude du roi Louis XII envers le pape Jules II. Aujourd'hui, les virus grippaux ont été identifiés mais les épidémies demeurent. Cette année tout particulièrement, où selon les spécialistes plus de 4 millions de personnes — atteintes de syndromes grippaux et non de grippe — ont été touchées en France. Cependant, si « violente » qu'elle ait été, l'épidémie de l'hiver 1988-1989 n'a rien de comparable avec les pandémies de grippe qui, au cours des siècles, ont ravagé les cinq continents.

Connus depuis la plus haute Antiquité, les effets de la grippe ont, certaines années, été particulièrement dévastateurs. Ainsi, en 1729-1730, une pandémie atteignit l'Europe et le Nouveau Monde. Tour à tour la Russie, la Pologne, l'Allemagne, la Suède, le Danemark, la France, l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne furent touchées. A Londres d'ailleurs, elle fit plus de ravages que la peste de 1665.

C'est en 1918-1919, au lendemain de la Grande Guerre, que survint la pandémie la plus meurtrière que le monde ait connue. Selon certaines estimations, 20 millions de personnes en moururent. La guerre avait laissé ses traces, les organismes, fatigués et mal nourris, étaient moins aptes à résister aux agents infectieux.

Bien que le nom de « grippe espagnole » soit resté dans l'histoire, l'Espagne et les Espagnols ne furent pour rien dans cette

épidémie dont l'origine reste encore aujourd'hui obscure. Partie, semble-t-il, d'Extrême-Orient, elle atteignit, en avril 1918, des unités militaires alliées basées en Normandie.

A la faveur des transports militaires, l'épidémie se propagea ensuite dans toute l'Europe, aux États-Unis et en Inde. En août 1918, cette première vague épidémique s'acheva. Elle n'avait provoqué pratiquement que des affections bénignes. Fin septembre, débuta la deuxième vague épidémique. Un mois plus tard, le monde entier était atteint. Le tableau clinique était cette fois beaucoup plus grave : dans certains pays, la majorité de la population avait été atteinte du fait d'un taux de transmission exceptionnel. La (ou les) virus responsable(s) avait un pouvoir pathogène tel que le taux de mortalité parmi les malades atteignit 8 à 9 %. Fin 1918, l'épidémie s'atténua pour repartir de plus belle en février 1919. Au total, 50 % de la population du globe aurait eu la grippe entre avril 1918 et mai 1919, avec une mortalité moyenne de 3 %. Seules quelques îles du Pacifique-sud, la Nouvelle-Guinée et Sainte-Hélène, furent épargnées.

Finalement, le seul aspect positif de cette épidémie fut que la moitié de la population du globe — du moins celle qui avait survécu — se trouvait, de fait, vaccinée contre certaines souches du virus grippal. Cette constatation vaut encore aujourd'hui, où l'on remarque que c'est chez les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans que la morbidité grippale est la plus faible. Ce sont elles en effet qui ont le « mémoire immunitaire » la plus développée.

F.N.

### IMMIGRATION

## Le Parlement sera saisi en avril d'une nouvelle loi sur les étrangers

Le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a indiqué jeudi 5 janvier, sur Europe 1, qu'une nouvelle législation sur le séjour des étrangers en France sera discutée par le Parlement en avril, car « il y a des cas où il faut que la loi (Pasqua) soit changée ».

« L'idée, c'est la sévérité et la rigueur à l'égard de l'immigration clandestine, mais les droits de l'homme pour tous, y compris à l'égard des étrangers, a-t-il souligné. Un étranger entré en France en situation irrégulière, évidemment, sera reconduit hors de France. » « La

France, a ajouté M. Joxe, sera toujours une terre d'asile et d'accueil. Mais autant les immigrants ont des droits, autant la France ne peut supporter une immigration clandestine massive, comme elle a connu certaines années. « Je ne pense pas » que les immigrants auront un droit de vote aux élections locales, a dit, d'autre part, le ministre de l'Intérieur. « C'est une idée qui chemine. Cela existe dans certains pays d'Europe, mais en France les esprits ne sont pas mûrs, ce n'est donc pas une question à l'ordre du jour. »

### Des propositions de SOS-Racisme pour l'intégration des immigrés

SOS-Racisme a présenté jeudi 5 janvier au cours d'une conférence de presse à Paris, ses propositions « pour l'intégration des immigrés en France ». Elles comprennent notamment le rétablissement des contingents d'étrangers non expulsables de France et leur élargissement aux mineurs, l'acquisition de la nationalité sur le respect du principe du droit au sol (« jus soli »), et le droit de vote aux élections locales. L'association antiraciste propose également la suppression des procédures d'urgence en matière d'expulsion, la libre circulation en Europe, la créa-

tion d'une commission de recours en cas de refus de titre de séjour et d'une Agence nationale pour la naturalisation.

SOS-Racisme considère également que la réussite de l'intégration passe par l'amélioration du statut social des immigrés et elle propose la création d'une haute autorité de la fonction policière « chargée d'enquêter en cas de bavure ou de conflit », une loi de programmation scolaire et une loi cadre anti-ghetto dans le domaine du logement.

### Une association de magistrats s'oppose à une « judiciarisation » des procédures

L'Association professionnelle des magistrats (APM), classée à droite, se déclare « inquiète de l'évolution » que se dessine en matière d'expulsion ou de reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière, dans un communiqué publié mercredi 4 janvier. Pour l'APM « tout retour à une judiciarisation des procédures (...) ne ferait que surcharger encore plus les tribunaux et encombrer inutilement les prisons en transférant au juge (...) une mission qui est par nature de caractère administratif ». « L'APM ne pourrait que déplorer toute dérive laxiste dans le contrôle des frontières et la police des étrangers qui viendrait accroître encore en France les populations en position d'exclusion et donc favoriser la délinquance », ajoute le communiqué.

### Cent vingt organisations préparent une semaine d'action

La Ligue des droits de l'homme et les quelque cent vingt autres organisations signataires de l'appel pour l'abrogation de la loi Pasqua « se félicitent de la volonté exprimée par le président de la République de voir réviser sans tarder les dispositions législatives inacceptables et injustifiées applicables aux immigrés. Elles demandent l'abrogation des dispositions contraires aux droits de l'homme contenues dans la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers (...) Elles sont décidées à poursuivre leur action jusqu'à l'abrogation de la loi Pasqua et la réalisation concrète de leurs objectifs. Elles affirmeront cette volonté au cours de la semaine d'action qui, du 23 au 29 janvier, se traduira dans chaque département par des initiatives

concrètes, des démarches coordonnées localement, en particulier en direction des préfetures. »

### FLASH-BACK

L'année 88 dans le monde

36.15 LEMONDE  
Code REP

### RELIGIONS

Dans « Témoignage chrétien » et « Etudes »

## Les conséquences de la Révolution dans l'Eglise de France

L'hebdomadaire *Témoignage chrétien* publie un numéro spécial consacré au rôle de l'Eglise dans la Révolution française : le coup de théâtre des Etats généraux quand trois curés du bas clergé ont rallié, en juin 1789, le Tiers Etat, les affrontements issus de la Constitution civile du clergé de 1790, les condamnations romaines, les portraits de grands acteurs (l'abbé Grégoire, Talleyrand etc.), jusqu'au concordat de 1801 entre Napoléon et Pie VII.

L'historien Pierre Pélissier fait remonter à la Révolution toutes les fractures, jusqu'à aujourd'hui avec l'intégrisme lefebvriste, de l'Eglise de France. « Les chrétiens ne peuvent vivre en même temps la modernité et l'Evangile, s'ils associent la parole de Dieu aux vestiges d'un ordre que la Révolution française a détruit », écrit pour sa part Elisabeth Sledziewski.

De tels jugements rejoignent celui de René Rémond, qui, dans le dernier numéro de la revue *Etudes*, dresse un brillant portrait intellectuel de l'intégrisme catholique. Celui-ci repose, écrit-il, sur « une contradiction insurmontable » : d'une part, il refuse l'histoire, c'est-à-dire le rôle des hommes dans les événements, l'« ordre de la contingence », opposé à celui de « la vérité révélée et immuable » ; d'autre part, l'intégrisme catholique puise sa source quasi unique dans l'événement historique de 1789, interprété comme une atteinte « satanique » à la volonté de la Providence, « une révolte contre le Plan de Dieu ».

Si l'intégrisme catholique est par nature « contre-révolutionnaire », écrit encore René Rémond, ce n'est pas seulement parce que 1789 a détruit un ordre, mais parce que l'événement révolutionnaire était jugé « incompatible avec la foi chrétienne ».

H.T.

### FAITS DIVERS

## Violences dans un train de banlieue

Pour s'être opposé à trois hommes qui importunaient une jeune femme, M. Jean-Claude Duham, un imprimeur de trente-six ans, a été sérieusement blessé, mardi soir 3 janvier, à la gare de Pierrefitte (Seine-Saint-Denis).

L'incident a commencé dans un train de banlieue vers 20 h 30. Alors que M. Duham avait pris la parole d'une jeune voyageuse, il a été jeté sur le quai en gare de Pierrefitte, par les trois agresseurs qui ont sauté de wagon pour le frapper très vio-

lément à coups de poing et de pied avant de remonter dans le même train au moment où celui-ci redémarrait. Souffrant notamment d'une fracture ouverte au tibia de la jambe droite, M. Duham a été hospitalisé à Saint-Denis.

Seule une jeune femme, elle aussi descendue en gare de Pierrefitte, a pu témoigner de la scène, précisant que les agresseurs étaient « trois hommes de couleur ». Les policiers n'ont pourtant pas retrouvé la passagère importunée.

pas seulement parce que 1789 a détruit un ordre, mais parce que l'événement révolutionnaire était jugé « incompatible avec la foi chrétienne ».

« *Témoignage chrétien*. Hors série, 25 F. Dans les kiosques et Etudes, janvier 1989, 14, rue d'Assas, 75006 Paris.

« *Première visite au pape du patriarche orthodoxe de Roumanie*. — Le chef de l'Eglise orthodoxe de Roumanie, le patriarche Teoctist, s'est rendu pour la première fois, jeudi 5 janvier, au Vatican, où il a été reçu par Jean-Paul II. Malgré tous les efforts de rapprochement accomplis, les rapports entre l'Eglise orthodoxe, très majoritaire en Roumanie (19 millions de baptisés sur 23 millions d'habitants), et l'Eglise catholique sont des plus difficiles. — (AFP.)

### DÉFENSE

« *Nominations au cabinet du ministre de la défense*. — M. Jean-Pierre Chevènement a nommé, mercredi 4 janvier, le contrôleur général des armées Yvon Jouan au poste de directeur adjoint du cabinet du ministre de la défense, en remplacement de M. Gérard Cussey, récemment nommé directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur (le Monde du 23 décembre 1988).

« *Agé de cinquante ans et ancien commissaire de l'air devenu contrôleur des armées*, Yves Jouan a notamment apporté au cabinet de M. Charles Hermin, puis Paul Quilès au ministère de la défense. Il était chargé précédemment de contrôler la direction des centres d'expérimentations militaires. »

### ENVIRONNEMENT

« *Fissures à la centrale nucléaire de Chooz*. — Les techniciens d'EDF qui procèdent à l'équipement de la centrale nucléaire de Chooz (Ardennes) ont découvert le 26 décembre une fuite dans le sas d'entrée du matériel qui donne accès à l'enceinte de la centrale. Les techniciens ont injecté de la résine pour colmater la fuite. Des essais d'étanchéité devaient avoir lieu samedi 7 janvier.





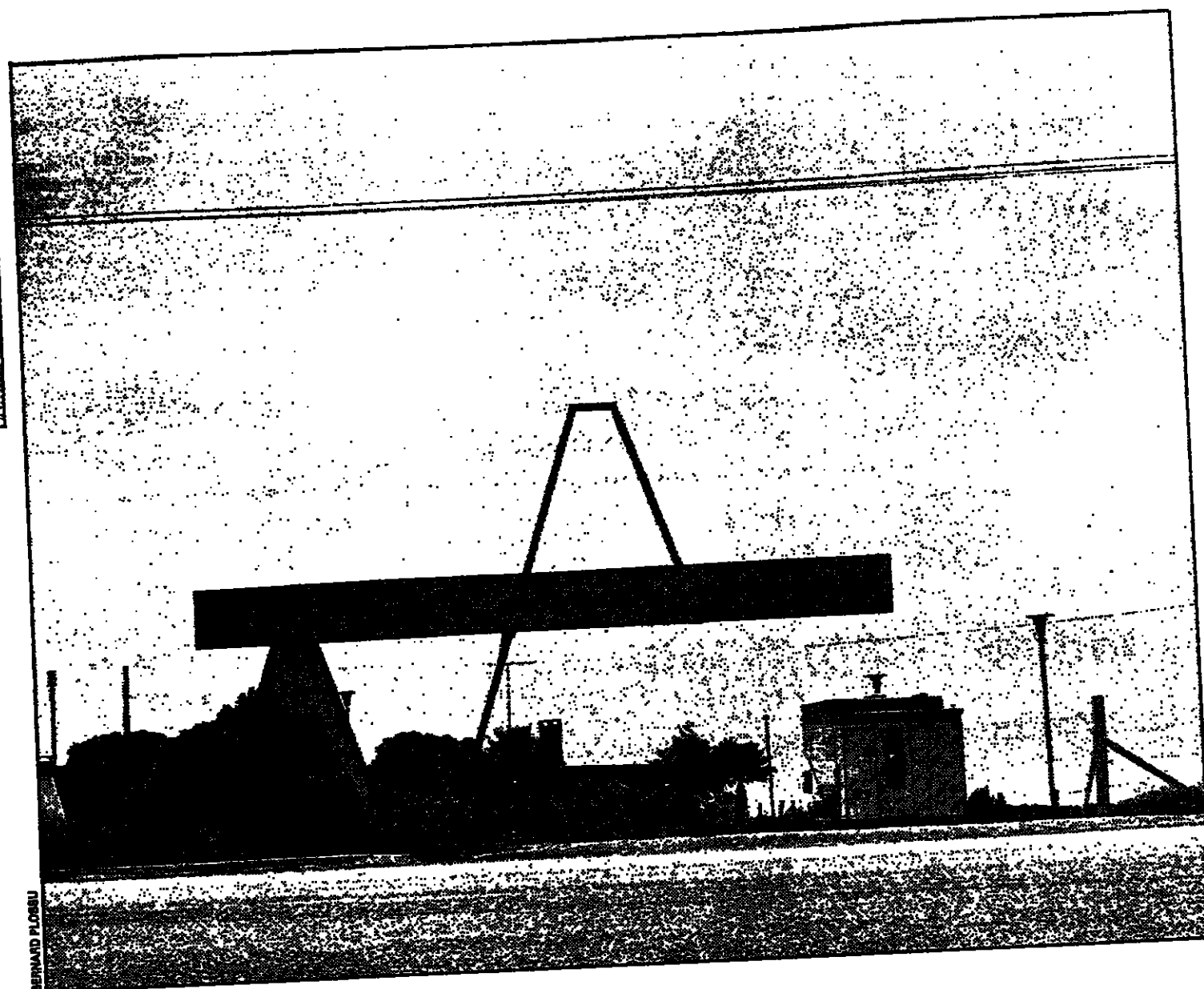
# Le Monde SANS VISA



ALAN THOMAS/EXPLORER

Entre Pacifique et Caraïbe, le Mexique dispose d'une abondance de rivages. Laissées sauvages, les côtes de la Basse-Californie appellent la découverte en solitaire tandis que la presqu'île du Yucatan et spécialement Cancun sont l'objet d'un aménagement intensif pour le tourisme international.

par Corine Lesnes



BERNARD PLOUË

## Deux Mexique pour un voyage

### En Basse-Californie Chez Roberto de la Gringa

**L**e jour s'est levé pour vingt-quatre nouvelles heures d'immobilité. Le chat dort contre la glacière. Le chien a trouvé une rainure d'ombre contre la barque. La plage est déserte, aujourd'hui comme hier.

Entre cactus et pélicans est la Gringa, plage de Basse-Californie et de grande solitude. Le désert se jette dans la mer de Cortés. L'eau se hante aux montagnes d'une île inhabitée du canal des Baleines. Les baleines ne reviendront qu'en décembre, dans une éternité.

Les coyotes sont venus cette nuit manger dans un rayon de lune les poissons qui s'étaient pris à marée basse dans les filets de Roberto. Le chien a aboyé pour leur faire peur, sans trop s'effrayer du camping-car. Les coyotes ont laissé à tout hasard un petit requin pointu pour le déjeuner du chat.

Roberto est l'unique habitant de la plage, mais, pour l'heure, il est allé chercher de la glace à San-Quintin, à quatre heures de route de l'autre côté de la péninsule, sur le Pacifique, et rien ne dit qu'il reviendra. Il est parti dans la nuit et il a renversé la réserve d'eau en faisant marche arrière. Il a laissé le chien, le chat, une paire de jumelles, un scorpion dans un bocal, deux camping-cars et des moteurs mais aucun véhicule en état de marche.

Il n'est pas passé une voiture depuis son départ. Il est vrai qu'il n'y a pas de route et que seule une piste bosselée conduit à Bahia de Los Angeles, à huit kilomètres. Il reste cinq cigarettes, un bidon d'eau et une casserole de frijoles ; le camping-car de Roberto, celui de son copain de San Diego, car on n'est en fin de compte qu'à une journée de route des États-Unis, quelques baraquements de tôle

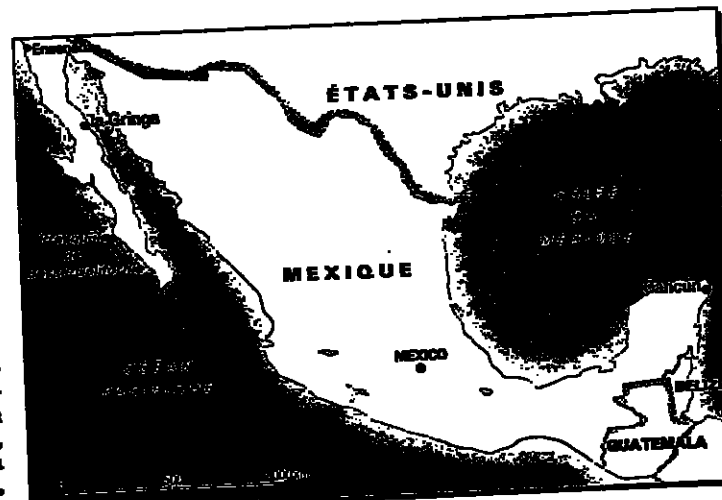
oubliés par des pêcheurs de coquilles Saint-Jacques, du sable et des pierres.

Une Américaine s'est arrêtée un jour en ce désert. On ne sait pas ce qu'elle est devenue mais le nom est resté : la Gringa, du féminin de gringo. Pour les Américains, la Basse-Californie est un « lieu-culte ». Une seule route, huit cents sortes de cactus et la « playa del Amor », tout en bas, au cap de San-Lucas, un petit triangle de sable qui donne sur deux mers. Ils parcourent cette péninsule mexicaine qui n'est pas encore le Mexique dans leur camping-car à vitres teintées et ils paient en dollars.

#### Des cactus entre les moteurs

Sur la carte, la Gringa a la taille d'un village de pêcheurs. Il faut se méfier des cartes. Punta-Prieta a l'air d'être un grand carrefour, mais les piétons qui s'y égareront ne trouvent qu'une station d'essence et un cimetière de camping-cars. Entre les moteurs poussent les cactus, touffus du haut, juchés du bas, en paquets, ou en trombones. Les chauffeurs de camion boivent à Punta-Prieta le dernier café avant de partir vers le sud traverser un désert encore plus désert où rôderaient des bandits. Ils dormiront à Mulégé, une oasis où les palmiers ont remplacé les cactus.

C'est l'heure où tout ce que l'on regarde éblouit. Les pélicans surfent au ras de l'eau et quand on nage, on peut les voir par en-dessous. Les loups de mer ondulent, le chien poursuit une plume. Plus kamikazes que les pélicans, des oiseaux noirs plongent dans la mer de tout en haut du ciel. Il ne reste que cinq cigarettes dans le paquet de Raleigh et



Joyce en parle justement dans *Ulysse*. Sir Walter Raleigh, navigateur anglais, a visité l'Amérique il y a quatre siècles et il en a rapporté le tabac. Il a été décapité, mais pour une tout autre raison.

Roberto veille depuis dix ans la Gringa. Quand il a bu quelques bières, il maudissait la femme qui, dans une vie antérieure, se peignait les ongles en rouge pendant qu'il s'essouffait à pêcher la langouste. Quand il a bu quelques canettes de plus, il s'empare du chat et le prend pour la lumière du monde. Il le porte au-dessus de sa tête et le promène du nord au sud et d'est en ouest. Mais le chat ne veut pas toujours éclairer l'univers et, hier soir, Roberto l'a brutalement lâché au-dessus de la poubelle. Quand il n'a pas bu, le pêcheur dort sans penser à aller chercher des glaçons et le chat est servi le premier en poisson frais.

La mer monte et le vent freine les pélicans. Le chien s'allonge à l'ombre de la toile de plastique bleu. Il s'appelle Capitán. Depuis la Bamba, tous les pêcheurs mexicains sont capitaines et le chien de Roberto a hérité du titre. « Yo soy marinero, soy capitán ». L'armoire qui est toujours au milieu du chemin est entourée d'eau. Elle dérive au gré du courant et le chien se demande qui pousse à l'intérieur. La mer gri-

gnote le sable en direction du camping-car où est accrochée une photo de jambes. Des jambes seules, avec des talons hauts. Les vagues n'ont pas le droit d'entrer dans les camping-cars et Rantanplan les surveille. A la pleine lune, cela se joue à quinze centimètres.

#### Le paysage se tait

Roberto affirme que les Américains vont venir nombreux pour la saison et, à deux dollars la nuit pour un emplacement de camping-car, il sera riche. Quand il sera riche, il fera réparer sa montre, il s'achètera un costume et il visitera Paris. Roberto a obtenu de l'État une concession de dix ans sur la Gringa. Les dix ans s'achèvent cet hiver mais Roberto n'a pas précisé quel jour, et il est parti pour San-Quintin.

Il ne reste plus ni eau, ni cigarettes, ni haricots. La mer redescend. Les pélicans déglutissent. Le chien veut jouer avec un crabe qui ne pense qu'à le pincer. La lune, toute jaune, se lève. Le soleil, tout rose, se couche. Le paysage se tait. C'est l'heure où, d'habitude, Roberto s'assied face à la mer dans son fauteuil à roulettes pour attendre le retour de la Gringa.

### A Cancun Une brouette et des chaises longues

**L**es deux cents chaises longues dorment encore dans leur position de la nuit, appaisées. Les serveurs étaient arrivés mexicains, et d'un coup de baguette magique, Hollywood en avait fait des premiers communistes en costume marin. Sur les nappes blanches, les couverts brillaient, eux aussi, de tous leurs feux. Dans le grand salon, les sofas saumon attendaient les lève-tôt. Cancun, donc, se préparait à passer une nouvelle journée de vacances à Disneyland.

Un palace ordinaire, comme il en existe quelques dizaines à Cancun, sur la mer des Caraïbes. Ni l'hôtel genre palais des Mille et Une Nuits, qui du reste n'a jamais été terminé, ni le château fort, ni le bunker terre brûlée qui a une piscine en forme de serpent. Une honnête piscine, rose foncé. Six étages seulement pour séduire les Européens, un peu de verdure sous les balcons qui donnent sur les vagues, le grand escalier en marbre, en vrai, souligné par un trait lumineux, et tout le reste en marbre, en faux, même le bar.

L'eau bleue de la piscine brillait de reflets d'argent. Le préposé aux serviettes rayées ne s'était pas encore installé. Le bulldozer n'avait pas commencé à reprendre à la mer la plage mangée par le cyclone de septembre. Les serveuses en short, vus de face, et en jupettes, vues de dos, n'étaient pas encore chargées de margaritas, les talkies-walkies du personnel étaient silencieux, le ponton de faux marbre ne pouvait pas. L'orchestre n'avait pas entamé *Vive le vent, vive le vent d'hiver*, et pas même la Bamba.

Quelques ouvriers en uniforme vert s'agitaient dans les étages. Les clients les croiseraient sur leur balcon, avec un gros tuyau, ou sur la moquette du couloir, avec une grande échelle, mais, bon, il y avait ce jour-là une fuite

d'eau. Face à la mer, le salon de navigation avait ouvert pour le petit déjeuner. Les serveurs étaient arrivés mexicains, et d'un coup de baguette magique, Hollywood en avait fait des premiers communistes en costume marin. Sur les nappes blanches, les couverts brillaient, eux aussi, de tous leurs feux. Dans le grand salon, les sofas saumon attendaient les lève-tôt. Cancun, donc, se préparait à passer une nouvelle journée de vacances à Disneyland.

#### Une vie en trompe-l'œil

Quand soudain est apparu, venue de la plage, grimpant les marches roses, se faufilant entre les réverbères, une brouette. Une roue, un morceau de tôle, deux manches. Une brouette de chantier, sans l'ombre d'un style. La brouette a passé en revue les chaises longues, qui ont pris l'air de n'avoir rien remarqué. Elle a laissé une traînée de sable sur les dalles roses et, enfin, elle a disparu vers le hall. Les chaises longues se sont remises à contempler la mer qui scintillait sous le bec intéressé d'un pélican.

La vie a repris son cours en trompe-l'œil. La journée serait belle. Les Américains la passeraient au bord de la piscine, les Européens en excursion au site maya d'Uxmal, les Mexicains à construire de nouveaux palaces pour doubler la capacité hôtelière de Cancun avant la fin de l'année de Cancun avant la fin de l'année de Cancun avant la fin de l'année de Cancun. Cancun n'était, en 1970, qu'une bande de sable entre mer et lagune, peuplée de 117 habitants. C'est maintenant une ville de 250 000 habitants et 15 000 chambres spacieuses, l'objectif étant d'arriver à 40 000 en 1992.

(Lire la suite page 15.)

هكذا من الأصل

# JEUX

## échecs

N° 1314

DÉFERLEMENT

(Open GMA, Belgrade, 1988)

Blancs : Taimanov  
Noirs : Kaidanov

1. Cc3 d5 13. Cc2 Td4(m)  
2. K2(a) Cb6(b) 14. g3(a) Cc4(a)  
3. Fb2(c) e5 15. Fg4(p) Fg4  
4. e4 e5 16. f3(a) Td4(m)  
5. f3 Cc6(d) 17. Fg4(t) Td4(m)  
6. exd5 18. Fg4(t) Td4(m)  
7. Fb5(f) 19. Td3(v) Tg3+  
8. Cc5 e4(f) 20. Rb1(v) g4  
9. Cc6(g) h4 21. Tg3 Fg3  
10. Fb2(f) Td3(f) 22. Cc2 Dd7  
11. e4 Td4(m)  
12. d3 Td4(m)

### NOTES

a) 2. g3 donne lieu au « système Réti ». 2. g3 à une « Est-indienne en premier ». Le fianchetto D, assez peu populaire, présente quelques points stratégiques semblables à ceux du « système Réti », la pression exercée au centre étant soutenue par l'avance du pion e.  
b) 2... Fg4; 2... c5; 2... Cc6; 2... f6 sont aussi à examiner.  
c) Ou 3. c4, c6; 4. e3, Fg4; 5. Fb2, e6; 6. Fd2, Fd6; 7. Cc3, Cb7; 8. exd5, exd5; 9. h3, Fxh3; 10. Fxh3, Tg8; 11. 0-0, 0-0 avec un jeu égal (Larsen-Ikov, 1969). Ou 3. e3, Cc6; 4. Fb2, Fg4; 5. h3, Fh5; 6. Fb5, Tg8; 7. g4, Fg5; 8. h4, Fd4;

9. Cc3, Fxh3; 10. Dxf3, e6; 11. Cc2! (Gulko-Korolov, 1973).  
d) Fxd7+, Cxd7; 9. 0-0, 0-0; 10. d4 les Blancs ont un léger avantage (Keene-Nunn, Hastings, 1976).  
e) 6... Cxd5 est jouable : 7. a3, Cb6; 8. Fd2, Fd7; 9. 0-0, 0-0; 10. Dd2, Fd7; 11. Cc3, Tg8 avec égalité (Andersson-Hübner, 1976).  
f) Sur 7. Fd2, l'avance 7... d4 est possible : 8. exd4, exd4; 9. Fb5, Fc5; 10. 0-0, 0-0; 11. Dc2, Dd5 (Folmer-Estrin, 1957).  
g) Ou 7... Fd7; 8. 0-0, Fd6; 9. Fxh3, Dxf6; 10. Cc3, Dd6 avec égalité ou 7... Fd7 ou encore 7... Dd6.  
h) Les Noirs ne perdent pas de temps à se défendre contre la double attaque de leur adversaire et sacrifient un pion pour s'emparer de l'initiative.  
i) Après 9. Fxg6, bxc6; 10. Cxg6, Dg7 le C blanc est perdu (si 11. Fxh6, gxf6).

j) Après 10. Fxg6, Tb8 les Noirs ont suffisamment de contre-jeu.  
k) Au prix d'un pion doublé, les Noirs ont obtenu une avance de développement et le contrôle du centre.  
l) Occupation méthodique d'une colonne semi-ouverte mais aussi une idée originale qui vise à faire passer la T-D sur l'aile-R.  
m) Les Noirs sont déjà parvenus, à ce stade de la partie, à faire planer de dangereuses menaces sur le roque ennemi et à masser de ce côté le maximum de troupes.  
n) Sur 14. h3, le sacrifice 14... Fxh3; 15. gxf3, Txf3 donne aux Noirs, dans toutes les variantes, une attaque victorieuse.  
o) Le déferlement.  
p) Si 15. gxf4, Dxf4; 16. Cf3, Dh3! suivi de 17... Fxh2+. Sur 15. Cf3 les Noirs peuvent poursuivre calmement par 15... Th6 ou impétueusement par 15... Txf3; 16. Cxf3, Cxf3; 17. Rxf3, Dh4+; 18. Rg1, Fxg3, etc.

q) Gagnant une pièce.  
r) Si 17. Rxf3, Dh4+!  
s) Menace 18... Txf3+ 19. Rxf3, Dh4 mat.  
t) Si 18. Cf3, Txf2. Les Blancs semblent avoir trouvé une magnifique parade en forme d'interception.  
u) Un pas de T plus esthétique que la suite 18... gxf6; 19. Rxf3, Txf3! menaçant 20... f5 et 21... Dh4 mat.  
v) Si 19. Fxd8, T6xf3+; 20. Rf2, Td2+; 21. Rf1, Td3+.  
w) Si 20. Rf1, T6xf3+; 21. Cxf3, Dxf6.  
**SOLUTION**  
DE L'ÉTUDE N° 1313  
P. JOTIS, 1985  
(Blancs : Rh2, Df6, Ff2, Ff4.  
Noirs : Rf1, Dd8, Fg4, Ff7 et h3.)  
1. Fx7+! Rf1!; 2. Dd4+! Rf2;  
3. Dd6+! Rf1; 4. Dd4+! Rf2;  
5. Dd2+! Rf3; 6. Dd3+! Rf4;  
7. Fb8+! Rg5 (si 7... Dxb8?;  
8. Dg3+); 8. Dd8+! Rb5;  
9. Dd8+! Rg6; 10. Dg8+! Rb5;

CLAUDE LEMOINE.  
ÉTUDE N° 1314  
L. KOK  
(1988)

a b c d e f g h  
BLANCS (3) : Rh4, Td4, Fd7.  
NOIRS (5) : Rb6, Td1, Fd6, e4, g5.  
Les Blancs jouent et gagnent.

## bridge

N° 1312

LES IMPASSES  
CONDAMNÉES

**Les impasses condamnées**  
Une des règles du jeu de la carte est de ne pas faire une impasse quand les annonces ont montré qu'elle était vouée à l'échec comme dans cette donne du dernier championnat d'Europe par paires.  
♠ A8642  
♥ A5  
♦ —  
♣ AD654  
N ♠ R95  
O ♥ RV96  
E ♠ RV106  
S ♣ 32  
♠ DV93  
♥ 843  
♦ 95  
♣ RV98  
Ann : E. don. N-S vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
— — — —  
5 ♦ contre passe 5 ♣  
passe 6 ♣ passe passe...  
Ouest ayant entamé le 3 de Carreau, comment Enaris, a-t-il réussi

ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?  
**Réponse**  
Convaincu, d'après les annonces, que Est avait le Roi de Pique et le Roi de Cœur, le déclarant a estimé que sa seule chance de gagner était de ne faire aucune impasse et d'essayer un jeu d'élimination qui permettrait un placement de main à l'atout : après avoir coupé l'entame, il a pris la main à Trèfle pour couper un Carreau, puis il est revenu chez lui par le Roi de Trèfle pour Couper son dernier Carreau. Enfin il a tiré l'As de Pique et il a rejoint Pique. Est a pris avec le Roi de Pique et il a continué Carreau pour la défense du 3 de Cœur et la coupe du mort. Enfin le cinquième Trèfle a permis de jeter un deuxième Cœur...  
Voici le déroulement du coup à la table de Le Royer et Meyer les gagnants de ce championnat :

« J'ai sans conviction contré 5 Carreau, dit Meyer, car je n'étais pas sûr de faire 5 Figue. Est a chuté de deux (300) et certainement le coup n'a pas été mauvais pour nous... » On notera que le « passe » de Nord sur 5 Carreau était un « forcing pass » qui obligeait le partenaire à repartir...  
**LA LETTRE DU BRIDGE**  
A la suite de la note intitulée « Un nouveau magazine » et qui a paru dans la chronique du 19 novembre, plusieurs lecteurs nous ont demandé des précisions sur « La lettre du Bridge ». C'est une publication qui peut intéresser tous les bridgeurs qui aiment se distraire et s'instruire. En effet cette revue bimensuelle est composée de huit pages en couleur traitant de divers sujets avec de nombreux exercices et des reportages d'actualité. Le format est pratique et il permet de mettre la revue dans sa poche sans provoquer de gêne. Les deux principaux rédacteurs sont le grand champion Michel Lebel et le journaliste Guy

Dupont. Leur expérience et leur compétence sont incontestables. Voici une donne tirée du quatrième numéro de cette revue.  
A Venise, dans le match Brésil-Irlande, le Brésilien Gabriel Chagas dit l'Archange a fait preuve de tout son talent sur la donne suivante :  
♠ ADV4  
♥ V1082  
♦ 743  
♣ D2  
N ♠ R109  
O ♥ R9653  
E ♠ 5  
S ♣ 10876  
♠ 532  
♥ A4  
♦ RD85  
♣ AR94  
Ann : E. don. Tous vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
— — — —  
passe — — — —  
passe 2 ♣ passe 2 ♦  
passe 3 SA passe passe...  
« Ouest entame le Valet de Carreau pour le 2 d'Est. Chagas grand de la Dame et joue Figue pour le Valet, qui fait la levée. Il donne

ensuite trois tours à Trèfle, en écartant un Carreau du mort et renouant l'impasse à Pique. Est concède alors son Roi, puis le 10 de Trèfle (Ouest jette le 8 de Pique et le mort défait une autre Carreau) et rejoue Figue. Comment Chagas, en Sud, a-t-il gagné TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?  
**Note sur les enchères**  
L'ouverture de « 1 SA » est correcte en raison de sa précision en force (un bon 15 à un mauvais 18) et en distribution et à cause du mécanisme perfectionné des réponses. Toutefois il n'est pas illogique d'ouvrir de « 1 Carreau » ou de « 1 Trèfle » car, si le coup doit se jouer à Sans Atout, il y a intérêt à ce que la main de Nord repousse l'entame car Sud n'a pas de fourchette.  
La lettre du Bridge.  
Prix : 15 F le numéro et 350 F l'abonnement de un an. Adresse : 9, rue Valentin-Haüy, 75015 Paris (Tél. : (1) 42-73-01-70.  
PHILIPPE BRUGNON.

## scrabble

N° 310

LE JACKPOT ?  
C'EST LE NIRVANA

Les mots avec J que nous verrons aujourd'hui sont très proches des mots de votre acquis : il vous suffira d'un rajout ou d'une alternance vocalique (c'est-à-dire d'une voyelle) pour les construire. JARRETER, former un coude, pour une volute, cousine désormais avec un cheval jaretté, ayant les jarres de derrière tournées en dedans. Le jobard, noli, se fait JOBARDE, c'est-à-dire duper. Le jone permet de JONCER un siège, le garnir. Le JOGGING était une discipline très peu connue, les boîtes de scrabble ne contenant que 2 G : il retrouve les sentiers battus grâce aux JOGGERS (ou JOGGEURS, EUSE, qui JOGENT (le PLI comme le Grand Robert restent muets sur l'étrange prononciation du nouveau phonème GGENT). Un procès peu maintenant se REJUGER, une chaîne d'ancres SURJALER, s'enrouler autour du fus (vous risquez de vous réveiller en pleine mer), une jatte se remplir d'une JAITE. Un oiseau qui jabote (qui

crie en secouant son jabot) est bien entendu qualifié de JABOTEUR.  
Certains termes étrangers sont nantis de variantes : on trouve DJEMMAA à côté de DJAMAA, assemblée de notables d'Afrique du Nord (ces deux termes sont donnés comme invariables par le PLI, pour des raisons peu évidentes) ; DJAIN et DJAINISME, à côté de JAIN, JAINISME et JINISME, religieux, religion hindouiste voulant conduire l'homme au nirvana ; HADJI ou HADJI, pèlerin s'étant rendu à La Mecque, à côté de HADJDI (tous ces mots sont variables par la grâce du règlement). Enfin le jack, fiche à deux conducteurs coaxiaux, peut se prolonger en JACKET, gros lot des machines à sous, qui tire son origine du poker : c'est un pot que l'on ne peut ouvrir qu'avec une paire de valets au minimum.  
MICHEL CHARLEMAGNE.

**SCRABBLE ÉTOILE**  
16 décembre 1988  
P.L.I. 1989  
Tourscois, 7, rue Le Saout  
Paris 16  
Lundi 21 h, mercredi, vendredi, samedi 14 h 30 et 17 h, vendredi 20 h 30.  
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à G ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tirage qui précède parfois un tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

N°	TIRAGE	SOLUTION	REF.	PTS
1	AJLOS	JOVIALS	H4	100
2	AEMOST?	JO(U)TAMES	4H	82
3	EFNOOSW	NEWS (a)	81	31
4	FOOS+STZ	ZOU(U) (b)	12	25
5	FOSST+ER	FOREZ	2F	25
6	SST+CMUU	USUS (c)	5K	19
7	CMT+AACI	COCA	G1	27
8	AIMT+BIT	IMITATES	10A	65
9	ELNPRU	TURUPEINE	K4	72
10	EEIOQR	QUERIE	14A	32
11	EO+DEHRT	BORDE	13I	38
12	ET+ADNUX	UNIAKE	A8	75
13	DT+AINST	DISTANT	B2	72
14	EEGKLL	10A	10J	32
15	EEGEL+LS	SELLÉE	14A	32
16	GGHPUY	EH	14I	31
17	GGPUY+EN	YEN	11E	50
18	GGPUY+ENU	FUE	15H	27
19	GGNU+ABM	BUNA (d)	C1	21
20	GGM+DIR?	DICCO	1E	26
21	GGMB+ARI	RAMIE	F4	27
22	GG+ABOTV	ARGOT	M7	22
23			Total	955

(a) Magazine d'information. (b) Interjection. (c) SCUTUMS, bouclier long, implacable. (d) Concoction synthétique.  
— Références : 1. P. Le Gal, 867 ; 2. R. Poi, 862 ; 3. R. Frank, 855.

## mots croisés

N° 542

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

Horizontalement  
I. Ne sont pas toujours bien reçues. — II. Une fleur qui s'aime. Fait du mal ou invite au repos. — III. Finistère. — IV. Révèle un manque de sérieux dans l'information. Vous tient bien. — V. A subi un second examen. Souffre. — VI. Font souffrir. — VII. Certains nous agacent. Méritent en un sens toute notre admiration. — VIII. Voyelles. Pronom. A une certaine situation. Tout nouveau, certes, tout beau, je vous le souhaite. — IX. Rêve d'Amérique.  
Révisait sa décision. — X. Fait monter les prix.  
Verticalement  
1. Elle s'est bien défendue. — 2. Semblable au suivant. Comme la précédente. — 3. On les scrute dans les champs pour trouver l'oiseau rare. Dit oui. — 4. Plus rien ne les retient. — 5. C'est pen. Tout comme un rousin. — 6. Préposition. En bouche. — 7. Dans la nature des choses. Dans ce mois-ci. — 8. Promet du nouveau. C'est une position forte. — 9. Pour un dauphin. Super-police. — 10. A de la curiosité, ou est-ce de l'apreté ? — 11. Furent mis au courant. Article. — 12. C'est forcément négatif. Prends du lait. — 13. Met à rude épreuve.  
**SOLUTION DU N° 541**  
Horizontalement  
I. Déséquilibres. — II. Emprunté. Rata. — III. Taira. Espéant. — IV. Rurale. Tivoli. — V. Axa. Invertés. — VI. Liffier. Nef. — VII. Tiédies. Embas. — VIII. Es. Etang. Os. — IX. Uloera. Avisas. — X. Ressaisissent.  
Verticalement  
1. Déracteur. — 2. Emaux. Isle. — 3. Spirale. Cs. — 4. Erra. Idées. — 5. Qualifier. — 6. Un. Entêté. — 7. Ite. Viss. — 8. Lestée. Gal. — 9. Pitre. Va. — 10. Brave. Moia. — 11. Racornisse. — 12. Etalées. An. — 13. Satisfecit.  
FRANÇOIS DORLET.

## anacroisés

N° 543

Horizontalement  
1. CIORRSTU. — 2. ACEIOR (+1). — 3. AABDEORU. — 4. EGNRRU. — 5. ACELOPT (+2). — 6. ACDDEMOS. — 7. ABEELNU. — 8. EINNOS. — 9. CEIRSSU. — 10. ADEINNOU. — 11. ADGINORU. — 12. ABINRSU (+1). — 13. AAEIKRST. — 14. AILNRSS. — 15. EGINSTU. — 16. AAILMNST (+1). — 17. EEMMPY.  
Verticalement  
18. CIORRSTU. — 19. AKIPRR. — 20. AGIOUUY. — 21. DGINOR. — 22. ABEEMNRT (+5). — 23. AINSUX (+2). — 24. ADISTU (+1). — 25. AIDNOS. — 26. EINNOSU. — 27. ACEEHL. — 28. BEILMRU. — 29. ACELORRU (+1). — 30. ABEESUY. — 31. AACEINS. — 32. INNORSU (+3). — 33. ACEELS. 34. ABEERSS.  
Solution du n° 542  
1. SOULARDS. — 2. HOUPPE. — 3. REVEREND (REVENDRE). —

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont complétées par les lettres de mots à trouver.  
Les chiffres qui suivent certaines tirages correspondent aux numéros d'assignation des lettres possibles, mais implémentés sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse illustré de l'année. (Les mots propres ne sont pas admis.)

4. EMULEES (MEULEES MUSELLES). — 5. ILEITES. — 6. ESCALADE. — 7. FETANT. — 8. COALLER (CALORIES SCOLAIRE RECOLAIS). — 9. ARBOPAGE. — 10. SASSERA (RASASSE). — 11. ETETEE. — 12. RASOIRS (ROSIRAS SARROIS). — 13. ATTIRANT (NITRATAT TARTINAT TRAITANT). — 14. EMEUVES. — 15. EOLIEUNE. — 16. EXPEDIER. — 17. ADSORBE (ABORDES DEROBAS SABORDE). — 18. SCALLE (CELLES). — 19. INNOVE. — 20. EMASCLAS (MACULASSE). — 21. SURVECU. — 22. ORAGEUSE. — 23. SORORAT. — 24. URTICANT. — 25. STOPPE. — 26. ALEATOIRE. — 27. AVEULES. — 28. AIREDALE (DELAIERA). — 29. DRUIDE. — 30. USNEES. — 31. SELLERAS. — 32. TORONS (ROTONS). — 33. DEIFES (EDIFIES). — 34. STENOSE. — 35. METEIL. — 36. SAMARE, fruit à une graine. — 37. UNIONS. — 38. NEGATIVE (VENGEANT). — 39. POINTUE. — 40. DESSINEE.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

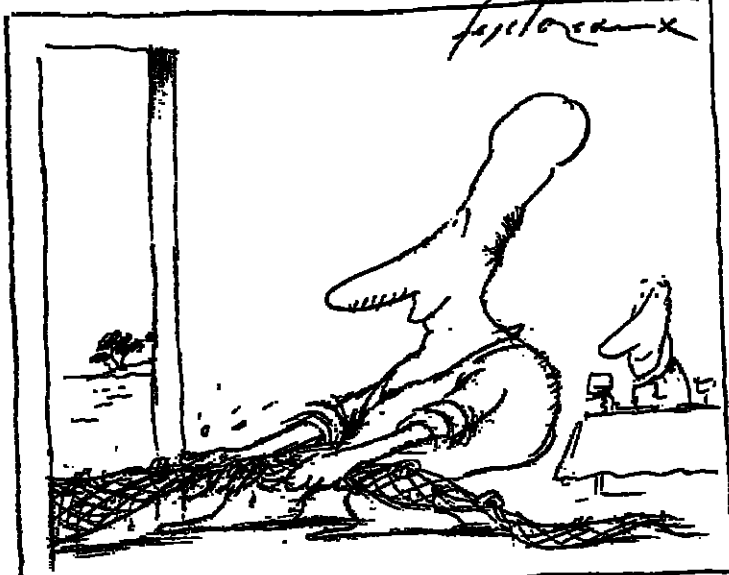
KANCIS VOYAG  
HOTELS

INDEX D



# LA TABLE

## La zarzuela



**S**ANG et or ne sont pas seulement les couleurs du drapeau espagnol. Sang du piment, or du safran colorant la cuisine, singulièrement celle de la Catalogne. Comment alors, par un beau soir d'été, du côté de la Costa Brava, devant un verre embué d'un vin de soleil, ne pas, fermant les yeux, se laisser entraîner par la petite musique gustative d'une opérette de fruits de mer ?

C'est cela que signifient, sur une carte, les mots : zarzuela de mariscos. Et sur la table, l'arrivée d'un plat de terre où poissons, crustacés, coquillages se drapent dans les fragrances multiples de l'ail et du poignon, de l'huile d'olive et du vin blanc, des poivrons et de la tomate, du safran, du laurier et du poivre, du jus de citron et des amandes moulées avec la grasse tonicité du jambon serrano.

Une opérette, vous dis-je ! Voici le bataillon des demoiselles du ballet, moules levant leur demi-coquille comme d'autres la jambe. Voici les coquilles Saint-Jacques, jeunes premières quelque peu intimidées par la voix puissante de la vedette : un petit homard de mâle assurance. Voici les comédiens, les palourdes représentant en chœur les mots d'attente, je veux dire les coups de pouce personnels du cuisinier. Voici les gros bouquets, les

comiques de la troupe. Voici les calamars et les « cigales » (petits homards aux énormes pinces) faisant quelques fois figure d'intrus (utilisés ou inutilisés ?) et du poisson, au hasard de la pêche. Car la zarzuela est une auberge espagnole, en quelque sorte : on n'y trouve que ce que l'on y apporte... la cuisine du marché, diraient nos petits maîtres de nouvelle cuisine et comme si, de tous jours, la cuisine n'avait pas été ainsi !

rette courte mais que l'on revolt toujours avec joie. Une opérette dont chaque petite musique reste en mémoire !

Curieusement, les restaurants espagnols ne sont pas nombreux à Paris. Michellu n'en propose aucun, Gault-Millau en indique trois, le Bottin gourmand un seul. Et dans son mini-guide des restaurants étrangers, Claude Lebey quatre, exaltant surtout la zarzuela de La Sardinia (4, rue de Chaligny, Paris-13, tél. : 43-43-02-34). Il semble ignorer El Picador (80, boulevard des Batignolles, Paris-17, tél. : 43-87-28-87) dont la zarzuela est honorable et appréciée des deux autres.

Enfin, il convient de saluer celle de Candido (40, avenue de Versailles, Paris-16, tél. : 45-27-86-68) qui, avec la patella (on peut en emporter) et la parillada, forme une trinité savoureuse dans un cadre inattendu depuis que le petit jardin a été couvert d'une verrière donnant sur la rue des Pâturages (la bien nommée puisqu'elle fut ouverte, en l'an 1854, au milieu des pâturages d'Auteuil !).

Le cher Candido, volubile et tumultueux, vous offrira le jerez tout en vous expliquant le secret de son jambon serrano, de sa zarzuela et les mérites de son vin espagnol. N'est-il pas, lui aussi, un peu un personnage d'opérette ?

LA REYNIERE.

## SEMAINE GOURMANDE

### Relais Pereire

Deux petites salles claires, gentiment confortables et des retrouvailles ! Oui, nous retrouvons ici Aline Perdre, la belle hôtesse de La Sologne, la belle de Bellechasse aux temps heureux de ses splendeurs gourmandes. Alain Perdre, son jeune fils, règne ici sur un trio féminin de charme : Antonie, jeune cuisinière invisible, Claudine, accorte serveuse attentive, et Aline enfin, sa maman, hôtesse avisée et qui vous proposera carte et menu.

C'est ce menu dont j'aime à vous parler, car il me paraît un chef-d'œuvre de la fameuse équation qualité-prix. Notez un choix d'abord de six entrées (dont un excellent foie gras frais de canard « maison » et son verre de jureçon moelleux ou des rillettes de saumon, la frisée aux lardons ou le chou poché, etc.), choix de cinq plats (blanquette à l'ancienne, onglet échalote, cassoulet, ris de veau, etc.), du fromage de brebis de l'abbaye de Belloc, très remarquable, et enfin, l'un des six desserts avec (mais oui !) une demi-bouteille par personne : galette, cahors, madiran, bordelais ou ces côtes de Saint-Mont (Pau-Mont tradition). Et ce menu pour... 175 F !

La carte ne propose guère plus, sinon, en ces temps, des côtes pour accompagner le confit, du saumon fumé norvégien, l'entrecôte marchande de vin.

C'est un endroit idéal pour le soir, calme, presque provincial, reposant et à découvrir.

● **LE RELAIS PEREIRE**  
27 bis, boulevard Pereire  
75017 Paris.  
Tél. : 42-27-26-97.  
Fermé samedi et dimanche.  
Carte bleue.

### Le Sariadais

J'ai signalé, en début d'année, la reprise de cette belle petite maison par l'excellent chef-patron Jean Tarron. Rian n'a changé de la carte Sud-Ouest, si ce n'est un ajout : l'assiette du Père Duval (une andouillette et un boudin de chevreuil excellent chair-cuiter, aux deux pommes).

A midi, il faut retenir. Le soir c'est le calme de la campagne, devant ce square ex-Laborde devenu Marcel-Pagnol. Josette et Jean Tarron proposent un menu, un choix entre quatre entrées, quatre plats (dont la truite de mer fondue de poireaux ou le cassoulet périgourdin), et desserts pour 130 F. Qui dit mieux ?

● **LE SARLADAIS**  
2, rue de Vienne,  
75008 Paris.  
Tél. : 45-22-23-62.  
Fermé samedi et dimanche.  
Parking : place Bergson.  
Carte bleue.

L.R.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

**Ardèche**  
**FERME DE LA BESSE** XVI<sup>e</sup> siècle  
Séjours ski de fond sur LE  
HAUT PLATEAU ARDÉCHOIS :  
7 jours pension + matériel + matériel  
1800 F à 2000 F.  
MEJEAN Claude, 07510 REUTORD.  
Tél. 75-36-84-84.

**Côte basque**  
**64800 ANGLET**  
**HOTEL DE CHIBERTIA**  
ET DU GOLF \*\*\*  
(près de Biarritz)  
« Un deux tiers à 300 m de l'océan  
et au calme de la forêt de pins... »  
Séjours en studios équipés tout confort  
(linge, chauff. tél. direct, cuis. élec.)  
Tarifs pour 2 pers. : semaine 1 130 F  
quinzaine 1 130 F, mois 3 200 F  
Valables du 1/12/1988 au 24/3/1989  
(sauf du 26/12/1988 au 1/1/1989)  
Possibilité petits déj. et repas  
Biarritz-Ville et aéroport à 3 km  
104, boulevard des Fleurs, ANGLET  
Tél. rés. : 59-52-15-16. Tél. 573 412.

**Montagne**  
**04400 BARCELONNETTE**  
« L'ESTABLON »  
Table et chambres d'hôtes. Tr. conf. Ch.  
central. Cuisine traditionnelle soignée.  
Ambiance symp.  
Bât. Hiver (station de 7 km).  
7 jours en demi-pension à partir de 340 F.  
Tél. (06) 92-81-13-57.

**MASSIF DU CANTAL**  
**L'AUBERGE DU COL \*\***  
CALME - DÉTENTE - SKI DE FOND  
Alt. 1000 m. Situation panoramique.  
Ambiance chaleureuse. Ski, balades et  
animations par vos hôtes.  
Chambres B/D, w.c., salons, cheminée.  
7 jours p. c. 1260 F à 1610 F.  
1/2 p. 1100 F à 1200 F.  
**AUBERGE DU COL**  
**COL DE CUREBOURSE**  
15800 VIC-SUR-CÈRE - 71-47-51-71.

**Grande-Bretagne**  
**68 - QUEENSGATE**  
**EDEN PLAZA HOTEL**  
68 QUEENSGATE,  
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7  
Tél. 19-44-1-370-6111. Tél. 916 228.  
Tél. 19-44-1-370-6578.  
Hôtel moderne et accueillant  
Près de Knightsbridge, Harrods  
Hyde Park, musées.

**Italie**  
**VENISE**  
**HOTEL LA FENICE**  
ET DES ARTISTES \*\*\*  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc.  
Ambiance intime, tout confort.  
Prix modérés.  
Réservation : 41-52-32-33 VENISE.  
Tél. : 411150 FENICE I.  
Directeur : Diane Agostini.  
Télécopieur : 041-520-37-21.

**Suisse**  
**LEYSIN (Alpes vaudoises)**  
1300-2200 m, à 4 h 30 de  
Paris par TGV. Station  
réputée pour son climat  
climat vivifiant. Sports, loisirs, détente.  
Offres variées, qualité et accueil suisses  
compris. Excursions forfait 8 jours en  
demi-pension 460 FS (env. 1900 FF).  
OFFICE DU TOURISME, CH-1854 LEYSIN.  
Tél. : 19-41/25/34-12-44.

**HOTEL MONT-RIANT \*\***  
35 LITS. Tout confort. Très tranquille.  
Cuisine haute qualité. Régimes.  
Pension complète : 62 à 80 FS  
(env. 260 à 340 FF).  
Tél. 19-41/25/34-12-35. CH-1854 Leysin.

**CH-1854 LEYSIN, rég. Léman, 1350 m.**  
A 4 h 30 de Paris TGV, 1 min. gare :  
**HOTEL-CHALET LA PAIX \*\*\***  
Familial, gourmand, tranquille. Régimes.  
Ski, soleil, repos. 7 jours pens. compl.  
1990 FF (Rég. 2180 FF) av. d'été, w.c.  
Tél. 19-41/25/34-12-75.

**3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE**  
**HOTEL HOLIDAY \*\*\***  
Appartements avec service d'hôtel, 60 lits.  
Situation tranquille, à proximité du funi-  
culaire Sunnegga. Tous les studios avec  
balcon, cuisine, frigidaire, bain, w.c.,  
radio. Hall d'accueil avec bar. Entrée gra-  
tuite dans une piscine couverte. Restau-  
rant. Prix spéciaux en June, été 70 FS  
(env. 230 FF), demi-pension.  
Tél. 19-41/25/34-12-63.  
Fax. R. Porren. Tél. 472 107.

**SAINT-MORITZ (ENGADINE)**  
**KULM-HOTEL**  
L'hôtel de 5 étoiles avec la plus grande  
tradition. Centre mondain et sportif.  
CH 7500 St-Moritz - Tél. : 1941 82/2 11 51  
Fax 82/3 27 38, Te/85 21 72.

## MIETTES

● **TABLES ROYALES.** Du  
9 janvier au 4 février à La Couronne  
(le très excellent restaurant de  
l'Hôtel Warwick, 5, rue de Berri,  
Tél. : 45-63-14-11), la possé-  
sion de Paul Van Gessel sera proposée et cri-  
staux signés Baccarat, Ercuis, Saint-  
Louis, Haviland, Odier, avec des  
compositions florales de Patrick  
Divert et Christian Minin-Barus,  
ajoutant une touche finale à ces  
fêtes, au travers du menu-carte  
(290 F).

● **CONTENTS, PAS CON-  
TENTS.** Heureuse d'une salle à  
manger non-fumeurs à l'Auberge du  
Vieux-Village d'Aubres (à Aubres,  
trois kilomètres N.E. de Nyons,  
dans la Drôme), cette lecture,  
d'accord aussi avec le Bottin Gour-  
mand qui vante la cuisine simple et  
bonne de cette maison. Egalement  
satisfait, ce lecteur qui a déjà  
aux Chermilles (route de Sainte-  
Geneviève à Saint-Michel-sur-Orge,  
91240) mais, en revanche, furieux,  
cet autre, d'un repas près de  
l'Opéra à propos de la fraîcheur des  
huitres.

● **LE GRAND LIVRE DU  
WHISKY** (Larousse) vient de paraître.  
Imaginez un bouquin sur le  
champagne où l'on nous raconterait  
le champagne de Crémant ? Eh bien,  
ici, c'est le whisky... japonais qui a  
droit de cité au milieu des vrais :  
whiskies et whiskeys.

● **UN CENTENAIRE EN 89 !**  
Non, il ne s'agit pas du « bi » dont  
on parle un peu beaucoup, mais du  
centenaire de la Tour Eiffel qui sera  
célébré à Lille ! Secondé par  
d'autres cuisiniers lillois, Robert  
Bardot (La Flambarde, 79, rue  
d'Angleterre. Tél. : 20-51-00-06,  
un trois toques et un trois étoiles  
Bottin) veut organiser, au mois de  
mai prochain, des dîners 1889.  
Bravo !

Pour tous ceux qui recherchent  
des vacances "hors traces"...  
"GRANDEUR NATURE"  
Guidé par des naturalistes, des séjours  
et des voyages pour tous ceux qui éma-  
nent la fragilité d'une fleur ou la beauté  
d'un envol.  
Brochure sur demande à :  
**RENARD VAGABOND**  
30, Galerie des Baladins,  
38100 Grenoble  
Tél. : 76-40-18-50.

## Mexique

● Depuis avril 1988, un visa  
est nécessaire pour se rendre au  
Mexique. On peut se le procurer  
au Consulat général du Mexi-  
que : 4, rue Notre-Dame-  
des-Victoires, 75002 Paris.  
Tél. : 42-61-51-80.

● **Basse-Californie** (Baja-  
California) est une péninsule de  
1500 km de long, baignée à  
l'Ouest par l'océan Pacifique et à  
l'Est par la mer de Cortés, qui la  
sépare du Mexique continental.  
La route fédérale numéro 1 la  
traverse du nord au sud : de  
Cabo-de-San-Lucas, le cap où  
les deux mers se rejoignent. On  
y voyage en bus ou en camping-

## VOYAGE

### Carnet de route

car à travers de hautes monta-  
gnes plantées de cactus. Une  
oasis, à Mulege, ouvre sur l'une  
des plus belles baies du Mexi-  
que : Bahia Concepcion.  
On peut arriver en Basse-  
Californie par les Etats-Unis (vois  
Paris - Los Angeles) et rejoindre  
ensuite le Mexique continental  
par le ferry La Paz-Mazatlan ou  
La Paz - Puerto Vallarta. On  
peut aussi s'y rendre par le  
Mexique (vois intérieure Mexico-  
La Paz, Mexico-San-Jose-del-  
Cabo, Guadalajara-San-Jose-  
del-Cabo...).

● **Cancun**  
Cancun est la grande station  
de la Caraïbe mexicaine et sur-

tout le point de départ d'excursi-  
ons vers les sites mayas du  
Yucatan et du Quintana-Roo  
(Uxmal, Chichén-Itza, Tulum),  
vers les îles de Cozumel et Isla  
Mujeres et vers les plages de  
Playa-del-Carmen et Shangri-la,  
où la mer Caraïbe prend toutes  
sortes de couleurs.

Depuis le 29 octobre 1988,  
un vol charter relie directement  
Paris à Cancun. Un vol par  
semaine, avec départ le samedi  
matin et retour le dimanche  
après-midi (3 500 francs aller-  
retour, avec supplément à cer-  
taines dates). Carrefour du Mexi-  
que : 5, place André-Malraux,  
87-15 sur minute : 36-15 code  
CDV (Carrefour des voyages).

CORINE LESNES.

## A Cancun, une brouette et des chaises longues

(Suite de la page 13.)  
On y arriverait, pas aujourd'hui  
mais demain. La journée serait  
donc belle, et le soleil, malade  
tropical, tomberait dans la mer  
sans prendre le temps de se cou-  
cher sur la piscine.

Une star est venue s'installer  
sur une chaise longue. Boudeuse,  
il y avait un peu de vent. L'ordina-  
teur qui a choisi le site de Cancun  
a négligé ce paramètre. Ancrée à  
la péninsule du Yucatan par deux  
ponts seulement, Cancun est un  
endroit de courants d'air. L'Amé-  
ricaine s'est tout de même allon-  
gée, en maillot de bain.

Mais tête, la brouette a  
reparu. Chargée de terre, qui plus  
est, d'un gros monticule de terre  
noire. Un gamin était au volant. Il  
ne portait pas l'uniforme vert des  
ouvriers et même pas de badge.  
Sa chemise était déchirée, mais il  
avait un chapeau. Un feutre, et  
sur le côté son nom était inscrit à  
la craie : Juan. Un intérimaire, un  
journalier payé trois dollars la  
journée. Une fourmi, parmi les  
dizaines de milliers de fourmis qui  
travaillent sur les chantiers des  
hôtels, dorment sur des bacs  
au milieu des travaux que n'aper-  
çoivent que les touristes logés  
dans les chambres de derrière.

L'envers du décor, mais la star  
avait mis ses lunettes de soleil et  
elle ne l'a pas vu.

La catastrophe a eu lieu au  
troisième passage. Juan remontait  
de la plage avec sa brouette. La  
star avait décidé de se baigner.  
Elle s'est attachée les cheveux et  
elle est descendue dans la piscine.  
La brouette était à sa hauteur  
quand elle s'est mise à sautiller  
dans l'eau, en tenant des deux  
mains sa queue de cheval pour ne  
pas la mouiller.

Le Mexicain n'a pas voulu avoir  
l'air de regarder, et il est passé  
avec un air concentré. Il a attendu  
de l'avoir doublée pour lui jeter un  
regard de côté. Mais il a dû relever  
la tête, et le vent a emporté son  
chapeau. Il a tenté de le rattraper,  
et il a lâché une poignée. La  
brouette a fait une embardée, puis  
un tonneau, et le sable s'est ren-  
versé sur les dalles roses. Il n'y a  
pas eu de blessé, mais deux cents  
chaises longues et une Américaine  
se sont esclaffées.

## GASTRONOMIE

**Rive droite**

**LE SOUFFLÉ**  
Sa bonne cuisine française  
et ses soufflés.  
35, rue de MONTMARTRE  
(porte de la place Vendôme)  
Réservation 42.69.27.19  
Fermé le dimanche.

**Rive gauche**

**Alexis**  
Déjeuner - Dîner - Souper  
28, rue de l'Exposition, 75007 PARIS  
Réservation : 47-05-80-39

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<b>ALESIA - PORTÉ D'ORLÉANS</b> 45-39-74-91 <b>A LA BONNE TABLE</b> F. am. dim. 42, r. Friant. PARKING. Spéc. POISSONS. <b>BASTILLE (OPERA DE LA)</b> EL BOLICHE, 43, rue Faidherbe, 11 <sup>e</sup> . F. dim. 43-79-57-93. Le rest. sud-américain du 11 <sup>e</sup> .	<b>CHAMPS-ÉLYSÉES</b> RELAIS BELLMAN, 37, r. François- 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche. 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41 COPENHAGUE, 1 <sup>er</sup> étage. FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	<b>GOBELINS</b> 45-57-40-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 <sup>e</sup> Spécialités éthiopiennes. <b>LES HALLES</b> CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Ses caves du XV <sup>e</sup> F. dim. et lundi P.M.R. 170/200 F.	<b>OPÉON</b> INCARI, 9, r. Monsieur-le-Prince, 6 <sup>e</sup> . F. dim. 46-33-65-32. Rest. sud-américain. <b>RÉPUBLIQUE-BASTILLE</b> <b>LE REPAIRE DE CARTOUCHE</b> 47-00-25-86, 6, boulevard des Filles-du- Calvaire (11 <sup>e</sup> ). F. sam. midi, dim.	<b>SAINT-AUGUSTIN</b> LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8 <sup>e</sup> . 45-22-23-62. Dîner périgourdin 130 F s.c. <b>SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS</b> LA FOUX, 2, rue Clément (8 <sup>e</sup> ). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.	<b>TROCADERO</b> P. GAILLARD, 70, r. de Longchamp. F. dim. et sam. soir. 47-37-43-41. Cuis. classique. <b>HORS PARIS</b> AU PIED DE MOUTON, 20, r. au Pain, 78-Versailles (Halles de Ver- sailles). 39-50-33-00. T.l.j. 0 h. Spéc. de FRUITS DE MER et POISSONS.
--	---	---	--	---	--

هكذا من الأصل

# Le Carnet du Monde

## Naissances

— Natcha et Jacques FAURE, ainsi que Valérie, ont la joie de faire part de la naissance de

Anne-Sophie,

le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

120, avenue Goutteville, 94500 Champigny-sur-Marne.

— Jociane et Thierry MAHLER sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille

Charlotte,

le 28 décembre 1988.

« Marchez à pas très doux, vous marchez sur mes rêves. » Y. Cass.

132, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris.

— Hélène et Christian MASSET-GUSTIN, et Gabriel

ont la joie d'annoncer la naissance de

Paul.

219 Brompton Road, London SW3 2EJ.

— Daniel KENIGSBURG, Mariel BLOCH et Margot

présentent

Sam Moses KENIGSBURG,

né le 4 janvier 1989.

24, boulevard Saint-Denis, 75010 Paris.

## Mariages

— M<sup>lle</sup> Françoise GRAVE et M. Jean-Pierre USDIN

ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré à Neuilly-sur-Seine, le 30 décembre 1988, dans l'intimité.

## Décès

— Jacques DUROY

a quitté les siens accidentellement le 23 décembre 1988.

Selon sa volonté, ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

M<sup>lle</sup> Jacques Duroy, 6, rue Belfroy, 92200 Neully.

— M<sup>lle</sup> Jean-Claude Lambert, son épouse, Mario-Laurence et Jean-Guillaume, ses enfants, La générale Jean Lambert, sa mère, M<sup>lle</sup> Marie-Anne Lambert, sa sœur,

M. et M<sup>lle</sup> Bertrand Lambert, son frère et sa belle-sœur, M<sup>lle</sup> Gracielle Lambert, sa tante, M. Paul Harel, son beau-père,

Le docteur et M<sup>lle</sup> Bernard Jaisson, M. et M<sup>lle</sup> Jean-Paul Harel, M. et M<sup>lle</sup> Yannick Josselin, ses beaux-frères, belles-sœurs et leurs enfants, Les parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Claude LAMBERTI, agrégé de philosophie, docteur de lettres et sciences humaines, professeur à l'université Paris-V-Sorbonne, commandeur des Arts et Lettres.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Léonard de L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne), le lundi 9 janvier, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Saint-Mihel (Meuse).

Ni fleurs ni couronnes, dons à l'ARC.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue de la Pléiade, 94240 L'Hay-les-Roses.

— M<sup>lle</sup> Claire Miniconi, M. et M<sup>lle</sup> Félix-Henri Miniconi, M. et M<sup>lle</sup> Guy Miniconi, M. et M<sup>lle</sup> Alain et Sabine Girodet, ont la douleur de faire part du décès de

M. Ange-Marie MINICONI, dit Jean-Marie dans la Résistance, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre avec étoile de vermeil, croix du Combattant volontaire 1939-1945, médaille de valeur de l'American Legion avec citation, leur époux, père et grand-père,

survécu à Cannes le 26 décembre 1988, dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Saint-Vincent-sur-Jabron (Alpes-de-Haute-Provence), le 29 décembre 1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## — Nous apprenons le décès de

Charles PATOZ, ancien président de l'Association des journalistes parlementaires, officier de la Légion d'honneur,

survécu à Paris, le 5 janvier 1989.

Né le 13 mai 1908, Charles Patoz est devenu en 1937 chef du service politique des Nouvelles du matin. Après la guerre, il a exercé des responsabilités à l'Information et a été chroniqueur parlementaire au Quotidien du Peuple. Il a été président de l'Association des journalistes parlementaires de 1965 à 1968. Il était le père de notre confrère Jacques Patoz, journaliste politique au Quotidien de Paris.

— M<sup>lle</sup> Denis Sainsaulieu, M. et M<sup>lle</sup> Gérard Dietrich-Sainsaulieu, Flore et Jean-Claude Cardonnel, M<sup>lle</sup> Céline, Elise et Galatée Dietrich-Sainsaulieu, M<sup>lle</sup> Antoinette Givélet-Sainsaulieu, Les abbés Jean et Yves Sainsaulieu, M<sup>lle</sup> Luc Sainsaulieu, M. et M<sup>lle</sup> Jacques Houllon, M<sup>lle</sup> Louise Emmanuel, M<sup>lle</sup> René Collin, M<sup>lle</sup> Anne-Julien-Laferrère, Les familles Sainsaulieu, Clément, Gosset, Martin, Givélet, Bouvagnet, des Gares, Duthellat de la Mothe, Boislé, de Cizecourt, Michel, Houlon, Crespel, Mauffret, Collin et Morel, Cavaud de Grange, La direction Et le personnel de la société COGEDIM, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Denis SAINSAULIEU,

survécu à son domicile, le 5 janvier 1989, dans sa soixante-dix-huitième année.

Le service religieux sera célébré le samedi 7 janvier, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Villers-Allerand (Marne), dans le caveau de famille, le samedi 7 janvier, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5 et 7, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris.

— M<sup>lle</sup> Paul Schwall, son épouse, Philippe et Marie-José Schwall, Gérard et Myriam Schwall, Didier Schwall, ses enfants, Rémi, son petit-fils, M<sup>lle</sup> Émilie Schwall, sa mère, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul SCHWALL,

survécu le 4 janvier 1989, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 9 janvier, à 10 h 45, en l'église Sainte-Thérèse, 16, boulevard des Capucins, à Neuilly-Malmaison.

Cet avis tient lieu de faire-part. 22, avenue Auguste-Renoir, 92500 Neuilly-Malmaison.

— M. François Spira, son épouse, M<sup>lle</sup> Julia Jury, sa fille, M. Oscar Neufeld, M<sup>lle</sup> Lola Not, M. Moshe Schacht, ses frères, belle-sœur et beau-frère, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>lle</sup> Ida SPIRA,

née Neufeld,

survécue le 3 janvier 1989.

L'inhumation aura lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20<sup>e</sup>, le mardi 10 janvier, à 9 h 45.

Réunion à 9 h 30, au crématorium, avenue du Père-Lachaise, métro Gambetta.

Ni fleurs ni couronnes.

38 bis, avenue René-Coty, 75014 Paris.

27, villa Coix-Nivert, 75015 Paris.

## SOLDES

DU 7 AU 21 JANVIER

Pure soie : cravates, ascot, robes de chambre, écharpes. Pyjamas 100 % coton, chaussettes en cashmere, gants, maroquinerie, bagages, sous-main, caves à cigares, lunettes de soleil...

15, rue de la Paix, Paris-2<sup>e</sup>

Tél. : 42-61-67-68

— M<sup>lle</sup> Gergette Vincent, son épouse, M<sup>lle</sup> Catherine Vincent, sa fille, Sa famille, Ses amis, ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean-François VINCENT, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur adjoint à l'ORTF,

survécue le 4 janvier 1989, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Etienne, 5, place de l'Église, à Issy-les-Moulineaux, le lundi 9 janvier, à 15 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière d'Issy-les-Moulineaux.

Ni fleurs ni couronnes. Des offrandes destinées à diverses œuvres pourront être déposées à la paroisse.

« Je suis la résurrection et la vie, celui qui croit en Moi, même s'il meurt, vivra. » Jean XI, 25.

Cet avis tient lieu de faire-part. 139, avenue de Verdun, 92130 Issy-les-Moulineaux.

20, rue Montbrun, 75014 Paris.

## Remerciements

— M<sup>lle</sup> Alain Servat, Antoine et Armand Servat, M. et M<sup>lle</sup> Albert Roncey, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

M. Alain SERVAT,

prigent de trouver ici l'expression de leurs remerciements émus.

## Anniversaires

— Les collaborateurs et amis de la sous-direction des enseignements et des professions se souviennent de

Madeleine MORVAN-HOLLIER,

en ce premier anniversaire de sa mort.

## CARNET DU MONDE

Renseignements :

42-47-95-03

— George-Bernard RENOARD, notre ami, nous a quittés il y a un an déjà.

Que ceux qui l'aimaient et qui servaient le même idéal s'unissent à nous en pensée pour plus de justice et de générosité dans notre temps.

Il a servi fidèlement et courageusement au ministère et à la direction du tourisme, à la tête de l'Inspection générale du tourisme.

En cette année de Bicentenaire, il nous manque cruellement.

## Avis de messes

— Une messe sera célébrée le mardi 10 janvier 1989, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>, à l'attention de

M. Hubert SCHLIENGER,

rapporté à Dieu, à Grasse, le 26 novembre 1988.

## Soutenances de thèses

— Université Paris-VI, le 6 décembre 1988, M<sup>lle</sup> Zahira Ammaraguel a soutenu « Restructuration des programmes Fortran, en vue de leur parallélisation ». — Université René-Descartes-Paris-V, le jeudi 12 janvier à 14 h 30, salle 106, centre Henri Poincaré, 26, rue Serpente, M<sup>lle</sup> Agnès Charvillat a soutenu « L'étude développementale de la compréhension et du traitement en temps réel des phrases pronominales en français et en espagnol ».

— Université Paris-IV, le vendredi 27 janvier à 14 heures, salle Louis Liard, M<sup>lle</sup> Isabelle Renard-Chamala : « L'œuvre poétique de Patrice de La Tour du Pin (1911-1975) : Poésie et liturgie dans une œuvre de poète ».

## Journées de Soldes

au

Ricci-Club

La Boutique

"Homme"

de

NINA RICCI

Vendredi 6 Janvier

et jours suivants

de 10 h à 18 h

19, rue François-I<sup>er</sup>

Retour de France

# Le Monde DE L'EDUCATION LE NIVEAU MONTE

● Trop d'élèves, des diplômes bradés ? Non, les jeunes d'aujourd'hui en savent plus que ceux d'hier. ● Jamais les exigences de l'école, du collège et du lycée n'ont été aussi élevées. Le niveau monte. Le Monde de l'éducation explique pourquoi.

## EXCLUSIF :

## UN ENTRETIEN AVEC MICHEL ROCARD

Pour la première fois depuis son arrivée à la tête du gouvernement, le premier ministre s'exprime sur la réforme de l'enseignement, la formation des professeurs et la revalorisation de leur métier.

## SOCIÉTÉ

## LA CRISE DU SYNDICALISME ENSEIGNANT

Une baisse des adhérents de 30 % en moins en dix ans : les syndicats battent de l'aile. En jeu, la survie d'une identité collective. Les profs sauront-ils se remobiliser ?

Le Monde DE L'EDUCATION

POUR BIEN COMPRENDRE SES ENFANTS. POUR PRÉPARER LEUR AVENIR

NUMÉRO DE JANVIER, 116 PAGES, 17 F En vente chez votre marchand de journaux

**NOUVELLE FORMULE EN VENTE PARTOUT MERCREDI 4 JANVIER**

**Le Monde DE L'EDUCATION le niveau monte**

L'expertise de Rocard et l'actualité de la rééducation

Exclusif : Rocard parle

La revalorisation des enseignants, le rôle des parents, la formation du maître, les enjeux de l'école



# THÉÂTRE

Roger Planchon dirige les répétitions d'« Andromaque »

## Sous le scalpel de Racine

Après un détour par le cinéma, Roger Planchon retrouve le TNP. Racine et une distribution impressionnante autour de Christine Boisson, Miou-Miou, André Marcon, Richard Berry et Jean Reno. Plus de deux mois de répétition s'achèvent. Andromaque s'apprête à affronter le public de Villeurbanne.

Il est toujours émouvant de retrouver Villeurbanne, à côté de Lyon, et le quartier des Grattes, ces hautes tours blanches qui gardent l'aspect de la matière et du théâtre, deux éléments qui, sans aggraver, se complètent : la politique et l'art en un face-à-face prolifique, au cœur de la cité. Ces jours-ci, un calicot barre la façade du Théâtre national populaire, dix lettres noires dont le rassemblement doit tout à ce face-à-face-là : *Andromaque*, tragédie de Racine, qui superpose un mille alexandrin au amour sublimé par la plume du poète et la sanglante conclusion d'un conflit politique rapporté par l'histoire. Du miel pour Roger Planchon, maître, depuis vingt ans, de ce lieu dont l'enseigne lui fut léguée par Vilas.

Comment lui est venu cette année, cette envie de Racine, cet

Voilà des mois, des années qu'il explore soigneusement le dix-septième siècle, ses hommes, ses mœurs, ses arts, dans le dessein de réaliser, pour le cinéma, la fresque de ce siècle immense. Mais il n'a pas encore trouvé les partenaires à la hauteur d'une telle entreprise. Homme de théâtre d'abord, le voilà donc chez lui, utilisant au mieux la somme de son travail et mettant en scène *Andromaque* : « C'est la pièce qui s'attache le plus à l'un des événements les plus récents et les plus importants du dix-septième siècle : la Fronde, explique le directeur du TNP. Comment ne pas voir sous les batailles et les massacres de Pyrrhus, les batailles et les massacres du Grand Condé ? Comment ne pas lire sous les malheurs matrimoniaux d'Hermione, ceux de la Grande Mademoiselle ? Et le visage de Phénix, n'est-il pas emprunté à Mazarin, ministre de Louis XIV ? La tragédie de Racine est une œuvre totalement contemporaine, comme le serait aujourd'hui une pièce sur les Brigades rouges, et même si c'est aussi la description d'une formidable histoire d'amour, les rapports amoureux y sont réglés comme le sont les rapports de forces politiques. »

Faudrait-il donc tenir *Andromaque* pour une œuvre à clé, une

Certaines d'indications, d'informations échangées, confrontation d'idées, de propositions aussi bien écrites, adoptées, révisées. Centaines d'heures de travail, Planchon à Miou-Miou (Hermione) : « Prends bien tout le plateau, tu es une reine. Cette scène est un des rares moments où tu es une princesse heureuse, tu peux jouer une petite fille à l'intérieur, mais il y a quelque chose à gagner dans l'invasion du plateau. » A Miou-Miou, Judith Bèze (sa suivante, Céphise), Christine Boisson (Andromaque) et Brigitte Catillon (sa suivante, Cléone), en montrant André Marcon (Pyrrhus) : « Avancez sur lui, au centre du plateau. Imaginez des hommes qui s'approchent comme pour une bagarre. C'est sa trise qu'on ne peut en principe pas régler avec des femmes mais c'est cela qui me plaît. »

Comment être une reine

Aux mêmes et à Richard Berry (Oronte), Jean Reno (Pylade) et Jacques Lalande (Phénix) : « Il n'y a dans les tragédies de Racine que deux cents ou trois cents mots, tous les mêmes : mort, sang, haine, larmes, honneur... A chaque instant, il faut trouver l'humour de certaines répliques, de certains vers, sinon tout serait joué d'avance. On peut, on doit être bouleversé, ému, mais jamais faire ressentir de fatigue, cela tue l'émotion. C'est tout le travail de la tragédie, elle nécessite une énergie démente, tous les jours. Quand on dit le texte, il faut que le spectateur ressente comme une agression le fait que les sons ne parviennent pas à sortir de la gorge... »

Il est peu fréquent de constater, lors de la répétition d'un spectacle, un tel sérieux, une telle concentration des protagonistes, une telle solidarité aussi, car, comme le note Christine Boisson, « il n'y a pas dans *Andromaque* un seul rôle important. C'est un autelage à quatre chevaux, un puzzle où nous sommes tous interdépendants. Nous avons tous un morceau assez fort à défendre. Nous sommes tous responsables de la réussite ou de l'échec du spectacle. Si un pilier était plus faible, toute la charpente en pâtirait. »

La tragédie, confie Richard Berry, c'est une sorte d'escalier, comme le dit Planchon, d'empilement des sentiments, d'émotions, des marches qu'il faut franchir une à une pour atteindre l'explosion finale. Cela oblige à un travail de tous les instants. On ne peut pas garder des surprises à essayer face au public, il faut très tôt tout tenter et laisser le moins de place au hasard. Jamais je n'ai travaillé à un tel niveau d'exigence. Planchon fait un formidable théâtre d'acteurs. Le plaisir est tel que je voudrais que ce travail dure six mois. »

Miou-Miou, qui l'an passé était venue au TNP voir une représentation de *Dandin*, s'est délectée des envies de Planchon, des envies de classique : « Je me suis dit qu'aborder les classiques avec lui n'était pas une mauvaise idée. Mais j'avais plutôt pensé à *Mariouze*, à *Molière*. A la tragédie, non. Mais Planchon m'a parlé, m'a rassurée. Il a l'air tellement sûr de lui que je me suis reposée sur son jugement. » Et comment devient-on, en si peu de jours, une héroïne racinienne, une reine ? « Dès le départ, les lectures de la

pièce à la table nous aident à nous approcher de cet état-là. Je me rends compte aujourd'hui que je ne suis bien qu'à Lyon, et qu'il m'est très difficile de communiquer avec les gens de l'extérieur, de parler d'autre chose. Pour chaque rôle, j'ai besoin de m'engager totalement. J'aime l'artisanat, la lente construction, tout ce travail dans le noir avant le lever de rideau. Même si tout est très difficile, je suis ravie car je voulais faire du théâtre exactement pour ça. »

L'alexandrin, une aide pour l'acteur

Même plaisir évident, que tempère malgré tout une semblable et saine inquiétude, chez Christine Boisson qui est au TNP un peu chez elle pour y avoir plusieurs fois travaillé : « Il a fallu imaginer des substituts à ce que peut bien être une reine, désuet mélange de fierté, de fidélité, de vertu et, dans le cas d'*Andromaque*, déchue de son pouvoir. Alors j'ai pensé à Bette Davis, sans bien sûr vouloir la copier en quoi que ce soit mais elle a joué Elizabeth, belle, blanche, c'est une image qui aide. Et, quelquefois, on défriche mieux son rôle en dehors des répétitions, en marchant simplement dans la rue. La tragédie est un parcours sensible, exigeant, difficile. Mais quand on trouve en soi ou en discutant avec le metteur en scène une idée, un souffle nouveau, quand tout d'un coup une scène prend une couleur nouvelle, quand, dans un éclair de lucidité, une réplique, un rôle devient évident, alors le plaisir vient. »

Comme la plupart de ses camarades, André Marcon s'attaque pour la première fois à Racine, sans une trop grande appréhension : « *Andromaque* est un grand texte classique. Dès la lecture, on sait que l'on va plonger dans une langue qui va tout nous apprendre sur le rôle. L'alexandrin n'est pas une difficulté pour l'acteur, mais une aide. »

Comme le disait Baudelaire, son rythme et ses rimes répondent bien chez l'homme à son éternel besoin de symétrie. Un acteur peut entrer dans l'alexandrin sans être terrorisé : le travail ne doit plus porter alors sur la technique mais sur le sentiment. La part psychologique des personnages est très importante chez Racine, il faut donc, organiser derrière chaque vers les arrière-pensées de l'auteur. Ainsi, lors de la négociation de Pyrrhus et d'Oronte au début de l'œuvre, il y a sous l'apparent discours politique, un discours amoureux, dessous encore un discours sur la cruauté et dessous encore un discours sur la tendresse.

Pour explorer des rôles pareils, il faut passer par des moments de découragement, de frayer, et leur torse le cou. Mais il y a des moments euphoriques : quand, après avoir beaucoup retenu ses émotions autour de la table des lectures, on lâche enfin la bride et que l'on se rend compte que la méditation sur le rôle a fait son travail ; quand, face au public, une réaction inattendue éclaire une scène et propulse le travail vers l'avant. Il y a certaines œuvres qu'on peut tirer vers la grandeur. D'autres, celles de Molière — dont le costume est tellement grand qu'il faut une vie pour l'habiter — ou celle de Racine sont tellement fortes en elle-mêmes qu'il faut grandir dedans, trouver toute la richesse, explorer chaque recoin. »

Travailler donc, répéter et répéter encore. Ce mot de Racine, lancé innocemment entre scène et salle, qui amuse et glace aussitôt : « On n'a dit qu'il fallait mourir dans les théâtres. Je suis là et je fais du mieux que je peux. »

OLIVIER SCHMITT.

\* Théâtre national populaire. Vingt-deux représentations du 9 janvier au 2 février. Réservations par téléphone : (16) 78-84-74.

« John-Gabriel Borkman », d'Ibsen, à la Cité internationale

## Retour de flamme d'un long exil

Ecrit à soixante-dix ans par un homme plein de gloire et de solitude, la dernière pièce d'Ibsen, qui met en scène un banquier déchu, est d'une modernité hallucinante.

A l'âge de trente-six ans, le Norvégien Henrik Ibsen s'expatrie. Il a échoué dans la gestion de deux théâtres, à Bergen et à Christiania. Il obtient une subvention, et un peu d'argent de quelques amis, et il s'expatrie. L'Allemagne, puis surtout l'Italie. Là-bas, il écrit plusieurs pièces qui le rendent célèbre dans beaucoup de pays.

Lorsqu'il rentre en Norvège, il redescend la pente : il a soixante-trois ans. Il est une gloire du pays. Sur le trajet de la brasserie où il se rend chaque jour, il passe sous sa statue, en pied. Tout le monde le connaît de vue, l'examine. Personne ne l'approche. Ibsen n'est que solitude. Il a voulu cette solitude. Elle lui était indispensable. Et il en souffre.

James Joyce, dans sa pièce les *Exilés*, a montré que tout homme qui s'absente volontairement, si longtemps, reste un étranger. Lorsqu'il rentre, Joyce attribue à Ibsen « un éclatant génie ». « Henrik Ibsen, écrit-il, est l'un de ces êtres exceptionnels devant qui toute critique ne peut faire que pâle figure. La seule critique valable, c'est l'appréciation. Quand l'art du dramaturge est parfait, toute critique est superflue. »

Joyce a raison, pour sa part, mais du même coup il est victime de la brusquerie du mot « critique », qui brouille tout, qui envahit tout, tant sa manie « pion » est sous-jacente. On n'a chef de troupe et metteur en scène, Jean Bollery, présente aujourd'hui à Paris l'une des plus grandes pièces d'Ibsen, *John-Gabriel Borkman*, qui n'est jamais jouée chez nous, c'est certes la moindre des choses que d'en avertir les publics. Faire l'annonce, somme toute, mais pas en trois mots, ça ne se verrait même pas. Faire l'annonce en quelques mots, donner quelque chose à lire.

*John-Gabriel Borkman* est l'avant-dernière pièce d'Ibsen. Après, il se tait. Quand il l'écrit, il a presque soixante-dix ans.

Borkman est un homme qui a vieilli très loin, à vingt ans. Son projet : la prise du pouvoir. Non pas par l'attentisme ni même par la politique, mais par l'économie, c'est plus sûr. Mines de fer ou de charbon, usines métallurgiques, chemins de fer et navires marchands, câbles et bêtail, et circuits de distribution.



Jean Bollery dans « John-Gabriel Borkman »

Borkman se voyait prendre tout ça sous sa coupe, et les journaux, et les théâtres. Le nerf de sa guerre, c'était forcément l'argent. Il s'est fait banquier, pour commencer. Mettant provisoirement les lois entre parenthèses, il a employé à son gré l'argent d'autrui, pour réaliser ses desseins. Il a été dénoncé avant de remettre cet argent à sa place. Cinq ans de prison. C'est presque un fait divers banal.

Lorsqu'il avait voulu créer et ouvrir sa banque, Borkman n'avait pas le moindre son devant lui. C'est un ami, Hinkel, avocat, fortuné, qui lui a avancé la somme — une somme importante. Il y a eu, en échange, une négociation : Hinkel et Borkman allaient la même épouse, Ella. Renouveau : laquelle était amoureuse de Borkman, Hinkel, contre l'argent, a exigé Ella — a exigé que Borkman se retire. Borkman s'est retiré, à si l'on veut « vendu ». Ella à Hinkel.

Conflit de modernité

Mais Ella, restée amoureuse de Borkman, et ne comprenant pas ce trafic (ce qui est étrange), a systématiquement refusé les avances et les demandes de mariage de Hinkel. A la longue, Hinkel, par jalousie, croit Borkman responsable de ces refus. Et c'est lui qui « coule » Borkman, en dénonçant ses « cavalcades ». C'est le deuxième fil de la pièce.

Troisième fil : Ella a une sœur jumelle, Gunhild. Dès qu'il a créé Ella à Hinkel, Borkman épouse

Gunhild. Naît un fils, Erhart. A ce moment, c'est la condamnation de Borkman à cinq ans de taule. Avec saïe de tous ses biens. Gunhild se retrouve sans aucune ressource. Sa sœur, Ella, sauve la situation, règle toutes les dépenses de maison, train de vie et autres, et prend chez elle le petit Erhart. Elle l'élève comme son fils. D'où conflit de maternité, de possessivité, entre les deux sœurs, qui en viennent à se haïr. Erhart échappera à cette double oppression en se jetant dans les bras d'une belle femme libre, un peu aventurière, qui l'emmène vivre très loin de là.

Quatrième fil : parmi tous les clients de la banque que Borkman a mis sur la paille, l'un lui est resté fidèle. Un pauvre bonhomme, qui a tout raté, que sa femme et ses gosses méprisent. Il est le seul visiteur de Borkman, qui, sorti de prison depuis huit ans, reste claustré dans sa chambre, sans jamais sortir ni voir personne, pas même sa femme. Cet ami, Wilhelm Földal, tient à Borkman, parce que celui-ci avoue une estime pour une pièce que Földal a écrite dans sa jeunesse (il n'a écrit que ça). Borkman entretient Földal dans l'espoir que ce chef-d'œuvre sera joué, un jour, de même que Földal laisse croire à Borkman que son procès sera révisé, que tout s'arrangera. Et voilà que devant nous, pour un rien, une saute d'humeur, Borkman laisse échapper que la pièce de Földal, c'est zéro. Et Földal, mortellement blessé, dit que tout avenir est interdit, à Borkman. Les deux hommes se disent en clair que c'était cela l'amitié : un double mensonge. Ils se séparent.

Il y aurait, dans le tissu pourtant si pur, si simple, de la pièce d'Ibsen, bien d'autres fils. Mais à quoi bon aller plus loin ? Comme dit encore Joyce : « Le sujet d'une pièce d'Ibsen est à la fois trop limité et trop vaste... Ce qui compte, dans les pièces d'Ibsen, c'est le drame lui-même. »

Nita Klein et Elisabeth Tamaris, les deux actrices qui jouent les deux sœurs dans la mise en scène de Jean Bollery, sont remarquables d'énergie, de nuances. Vous les écoutez, vous ne pouvez pas croire que ce qu'elles disent a été écrit il y a presque cent ans. Tout est actuel. Tant Ibsen met de vérité à exprimer la vie. Sans un mot de trop. C'est hallucinant. Chaque phrase est humble, étonnante, mais chaque terme tombe de l'infini avec le son bref, sourd, d'une faux qui découperait l'éternité en tranches. C'est quelque chose d'unique, au théâtre. Et, cependant, comment ne pas sentir la présence, là, tout près, derrière, du vieux Ibsen en personne, qui écrit sa pièce en exagérant tout ce qui lui est resté en travers de la gorge, au long des années, tout ce qu'il a à se reprocher ?

Jean Bollery, qui a bien orienté les actrices et les acteurs, est lui-même un peu trop finet et plaintif dans le rôle de Borkman. Mais il commence à peine de jouer, il va redresser ça. Les costumes de José Quirga, toujours noirs et toujours espagnols, quelle que soit la pièce, sont toujours justes et beaux. Un mystère ! MICHEL COURNOT.

\* Théâtre de la Cité internationale universitaire. La Resserre. A 20 h 30 du mardi au samedi. Tél. : 45-89-38-69. Jusqu'au 18 février.

Rendez Vous **CRETEIL** *Marcel Marechal*

UN SPECTACLE DU THEATRE NATIONAL DE MARSEILLE - MOLIERE 88 DU MEILLEUR SPECTACLE DE LA DECENTRALISATION

du 13 janvier au 15 février

**MOLIERE/MARCEL MARECHAL**

**L'ECOLE DES FEMMES**

Une vague de bonheur d'une étrange finesse

MICHEL COUNOT LE MONDE

Un bijou

JEAN-FRANÇOIS JOSSEIN LE NOUVEAU OBSERVATEUR

Un travail gai, simple, tonifiant

PIERRE MARCABRU LE FIGARO

Une "Ecole des Femmes" qui va droit au cœur

BRIGITTE SALINO L'EVENEMENT DU JEUDI

48 99 18 88

6 JANVIER FR3, 22 H 50

**UN SIÈCLE de CHANSONS**

Par Claude Félouret

Histoire vivante, pittoresque, jalonnée de portraits étonnants et inédits. Un Siècle de Chansons retracé les diverses étapes, l'étonnant périple d'une musique populaire hantée par des figures légendaires.

264 pages - 128 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNAIRE LE MONDE



# Culture

## ARTS

### Photographie

## Etats du territoire

**A l'initiative de nouveaux éditeurs, trois expériences originales menées dans les régions incitent à redéfinir le statut du paysage contemporain.**

Fixer des points de repère, définir l'espace, décoder les signes et les formes naturelles, tel est le but que poursuivent avec une grande diversité de style les nouveaux paysagistes. D'un œil neuf, ils perpétuent les études sur la nature en vogue au dix-neuvième siècle. Et on doit à trois jeunes éditeurs de pouvoir apprécier le résultat de leurs travaux.

Alain Buttard est sans doute le plus ambitieux. Metteur en scène indépendant et directeur-fondateur du théâtre de Belfort (CAC), il est captivé depuis toujours par la photo. Son projet, étalé sur quatre ans, a pour titre générique « Les 101 communes de l'art ». Cette action, menée dans un souci patrimonial, n'a pas pour objet de promouvoir le département. Localisée sur le territoire de Belfort, elle répond à un souci géographique et non sociologique. Buttard, avec 21 millions de francs en poche, a donc engagé dix photographes issus du reportage. A raison de dix communes par opérateur, chacun dresse librement une cartographie du paysage selon les saisons. Le premier tome, bilingue, tiré à deux mille exemplaires (1) couvre l'été 1987. Malgré l'ingratitude du sujet, il séduit par ses qualités d'exigence et de rigueur.

De l'expérimentation formelle à la pure contemplation, la nature apparaît comme un miroir changeant, différent pour chacun. L'Anglais John Davies se livre à un relevé pittoresque des sites ruraux.

Connu pour ses vues du bord de mer, le Belge Christian Meynen, sur les pas de La Secq et Louis Baltz, définit en sculpteur patient la variété des formes de la nature. Fastenackens, Caroly et Marc Demeyer exaltent des mystères cachés en suggérant, par un rendu ascétique ou romantique, l'essence d'une invisible présence. A la fin du réel et de l'artifice, l'Allemande Werner Hannapel décrypte les signes muets, tressés dans l'ombre des clairières et des sous-bois. Tandis que le regard paisible de Mikael Levin serpente sur des routes et chemins qui mènent à l'aventure.

On retrouve ce paysagiste américain, né à New-York en 1954, dans un second volume, coédité avec les Etats-Unis et la Subde (2). Autour d'un grand lac ovale, sorte de paradis lacustre qu'il parcourt en barque l'été, Levin opère au seuil de l'illusion. Ses vues impressionnistes, agencées en diptyques, accostent aux rives de l'oubli. L'île suédoise d'Erichson devient le cadre d'une épopée imaginaire. Pendant l'hiver, ce Robinson rêveur, à la fois pêcheur d'images et détective, berce sa nostalgie dans ce décor énigmatique dont il inventorie depuis quatre ans les nuances.

Une démarche semblable anime Thierry Girard dans sa double série *La Terre entre deux et le Milieu du fleuve* (3). Métaphore du voyage initiatique, sa traversée des Charentes tend d'abord à prendre la mesure du temps. Au fil de sa marche, Girard prolonge l'instant en durée. Entre sable et marais, il recense en touriste distrait les scores d'un paysage sans attrait.

Cette approche vêt un autre visage dans *la Ligne de partage* (4). Il chemine cette fois à travers la Haute-Marne et les

Vosges. Girard parcourt là un espace mental en ruine, fruit de l'imaginaire et de l'histoire. Extrait des figures mythiques d'un arbre foudroyé, il s'attache à reconstruire la figure topologique de la frontière franco-allemande. Il avance, porté par l'euphorie de la marche et croise des gens, vacanciers ou ouvriers, dont il tire frontalement le portrait. Ces deux ouvrages sont les premiers d'une nouvelle maison d'édition, Admira, créée par le reporter Jean-Marc Zorzi, prix Niepce 1986. Spécialité dans les affiches et les cartes postales, il compte développer son entreprise par la publication d'albums à la reproduction soignée.

Ponctuant cette floraison de livres traitant du paysage, les éditions de La Différence publient le *Calendrier de la mission photographique trans-Manche* (5), un témoignage des missions menées par le fameux tunnel, où Michel Pastor dialogue avec Bernard Floss. Scansion du trajet pour arriver à bon port, la lecture introspective du paysage interrompt même des échos histoiriques de la modification.

PATRICK ROEGERS.

- (1) *Les Quatre Saisons du territoire*, 124 pages de 14x21 cm, 250 F.
- (2) Mikael Levin, *Stillesse, paysage*, trente-quatre photos, éditions Geste.
- (3) Thierry Girard, *La Terre entre deux et le Milieu du fleuve*, 42 photos, 190 F.
- (4) Thierry Girard, *La Ligne de partage*, textes Vincent Cordehand, Bernard Weber, 84 photos, 320 F. Editions Admira.
- (5) Bernard Floss, Michel Pastor, *Paris-Londres-Paris*, Mission photographique trans-Manche, Cahier 1, édité par le Centre régional de la photographie du Nord-Pas-de-Calais et les éditions de La Différence, 40 pages, 90 F.

## MODE

### Balenciaga en livre

## Cristobal le magnifique

« Balenciaga seul est un grand couturier. Lui seul est capable de couper un tissu, de le monter, de le coudre de sa main. Les autres sont des dessinateurs... », a dit de lui Gabrielle Chanel. Cristobal Balenciaga : « Son nom semble taillé dans un très beau rocher sonore », annonce Jacqueline Demoreux dans le superbe ouvrage qui vient de publier les éditions du Regard. Plus qu'un album, ce livre riche de quatre-vingt-cinq illustrations réunies par Marie-Alexandre Jouve, responsable des archives de la maison, libère ce que tant d'autres femmes ont tant aimé chez le « couturier des couturiers » : cet art de donner aux mannequins comme aux milliardaires des allures hiératiques.

La perfection jaillit naturellement des images signées Louise Dahl Wolfe, Henri Clarke, Irving Penn, Hoyningen Huene, David Seidner, l'un des rares à oser la couleur. On retrouve les manteaux de soie, pareils à des oiseaux qui observent les robes d'enfants, les tailleurs, si sculptés qu'ils semblent se détacher parfois de la page, révélant tout ce

rien, un cou, une ceinture, une épaule. Et puis la matière. La voici qui bouillonne, coule comme un sirop de velours, s'enroule, se drupe, lumineuse, craquante, digne des Saintes de Zurbaren. C'est un ballon de faille, un choc de gaz noir compté par une main invisible.

La réussite du livre tient à sa double vertu, que justifient sans doute l'amour et la connaissance : faire entrer le néophyte dans l'univers du plus secret des couturiers — au début des années 50, le bruit courait qu'il n'existait pas... — sans jamais rompre la magie. Pas de révélations, mais plutôt des confidences chuchotées. Une mannequin sobre comme une petite robe noire, juste effleurée par des surprises, des détails immenses, une broderie de mantes de Manilla, des folies rigoureuses telle cette toque en singe.

Cristobal Balenciaga (1895-1972), qui présenta sa première collection à Paris en 1937, s'imposait comme le maître de la coupe (les premières tailleuses semi-ajustées, les mannequins, les premières robes-sacs, les premiers imperméables transparents) à force de simplicité pensée jusqu'au dévouement. « Nous avons vu un collier de perles sans interruption. Balenciaga est un phéno pour la mode », écrit, Carmel Snow, de *Harper's Bazaar* en 1953. C'est en 1968, au moment où la couture s'efface d'une alternative que la nostalgie ou la reconnaissance des changements (Yves Saint-Laurent lance son prêt-à-porter) que Cristobal Balenciaga choisit de se retirer, et ferme la maison de l'avenue George-V qui employait cinq cents personnes.

La mode l'enterre quatre ans avant sa mort : « Les femmes de Balenciaga, c'était des buildings en drap, des structures en satin. Une femme, ce n'est pas un cube, ce sont des courbes », confie dans une longue interview accordée au *Journal Elle*, en 1967, Edmondeau. Kristin, prêtresse éphémère de l'allure-mixte, « nonchalante... Vingt ans plus tard, le style éclate, rayonne, libre, insolent, moderne. Ce livre, sur Balenciaga se fonde comme une bible de mode, rétablit une vérité au moment où cette mode semble envahir sous l'amas des griffes, des marques et sous-marques, des récupérateurs de tendance, et cherche un sens, comme dans l'attente d'un nouveau souffle.

LAURENCE BENAIM

\* Balenciaga. Editions du Regard, 850 F.

## THEATRE OUVERT

### LA NUIT LES CHATS



JEAN-CLAUDE GRUYERS  
MAURICE BENOIST  
ALAIN VINCENT  
JEAN-PAUL CHASSAGS  
JARDIN D'HIVER 42 82 58 49

## MC93 BOBIGNY

PATACHOU  
Chantal DELSAUX  
Paul VECCHIALI

dans  
**Poussières**  
de  
Paul VECCHIALI

17 JANV.  
19 FEV.

4831145

● Le Maghrabine dans le cinéma français. — A partir du 25 février, l'Institut du monde arabe (IMA) programme un cycle exceptionnel sur le thème du Maghrabine dans le cinéma français.

\* IMA, 23 quai Saint-Bernard, 75005 Paris. Tél. (1) 46-34-25-25.

## Culture

### Le Louis Pons

Le Louis Pons, un grand livre de la collection « Les Grands Écrivains de la France », dirigée par Louis Pons, est paru chez Pléiade. Il s'agit d'une édition de la correspondance de Louis Pons, un grand écrivain du XIXe siècle. Le livre est composé de plusieurs volumes, chacun traitant d'une période différente de sa vie. Les éditions de Pléiade sont réputées pour leur qualité et leur précision.

ARTAGNAN MOGADOR  
CHRISTOPHE MALAVOYE  
ETAT DE JEROME  
DE JEAN LOU PONS



OC. 48.78.7



## Culture

### ARTS

#### Un primitif très doué

#### Les reliquaires de Louis Pons

Les bas-reliefs funéraires d'un sculpteur de mauvais rêves.

Si l'on en juge d'après ses œuvres, les rêves de Louis Pons ne doivent pas être fort distrayants ni ses nuits bien paisibles. Les apparitions monstrueuses, les squelettes, les oiseaux menaçants, les reptiles, les fantômes et les spectres lui sont choses familières.

Avec méthode, avec résignation, il a essayé d'expliquer ces visions en leur donnant forme et volume. Peine perdue : elles reviennent l'obséder, elles se répètent et se renouvellent, des cauchemars nouveaux s'organisent et Pons se remet à l'œuvre.

Si celui-ci n'était cependant que d'exhibitions fantastiques, on y prêterait peu d'attention. Grunewald, Bosch, Rodon et Max Ernst ont été de trop féconds inventeurs de chimères pour que Pons puisse effrayer vraiment. Résurgence tardive du surréalisme, dirait-on. Rémiscence adroite, mais réminiscence tout de même.

#### Assemblée effrayante

L'œuvre et son créateur sont sauvés pourtant par l'originalité des procédés et la dextérité du praticien. Pons ne dessine, ne peint ni ne modèle. Il construit des bas-reliefs et des frises collées sur des planches, un fond de caisse, un contre-plaqué badigeonné de noir.

A l'aide d'innombrables objets récupérés, de débris de toutes

espèces, de crânes de souris, d'ampoules grillées, de fils électriques, de bouts de meubles, de poupées en celluloid, de grenouilles formolées, de bouffettes à maquillages et de jonets made in Korea, il assemble des figures effrayantes, des architectures bancales et des objets inutiles.

Tous ont l'air mauvais et tragique. Ils sont peints de rouge ou de blanc comme les statues funéraires des Nouvelles-Hébrides. Ils sont hérissés de pointes et d'arêtes comme les fétiches de clous du Zaïre. Ce terrible videur de grenier, bricoleur d'épouvante, est un primitif. Un primitif très doué, qui le sait et qui en joue. Ce léger défaut de candeur n'est pas sans nuire un peu à sa surabondante production.

Ph. D.

\* Galerie Claude-Bernard, 7 et 9, rue des Beaux-Arts, jusqu'au 28 janvier.

• Jean Bruller à Saint-Nazaire.

Une exposition rétrospective de l'œuvre graphique de Jean Bruller sera inaugurée le 7 janvier à Saint-Nazaire. Né en 1902, Jean Bruller s'était fait connaître avant la guerre comme peintre et surtout comme dessinateur, avant d'entrer, en 1943, dans la légende de la Résistance avec son roman *Le Silence de la mer*, publié sous le pseudonyme de Vercors, aux éditions de Minuit clandestines, qu'il avait créées avec Pierre Lescure. (Galerie des Franciscains, rue du Croisic, Saint-Nazaire, jusqu'au 29 janvier).

A PARTIR DU 17 JANVIER 1989

## D'ARTAGNAN A MOGADOR

AVEC CHRISTOPHE MALAVOY  
UN SPECTACLE DE JÉRÔME SAVARY  
TEXTE DE JEAN-LOUP DABADIE



UNE COPRODUCTION DU THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT.  
SPECTACLES ALAP. SPECTACLES L'UMBROSO.  
THEATRE MOGADOR.  
TEL.

MOGADOR

25, RUE DE MOGADOR - 75009 PARIS

LOC. 48.78.75.00

## Communication

### Un entretien avec le président de la CNCL

« Un honneur mais aussi une charge que je ne suis pas fâché de déposer »



JEAN-JACQUES GRELLIER

La CNCL publie, en ce début d'année, son deuxième rapport annuel. Un rapport qui fait la somme des travaux effectués par la Commission depuis un an mais qui, à quelques semaines de la création du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) prend aussi l'allure d'un testament. Président de la CNCL depuis l'automne 1986, M. Gabriel de Broglie dresse ici un bilan de ces deux dernières années.

« Publication de documents, autorisations de radios, bilan des obligations des chaînes... A quelques semaines de sa disparition, la CNCL continue à travailler comme si de rien n'était. Pourquoi cette bouillie de travail qui contraste avec la passivité de la Haute Autorité, placée ici à deux ans dans la même situation ?

« Ce n'est en aucun cas de l'activisme. Nous avons bel et bien conscience de la situation législative ; conscience du calendrier ; conscience depuis plusieurs mois que la Commission est appelée à disparaître. Mais conscience surtout de la responsabilité de la CNCL à l'égard de l'audiovisuel dont la régulation ne peut pas s'interrompre. Nous avons simplement fait, entre nous, le choix du travail et de la continuité.

« Estimez-vous avoir encore la légitimité nécessaire à certaines décisions ?

« La loi nous invite à exercer jusqu'au bout notre responsabilité. C'est ce que nous faisons en prenant garde, bien sûr, dans certains domaines, d'engager trop directe-

ment celui d'avant l'élection présidentielle que celui d'après. Et dans neuf dixièmes des cas, les décisions ont été prises par consentement général, des majorités changeantes se manifestant dans les autres cas. Notre rôle ? Concilier les intérêts publics avec les enjeux de la création et de la culture. Une tâche difficile, souvent conflictuelle. Mais je n'ai jamais fait que cela. J'étais déjà juriconsulte de Malraux en 1962... Or, si les politiques n'ont pas toujours compris, aucun conflit n'a dressé les créateurs et les professionnels contre la CNCL, faisant totalement partie de leur univers. C'est très réconfortant.

« Avez-vous le sentiment d'avoir donné l'image d'une instance professionnelle très ouverte ?

« C'est en tout cas ce que nous avons été. On a beaucoup travaillé et, on peut le dire, bien travaillé. On a établi des principes, défini des orientations, dessiné une jurisprudence. On a surtout adopté une méthode nouvelle : la transparence. Et nous nous sommes fait une règle de toujours consulter les professionnels - c'est désormais acquis - et de faciliter la communication : auditions publiques, annonces de calendriers et travaux, publication de tout nouveau document, création d'une lettre bimensuelle d'information. Plus qu'une méthode, la transparence est devenue un état d'esprit, et la CNCL a joué le rôle de lieu de rencontre pour les professionnels, qui savent désormais sur quoi se fonder nos décisions.

#### Le grave problème des indiscrétions et des fuites

« D'où vient alors cette impression de méfiance et cette tentation au secret vis-à-vis notamment de la presse ?

« Peut-être d'un problème grave qui a affecté la CNCL et qui a consisté en un manque de discrétion : confidences ou fuites sur les travaux de la commission, voire sur des documents de travail... C'est tout à fait regrettable. Une institution peut difficilement fonctionner si elle ne peut être assurée de l'expression qu'elle donne à l'extérieur.

« Les membres ne peuvent-ils jamais exprimer de convictions personnelles ?

« Si. Parfois. Mais pas se livrer, comme ce fut le cas, à des indiscrétions meurtrières dans le but de nuire à l'institution dont ils font partie. La nouvelle loi leur impose d'ailleurs un total devoir de réserve, preuve que la leçon a été tirée.

« Quel est le dossier qui vous est apparu comme le plus important ?

« Celui concernant l'équilibre de l'information. C'est là où le progrès est le plus net. Grâce à la méthode de surveillance que nous avons adoptée, et grâce à la pluralité des journaux télévisés ou radiophoniques. La méthode, ce sont nos relevés de temps d'intervention des hommes politiques. Un instrument nouveau qui a permis aux rédactions de piloter leurs journaux et à la classe politique de suivre cet équilibre et de réagir quand il y avait lieu.

« Certains journaux célèbres de RFO (en Martinique ou à la Réunion)...

#### Le parquet fait appel de l'ordonnance du juge Grellier renvoyant M. Michel Droit en correctionnelle

Alors qu'il devait être installé le jour même dans de nouvelles fonctions, et contraint, de ce fait, d'abandonner ses dossiers en cours, le juge Claude Grellier a provoqué, jeudi, un coup de théâtre en prenant in extremis une ordonnance renvoyant devant la juridiction correctionnelle MM. Michel Droit, membre de la CNCL, Yves de Chaisemartin, directeur général du groupe Hersant et Pascal Vallery-Radot, ancien chargé de mission à la CNCL. Un acte ultime pour le juge qui, depuis plus d'un an, avait instruit cette affaire tumultueuse et souhaitait boucler un dossier fort complexe. Mais un acte entaché d'un vice de forme amenant ainsi le parquet à interjeter aussitôt appel de cette ordonnance, différant par là même la conclusion définitive de l'affaire. Le code veut en effet que le magistrat instructeur d'un dossier attende le réquisitoire du parquet avant de rendre « une ordonnance de clôture » aboutissant à un non-lieu, soit à un renvoi en correctionnelle.

Promu depuis le 15 décembre vice-président du tribunal de Paris, président de la dix-septième chambre correctionnelle, le juge n'aurait pas cette règle. Mais le préambule de son ordonnance la conteste en proposant une nouvelle interprétation des textes, estimant anormal

et « contraire au principe du contradictoire », qu'une partie au procès - en l'occurrence le parquet - ait la maîtrise des actes du juge. Et d'affirmer qu'en l'espèce « la crédibilité de l'autorité judiciaire commande qu'il soit passé outre à l'absence de réquisitions du ministère public, du reste largement mis en mesure de faire connaître (...) ses réquisitions ».

Le juge a ainsi fait preuve d'un mouvement d'humeur à l'égard du ministère public, visiblement soupçonné par lui de ne pas vouloir faire diligence. Peut-être souhaitait-il également manifester publiquement son indépendance et démentir les critiques de ceux qui frapperaient la condescendance de sa promotion et de l'enlèvement du dossier Michel Droit.

La balle est désormais dans le camp du parquet qui se décide finalement de la suite à donner au dossier. L'affaire devrait donc être audiençonnée rapidement devant la chambre d'accusation, laquelle devrait prononcer l'annulation de l'ordonnance du juge Grellier et décider soit de renvoyer l'affaire à son successeur, soit de conclure elle-même.

plaintes pénales, tantôt des suppressions, voire des retrais d'autorisation. Pour les télévisions, outre les plaintes, il y a eu des recours auprès du président de la section du contentieux du Conseil d'Etat, ce qui était une procédure nouvelle et qui s'est avérée efficace. On a trop sous-estimé la portée du dispositif, qui est progressif et très contraignant. Dommage simplement qu'il ne fonctionne que pour l'avenir et ne permette pas de sanctionner immédiatement une faute passée ou en train de se produire.

« Vos indicateurs mensuels ont vite révélé le non-respect par les chaînes de certains engagements, et surtout le quota obligatoire de diffusion de 50 % d'œuvres françaises.

« C'est vrai. Des obligations fixées par décret ont tenté de définir une télévision commerciale originale française. C'était sans doute ambitieux, mais le résultat décevant ne doit surtout pas nous conduire à renoncer à ce seuil de 50 %. D'ailleurs, les dernières études montrent que les chaînes s'y résolvent peu à peu.

« Mais de quelle façon ! En programmant comme la 5 les fictions françaises au cœur de la nuit ?

« C'est évidemment loin d'être l'esprit de la réglementation et nous avons soulevé ce point devant le Conseil d'Etat. La 5 a évolué plusieurs fois par rapport à son projet d'origine et son style ne correspond en rien aux promesses faites le jour de sa candidature. Notre désaccord s'est manifesté par un recours suivi d'amendes non négligeables... et de quelques efforts de la chaîne.

« Vous avez paru discret en revanche sur les problèmes du service public.

« L'audiovisuel est devenu une affaire d'entreprises. Cela vaut pour le privé comme pour le public. Nous avons donc conduit la régulation des chaînes publiques en respectant leur autonomie d'entreprise. C'était nouveau. Le service public n'a de chance que s'il fait preuve de la capacité, de la souplesse et du dynamisme d'une entreprise. Et l'expérience de ces deux dernières années indique qu'il a plutôt bien résisté au choc de la commercialisation. Le problème de son financement n'est pas de notre compétence mais si l'on veut que la principale chaîne publique reste en concurrence avec TF 1, on ne peut laisser s'accroître continuellement le fossé entre leurs budgets respectifs. L'équation de l'FR 3, est quant à elle plus délicate, et son cahier des charges qui relève du gouvernement ne définit pas de façon assez précise sa vocation. La radio publique a démontré sa vitalité. La télévision publique ne se résignera pas à un affaiblissement.

« Lorsque vous vous placez en télé-spectateur, comment jugez-vous la télévision ?

« Je note pêle-mêle les progrès incontestables de l'information ; l'insuffisance de la création originale française et le non-aboutissement dans la recherche d'un style français de feuilleton ; je regrette l'absence de variété de l'offre et la tendance à l'alignement des chaînes, en particulier dans les horaires ; la programmation excessive de films de cinéma et la négligence du genre documentaire ; et je déplore le flou de la frontière entre le commercial et le programme ainsi que la pratique généralisée du parainage. Bref, une perte de qualité, même si la télévision est plus regardée qu'elle ne l'a jamais été et si la nostalgie d'un paradis mythique de la télévision est une caractéristique bien française.

« N'avez-vous pas le sentiment que la France a raté le coche de la télévision privée ?

« Nous n'avons pas abandonné l'objectif d'une télévision originale et de qualité. C'était le but de cette réglementation exigeante et c'était officiellement la vocation des projets défendus devant nous, et en public, par les candidats aux télévisions. C'est donc par rapport à ce schéma un peu idéal que j'éprouve une déception. Un schéma que nous refusons de perdre de vue et en fonction duquel nous n'avons jamais accepté la moindre renégociation.

« C'est frustrant de partir ainsi après deux années seulement d'exercice ?

« C'est triste, c'est dommage. La présidence de la CNCL a sans doute été un honneur ; ce fut aussi une lourde tâche que je ne suis pas fâché de déposer. Je sais que nous avons fait progresser la notion de la régulation, basée non pas sur le commandement et l'autorité mais sur la persuasion et la diplomatie. Et qu'il n'y a pas d'autre façon de gérer l'audiovisuel.

Propos recueillis par ANNICK COJAN.

A. Co.







# Radio-télévision

... Le Monde • Samedi 7 janvier 1989 21

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dédié à la télévision. Les programmes de radio sont publiés dans « Le Monde radio-télévision ». On peut voir les programmes de radio et de télévision dans « Le Monde radio-télévision ».

## Vendredi 6 janvier

### TF 1

20.35 Variétés : Arts de recherche. Emission présentée par Patrick Sabatier. Invités : Nicolella, Variétés : Bernard Lavilliers, Laurent Voulzy, Daniel Lavoie, Véronique Sanson, Muriel Nazzari, Carole, Rachid, 22.35 Magazine : 52 sur la Une. Les dessous du SIDA. Reportages à Bangkok, San Francisco, Hambourg et Paris. 23.30 Journal et météo. 23.50 Téléfilm : Le visage des hommes. D'après le livre de Stefan Zweig. De 6.30 à 6.45 Rediffusion. 6.50 Série : D'après l'histoire. 1.15 Fantômes : Cagès et gages. 2.05 Magazine : 52 sur la Une. 2.55 Documentaire : Les silences du monde. 3.45 Rediffusion : Symphonie. 4.30 Musique. 4.30 Téléfilm : L'oreille. 6.15 Série : D'après l'histoire.

### A 2

20.40 Documentaire : Le grand secret. De Jacques Trépo, d'après René Barjavel, avec Claude Rich, Fernando Rey, Claude Jade, Louis Marthé (1<sup>er</sup> épisode). 21.40 Apogée. Magazine. Emission de Bernard Pivot. 22.00 Documentaire : Charles-Roux (Un être d'Orion). 22.30 Journal et météo. 23.30 Journal et météo. 23.50 Téléfilm : Le visage des hommes. D'après le livre de Stefan Zweig. De 6.30 à 6.45 Rediffusion. 6.50 Série : D'après l'histoire. 1.15 Fantômes : Cagès et gages. 2.05 Magazine : 52 sur la Une. 2.55 Documentaire : Les silences du monde. 3.45 Rediffusion : Symphonie. 4.30 Musique. 4.30 Téléfilm : L'oreille. 6.15 Série : D'après l'histoire.

### FR 3

20.30 Série : Le loup. De Michel Boissier, avec Didier Dordot, Denis Chéreau, Vanille, André Falcon. 4. Intrigues sur camp. 21.30 Mag-

zine : Thelma. De Georges Perdon. 22.30 Journal et météo. 22.45 Série : Un siècle de chansons. De Claude Fiechter. 3. 1958-1968 : Les idées. 23.45 Musique, musique. Le spectacle des idées, par George Zamfir et son ensemble.

### CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Amère vengeance. D'Edward Murphy, avec Richard Hatch, Jolinda Mitchell-Collins. 21.55 Spectacle : La loi du plus fort. 22.55 Flash d'informations. 23.40 Cinéma : Les silences du monde. D'après le livre de Stefan Zweig. De 6.30 à 6.45 Rediffusion. 6.50 Série : D'après l'histoire. 1.15 Fantômes : Cagès et gages. 2.05 Magazine : 52 sur la Une. 2.55 Documentaire : Les silences du monde. 3.45 Rediffusion : Symphonie. 4.30 Musique. 4.30 Téléfilm : L'oreille. 6.15 Série : D'après l'histoire.

### LA 5

20.30 Téléfilm : Le retour de la femme du roi. De Richard Doolittle, avec Katharine Ross, Steve Forrest. 22.30 Spécial Paris-Dakar. Résumé de la journée. 23.00 Deux films à Miami (rediff.). 0.00 Journal de nuit. 1.00 Cinéma : Les silences du monde. 1.25 Bob Morane (rediff.). 1.50 Boulevard et compagnie. 2.15 Journal de nuit. 2.20 Voies volées (rediff.). 3.20 Boulevard et compagnie (rediff.). 3.40 Fantômes : Le cin-

quant international de Toulouse. 17.45 Flash d'informations. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Journal et météo. 18.15 Série : Les aventures d'une famille de cristal. 18.30 Journal et météo. 18.45 Série : La Panthère rose. 18.55 Série : La Panthère rose. 19.00 Série : La Panthère rose. 19.15 Série : La Panthère rose. 19.30 Série : La Panthère rose. 19.45 Série : La Panthère rose. 19.55 Série : La Panthère rose. 20.00 Série : La Panthère rose. 20.15 Série : La Panthère rose. 20.30 Série : La Panthère rose. 20.45 Série : La Panthère rose. 20.55 Série : La Panthère rose. 21.00 Série : La Panthère rose. 21.15 Série : La Panthère rose. 21.30 Série : La Panthère rose. 21.45 Série : La Panthère rose. 21.55 Série : La Panthère rose. 22.00 Série : La Panthère rose. 22.15 Série : La Panthère rose. 22.30 Série : La Panthère rose. 22.45 Série : La Panthère rose. 22.55 Série : La Panthère rose. 23.00 Série : La Panthère rose. 23.15 Série : La Panthère rose. 23.30 Série : La Panthère rose. 23.45 Série : La Panthère rose. 23.55 Série : La Panthère rose. 24.00 Série : La Panthère rose.

### M 6

20.30 Téléfilm : La guerre des insectes. De Peter Kassovitz, avec Mathieu Carrière, Miquel Fernandez, Patrick Chazot (1<sup>er</sup> partie). 22.30 Série : Cinéma. Avec Mario-Hélène Bréhat. 3. Claude de Big-Ben. 1.20 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Cinéma (rediff.). 3.35 Musique : Boulevard des clips. 4.00 Variétés : Carabine FM. 4.25 Cinéma (rediff.). 6.00 Musique : Boulevard des clips.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Gérard Philipe et l'andouille. 21.30 Musique : Black and blue. Latin jazz. 22.40 Naïf. 23.00 Naïf. 23.10 Naïf. 23.20 Naïf. 23.30 Naïf. 23.40 Naïf. 23.50 Naïf. 24.00 Naïf. 24.10 Naïf. 24.20 Naïf. 24.30 Naïf. 24.40 Naïf. 24.50 Naïf. 25.00 Naïf. 25.10 Naïf. 25.20 Naïf. 25.30 Naïf. 25.40 Naïf. 25.50 Naïf. 26.00 Naïf. 26.10 Naïf. 26.20 Naïf. 26.30 Naïf. 26.40 Naïf. 26.50 Naïf. 27.00 Naïf. 27.10 Naïf. 27.20 Naïf. 27.30 Naïf. 27.40 Naïf. 27.50 Naïf. 28.00 Naïf. 28.10 Naïf. 28.20 Naïf. 28.30 Naïf. 28.40 Naïf. 28.50 Naïf. 29.00 Naïf. 29.10 Naïf. 29.20 Naïf. 29.30 Naïf. 29.40 Naïf. 29.50 Naïf. 30.00 Naïf. 30.10 Naïf. 30.20 Naïf. 30.30 Naïf. 30.40 Naïf. 30.50 Naïf. 31.00 Naïf. 31.10 Naïf. 31.20 Naïf. 31.30 Naïf. 31.40 Naïf. 31.50 Naïf. 32.00 Naïf. 32.10 Naïf. 32.20 Naïf. 32.30 Naïf. 32.40 Naïf. 32.50 Naïf. 33.00 Naïf. 33.10 Naïf. 33.20 Naïf. 33.30 Naïf. 33.40 Naïf. 33.50 Naïf. 34.00 Naïf. 34.10 Naïf. 34.20 Naïf. 34.30 Naïf. 34.40 Naïf. 34.50 Naïf. 35.00 Naïf. 35.10 Naïf. 35.20 Naïf. 35.30 Naïf. 35.40 Naïf. 35.50 Naïf. 36.00 Naïf. 36.10 Naïf. 36.20 Naïf. 36.30 Naïf. 36.40 Naïf. 36.50 Naïf. 37.00 Naïf. 37.10 Naïf. 37.20 Naïf. 37.30 Naïf. 37.40 Naïf. 37.50 Naïf. 38.00 Naïf. 38.10 Naïf. 38.20 Naïf. 38.30 Naïf. 38.40 Naïf. 38.50 Naïf. 39.00 Naïf. 39.10 Naïf. 39.20 Naïf. 39.30 Naïf. 39.40 Naïf. 39.50 Naïf. 40.00 Naïf. 40.10 Naïf. 40.20 Naïf. 40.30 Naïf. 40.40 Naïf. 40.50 Naïf. 41.00 Naïf. 41.10 Naïf. 41.20 Naïf. 41.30 Naïf. 41.40 Naïf. 41.50 Naïf. 42.00 Naïf. 42.10 Naïf. 42.20 Naïf. 42.30 Naïf. 42.40 Naïf. 42.50 Naïf. 43.00 Naïf. 43.10 Naïf. 43.20 Naïf. 43.30 Naïf. 43.40 Naïf. 43.50 Naïf. 44.00 Naïf. 44.10 Naïf. 44.20 Naïf. 44.30 Naïf. 44.40 Naïf. 44.50 Naïf. 45.00 Naïf. 45.10 Naïf. 45.20 Naïf. 45.30 Naïf. 45.40 Naïf. 45.50 Naïf. 46.00 Naïf. 46.10 Naïf. 46.20 Naïf. 46.30 Naïf. 46.40 Naïf. 46.50 Naïf. 47.00 Naïf. 47.10 Naïf. 47.20 Naïf. 47.30 Naïf. 47.40 Naïf. 47.50 Naïf. 48.00 Naïf. 48.10 Naïf. 48.20 Naïf. 48.30 Naïf. 48.40 Naïf. 48.50 Naïf. 49.00 Naïf. 49.10 Naïf. 49.20 Naïf. 49.30 Naïf. 49.40 Naïf. 49.50 Naïf. 50.00 Naïf. 50.10 Naïf. 50.20 Naïf. 50.30 Naïf. 50.40 Naïf. 50.50 Naïf. 51.00 Naïf. 51.10 Naïf. 51.20 Naïf. 51.30 Naïf. 51.40 Naïf. 51.50 Naïf. 52.00 Naïf. 52.10 Naïf. 52.20 Naïf. 52.30 Naïf. 52.40 Naïf. 52.50 Naïf. 53.00 Naïf. 53.10 Naïf. 53.20 Naïf. 53.30 Naïf. 53.40 Naïf. 53.50 Naïf. 54.00 Naïf. 54.10 Naïf. 54.20 Naïf. 54.30 Naïf. 54.40 Naïf. 54.50 Naïf. 55.00 Naïf. 55.10 Naïf. 55.20 Naïf. 55.30 Naïf. 55.40 Naïf. 55.50 Naïf. 56.00 Naïf. 56.10 Naïf. 56.20 Naïf. 56.30 Naïf. 56.40 Naïf. 56.50 Naïf. 57.00 Naïf. 57.10 Naïf. 57.20 Naïf. 57.30 Naïf. 57.40 Naïf. 57.50 Naïf. 58.00 Naïf. 58.10 Naïf. 58.20 Naïf. 58.30 Naïf. 58.40 Naïf. 58.50 Naïf. 59.00 Naïf. 59.10 Naïf. 59.20 Naïf. 59.30 Naïf. 59.40 Naïf. 59.50 Naïf. 60.00 Naïf. 60.10 Naïf. 60.20 Naïf. 60.30 Naïf. 60.40 Naïf. 60.50 Naïf. 61.00 Naïf. 61.10 Naïf. 61.20 Naïf. 61.30 Naïf. 61.40 Naïf. 61.50 Naïf. 62.00 Naïf. 62.10 Naïf. 62.20 Naïf. 62.30 Naïf. 62.40 Naïf. 62.50 Naïf. 63.00 Naïf. 63.10 Naïf. 63.20 Naïf. 63.30 Naïf. 63.40 Naïf. 63.50 Naïf. 64.00 Naïf. 64.10 Naïf. 64.20 Naïf. 64.30 Naïf. 64.40 Naïf. 64.50 Naïf. 65.00 Naïf. 65.10 Naïf. 65.20 Naïf. 65.30 Naïf. 65.40 Naïf. 65.50 Naïf. 66.00 Naïf. 66.10 Naïf. 66.20 Naïf. 66.30 Naïf. 66.40 Naïf. 66.50 Naïf. 67.00 Naïf. 67.10 Naïf. 67.20 Naïf. 67.30 Naïf. 67.40 Naïf. 67.50 Naïf. 68.00 Naïf. 68.10 Naïf. 68.20 Naïf. 68.30 Naïf. 68.40 Naïf. 68.50 Naïf. 69.00 Naïf. 69.10 Naïf. 69.20 Naïf. 69.30 Naïf. 69.40 Naïf. 69.50 Naïf. 70.00 Naïf. 70.10 Naïf. 70.20 Naïf. 70.30 Naïf. 70.40 Naïf. 70.50 Naïf. 71.00 Naïf. 71.10 Naïf. 71.20 Naïf. 71.30 Naïf. 71.40 Naïf. 71.50 Naïf. 72.00 Naïf. 72.10 Naïf. 72.20 Naïf. 72.30 Naïf. 72.40 Naïf. 72.50 Naïf. 73.00 Naïf. 73.10 Naïf. 73.20 Naïf. 73.30 Naïf. 73.40 Naïf. 73.50 Naïf. 74.00 Naïf. 74.10 Naïf. 74.20 Naïf. 74.30 Naïf. 74.40 Naïf. 74.50 Naïf. 75.00 Naïf. 75.10 Naïf. 75.20 Naïf. 75.30 Naïf. 75.40 Naïf. 75.50 Naïf. 76.00 Naïf. 76.10 Naïf. 76.20 Naïf. 76.30 Naïf. 76.40 Naïf. 76.50 Naïf. 77.00 Naïf. 77.10 Naïf. 77.20 Naïf. 77.30 Naïf. 77.40 Naïf. 77.50 Naïf. 78.00 Naïf. 78.10 Naïf. 78.20 Naïf. 78.30 Naïf. 78.40 Naïf. 78.50 Naïf. 79.00 Naïf. 79.10 Naïf. 79.20 Naïf. 79.30 Naïf. 79.40 Naïf. 79.50 Naïf. 80.00 Naïf. 80.10 Naïf. 80.20 Naïf. 80.30 Naïf. 80.40 Naïf. 80.50 Naïf. 81.00 Naïf. 81.10 Naïf. 81.20 Naïf. 81.30 Naïf. 81.40 Naïf. 81.50 Naïf. 82.00 Naïf. 82.10 Naïf. 82.20 Naïf. 82.30 Naïf. 82.40 Naïf. 82.50 Naïf. 83.00 Naïf. 83.10 Naïf. 83.20 Naïf. 83.30 Naïf. 83.40 Naïf. 83.50 Naïf. 84.00 Naïf. 84.10 Naïf. 84.20 Naïf. 84.30 Naïf. 84.40 Naïf. 84.50 Naïf. 85.00 Naïf. 85.10 Naïf. 85.20 Naïf. 85.30 Naïf. 85.40 Naïf. 85.50 Naïf. 86.00 Naïf. 86.10 Naïf. 86.20 Naïf. 86.30 Naïf. 86.40 Naïf. 86.50 Naïf. 87.00 Naïf. 87.10 Naïf. 87.20 Naïf. 87.30 Naïf. 87.40 Naïf. 87.50 Naïf. 88.00 Naïf. 88.10 Naïf. 88.20 Naïf. 88.30 Naïf. 88.40 Naïf. 88.50 Naïf. 89.00 Naïf. 89.10 Naïf. 89.20 Naïf. 89.30 Naïf. 89.40 Naïf. 89.50 Naïf. 90.00 Naïf. 90.10 Naïf. 90.20 Naïf. 90.30 Naïf. 90.40 Naïf. 90.50 Naïf. 91.00 Naïf. 91.10 Naïf. 91.20 Naïf. 91.30 Naïf. 91.40 Naïf. 91.50 Naïf. 92.00 Naïf. 92.10 Naïf. 92.20 Naïf. 92.30 Naïf. 92.40 Naïf. 92.50 Naïf. 93.00 Naïf. 93.10 Naïf. 93.20 Naïf. 93.30 Naïf. 93.40 Naïf. 93.50 Naïf. 94.00 Naïf. 94.10 Naïf. 94.20 Naïf. 94.30 Naïf. 94.40 Naïf. 94.50 Naïf. 95.00 Naïf. 95.10 Naïf. 95.20 Naïf. 95.30 Naïf. 95.40 Naïf. 95.50 Naïf. 96.00 Naïf. 96.10 Naïf. 96.20 Naïf. 96.30 Naïf. 96.40 Naïf. 96.50 Naïf. 97.00 Naïf. 97.10 Naïf. 97.20 Naïf. 97.30 Naïf. 97.40 Naïf. 97.50 Naïf. 98.00 Naïf. 98.10 Naïf. 98.20 Naïf. 98.30 Naïf. 98.40 Naïf. 98.50 Naïf. 99.00 Naïf. 99.10 Naïf. 99.20 Naïf. 99.30 Naïf. 99.40 Naïf. 99.50 Naïf. 100.00 Naïf. 100.10 Naïf. 100.20 Naïf. 100.30 Naïf. 100.40 Naïf. 100.50 Naïf. 101.00 Naïf. 101.10 Naïf. 101.20 Naïf. 101.30 Naïf. 101.40 Naïf. 101.50 Naïf. 102.00 Naïf. 102.10 Naïf. 102.20 Naïf. 102.30 Naïf. 102.40 Naïf. 102.50 Naïf. 103.00 Naïf. 103.10 Naïf. 103.20 Naïf. 103.30 Naïf. 103.40 Naïf. 103.50 Naïf. 104.00 Naïf. 104.10 Naïf. 104.20 Naïf. 104.30 Naïf. 104.40 Naïf. 104.50 Naïf. 105.00 Naïf. 105.10 Naïf. 105.20 Naïf. 105.30 Naïf. 105.40 Naïf. 105.50 Naïf. 106.00 Naïf. 106.10 Naïf. 106.20 Naïf. 106.30 Naïf. 106.40 Naïf. 106.50 Naïf. 107.00 Naïf. 107.10 Naïf. 107.20 Naïf. 107.30 Naïf. 107.40 Naïf. 107.50 Naïf. 108.00 Naïf. 108.10 Naïf. 108.20 Naïf. 108.30 Naïf. 108.40 Naïf. 108.50 Naïf. 109.00 Naïf. 109.10 Naïf. 109.20 Naïf. 109.30 Naïf. 109.40 Naïf. 109.50 Naïf. 110.00 Naïf. 110.10 Naïf. 110.20 Naïf. 110.30 Naïf. 110.40 Naïf. 110.50 Naïf. 111.00 Naïf. 111.10 Naïf. 111.20 Naïf. 111.30 Naïf. 111.40 Naïf. 111.50 Naïf. 112.00 Naïf. 112.10 Naïf. 112.20 Naïf. 112.30 Naïf. 112.40 Naïf. 112.50 Naïf. 113.00 Naïf. 113.10 Naïf. 113.20 Naïf. 113.30 Naïf. 113.40 Naïf. 113.50 Naïf. 114.00 Naïf. 114.10 Naïf. 114.20 Naïf. 114.30 Naïf. 114.40 Naïf. 114.50 Naïf. 115.00 Naïf. 115.10 Naïf. 115.20 Naïf. 115.30 Naïf. 115.40 Naïf. 115.50 Naïf. 116.00 Naïf. 116.10 Naïf. 116.20 Naïf. 116.30 Naïf. 116.40 Naïf. 116.50 Naïf. 117.00 Naïf. 117.10 Naïf. 117.20 Naïf. 117.30 Naïf. 117.40 Naïf. 117.50 Naïf. 118.00 Naïf. 118.10 Naïf. 118.20 Naïf. 118.30 Naïf. 118.40 Naïf. 118.50 Naïf. 119.00 Naïf. 119.10 Naïf. 119.20 Naïf. 119.30 Naïf. 119.40 Naïf. 119.50 Naïf. 120.00 Naïf. 120.10 Naïf. 120.20 Naïf. 120.30 Naïf. 120.40 Naïf. 120.50 Naïf. 121.00 Naïf. 121.10 Naïf. 121.20 Naïf. 121.30 Naïf. 121.40 Naïf. 121.50 Naïf. 122.00 Naïf. 122.10 Naïf. 122.20 Naïf. 122.30 Naïf. 122.40 Naïf. 122.50 Naïf. 123.00 Naïf. 123.10 Naïf. 123.20 Naïf. 123.30 Naïf. 123.40 Naïf. 123.50 Naïf. 124.00 Naïf. 124.10 Naïf. 124.20 Naïf. 124.30 Naïf. 124.40 Naïf. 124.50 Naïf. 125.00 Naïf. 125.10 Naïf. 125.20 Naïf. 125.30 Naïf. 125.40 Naïf. 125.50 Naïf. 126.00 Naïf. 126.10 Naïf. 126.20 Naïf. 126.30 Naïf. 126.40 Naïf. 126.50 Naïf. 127.00 Naïf. 127.10 Naïf. 127.20 Naïf. 127.30 Naïf. 127.40 Naïf. 127.50 Naïf. 128.00 Naïf. 128.10 Naïf. 128.20 Naïf. 128.30 Naïf. 128.40 Naïf. 128.50 Naïf. 129.00 Naïf. 129.10 Naïf. 129.20 Naïf. 129.30 Naïf. 129.40 Naïf. 129.50 Naïf. 130.00 Naïf. 130.10 Naïf. 130.20 Naïf. 130.30 Naïf. 130.40 Naïf. 130.50 Naïf. 131.00 Naïf. 131.10 Naïf. 131.20 Naïf. 131.30 Naïf. 131.40 Naïf. 131.50 Naïf. 132.00 Naïf. 132.10 Naïf. 132.20 Naïf. 132.30 Naïf. 132.40 Naïf. 132.50 Naïf. 133.00 Naïf. 133.10 Naïf. 133.20 Naïf. 133.30 Naïf. 133.40 Naïf. 133.50 Naïf. 134.00 Naïf. 134.10 Naïf. 134.20 Naïf. 134.30 Naïf. 134.40 Naïf. 134.50 Naïf. 135.00 Naïf. 135.10 Naïf. 135.20 Naïf. 135.30 Naïf. 135.40 Naïf. 135.50 Naïf. 136.00 Naïf. 136.10 Naïf. 136.20 Naïf. 136.30 Naïf. 136.40 Naïf. 136.50 Naïf. 137.00 Naïf. 137.10 Naïf. 137.20 Naïf. 137.30 Naïf. 137.40 Naïf. 137.50 Naïf. 138.00 Naïf. 138.10 Naïf. 138.20 Naïf. 138.30 Naïf. 138.40 Naïf. 138.50 Naïf. 139.00 Naïf. 139.10 Naïf. 139.20 Naïf. 139.30 Naïf. 139.40 Naïf. 139.50 Naïf. 140.00 Naïf. 140.10 Naïf. 140.20 Naïf. 140.30 Naïf. 140.40 Naïf. 140.50 Naïf. 141.00 Naïf. 141.10 Naïf. 141.20 Naïf. 141.30 Naïf. 141.40 Naïf. 141.50 Naïf. 142.00 Naïf. 142.10 Naïf. 142.20 Naïf. 142.30 Naïf. 142.40 Naïf. 142.50 Naïf. 143.00 Naïf. 143.10 Naïf. 143.20 Naïf. 143.30 Naïf. 143.40 Naïf. 143.50 Naïf. 144.00 Naïf. 144.10 Naïf. 144.20 Naïf. 144.30 Naïf. 144.40 Naïf. 144.50 Naïf. 145.00 Naïf. 145.10 Naïf. 145.20 Naïf. 145.30 Naïf. 145.40 Naïf. 145.50 Naïf. 146.00 Naïf. 146.10 Naïf. 146.20 Naïf. 146.30 Naïf. 146.40 Naïf. 146.50 Naïf. 147.00 Naïf. 147.10 Naïf. 147.20 Naïf. 147.30 Naïf. 147.40 Naïf. 147.50 Naïf. 148.00 Naïf. 148.10 Naïf. 148.20 Naïf. 148.30 Naïf. 148.40 Naïf. 148.50 Naïf. 149.00 Naïf. 149.10 Naïf. 149.20 Naïf. 149.30 Naïf. 149.40 Naïf. 149.50 Naïf. 150.00 Naïf. 150.10 Naïf. 150.20 Naïf. 150.30 Naïf. 150.40 Naïf. 150.50 Naïf. 151.00 Naïf. 151.10 Naïf. 151.20 Naïf. 151.30 Naïf. 151.40 Naïf. 151.50 Naïf. 152.00 Naïf. 152.10 Naïf. 152.20 Naïf. 152.30 Naïf. 152.40 Naïf. 152.50 Naïf. 153.00 Naïf. 153.10 Naïf. 153.20 Naïf. 153.30 Naïf. 153.40 Naïf. 153.50 Naïf. 154.00 Naïf. 154.10 Naïf. 154.20 Naïf. 154.30 Naïf. 154.40 Naïf. 154.50 Naïf. 155.00 Naïf. 155.10 Naïf. 155.20 Naïf. 155.30 Naïf. 155.40 Naïf. 155.50 Naïf. 156.00 Naïf. 156.10 Naïf. 156.20 Naïf. 156.30 Naïf. 156.40 Naïf. 156.50 Naïf. 157.00 Naïf. 157.10 Naïf. 157.20 Naïf. 157.30 Naïf. 157.40 Naïf. 157.50 Naïf. 158.00 Naïf. 158.10 Naïf. 158.20 Naïf. 158.30 Naïf. 158.40 Naïf. 158.50 Naïf. 159.00 Naïf. 159.10 Naïf. 159.20 Naïf. 159.30 Naïf. 159.40 Naïf. 159.50 Naïf. 160.00 Naïf. 160.10 Naïf. 160.20 Naïf. 160.30 Naïf. 160.40 Naïf. 160.50 Naïf. 161.00 Naïf. 161.10 Naïf. 161.20 Naïf. 161.30 Naïf. 161.40 Naïf. 161.50 Naïf. 162.00 Naïf. 162.10 Naïf. 162.20 Naïf. 162.30 Naïf. 162.40 Naïf. 162.50 Naïf. 163.00 Naïf. 163.10 Naïf. 163.20 Naïf. 163.30 Naïf. 163.40 Naïf. 163.50 Naïf. 164.00 Naïf. 164.10 Naïf. 164.20 Naïf. 164.30 Naïf. 164.40 Naïf. 164.50 Naïf. 165.00 Naïf. 165.10 Naïf. 165.20 Naïf. 165.30 Naïf. 165.40 Naïf. 165.50 Naïf. 166.00 Naïf. 166.10 Naïf. 166.20 Naïf. 166.30 Naïf. 166.40 Naïf. 166.50 Naïf. 167.00 Naïf. 167.10 Naïf. 167.20 Naïf. 167.30 Naïf. 167.40 Naïf. 167.50 Naïf. 168.00 Naïf. 168.10 Naïf. 168.20 Naïf. 168.30 Naïf. 168.40 Naïf. 168.50 Naïf. 169.00 Naïf. 169.10 Naïf. 169.20 Naïf. 169.30 Naïf. 169.40 Naïf. 169.50 Naïf. 170.00 Naïf. 170.10 Naïf. 170.20 Naïf. 170.30 Naïf. 170.40 Naïf. 170.50 Naïf. 171.00 Naïf. 171.10 Naïf. 171.20 Naïf. 171.30 Naïf. 171.40 Naïf. 171.50 Naïf. 172.00 Naïf. 172.10 Naïf. 172.20 Naïf. 172.30 Naïf. 172.40 Naïf. 172.50 Naïf. 173.00 Naïf. 173.10 Naïf. 173.20 Naïf. 173.30 Naïf. 173.40 Naïf. 173.50 Naïf. 174.00 Naïf. 174.10 Naïf. 174.20 Naïf. 174.30 Naïf. 174.40 Naïf. 174.50 Naïf. 175.00 Naïf. 175.10 Naïf. 175.20 Naïf. 175.30 Naïf. 175.40 Naïf. 175.50 Naïf. 176.00 Naïf. 176.10 Naïf. 176.20 Naïf. 176.30 Naïf. 176.40 Naïf. 176.50 Naïf. 177.00 Naïf. 177.10 Naïf. 177.20 Naïf. 177.30 Naïf. 177.40 Naïf. 177.50 Naïf. 178.00 Naïf. 178.10 Naïf. 178.20 Naïf. 178.30 Naïf. 178.40 Naïf. 178.50 Naïf. 179.00 Naïf. 179.10 Naïf. 179.20 Naïf. 179.30 Naïf. 179.40 Naïf. 179.50 Naïf. 180.00 Naïf. 180.10 Naïf. 180.20 Naïf. 180.30 Naïf. 180.40 Naïf. 180.50 Naïf. 1







## SOMMAIRE

■ Maîtriser l'évolution du crédit devient une opération de plus en plus hasardeuse depuis que l'encadrement quantitatif a disparu (lire ci-dessous). ■ Dans la controverse portant sur l'achat par Pechiney d'Amé-

rican Can, le ministre des finances évoque à demi-mot un éventuel complot politique (lire page 28). ■ Le revenu des agriculteurs aurait baissé de 3,8 % en 1988 indique la FNSEA

qui réclame à nouveau la tenue d'une conférence agricole (lire page 24). ■ M. Jean-Pierre Soisson souhaite que les partenaires sociaux s'expriment clairement sur le droit de licenciement (lire page 24).

D'étranges remous agitent le capital du numéro un mondial du luxe

## Le titre LVMH à plus de 4500 F

La bataille pour le contrôle du groupe Louis Vuitton - Moët-Hennessy n'est pas terminée. M. Bernard Arnault a annoncé, le 5 janvier, qu'un pacte liant les sociétés de son groupe et les familles traditionnellement actionnaires de LVMH.

A peu près au même moment, l'état-major du numéro un du luxe décidait de publier les résultats provisoires pour 1988 : chiffre d'affaires de 16,3 milliards de francs et progression de 23 % par rapport à l'exercice précédent. Les bénéfices eux, devaient augmenter de 50 % par rapport à 1987, où ils avaient atteint 1,3 milliard de francs.

Ces deux informations sont arrivées en même temps d'une journée riche en rebondissements et en rumeurs qui avait débuté par d'importants mouvements sur le titre LVMH à la Bourse de Paris. Au milieu de l'après-midi, en effet, la cotation des actions avait même été suspendue. Et à la clôture, le titre valait 4141 F, soit 20 % de plus que la veille.

Étrange coïncidence entre ces informations où se mêlent une lutte pour le contrôle du groupe et une spéculation sur des résultats financiers dont certains n'ignoraient pas qu'ils seraient excellents. La bataille pour le pouvoir et le délit d'initiatives pourraient alors s'être rencontrés.

Les mouvements sur le titre LVMH ont commencé le 22 décembre dernier, où il cotait 3200 F. Depuis cette date 342 000 titres ont changé de mains représentant environ 3 % du capital. Jeudi 5 janvier, 237 457 actions ont été échangées (pour une valeur de 954 millions de francs) et 270 000 le vendredi 6 jan-

vier, vers 13 h 30, le titre gagnant 9,3 % sur la veille.

Certains y ont d'abord vu la main de M. Bernard Arnault, couturier des coups spectaculaires et inattendus. Cela n'aurait en effet pas été la première fois que le jeune financier aurait « ramassé » par surprise, pour conforter sa position dans le groupe, dont il détient le tiers du capital avec le britannique Guinness. Sans doute le PDG de Dior a participé à ce mouvement et a rallié pour son propre compte une partie des actions dont il a ainsi contribué à faire monter le cours. Mais il n'est pas certain que ce soit lui qui a provoqué cette nouvelle bataille boursière. Il a cependant sa part à mettre à profit pour faire un coup de théâtre bien dans sa manière en rendant public l'accord entre lui et l'actionnariat traditionnel de Moët-Hennessy. Ce pacte, manifestement signé l'été dernier prévoit un droit de préemption réciproque sur les titres détenus d'une part par les sociétés du groupe Arnault et d'autre part par les familles actionnaires qui possèdent encore 37 % du capital du groupe.

Tardivement publiée, cette information démontre que M. Bernard Arnault s'était donné un moyen supplémentaire pour contrôler ce groupe. Par ailleurs, elle sonne comme une mise en garde à l'encontre de quiconque n'aurait pas respecté ce pacte. Notamment dans le cas où il s'agirait que les récents mouvements sur le titre ont été possibles grâce aux ventes d'un représentant de l'actionnariat familial. Mais pour quel autre acheteur ?

F. Ch.

## La progression des crédits à la consommation L'indomptable monnaie

Les crédits à la consommation accordés aux particuliers, autrement appelés crédits de trésorerie, augmentent vite, trop vite : encore 22 % de progression en 1988, après une avance de 39 % en 1987. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, vient de l'affirmer (le Monde du 6 janvier), comme l'avait fait le 6 décembre M. de Larosière, gouverneur de la Banque de France.

Cette croissance rapide risque, si elle se poursuit, de relancer l'inflation, et surtout de développer les importations de produits de consommation, contribuant ainsi au déséquilibre de la balance commerciale française.

Mais pas plus le ministre que le gouverneur ne sont décidés, dans l'immédiat, à prendre des mesures restrictives, comme l'auraient probablement fait au début des années 80, les renvoyant, éventuellement, au second semestre. Ils se contenteront d'annoncer les établissements de crédit en leur demandant fermement de ralentir leur distribution et d'éviter toute publicité trop agressive, notamment auprès des jeunes en danger de surendettement.

Sans doute avancent-ils que la situation n'est pas suffisamment grave pour justifier de telles mesures. Mais la vraie raison est plutôt qu'aujourd'hui, ni le ministre ni le gouverneur ne peuvent agir de manière sélective, c'est-à-dire en freinant uniquement les crédits à la consommation, sans influer sur la distribution des autres crédits, ceux à l'immobilier et aux entreprises. Nous n'en sommes plus au bon vieux temps.

A cette époque, c'est-à-dire de 1971 à la fin 1986, le crédit était « encadré » quantitativement, c'est-à-dire que les établissements distributeurs se voyaient allouer chaque année des quotas de progression en fonction de la nature de leur clientèle, les autorités monétaires et le gouvernement statuant souverainement sur le montant des quotas et la nature de leurs bénéficiaires. Ainsi, en 1983, les crédits ordinaires accordés aux entreprises étaient prévus en diminution avec des exceptions pour les crédits à l'exportation, qui augmentaient de 12 %, pour les crédits au logement qui augmentaient de 5 %, tandis que le crédit à la consommation ne devait pas augmenter du tout.

Depuis le début de 1987, l'encadrement quantitatif a disparu pour faire place à un régime global non plus de la masse des crédits, mais de la masse monétaire, c'est-à-dire des liquidités de l'économie. Ce régime s'effectue au moyen de deux instruments. Le premier est une variation des taux d'intérêt à court terme, toutes les élévations ayant pour objet de décourager une demande de crédit jugée excessive et inflationniste (surchauffe), et toute diminution prenant le caractère d'une relance en cas de stagnation de l'économie. Le second est une action

indirecte sur le volume de la distribution de crédits en modifiant le pourcentage des réserves obligatoires que constituent les banques auprès de l'Institut d'émission. Elles doivent bloquer sans intérêt dans des livres un pourcentage des prêts qu'elles consentent, ce qui réduit d'autant le bénéfice qu'elles réalisent sur ces prêts. En augmentant ce pourcentage, la Banque de France diminue les profits des établissements de crédit et donc freine leur activité.

### Reprendre les marchés perdus

L'ennui de cette méthode, qualifiée de libérale, et inspirée des exemples étrangers, est qu'étant globale, elle ne permet désormais aucune sélectivité, faisant « pleuvoir » sur les bons et les mauvais, sans distinction entre les crédits aux entreprises, à l'exportation, au logement et à la consommation. En outre, pour bricoler encore le jeu, au temps de l'encadrement, les crédits à la consommation étaient distribués par des établissements spécialisés (CETELEM, SOFINCO, CREG...), dont on pouvait régler l'activité par des mesures spécifiques. Aujourd'hui, c'est l'ensemble des banques, commerciales et mutualistes, le plus en flèche dans ce genre de crédits, qui est concerné : libérées de leur blocage

quantitatif, elles se sont ruées sur le marché des particuliers, abandonné par elles depuis 1945, pour reprendre les marchés perdus.

Ainsi, à l'heure actuelle, si le gouvernement et la Banque de France veulent freiner le crédit à la consommation, les mesures qu'ils prendraient toucheraient également et obligatoirement le crédit aux entreprises, ce qui, pour l'instant, n'est pas du tout une priorité, puisqu'il s'agit de favoriser l'expansion et l'investissement industriel.

Pour l'instant, avons-nous dit, car de bons esprits peuvent se demander si l'économie française ne s'est pas de nouveau engagée dans une inflation de crédit à défaut d'inflation de coûts. Certes, selon la Banque de France, la progression, au rythme actuel de 11,5 % (et de 17 % pour les banques) du crédit interne total qui englobe l'endettement des agents économiques, entreprises et ménages, plus l'état, est compatible avec celle de sa principale contrepartie, la masse monétaire M3. Cette dernière comprend non seulement les liquidités et les placements à vue de la masse M2, mais aussi les placements à terme, et augmente de 7,3 % l'an en ce moment, rythme jugé raisonnable.

Mais, avance par exemple M. Berthelin, directeur de la gestion privée, on peut se demander s'il ne faut pas ajouter aux liquidités et

semi-liquidités de la masse M3 une part non négligeable des emprunts obligataires à taux variable, émis assez massivement par les banques depuis le début de 1987 pour financer une part de leurs crédits. Normalement, ces emprunts ne sont pas compris dans M3 puisqu'on les considère comme des placements à long terme non liquides.

Si, en revanche, ils sont soustraits par les SICAV ou court terme, dites de trésorerie, forme d'épargne tout à fait liquide puisque mobilisable à vue dans les guichets des banques, de tels emprunts deviennent, eux aussi, liquides et, pour une part appréciable, peuvent être ajoutés à la masse M3 dont le rythme de croissance s'élèverait alors à 9 ou 10 %, rythme assurément trop rapide.

Autrefois, on considérait comme inflationniste la transformation, c'est-à-dire le financement de crédits à long terme par des ressources à court terme. Aujourd'hui, la transformation inverse d'épargne à long terme ainsi « liquides » en crédits bancaires n'est-elle pas aussi perméable, créatrice de cette « copie-monnaie » dont parlait un ancien gouverneur de la Banque de France, M. Renaud de La Genière, et qui ne figure pas dans les agrégats de l'Institut d'émission ? On peut, à tout le moins, s'interroger.

FRANÇOIS RENARD.

## Au Forum de « l'Expansion »

## M. Bérégovoy annonce la baisse de la fiscalité de l'épargne en 1990

« Même si nous n'obtenons pas satisfaction sur l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne, nous ne renoncerons pas en cause la libération des mouvements de capitaux », a déclaré, jeudi 5 janvier au Forum de l'Expansion, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.

Quelle que soit donc l'issue des discussions entre les Douze sur l'harmonisation fiscale, la liberté totale des mouvements de capitaux, « décidée en juin dernier », entrera en application le 1<sup>er</sup> juillet 1990. « Si l'État ne peut pas empêcher la fiscalité de l'épargne, il aura à agir pour éviter la délocalisation de l'épargne ». En clair, pour la première fois, M. Bérégovoy indique qu'il réduira de toute façon la fiscalité sur l'épargne dans la loi de finances pour 1990. Il estime les pertes de recettes fiscales à en attendre « entre 15 et 20 milliards de francs ».

Interrogé sur le franc, le ministre d'Etat a répondu qu'il n'est pas question de dévaluer notre monnaie, se serait-ce que par une réévaluation d'une autre devise du système monétaire européen. Plus précisé-

ment, M. Bérégovoy a affirmé que, « si le deutchmark devait être réévalué, le franc le serait également ».

Confirquant que le rapprochement entre la BNP et l'UAP était en projet, le ministre a expliqué que, en tout état de cause, une telle opération nécessiterait un préalable non loi. Il s'agirait, en fait, de revoir un texte législatif de 1973 qui limite le niveau de participation des sociétés d'assurances dans le capital d'autres entreprises.

### Le CNPF et les services publics

A propos de la bataille autour de la Société générale, le ministre d'Etat a proposé ses services aux protagonistes, MM. Pébereau, le patron de Marcove Investissements, et Viot, le président de la banque. « S'ils estiment que le jeu joue un rôle (en vue de parvenir à un compromis), je suis prêt à les recevoir ensemble », a indiqué le titulaire de la Rue de Rivoli.

Bref, à propos, de l'épargne, M. Bérégovoy a confirmé qu'il

n'enviegnait pas de « banaliser le livre A », mais qu'il avait engagé une réflexion plus large. Le plan d'épargne-retraite (PER) n'ayant pas « donné les résultats escomptés », le ministre a demandé « à son administration d'imaginer des produits d'épargne plus attractifs ». Il a évoqué un projet encore très vague d'« épargne salariale différée ».

Pour sa part, M. Ernest-Antoine Seillière, vice-président du CNPF, a déclaré : « Le premier devoir de l'Etat dans les années qui viennent est de se concentrer sur l'amélioration des services publics (...). Si d'aventure on n'utilise pas les prochaines années pour attaquer et régler ce problème, le risque existe de voir, dans l'Europe de demain, de nombreux délocalisations d'entreprises françaises ou des appels à la substitution ».

En outre, le représentant du patronat a estimé que « le suffrage universel a mis en place une majorité politique favorable à une économie mixte dans son statuto (...). Il ne faut pas que se développe une tendance de l'Etat à faire ce que le privé fait ».

## Confirmant ses bonnes performances commerciales

## Automobiles Peugeot fait un retour remarqué en Iran

Le groupe privé Peugeot marque avec éclat la renaissance des relations économiques entre la France et l'Iran, et son retour dans ce pays. Sa filiale Automobiles Peugeot vient en effet de signer avec Iran Khodro, société automobile nationalisée, un double accord de coopération industrielle, qui pourrait atteindre 8 à 10 milliards de francs sur dix ans.

Le premier volet de l'accord porte sur la fourniture, jusqu'en 1994, d'environ 60 000 ensembles mécaniques, d'origine Peugeot 504, destinés à la Paykan, voiture produite depuis 1966 par Iran Khodro. Automobiles Peugeot prend ainsi le relais de sa filiale britannique qui avait cessé ses livraisons, et donc sa production de composants à destination de l'Iran, en raison d'une pénurie de devises dans ce pays due à son conflit avec l'Irak.

Le second volet porte sur l'expédition de « kits » de Peugeot 405 qui seront assemblés par Iran Khodro. Le démarrage de la

production est prévue au printemps 1989. Le volume devrait atteindre 500 000 véhicules sur dix ans (6 000 en 1989) et le taux d'intégration locale, de l'ordre de 11 % au début, pourrait, en fonction des capacités industrielles iraniennes, dépasser 80 %.

En annonçant cet accord le 5 janvier, M. Jean Boillot, président d'Automobiles Peugeot, a confirmé les bonnes performances commerciales de la société. Son chiffre d'affaires a cru de 22 % à 87 milliards de francs et sa pénétration européenne de 14,5 % avec plus d'un million de véhicules immatriculés en Europe (France comprise), pour atteindre 8,2 %, sur un marché en progression de 4,5 % par rapport à 1987.

M. Jacques Calvet, président du directoire de Peugeot SA, a profité de l'occasion pour s'exprimer pour la première fois publiquement sur les décisions du gouvernement français à l'égard de Renault, annoncées le 30 décembre dernier. Le patron du groupe privé s'est dit « étonné » par l'absence d'explications tant du côté des pouvoirs publics français que des autorités de Bruxelles. Il a dénoncé l'allègement des 12 milliards de francs de dettes pratiqué par l'Etat à l'égard de la Régie, estimant qu'il faussait la concurrence, que ce montant était désormais trop élevé au regard du redressement des comptes de Renault, et qu'enfin — et surtout — il ne s'accompagnait d'aucun des engagements, pris par le précédent gouvernement, pour faire accepter le règlement du dossier Renault auprès de la Commission européenne. Ces engagements comprenaient : d'une part le changement de statut de Renault de régie en société anonyme, « premier pas vers la privatisation », aux dires même de Jacques Calvet, garantissant que Renault serait bien désormais une entreprise concurrentielle comme les autres ; d'autre part, l'assurance de l'Etat français de ne plus aider financièrement Renault, les 12 milliards d'allègement de dettes étant réalisés pour « soldes de tout compte ». Jacques Calvet attend donc de connaître la position de Bruxelles, où il se rendra sous quinze jours, pour rencontrer les nouveaux commissaires mis en place début janvier pour exprimer un jugement plus définitif, considérant que la décision française ne marque pour l'heure que le début d'un processus.

C. B.

## REPÈRES

### Inflation

### Accélération dans la CEE

Le taux d'inflation dans la Communauté européenne pour l'ensemble de l'année 1988 devrait atteindre 4,2 %, estime Eurostat, l'Office statistique de la CEE. En 1987, la hausse avait été de 2,7 %. Cette estimation se base sur les résultats des onze premiers mois de 1988. Le dernier chiffre connu, celui de novembre, fait apparaître une hausse de 0,4 %, la plus forte progression enregistrée dans la CEE depuis trente et un mois. Le mauvais chiffre de novembre entraîne une inflation de 4,1 % sur un an (novembre 1987 à novembre 1988) et « confirme la reprise de l'inflation que l'on constate depuis l'été 1988 », commente Eurostat.

La hausse de novembre est due à des accroissements sensibles au Royaume-Uni (0,5 %), au Danemark et en Grèce (0,7 %), en Italie (0,8 %) et au Portugal (1,5 %). Par contre, on enregistre pour novembre des taux d'inflation plutôt faibles pour les autres pays de la Communauté : 0,3 % au Luxembourg, 0,2 % en RFA, 0,1 % en Belgique. En Irlande, l'indice trimestriel a progressé de

0,6 %, soit une moyenne mensuelle de 0,2 %.

### Acier européen

### L'Italie repousse la décision

### concernant Bagnoli

Le gouvernement italien a décidé jeudi 5 janvier de repousser au mois de juillet prochain toute décision sur la fermeture, même partielle, du complexe sidérurgique géant de Bagnoli, près de Naples. Il donne ainsi satisfaction au millier d'ouvriers qui manifestaient violemment dans le centre de Naples, mais contrevenant aux décisions arrêtées le 21 décembre par Bruxelles. Examinant ce jour-là le plan de « la dernière chance » pour sauver le géant italien de l'acier, l'insider, les ministres de l'industrie avaient donné leur feu vert à l'injection de 4,9 milliards d'ECU (quelque 34 milliards de francs) pour débloquer le groupe à condition que 20 000 emplois et que 70 000 soient supprimés et que les capacités de production soient réduites de 1,16 million de tonnes (sur 12,5 millions de tonnes). Bagnoli était particulièrement

concerné par cette opération chirurgicale : les emplois devaient tomber de 8 000 à 3 600. Pour atténuer les effets de ce plan, le gouvernement italien a néanmoins arrêté une série de mesures afin de créer 11 800 emplois nouveaux dans des secteurs à technologie avancée, dont 4 090 à Naples. Finsider a été mis en liquidation judiciaire, avec 7 milliards de dollars (42 milliards de francs) de dettes, au début de l'année.

### Droit anti-dumping

### La CEE sanctionne l'armateur sud-coréen Hyundai

La CEE a imposé, le 4 janvier, de sévères droits anti-dumping à l'encontre de la première compagnie sud-coréenne, Hyundai, accusée de « casser » les prix sur la ligne qui relie les pays européens à l'Australie.

C'est la première fois que la Communauté européenne sanctionne un transporteur maritime, mettant ainsi en application une législation spécifique dont elle s'est dotée fin 1988. Les douze capitales de la CEE ont approuvé officiellement l'imposi-

tion de ces droits compensateurs sur toute marchandise que Hyundai Merchant Marine chargera sur ses navires porte-conteneurs au départ de la CEE à destination de l'Australie.

La CEE reproche à Hyundai, aidée par le gouvernement de Séoul, de pratiquer des prix artificiellement bas, inférieurs de 26 % en moyenne à ceux affichés par les consortiums et les conférences d'amateurs européens. Ces derniers ont été obligés de s'aligner sur les tarifs de l'armateur sud-coréen et de sacrifier leur marge bénéficiaire, sur une ligne, de surcroît, en perte de vitesse commerciale.

Parmi les armateurs européens concernés figure le groupe public français Compagnie générale maritime (CGM).

### Réserves monétaires

### Près de 100 milliards de dollars au Japon

Les réserves en devises ont atteint un nouveau montant record en 1988 pour frôler les 100 milliards de dollars (600 milliards de francs), a annoncé, jeudi 5 janvier, le ministre des finances. Leur dernière

hausse, 515 millions de dollars en décembre, les a portées à 97,66 milliards de dollars fin 1988. Ce niveau sans précédent confirme le Japon à sa place de premier détenteur de devises au monde. L'an dernier toutefois, la progression des réserves en devises, or et droits de tirage spéciaux a été moins forte qu'en 1987 : 16,18 milliards de dollars, contre 39,24 milliards, grâce à la relative accalmie sur les marchés des changes. La stabilisation du dollar implique pour le Japon une intervention directe mais aussi indirecte : une bonne part de dollars achetés sur les marchés des changes sont recyclés par l'achat d'obligations du Trésor américain.

### Diamant

### Les ventes de De Beers : + 36 % en 1988

Les ventes de diamants bruts de la Central Selling Organisation (CSO), société de commercialisation du groupe De Beers, ont atteint 4,2 milliards de dollars (25 milliards de francs) en 1988, en progression de 36 % sur le chiffre record réalisé en 1987, qui était d'un peu plus de 3 milliards de dollars.







# Économie

## ÉTRANGER

Rencontre avec M. Terasawa,  
responsable de l'Agence multilatérale de garantie

### Couvrir les risques politiques pour relancer l'investissement dans le tiers-monde

Encourager les investissements dans le tiers-monde en couvrant les risques non commerciaux, autrement dit politiques : ce très vieux défi est en passe d'être relevé. Officiellement lancée au printemps 1988 par la Banque mondiale (BIRD) pour valancer les réticences des investisseurs qui ont déserté les pays en développement, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) prend ses marques sous la direction d'un Japonais, le premier à accéder au rang de vice-président exécutif du groupe, M. Toshio Terasawa.

De vieux réflexes nationalistes se mêlent, dans le cas de l'Amérique latine à l'absence de juridiction internationale reconnue en matière de litiges. Plus soudeuse demeure une autre crainte. Celle de voir l'AMGI, forte de sa représentativité internationale, déterminer des risques-pays, et par là même une échelle de notation sur laquelle, petit à petit, les agences nationales d'assurances se baseraient, enlevant aux pays en développement la possibilité de jouer sur différentes approches.

M. Terasawa reste pourtant confiant. Il entend conjuguer les vertus de la « patience asiatique » à ses talents de « vendeur agressif » pour amener les réticents à rejoindre les quarante-six pays, développés ou non, membres de l'AMGI et faire du « nouveau-né » du groupe de la Banque mondiale une organisation de poids dès cette année. Affinés durant de longues années de négociations discrètes, les arguments qu'il reprend ne manquent pas de force. L'investissement direct n'aurait rien de la farses de la dette. Il peut, au contraire, participer à la modernisation de technologies, voire aux transferts de nouvelles connaissances et de savoir-faire. En assurant toutes les formes de placements en capital, l'Agence espère, en outre, renforcer de nouveaux instruments comme les conversions de dettes en actifs et participer au mouvement général de privatisation d'entreprises publiques.

De passage à Paris, M. Terasawa reconnaît volontiers, dans un sourire, qu'il perçoit une pointe de fièvre, qu'il s'agit pour lui d'une « nouvelle aventure », symbole de la puissance croissante de l'empire du Soleil-Levant. Courtier chez Nomura, il a créé la première tête de pont japonaise à Wall Street avant de revenir à Tokyo comme vice-président de la puissante société de courtage, Resté « Terry » pour ses anciens collègues new-yorkais, il n'a pas hésité à abandonner une position enviable et « lucrative » pour se lancer dans l'inconnu des arcanes internationales et du monde de l'assurance.

Le terme de « découverte » n'est pas trop fort. A la tête d'une petite équipe de trente-trois personnes dont le recrutement est pratiquement terminé, M. Terasawa devra répondre à quatre types de risques, qui ont, jusqu'à présent, fait reculer les agences nationales d'assurances à l'exportation comme la COFACE française, Hermès en Allemagne ou l'ECGD en Grande-Bretagne : risque de limites autoritaires aux transferts des bénéfices ou des capitaux ; risque de nationalisation ou d'expropriation ; risque de rupture abusive de contrat ; risque de guerre ou de révolution. Une couverture aussi large qu'ambitieuse, dont l'OCDE (1) révérait déjà, au début des années 60.

#### Réticences et nationalisme

Il aura fallu prendre la mesure du désinvestissement qui menace l'avenir de nombre de pays endettés pour que des décennies de tergiversations aboutissent à la création de l'AMGI et à l'élargissement de son rôle. Assureur d'un type nouveau, l'Agence fournira également informations et conseils aux investisseurs potentiels comme aux gouvernements des nations en développement.

Ce double rôle « ne sera pas à sens unique », affirme M. Terasawa. « Des Brésiliens par exemple pourront tout aussi bien bénéficier de nos contrats et de nos services s'ils cherchent à investir à l'étranger. » Après avoir rassuré les agences nationales d'assurances qui craignent de voir l'AMGI devenir un concurrent plus qu'un complément, le vice-président parvient-il à calmer les appréhensions de nombre de pays du tiers-monde ? « Des réticences persistent », reconnaît-il. Les « grands » comme le Brésil, le Mexique ou l'Inde « sont encore restés à l'écart ».

#### Profession de foi libérale

La profession de foi libérale de M. Terasawa devrait séduire certains gouvernements de pays industriels, États-Unis en tête. « Je crois plus au développement du secteur privé qu'aux aides gouvernementales », affirme-t-il tranquillement, avant de souligner que l'AMGI sera elle-même « gérée comme une entreprise privée ». Dotée d'un capital initial de 1 milliard de dollars de tirage spécial (2), l'Agence jouira d'une réelle autonomie même si ses statuts, très conservateurs, lui interdisent de s'engager au-delà de 150 % du capital souscrit plus les réserves constituées. « Jusqu'à 25 millions de dollars, les contrats seront conclus sans l'approbation préalable du conseil d'administration », composé des représentants des pays membres.

Une liberté de manœuvre dont bénéficie la Société financière internationale (SFI), une autre filiale de la Banque mondiale spécialisée dans la promotion du secteur privé dans le tiers-monde, et dont M. Terasawa se sent « plus proche » que de la maison mère : « Lorsqu'on travaille avec des entreprises, il faut leur apporter des réponses rapides, ce que ne parviennent pas à faire de vastes organisations multilatérales. » Décidé à « voir grand », titre d'un ouvrage publié au Japon sur son expérience chez Nomura et ses espoirs à l'AMGI, M. Terasawa ne sous-estime pas les difficultés qui l'attendent.

Rappeler que, entre 1980 et 1985, le rendement annuel des investissements directs américains dans les pays en développement a atteint 17 % contre 11,7 % dans les autres pays développés est une chose. L'at-

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

##### SAINT-HONORÉ MATIGNON

Le Conseil d'Administration a décidé de réunir les actionnaires en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire pour le mardi 10 janvier 1989 à 10 heures au siège social, 47 rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS. An cas où l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire se tiendrait sur son lieu habituel de convocation le mardi 17 janvier 1989 à 16 heures avec le même ordre du jour et à la même adresse. Les résolutions de la partie ordinaire porteront sur des autorisations de rachat par la société de ses propres actions et d'émission d'emprunts obligataires à concurrence d'un montant global d'un milliard de francs. Pour la partie extraordinaire, l'Assemblée est appelée à statuer sur l'émission de certificats d'investissement, de valeurs mobilières pouvant donner droit à des titres émis en représentation d'une partie du capital social, ainsi que de bon de souscription d'actions. Seront également soumises une autorisation d'augmentation du capital et des modifications statutaires concernant les franchises de seuil et le paiement du dividende en actions. Les documents préparatoires relatifs à cette assemblée peuvent être consultés au siège social. Leur envoi par courrier ainsi que celui des formulaires de pouvoir ou de vote par correspondance peuvent être également demandés au siège social. M.A.C.

## La « guerre des hormones » CEE-Etats-Unis

### Les Douze à la recherche du compromis

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

La décision de la CEE sur les mesures à prendre pour riposter aux représailles commerciales que les États-Unis appliquent depuis le 1<sup>er</sup> janvier, dans le cadre de la « guerre des hormones », intervient au mieux le 23 janvier. Les représentants permanents à Bruxelles des gouvernements membres (COREPER) ont en effet transmis, jeudi 3 janvier, le dossier au conseil des ministres des affaires étrangères de la Communauté, qui se tiendra dans deux semaines.

« Nous devons montrer notre fermeté mais sans précipitation », confiait, non sans une pointe d'humour, un responsable européen à l'issue des travaux des ambassadeurs des Douze. Il est vrai qu'à cette occasion la CEE a réaffirmé sa détermination de ne pas modifier la législation interdisant la commercialisation, donc également les importations, de viande de bœuf traitée aux hormones.

Afin de protester contre le préjudice que subissent les exportateurs américains de produits hormonaux, Washington a mis à exécution la menace brandie il y a un mois. Le 19 décembre, les chefs de la diplomatie européenne prenaient la décision de principe d'adopter des contre-mesures si les États-Unis appliquaient leurs sanctions.

Jeudi, la Commission européenne a présenté une liste des deux produits (bois et fruits secs) devant faire l'objet de représailles comparables à celles engagées par les Améri-

cains : droits de douane de 100 % de la valeur des marchandises pour un volume d'importation de l'ordre de 100 millions de dollars. L'exécuteur de la CEE se limitait toutefois à recommander que l'entrée en vigueur s'effectue « le plus tôt possible », sans indication de date.

Des discussions du COREPER ont confirmé le flottement des instances communautaires et des capitales européennes. Nombre d'Etats membres - Allemagne fédérale, Pays-Bas, Royaume-Uni, Danemark, Italie - ont mis en avant la nécessité de ne pas envenimer la querelle, de façon à éviter tout risque d'escalade. De son côté, la Commission a fait valoir les « délais de route » pour que la viande hormonaire expédiée avant la fin de l'année par les Américains soit admise dans le Marché commun jusqu'à la fin janvier...

#### La nécessité d'attendre

Rien de plus normal en effet, d'autant qu'il s'agit de quelques centaines de tonnes. Un détail, certes - tout comme l'importance du commerce concerné (200 millions de dollars au total pour les échanges commerciaux globaux de 150 milliards de dollars), mais qui est révélateur de l'état d'esprit des Douze. La Communauté a déjà fait un signe non négligeable à l'adresse des États-Unis en les autorisant à exporter leurs aliments pour animaux domestiques à base de viande hormonaire.

La non plus on ne peut pas véritablement parler de concessions, mais

les Douze expriment, chaque fois qu'ils le peuvent, leur recherche du compromis à tout prix. Ainsi, l'idée selon laquelle il faut attendre que le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) se prononce sur la plainte de Bruxelles à propos des représailles américaines avant de prendre des mesures de rétorsion chemine allégrement.

Indépendamment de la lenteur des procédures de l'Organisation de Genève (un délai de plusieurs semaines voire de plusieurs mois, est nécessaire avant d'aboutir à une conclusion), il ne peut être exclu que les discussions, au GATT, abordent d'une manière ou d'une autre la législation européenne interdisant l'utilisation des hormones dans le secteur de l'élevage.

M. Frans Andriessen, ancien commissaire à l'Agriculture, aujourd'hui chargé des relations extérieures, affirme qu'il n'est pas question d'accepter la création d'un comité scientifique destiné à apprécier l'opportunité de la réglementation des Douze. Les Américains ne sont pas des scientifiques, mais des arbitres. Ils sont soutenus, dans ce combat, par l'industrie vétérinaire des États membres, singulièrement celles de la France et de la RFA, les plus importantes de la CEE.

Les tergiversations des Douze surprennent les milieux communautaires, surtout après que la CEE a proclamé haut et fort qu'il y avait une riposte aux sanctions américaines. A telle enseigne que le sentiment général qui prévaut dans les milieux communautaires est que les ministres des affaires étrangères décideraient... d'attendre.

MARCEL SCOTTO.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### UNE SOLUTION POUR RÉALISER CHACUN DE VOS OBJECTIFS DE PLACEMENT :

Rémunérer vos disponibilités :

Investir en actions françaises :

Placer dans des valeurs de patrimoine :

Préparer votre retraite :

Mieux vivre votre retraite :

COMPTAVALOR  
COMPTEPAR

LIVRET BOURSE  
INVESTISSEMENTS

HORIZON

COMPTETRAITE

REVENUS  
TRIMESTRIELS

SICAV monétaire  
FCP court terme  
(sensibles)

SICAV CEA  
(actions françaises)

SICAV diversifiée

SICAV PER

SICAV à distribution  
trimestrielle

SICAV et FCP du groupe Caisse des dépôts et consignations

### VOUS POUVEZ SOUSCRIRE

#### AUX GUICHETS DU TRÉSOR PUBLIC

(Trésoreries générales, Recettes des Finances, Trésoreries principales, Recettes-perceptions, Perceptions)

ET AUSSI, A PARIS, A LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

هكذا من الأصل

REF ID: A66666



## BOURSE DU 6 JANVIER

[illegible]

Comptant

(selection)

VALEURS

% du m.p.

% du coupon

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

Obligations

Emp. 6,80 % 77

102 16

5 497

6,80 % 78/83

106 20

5 089

12,50 % 78/84

104 20

5 797

12,50 % 80/80

104 16

5 797

12,50 % 81/88

107 47

5 850

16 % 82/88

106 90

9 248

14,80 % 84/83

111 80

12 786

12,50 % 84/83

116 40

0 987

12,50 % 84/83

111 80

0 987

11 % 84/83

114 74

0 617

10,28 % 84/83

109 40

0 433

DAT 10 % 2000

108 86

8 137

DAT 8,50 % 1998

108 74

0 051

DAT 8,50 % 1998

108 43

0 157

CA France 3 1/8

102 13

0 123

CAI Europe joint. del.

102 13

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CAI Paris

102 83

0 123

CA

Cote des changes				Marché libre de l'or			
COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS	
par 100	6/1	Achat	Vente	par 100	6/1	par 100	6/1
Europe (UE 1)	6 108	5 182	5 220	6 320	Or fin (balon en barre)	80100	80800
ECU	7 104	7 104	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Allemagne (100 DM)	341 390	341 390	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Belgique (100 F)	92 277	92 277	92 277	92 277	Or fin (en lingot)	80200	80800
France (100 F)	301 450	301 450	301 450	301 450	Or fin (en lingot)	80200	80800
Grèce (100 dr)	89 440	89 440	89 440	89 440	Or fin (en lingot)	80200	80800
Irlande (100 Ir)	82 870	82 870	82 870	82 870	Or fin (en lingot)	80200	80800
Italie (100 Lira)	11 018	11 022	10 683	10 683	Or fin (en lingot)	80200	80800
Portugal (100 Escudo)	4 102	4 114	4 100	4 200	Or fin (en lingot)	80200	80800
Canada (100 Can)	4 844	4 883	4 300	4 800	Or fin (en lingot)	80200	80800
USA (100 \$)	402 240	400 180	383	410	Or fin (en lingot)	80200	80800
Swiss (100 Sfr)	93 940	90 480	35 300	102 500	Or fin (en lingot)	80200	80800
Australie (100 A\$)	46 940	46 320	47 100	50 100	Or fin (en lingot)	80200	80800
Argentine (100 P\$)	5 381	5 400	5 100	5 600	Or fin (en lingot)	80200	80800
Brazile (100 R\$)	4 140	4 152	3 700	4 400	Or fin (en lingot)	80200	80800
Chili (100 \$)	5 128	5 180	4 830	5 330	Or fin (en lingot)	80200	80800
Colombie (100 \$)	4 874	4 861	4 710	4 930	Or fin (en lingot)	80200	80800
Costa Rica (100 C\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Cuba (100 C\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Dominicaine (100 G\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Egypte (100 L\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
El Salvador (100 C\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Equateur (100 \$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Etats-Unis (100 \$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Guatemala (100 Q\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Honduras (100 L\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Indonésie (100 Rp)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Jamaïque (100 J\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Japon (100 ¥)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Koweït (100 D\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Liban (100 L\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Malaisie (100 M\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Mexique (100 P\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Népal (100 N\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Norvège (100 Kr)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Paraguay (100 G\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
Pérou (100 N\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
République Dominicaine (100 G\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
République du Congo (100 Fcfa)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
République de Côte d'Ivoire (100 Cfa)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
République de Cuba (100 C\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
République de Chine (100 Y\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
République de Corée (100 W\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
République de Cuba (100 C\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800
République de Cuba (100 C\$)	...	...	...	...	Or fin (en lingot)	80200	80800

Chambour (M)	978	...	Burkina Faso	1258 82	1210 43	Chad (CFA franc)	439 20	438 87	Valérie	539 48	532 30
Cambout	281	208	Burundi	...	...	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
Cambout	710	...	Burundi	444 24	432 35	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	180	...	Burundi	1140 01	1136 65	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	367	362	Burundi	9482 82	9362 48	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	62	62	Burundi	1114 07	1117 44	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	170	...	Burundi	5540 69	5580 02	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	240	...	Burundi	28 88	28 27	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	26	27	Burundi	81768 31	81768 31	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	1230	1140	Burundi	14048 35	13737 87	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	401	...	Burundi	1243 28	1243 28	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	462	...	Burundi	252 68	247 73	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	312	337	Burundi	7008 38	7008 38	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	280	...	Burundi	282 94	282 35	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	55 30	...	Burundi	419 39	398 55	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	484	...	Burundi	480 48	455 30	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	569	...	Burundi	420 16	420 16	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	360	...	Burundi	...	...	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30
C. Cap. P. P. P.	142	...	Burundi	...	...	Chad (CFA franc)	161 35	162 73	Valérie	539 48	532 30

Publicité

Financière

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**

مَكْذُوبٌ مِنَ الْأَصْلِ

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La tension américano-libyenne. 4-5 La conférence de Paris sur les armes chimiques. 6 1993 vu de La Haye. 7 Les coupures d'électricité en Argentine. — Cuba après trente ans de révolution.	8 La préparation des élections municipales. — Les listes électorales de Paris sont-elles « revues et corrigées » ? 9 Le débat sur l'échec de la politique européenne dans l'opposition. — La fin des cérémonies de vœux à l'Élysée.	10 M. Joxe plaide pour le logement dans la capitale des policiers parisiens. — « Le journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 12 Plus de quatre millions de personnes atteintes de syndromes grippaux. SPORTS 11 Vent sur le Paris-Dakar.	17 Roger Planchon dirige les répétitions d'Andromaque. — John Gabriel Borkman, d'Ibsen, à la Cité internationale. 18 Balenciaga en livre. 19 Communication : entretien avec M. de Broglie.	23 La progression des crédits à la consommation. — D'étranges remous agitent le capital de LVMH. 24 Les agriculteurs demandent une « conférence » sur leurs revenus. 25 La guerre des hormones. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 24 Campus ..... 22 Carnet ..... 16 Jeux ..... 14 Météorologie ..... 22 Philatélie ..... 22 Radio-télévision ..... 21	• Défis d'initié et « complot » ..... JOUR • Le bilan économique 88 ..... REC • Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille ..... BOURSE 3615 tapes LEMONDE

## L'affaire des délits d'initiés sur le rachat d'American Can M. Bérégovoy suggère la thèse d'un complot politique

Les délits d'initiés sur l'action de la société American Can, rachetée en novembre dernier par Pechiney, seraient-ils le fruit d'un complot politique ? Alors que les noms de plusieurs personnalités proches du président de la République sont cités à propos de cette affaire, M. Bérégovoy a suggéré cette thèse lors de son intervention au Forum de l'Expansion, jeudi 5 janvier, à Paris.

L'enquête que mène la Commission des opérations de Bourse sur les achats d'actions American Can, juste avant que cette société ne soit acquise par Pechiney, « devrait nous réserver quelques surprises », a déclaré M. Pierre Bérégovoy. D'ores et déjà, effectivement, plusieurs noms de personnalités proches du ministre d'État, dont celui de son directeur de cabinet, M. Bouillou, ou du président de la République sont évoqués. M. Max Théret, l'ex-président de la FNAC, souvent partenaire de M. Paul Quilès, notamment lors de la tentative de sauvetage du quotidien le *Matin* avait reconnu publiquement, dans le *Nouvel Observateur* daté 23-28 décembre, avoir acheté des titres sur la base de l'analyse, avait-il expliqué, d'une lettre. La *Lettre confidentielle de la communication et du livre*, spécialisée dans les secteurs de la communication et des médias, cette lettre ne publie que tout à fait exceptionnellement, semble-t-il, des informations sur l'industrie de l'aluminium.

De plus, il semble bien que cette lettre soit liée à M. Théret lui-même. Son directeur de publication, Alain Périssé, de son vrai nom Alain Bodée de Perisset, a participé dans le passé à certaines initiatives de l'ancien patron de la FNAC, notamment le lancement, dans les années 70, d'un quotidien économique, *Forum international*. Selon certaines sources, M. Théret aiderait financièrement cette lettre « confidentielle ». Le titre a été

déposé en décembre 1987 et son contenu ordinaire surprend par son caractère peu confidentiel. L'essentiel est constitué, le plus souvent, par les scores des auditeurs, le palmarès des journaux télévisés, des échos sur la vie des médias, voire une sélection de programmes de télévision.

En cette fin de semaine, c'est maintenant l'entourage du président de la République, lui-même, qui est mis en cause par la presse. M. Roger-Patrice Pelat, 70 ans, ancien industriel et ami personnel et de longue date du président, a été auditionné par la COB. Informé par M. Théret, en même temps que d'autres collaborateurs du président, M. Pelat aurait acheté, d'après *Libération*, 5 000 titres environ, le 15 novembre, en passant son ordre par la Banque Hottinguer. Dans les milieux financiers, on estime que d'autres noms pourraient « sortir » prochainement.

« Je vois ici ou là des noms, a commenté à ce sujet M. Pierre Bérégovoy au forum de l'Expansion, par mes fonctions, je les connais. » D'après le ministre d'État, les noms qui « sortent ne sont pas les seuls concernés ». Aussi a-t-il exprimé le « souhait » que « tous ceux qui ont été mêlés à cette affaire, qui ont eu à en connaître dans l'entreprise, dans la banque et dans l'administration » soient consultés par les enquêteurs de la COB. Ainsi interpellé, la Commission des opérations de Bourse a indiqué, jeudi dans la soirée, que « de manière générale, elle entend les personnes qui lui paraissent susceptibles d'apporter des informations utiles au bon déroulement de ses enquêtes ».

Tout en affirmant qu'il attendait « avec une totale sérénité les résultats de l'enquête », M. Bérégovoy a profité de son intervention pour suggérer l'hypothèse d'un complot politique. Cette affaire est elle « l'effet du hasard ou une information a-t-elle été communiquée, par qui et dans quel but ? » a-t-il demandé. Le ministre laisse en fait entendre qu'une équipe de financiers avisés (réunie autour d'une personnalité qui pourrait être M. Ambroise Roux, le président de Générale Occidentale) aurait réussi à pousser à la faute (au délit d'initiés) plusieurs personnalités proches du pouvoir de manière à déstabiliser non seulement la rue de Rivoli mais également l'Élysée. On remarque que, jusqu'à présent, aucun collaborateur de M. Michel Rocard, n'a été mis en cause dans l'affaire, alors que plusieurs d'entre eux étaient également informés.

● **SÉNAT** : constitution de la commission de contrôle sur les opérations financières des organismes publics. — La commission de contrôle de l'action des organismes publics ayant trait à des opérations financières portant sur le capital des sociétés privées, que le Sénat avait décidé de créer le 21 décembre dernier (*Le Monde* du 22 décembre), s'est réunie jeudi 5 janvier pour constituer son bureau. M. Xavier de Villepin (Un. centr., Français de l'étranger) a été élu président, M. Roger Chénouard (Ri, Paris), rapporteur de la proposition de résolution initiale du RPR qui demandait la création d'une commission d'enquête sur les opérations financières portant sur le capital de la Société générale, a été choisi comme rapporteur, et M. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne) et Raymond Bourguin (app. RPR, Paris) comme vice-présidents.

## Les mouvements en Bourse MM. Worms et Cie détient plus de 5 % de TF1

Le mystérieux raider qui faisait grimper les cours de TF1 en Bourse à la veille de la nouvelle année n'était autre que MM. Worms et Cie. Ce groupe financier est depuis l'origine actionnaire de la chaîne, via la Financière Falas aujourd'hui intégrée à une autre filiale du groupe : la Financière Truffaut. MM. Worms et Cie avait déjà porté de 1,5 % à 2,7 % sa participation dans la Une, alors que parallèlement il se défaisait, en avril dernier des 4,6 % qu'il détenait jusque-là dans M6. Le groupe procédait alors à une réorganisation de ses participations dans l'audiovisuel.

Cette réorganisation s'est traduite, vendredi 6 janvier, par l'annonce à la société des Bourses de MM. Worms et Cie venant d'acquiescer à la participation dans TF1 et de franchir le seuil des 5 %.

« Lors de la privatisation, explique M. Nicholas Clive Worms, associé-gérant du groupe, il ne nous

restait plus beaucoup de place derrière Bouygues et Maxwell. Nous avions été contraints de nous restreindre à 1,5 %. Nous avons toujours souhaité accroître ce pourcentage. Les dirigeants de TF1 ont toujours été au courant. Nous sommes les seuls à leur avoir annoncé chaque augmentation de notre participation de 0,5 %. Nous ne sommes pas un raider. »

L'objectif poursuivi par MM. Worms et Cie, selon son dirigeant, est strictement financier. « TF1 est une superbe affaire », poursuit-il, aussi les cours actuels — considérés par les observateurs comme élevés — doivent-ils être appréciés selon lui, « à moyen et à long terme ». Mais le groupe n'ira guère au-delà de ses participations actuelles. « Vous ne nous verrez pas franchir les 10 % », conclut M. Worms.

P.-A. G.

## Collins accepte l'OPA de Murdoch

Après le retrait du Groupe de la Cité, l'éditeur britannique William Collins a accepté vendredi 6 janvier l'OPA lancée par M. Rupert Murdoch. Le patron de presse américaine détenait déjà 41,7 % du Groupe britannique depuis 1981. En proposant 4,4 milliards de francs pour Collins, le groupe de Murdoch, qui a déjà acquis la majorité d'actionnaires institutionnels ni surtout une promesse de vente de M. Murdoch, a donc renoncé à tenter une OPA, malgré le soutien des dirigeants de Collins. Ces derniers souhaitent garder l'autonomie de Collins, une maison d'édition implantée à Londres et à Glasgow, et renommée aussi bien pour ses ouvrages de littérature générale que pour ses dictionnaires et ses livres éducatifs. Collins a également poussé son intégration verticale avec des intérêts dans la distribution.

Les dirigeants de Collins voudraient aussi l'engagement de M. Murdoch de développer la société et d'en faire la tête de son

activité dans le secteur du livre anglophone. Collins possède déjà la moitié de Harper and Row, l'éditeur américain, qui est l'autre grande branche « livre » de l'empire Murdoch. La prise de contrôle complète de Collins par M. Murdoch, devrait se traduire par des changements. Collins et Harper and Row ne sont pas les éditeurs en anglais d'un certain Mikhail Gorbachev, pour son ouvrage *Perestroika* ?

M.C.I.

M. Philippe Séguin, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, invité d'Égalité, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 8 janvier, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien ministre des affaires sociales et du temple du gouvernement Chirac répondra aux questions d'André Passeron et de Michel Kajanus du *Monde* et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Fomagne, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

## EN BREF

● **A Paris**. — A l'occasion de la présentation de ses vœux à la presse municipale, M. Jacques Chirac a évoqué le statut de Paris tel qu'il existe depuis la loi PLM de 1982. Si cette réforme a amélioré les relations entre les citoyens et leurs élus, un danger existe toutefois car, selon M. Chirac, « il suffirait qu'un ou plusieurs arrondissements élisent une majorité différente de la majorité municipale pour qu'apparaissent un très grand risque de conflit politique et de paralysie de l'action administrative ». M. Georges Serre, président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville de Paris, secrétaire d'État auprès du ministre des transports, présentant à son tour ses vœux à la presse, a estimé que si le Parti socialiste gagnait quatre maires d'arrondissement « ce serait insupportable ».

● **Séoul** rejette la dernière proposition du président Kim Il-sung. Les principaux dirigeants sud-coréens ont rejeté, mercredi 4 janvier, la proposition faite par le

président nord-coréen Kim Il-sung, dans son discours de Nouvel An, d'une rencontre entre responsables politiques du Nord et du Sud à Pyongyang « dans un avenir proche » (*Le Monde* du 3 janvier). L'invitation « ne vaut même pas la peine d'être commentée », a estimé un porte-parole du Parti de la justice et de la démocratie (gouvernemental). Le principal chef de l'opposition, M. Kim Dae-jung, a rejeté l'offre coréenne « irréaliste ». Seuls les dissidents ont salué les propos de M. Kim Il-sung. — (AFP.)

● **URSS** : prochain plénum du comité central du Parti communiste d'Union soviétique se tiendra le 10 janvier pour examiner les candidatures aux prochaines élections législatives proposées par les différents instances du parti. — (AFP.)

● **AFRIQUE DU SUD** : un policier tué dans l'attaque d'un commissariat. — Un policier municipal noir a été tué et 31 policiers ont été blessés, jeudi 5 janvier, lors de l'attaque d'un commissariat de police à la grenade, dans le ghetto noir de Kaitshoeng, à l'est de Johannesburg, a annoncé vendredi matin un porte-parole de la police sud-africaine.

● Prochaine convocation d'un synode africain. — Jean-Paul II a annoncé, le vendredi 6 janvier, sa décision de convoquer une assemblée spéciale pour l'Afrique du synode des évêques, sur le thème : « L'Eglise en Afrique vers le troisième millénaire ». Le pape, qui s'adressait à vingt mille pèlerins rassemblés place Saint-Pierre, a indiqué qu'il avait d'ores et déjà constitué une commission chargée de préparer la célébration du synode.

## Sur le vif Le premier domestique

Ce alors, l'en reviens pas, mon Mimi est venu, il est tout triste de la façon dont on le traite, nous, les journalistes, on lui donne du « Votre Divinité », du « Votre Majesté » et le reste. Si, si, je vous jure, il n'est pas caché en présentant ses vœux à la presse, hier, à l'Élysée. Il s'est même défendu de tout abus de pouvoir. Soies, j'étais, la bouche ouverte de stupeur incroyable.

Enfin, voyons, mon chéri, c'est pas de ça qu'il s'agit. Personne n'a jamais accusé sérieusement de dérive monarchique. C'est pas ton nouvel emploi, celui d'un président trépassé au-dessus de la mêlée, au-dessus des partis, fixant les grandes orientations, les choix décisifs, et tout ça et tout ça, c'est la façon de l'interpréter, qui nous incite à te chahuter, à te taquiner. Le rôle est bon. Pas le jeu. Et surtout pas la mise en scène.

Hier, je te regardais, t'es beau, tu sais, non, sérieux, un beau visage admirablement sculpté, à peine marqué, juste là où il faut, un regard profond, perçant, impénétrable et cet air d'autorité un peu raide, un peu fermé, qui interdit la familiarité et qui, sous la loupe de l'écran, passe à la télé pour de la hau-

teur... hautaine, condescendante.

Si je peux me permettre — tu te fâcheras pas, dis ? — j'ai un problème d'image. Tu sais comment on les a surnommés, tes deux conseillers en communication ? Féné et Colant. Ils savent pas quoi inventer pour l'écarter, te couper du contact des mortels et pour tisser, après chacune de tes célestes apparitions, les couronnes de laurier. Quelle force, hein ! Quel génie ! Quelle puissance ! Quel verbe ! — que viendra poser ensuite sur ton front marmoréon la foule de tes courtisans.

C'est eux qui donnent le « la » à notre chanson. Elle tourne à la rengaine ? Possible. Suffirait d'un rien pour qu'on change de refrain. Ne plus réserver au cercle restreint de rares privilégiés un humour et une humanité bête-ment recouverte, pétrifiée à la chaux, à la pierre, en public. Et garder sans cesse en mémoire ce mot de Frédéric le Grand, un mot choisi à bon escient, le français, il en connaissait toutes les nuances : « Je ne suis jamais que le premier domestique de l'État ».

CLAUDE SARRAUTÉ

## M. Pierre Lellouche nouveau conseiller en communication de M. Chirac

M. Jacques Chirac a nommé samedi 6 janvier M. Pierre Lellouche conseiller en communication.

M. Pierre Lellouche, un communicant, comme le communisme, le tiers-mondisme, l'écologie sociale, le féminisme, etc. Bien que n'ayant jamais milité dans un parti politique, M. Lellouche a été séduit par la façon dont M. Chirac a gouverné entre 1986 et 1988. « Il est le seul, affirme-t-il, à avoir eu le courage de mettre en œuvre le libéralisme en démissionnant, à ouvrir le pays à la compétition et aussi à avoir une doctrine cohérente en matière européenne et dans le domaine militaire ».

En revanche, M. Lellouche est particulièrement critique envers les choix stratégiques faits par M. Mitterrand et notamment à l'égard de son comportement depuis sa réélection. « Uniquement conditionné par un profit médiatique »,

Elève de Raymond Aron, M. Lellouche affirme qu'il a été « vite convaincu de l'imposture des mythes sur lesquels s'appuie la gauche, comme le communisme, le tiers-mondisme, l'écologie sociale, le féminisme, etc. ».

M. Lellouche, qui se dit impressionné par la « droiture, l'honnêteté et la volonté de réflexion à long terme de M. Chirac », affirme qu'il est aux hommes de sa génération de prendre maintenant leurs responsabilités auprès de l'ancien premier ministre.

## Grenoble : le MRG sur la liste de M. Alain Carignon

de notre bureau régional

La présidente de la fédération de l'Isère du Mouvement des radicaux de gauche, Mme Liliane Billères, a annoncé, jeudi 5 janvier, à Grenoble, qu'elle avait choisi d'« envisager l'avenir aux côtés d'Alain Carignon », qui avait déjà présenté la candidature de M. Haroun Tazieff lors des dernières élections cantonales, a en effet proposé plusieurs places, sur la liste qu'il entend conduire aux élections municipales, au Mouvement des radicaux de gauche ainsi qu'au Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert.

Pour expliquer son acceptation, Mme Billères, qui fut secrétaire nationale du MRG jusqu'au congrès de novembre dernier, affirme : « L'approche humaniste et pragmatique d'Alain Carignon est susceptible de réconcilier l'opinion publique avec ses élus. Le seul homme porteur de réalités, capable de concrétiser notre désir de travailler sur le terrain aujourd'hui à Grenoble et de faire avancer nos propositions est, pour nous, Alain Carignon ».

Lors des élections législatives du printemps dernier, Mme Liliane Billères avait reçu le soutien du Parti socialiste pour affronter M. Alain Carignon dans la première circonscription de l'Isère.

J.-L. S.

## Remontée du dollar

Le dollar a poursuivi son ascension à la veille du week-end, s'élevant à 6,13 F, 1,7980 DM et 126 yens, sur des rumeurs de hausse de taux d'intérêt américains. Les milieux financiers prévoient une nouvelle baisse du taux de chômage aux États-Unis, ce qui inciterait les autorités monétaires à durcir leur politique, donc à renchérir les taux à court terme. On reparle à nouveau d'une augmentation du taux de base des banques, déjà relevé quatre fois depuis le mois de mai 1988. La Banque fédérale d'Allemagne est intervenue à plusieurs reprises pour freiner la hausse du dollar, qu'elle juge susceptible de compromettre le rééquilibrage des balances commerciales occidentales.

(Lire également page 26.)

## Hausse annuelle des loyers : 2,68 %

Les loyers des contrats en cours, indexés sur l'indice du coût de la construction de l'INSEE, augmenteront de 2,68 % au moment de leur révision annuelle. En effet, l'indice du troisième trimestre 1988, établi par l'INSEE et publié par le *Journal officiel* du 6 janvier 1989, s'élevait à 919 contre 895 au troisième trimestre 1987.

Le numéro de « Monde » daté 6 janvier 1989 a été tiré à 513 993 exemplaires

**LATREILLE**  
SOLDES ANNUELS  
à tous nos rayons  
62 rue St André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
Tel : 43.29.44.10  
PARKING ATTENDU À NOS MAGASINS

**Le Monde**  
EN BANQUE DE DONNÉES  
LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87  
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINTEL  
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :  
**SINORG G CAM. SERVEUR**  
Tél : 45-38-70-72

**RODIN**  
la mode en  
**SOLDES!**  
Les matières de haute qualité, les coupes de haute couture, les tissus de haute qualité, les couleurs de haute qualité, les finitions de haute qualité.  
**RODIN**  
30, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS